

VOL. 01



# RECUEIL DES DISCOURS OFFICIELS

JANVIER 2019 - JANVIER 2020







#### Photo de couverture

Félix - Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République Démocratique du Congo,  
devant la Fédération des Entreprises Belges.  
17 septembre 2019 - Bruxelles, Royaume de Belgique.

© Didier Malongo, Presse Présidentielle

GRATUIT - NE PEUT ÊTRE VENDU

*République Démocratique du Congo*



**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

CABINET DU CHEF DE L'ETAT  
DIRECTION DE LA COMMUNICATION

# **RECUEIL**

## **DES DISCOURS**

### **OFFICIELS**

24 JANVIER 2019 - 24 JANVIER 2020





# SOMMAIRE

- 11** Avant-Propos
- 13** Introduction
- 19** Prestation de serment constitutionnel,  
Kinshasa - RDC, 24/01/2019
- 37** 32<sup>ème</sup> session de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine  
Addis-Abeba - Ethiopie, 10/02/2019
- 43** Adresse au Corps Diplomatique,  
Kinshasa - RDC, 15/02/2019
- 53** Lancement du Programme d'actions des 100 premiers jours,  
Kinshasa - RDC, 02/03/2019
- 59** Journée Internationale de la Femme,  
Kinshasa - RDC, 08/03/2019
- 63** One Planet Summit,  
Nairobi - Kenya, 14/03/2019
- 69** Journée Mondiale de la Liberté de la Presse,  
Kinshasa - RDC, 03/05/2019
- 71** Séminaire des Gouverneurs,  
Kinshasa - RDC, 13/05/2019
- 77** Journée nationale d'action de grâce,  
Kinshasa - RDC, 23/06/2019
- 79** Foire Internationale de la Ndola,  
Ndola - Zambie, 28/06/2019
- 83** 59<sup>ème</sup> anniversaire de l'Indépendance de la RDC,  
Ituri - RDC, 30/06/2019
- 93** 1<sup>ère</sup> édition de la Journée Africaine de lutte contre la corruption,  
Kinshasa - RDC, 11/07/2019
- 99** 39<sup>ème</sup> Sommet de la SADC,  
Dar Es Salaam - Tanzanie, 17/08/2019
- 103** 1<sup>er</sup> Forum national sur l'énergie électrique,  
Kinshasa - RDC, 20/08/2019
- 107** 7<sup>ème</sup> TICAD,  
Yokohama - Japon, 28 au 30/08/2019
- 111** Atelier de validation du plan national du numérique « Horizon 2025 »,  
Kinshasa - RDC, 03/09/2019
- 117** 5<sup>ème</sup> édition du forum Makutano,  
Kinshasa - RDC, 06 au 07/09/2019
- 123** 5<sup>ème</sup> édition du Forum « Investir en Afrique »,  
Brazzaville - République du Congo, 10 au 12/09/2019
- 129** Réunion sur l'Alliance pour les forêts tropicales,  
New York - Etats-Unis, 23/09/2019
- 131** Sommet «Action pour le Climat»,  
New York - Etats-Unis, 23/09/2019





- 135 Business Council of International Understanding,**  
New York - Etats-Unis, 24/09/2019
- 139 Réunion de haut niveau sur l'Accord-Cadre d'Addis-Abeba,**  
New York - Etats-Unis, 25/09/2019
- 141 74<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations Unies,**  
New York - Etats-Unis, 26/09/2019
- 153 Inauguration de la Station de recherche agronomique de l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA/Kalambo),**  
Bukavu - RDC, 08/10/2019
- 157 Lancement du Programme Présidentiel accéléré de lutte contre la pauvreté et les inégalités,**  
Kinshasa - RDC, 16/10/2019
- 163 Lancement de la Fondation des Combattants contre la faim au monde au Dialogue de Borlaug,**  
Iowa - Etats-Unis, 17/10/2019
- 169 1<sup>er</sup> Sommet Russie-Afrique,**  
Sotchi - Russie, 24/10/2019
- 173 Signature du Projet d'appui à la Cellule Présidentielle de Veille Stratégique,**  
Kinshasa - RDC, 31/10/2019
- 177 Forum de Paris sur la Paix,**  
Paris - France, 12/11/2019
- 181 Messe d'Accueil de Son Eminence Fridolin Cardinal Ambongo Besungu, Archevêque de Kinshasa**  
Kinshasa - RDC, 17/11/2019
- 185 Journée Internationale de la personne handicapée,**  
Kinshasa - RDC, 03/12/2019
- 187 9<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'État et de gouvernement des pays ACP,**  
Nairobi - Kenya, 09/12/2019
- 191 2<sup>ème</sup> Forum national sur la Décentralisation,**  
Kinshasa - RDC, 11/12/2019
- 195 Discours sur l'état de la Nation, devant le Parlement réuni en Congrès,**  
Kinshasa - RDC, 13/12/2019
- 235 Ouverture du Séminaire gouvernemental,**  
Zongo - RDC, 27/12/2019
- 239 Clôture du Séminaire gouvernemental,**  
Zongo - RDC, 28/12/2019
- 241 Message de vœux pour la nouvelle année 2020,**  
Kinshasa - RDC, 31/12/2019
- 249 Business Environment Meeting au Sommet UK-Africa**  
Londres - Royaume-Uni, 21/01/2020
- 253 Index**





## AVANT PROPOS

« Prestation de serment constitutionnel », « Lancement du programme d'actions des 100 premiers jours », « Journée de la Femme », « 59<sup>ème</sup> anniversaire de l'Indépendance de la RDC », « Atelier de validation du Plan national du numérique », « Sommet Action pour le Climat », « 74<sup>ème</sup> Assemblée Générale des Nations Unies », « 1er Sommet Russie-Afrique », « Discours sur l'état de la Nation », tous ces titres ou thèmes ont été exploités par Son Excellence Monsieur le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, dans ses différentes adresses, tant au pays qu'à l'étranger, durant la première année de son quinquennat.

Au total, 38 discours officiels sont regroupés dans le présent recueil, organisés par ordre chronologique sur plus de 250 pages, rangés par mois à compter du premier que le Chef de l'Etat a eu à prononcer, à savoir, celui du 24 janvier 2019 relatif à sa « Prestation de serment constitutionnel » jusqu'au dernier, celui du 21 janvier 2020.

Ces discours pourront ainsi se lire chronologiquement les uns à la suite des autres ou suivant un ordre thématique organisé par ordre alphabétique, au grès des différents thèmes abordés et des centres d'intérêt du lecteur. A cet effet, et pour faciliter la recherche, un lexique édité en fin d'ouvrage a été élaboré, selon des thèmes aussi variés que la Paix, la Sécurité, l'Etat de droit, le Genre, la Jeunesse, la Bonne gouvernance et bien d'autres.

Enfin, ce recueil est le fruit du travail abattu par tous les membres de la Direction de la Communication du Chef de l'Etat qui, sous la supervision du Directeur de Cabinet, ont compilé, relu, corrigé, organisé et mis en forme le présent ouvrage.

Un premier recueil qui en appelle d'autres, puisque chaque année, un nouvel exemplaire des discours officiels du Chef de l'Etat viendra agrandir votre collection qui contiendra des recueils des années 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023.

Une collection dont vous saurez assurément exploiter le contenu, que vous soyez historiens, politiciens, étudiants, professeurs ou un simples lecteurs.

Ces discours sont disponibles sur le site internet de la présidence à l'adresse suivante : [www.presidence.cd/recueildesdiscours2019-2020](http://www.presidence.cd/recueildesdiscours2019-2020) ou à la rubrique « Ressources ».

**Lydie Omanga Dihandju**

Directrice de la Communication du Chef de l'Etat





## INTRODUCTION

Le recueil que vous tenez entre vos mains a toujours été une évidence dès le prononcé du discours d'investiture du nouveau Chef de l'État, le 24 janvier 2019.

En effet, dès ce jour-là, nous avons eu à l'esprit de faire la compilation de tous les discours du Chef de l'État. Mais sur toute une année, des discours au sens large, le Président de la République en a tenu un grand nombre.

La nécessité de faire un choix s'est vite imposée à nous : allions-nous présenter ici tous les discours, allocutions ou adresses qu'il a pu faire ? Devrions-nous seulement retenir ceux dits « officiels » qu'il a eus à faire devant les assemblées, les institutions en République Démocratique du Congo ou à l'étranger dans le cadre d'événements ou de manifestations officielles, au risque d'en passer certains sous silence ?

Le choix a été celui de rendre compte ici des discours dits « officiels ». Peut-être que ce choix n'emportera pas l'assentiment de tous. En revanche, il nous a paru être le plus objectif, le plus rigoureux.

Pourquoi un recueil des discours officiels ? Pourquoi s'astreindre à cette compilation et à cet agencement qui vous sont présentés ici ?

Nous savons que le langage est au cœur de l'action politique, que cette action se déploie entre autres par la parole portée à travers les écrits et autres discours. C'est ce qu'on appelle la rhétorique politique.

De ce fait, le discours fait partie de l'exercice du pouvoir. C'est, par définition, le mode d'expression du Politique et c'est aussi un « levier des Gouvernants dans la relation « gouvernants-gouvernés »<sup>(1)</sup> qui légitime la présence au pouvoir.

Nous savons aussi que le Discours est un élément permanent et récurrent de l'expression du pouvoir. Il permet de formaliser les concepts, les phénomènes, les problèmes, de les politiser pour les maîtriser et de les rendre intelligibles.

Cette activité discursive marque non seulement les événements, donne du sens aux faits historiques, permet de mettre à jour les craintes, les tensions mais aussi les espoirs à un moment, à une époque. Cette activité permet de comprendre le mobile, le pourquoi du comment de la vision d'un homme politique, d'un Homme d'État, le contexte d'une décision et de mobiliser l'action politique. Il est un fait indéniable aujourd'hui, que la rhétorique politique est un facteur essentiel associé à la bonne gouvernance pour réaliser le développement durable.

(1) Jean-Marie Cotteret, « Gouverner, C'est Paraître », *Politique d'aujourd'hui*, PUF 1991, p. 11.

Alors, quoi de mieux qu'un recueil de discours pour rassembler et partager dans ces pages la vision du Premier des Congolais, le nouveau Chef de l'Etat, Félix- Antoine Tshisekedi Tshilombo pour faire de chaque congolaise et congolais un agent de la transformation qualitative de notre vie et société ?

Notre objectif, au-delà d'une simple présentation et d'un partage, est d'aider les lecteurs et les congolais, étudiants, professeurs d'universités, maîtres d'école, politiques ou pas, à comprendre la vision du Chef de l'Etat sur les différentes questions de politique nationale, internationale, économique et sociale.

Ce recueil est un élément de la « redevabilité » que tout dirigeant digne de ce nom doit rendre à ceux qui l'ont élu à la magistrature suprême.

Ces discours, au nombre de 38, ont ponctué la vie politique, économique et sociale de la République Démocratique du Congo du 24 janvier 2019 au 21 janvier 2020, soit une période de 12 mois ce qui correspond à peu près à 3 discours par mois. Loin d'être une règle, certains mois, du fait d'une activité intense et des voyages, comme ceux de septembre et octobre, font partie des mois les plus productifs.

Ces discours resteront dans l'histoire de la République Démocratique du Congo. Certains d'entre eux ont déjà eu un impact sur les Congolais quand d'autres ne produiront des effets qu'à plus long terme. Mais une chose est sûre, ils ne laisseront aucun Congolais indifférent !

Un tel travail n'aurait pas pu se faire sans le concours de tous les membres du cabinet du Chef de l'Etat. Nous leur exprimons ici toute notre sincère reconnaissance.

Ce recueil est à présent le vôtre, faites-en un bon usage.

Bonne lecture !

**Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi**

Directeur de Cabinet du Chef de l'État.









JANVIER 2019

---

**PRESTATION DE SERMENT CONSTITUTIONNEL**

Kinshasa - RDC, Jeudi 24 Janvier 2019

---





## **PRESTATION DE SERMENT CONSTITUTIONNEL**

Kinshasa - RDC, Jeudi 24 Janvier 2019

---

**Excellences Messieurs les chefs d'Etats,  
Excellence Monsieur le Président Joseph Kabila KABANGE,  
Excellence Messieurs les chefs de Gouvernements,  
Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,  
Monsieur le Président du Sénat,  
Monsieur le Président de la Cour Constitutionnelle,  
Monsieur le Président de la Cour de Cassation,  
Monsieur le Président du Conseil d'Etat,  
Mesdames et Messieurs les Députés,  
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,  
Mesdames et Messieurs les Chefs des Missions Diplomatiques et  
Représentants des Organismes du Système des Nations Unies,  
Mesdames et Messieurs les Présidents des regroupements et partis politiques,  
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations syndicales  
et Confessions religieuses,  
Autorités locales et coutumières,  
Distingués Invités, tous en vos qualités, rangs et grades respectifs,  
Chers compatriotes,**

Ce jeudi 24 Janvier 2019 est un jour historique. C'est un jour rêvé par tous les acteurs qui ont porté notre beau pays dans ce qu'il avait de noble, tout en éveillant nos consciences. Un grand jour pour notre volonté commune de franchir ensemble les rivages de notre destin.

Nous ne célébrons pas la victoire d'un camp contre un autre. Nous honorons un Congo réconcilié. La République Démocratique du Congo que nous formons ne sera pas un Congo de la division, de la haine ou du tribalisme.

Nous voulons construire un Congo fort dans sa diversité culturelle et son attachement à la mère patrie. Un Congo tourné vers son développement dans la paix et la sécurité. Un Congo pour tous dans lequel chacun mérite sa place.

Si cette étape de la transition démocratique peut être considérée comme l'aboutissement d'un combat, nous devons aussi y voir l'horizon d'une ère nouvelle. Sans aucun doute le commencement d'un autre combat dans lequel nous voulons engager tout le peuple congolais, le combat pour le mieux-être de chaque citoyenne et citoyen de ce beau pays.

**Chers Compatriotes,**

Cinquante-neuf ans après notre indépendance, le peuple congolais réalise par son engagement démocratique, une transition du pouvoir entre un Président élu sortant et un Président élu entrant.

Nous tenons à exprimer pour la première fois devant vous, notre reconnaissance au peuple congolais de nous avoir accordé à travers son suffrage, ce grand honneur. Cette confiance sera pour nous un soutien indispensable dans l'exercice de nos hautes responsabilités.

Nous nous engageons donc à nous conformer scrupuleusement à nos obligations constitutionnelles susdites.

**Excellences Messieurs les Présidents, Distingués invités  
Excellences, Mesdames et Messieurs  
Chers compatriotes,**

Le peuple Congolais a fait de chacun d'entre nous des citoyens fiers de leur histoire et dignes dans la souffrance de leur combat quotidien.

A cet instant où une partie de l'aboutissement de ce combat prend toute sa dimension historique, notre peuple, ce vaillant peuple combatif, n'a jamais perdu espoir. Notre force collective réside dans notre attachement aux valeurs universelles de paix, d'un Etat de droit au service de chaque citoyen.

Nous tenons à rendre hommage à tous nos héros, tous nos martyrs, à nos compatriotes qui sont tombés sur le champ d'honneur pour la cause de la démocratie et de l'alternance.

Par reconnaissance à leur sacrifice, nous vous prions de vous lever et d'observer une minute de silence en leur mémoire.

Nous vous remercions.

**Chers compatriotes,**

Ce moment inédit de notre histoire est aussi un instant privilégié pour célébrer différents acteurs présents et passés, qui ont contribué à l'avènement de cette transition démocratique.

Nous pensons tout d'abord au Président Joseph KASA-VUBU, réputé pour sa droiture et sa gestion saine des deniers publics.

Ensuite, au Premier Ministre Patrice EMERY LUMUMBA qui déclara, je le cite « Pour la dignité de l'Afrique, j'accepte la mort ».

Puis, au Président Joseph-Désiré MOBUTU, déterminé dans la recherche de l'unité du peuple congolais et l'affirmation de notre authenticité.

Enfin, au Président Laurent-Désiré Kabila particulièrement attaché à l'idéologie de « Ne jamais trahir le Congo ».

Pour ces architectes de notre souveraineté, la noblesse de leur combat demeurera à jamais dans notre conscience collective nationale. Elle est une exigence qui nous impose de réussir dans notre mission au service de notre peuple.

Nos pensées se dirigent également vers tous les candidats qui ont participé à l'élection présidentielle du 30 décembre 2018.



Nous saluons la participation importante des femmes comme candidates aux différents scrutins du récent processus électoral. Nous les encourageons à s'engager davantage lors des prochaines échéances électorales afin de promouvoir la parité homme-femme prônée par l'article 14 de notre Constitution.

C'est ici également l'occasion de témoigner notre profond respect et sincère admiration à l'endroit de notre frère Martin Fayulu Madidi, avec lequel nous avons mené ce combat politique depuis plusieurs années. L'engagement de ce véritable « soldat du peuple » est un exemple pour la vitalité de notre démocratie et la responsabilité civique de chaque congolais.

Nous partageons aussi un sentiment patriotique commun avec le Camarade Emmanuel Ramazani Shadary et tous les autres citoyens qui ont su apporter engagements et contributions par leurs idées pour un Congo meilleur.

A tous ces compatriotes émérites, la patrie leur est reconnaissante.

Par la consultation, le dialogue et la prise en considération de leurs idées, nous sommes enclins à les associer à la gouvernance de notre pays.

#### **Chers compatriotes,**

L'animation de notre processus démocratique a bénéficié de l'apport déterminant de plusieurs institutions, organismes et acteurs de la société civile.

Nous voulons aussi mettre en exergue l'important rôle de la Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI), des Confessions religieuses dans toute leur diversité, des organisations civiles et mouvements citoyens.

En effet, pour la première fois, notre pays a organisé sur fonds propres, sans la moindre contribution financière extérieure, une triple consultation électorale.

Néanmoins, notre dispositif électoral mérite des ajustements appropriés.

Nous saluons la contribution de différentes Confessions religieuses de notre pays dans la consolidation du processus électoral, avec une mention particulière à l'Eglise Catholique dont l'Accord de Saint Sylvestre a été déterminant.

#### **Chers compatriotes,**

Cette campagne a été aussi pour nous l'occasion de valider le patriotisme de certains de nos concitoyens disposés à surpasser toute ambition individuelle pour privilégier l'intérêt supérieur de la nation. Nous avons une pensée émue pour notre frère, ami et colistier de la coalition «Cap pour le changement», en sigle CACH, nous citons Monsieur Vital Kamerhe.

Ancien Président de notre assemblée nationale, Vital Kamerhe, président du parti «Union pour la Nation Congolaise» (UNC), bien qu'initialement candidat à la présidentielle de 2018, a su mettre les intérêts du peuple congolais au-dessus de ses ambitions personnelles en formant avec nous-même et notre formation politique UDPS, le ticket gagnant.

### **Chers compatriotes,**

La force et l'unité d'un peuple repose sur la solidarité et la réconciliation nationale. Aussi, dans le cadre d'une action concertée, nous entendons engager le Gouvernement et toutes les autorités coutumières de notre pays à œuvrer pour la paix et la tolérance en vue d'une cohabitation pacifique entre nos différentes communautés.

Par ces vertus, l'épisode douloureux des conflits tribaux et locaux qui ont endeuillé notre pays, ne sera qu'un lointain et triste souvenir.

Outre nos citoyens civils, les premiers garants de notre cohésion nationale sont nos forces de défense et de sécurité qui assurent un rôle primordial dans la protection et l'intégrité du territoire ainsi que dans celle des personnes et de leurs biens.

Nous leur offrirons un cadre de travail digne de leur mission pour en faire une institution véritablement républicaine.

Nos forces de défense et de sécurité doivent être porteuses du dialogue entre civils et leurs différents corps de métiers. La gestion de nos forces de défense et de sécurité doit se faire sans la moindre discrimination ethnique ou sociale. A compter de ce jour, elles doivent se sentir pleinement intégrées dans la nation par leurs actes.

Nous voulons valoriser par une plus forte responsabilité l'attachement de nos compatriotes aux valeurs républicaines qui régissent notre nation.

### **Chers compatriotes,**

Nous appelons les détenteurs de l'autorité, à tous les échelons de notre pays, au respect strict et infaillible des droits des personnes et de leurs biens conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, en leur demandant de réaliser leur mission dans le cadre légal.

Dans ce contexte, le Gouvernement initiera une campagne de sensibilisation de tous les agents de l'Etat sur leurs responsabilités vis-à-vis de nos populations.

Ainsi, le Ministre de la Justice sera chargé de recenser tous les prisonniers politiques, d'opinion ou assimilés sur l'ensemble du territoire national en vue de leur prochaine libération.

Sous notre mandat, nous veillerons à garantir à chaque citoyen le respect de l'exercice de ses droits fondamentaux. Nous nous engageons à bannir toutes formes de discriminations.

Nous bénéficions à chaque étape de l'inspiration de ceux qui orientent notre vision. A ce titre, nous voulons rendre un hommage héroïque à celui qui a orienté et façonné notre lutte politique durant quatre décennies avant de nous quitter au cœur du combat le 1<sup>er</sup> février 2017. Nous avons cité le Président Etienne Tshisekedi Wa Mulumba.



Cet Homme d'exception, dont le sort personnel est indéniablement lié à l'histoire contemporaine de notre pays, a su par son charisme, sa rigueur morale, sa ténacité et son dévouement, incarner les profondes aspirations du peuple congolais pour la démocratie et le progrès social.

Nous voudrions ici lui témoigner toute notre affection et la reconnaissance de la Nation toute entière.

Le Président Etienne Tshisekedi nous a inculqué les valeurs de la lutte politique au service de chaque congolais quelle que soit son opinion, son origine et son parcours. Nous allons appliquer ces enseignements dans nos actes au service de notre peuple.

### **Chers compatriotes,**

Dans le plus grand respect de la tradition républicaine, nous rendons hommage à celui qui aura été l'un des acteurs de la matérialisation de l'alternance démocratique et pacifique.

### **Monsieur le Président Joseph Kabila Kabange,**

Nous portons dans notre tradition le long combat pour l'émancipation et la souveraineté du peuple congolais par l'instauration d'un véritable Etat de droit. A ce titre, nous avons été votre fervent adversaire politique, Monsieur le Président.

Nous n'oublions rien de nos combats politiques, des moments difficiles traversés. Nous avons vécu au cours des décennies des périodes d'incertitudes et d'extrêmes tensions dans un climat politique non apaisé.

Dans votre exercice du pouvoir, vous avez pu engager le pays dans une transition qui avait abouti à la réunification du Territoire national alors divisé.

Mais aucun de ces moments n'a pu altérer votre détermination à permettre au peuple congolais de se choisir librement ses dirigeants.

Votre action s'inscrit ainsi dans l'héritage de vos prédécesseurs et autres dirigeants historiques.

Veillez accepter, Monsieur le Président, toutes nos félicitations.

### **Chers compatriotes,**

Par sa situation géographique et en considération des enjeux géostratégiques de ses richesses naturelles et de son capital humain, la République Démocratique du Congo porte une espérance pour l'Afrique et le monde.

En effet, avec ses quatre-vingts millions d'habitants, ses diverses et innombrables ressources naturelles, son bassin hydrographique riche, sa forêt équatoriale dense ; capable d'apporter une solution aux enjeux climatiques, notre pays est un véritable atout pour les pays de la région, pour l'Afrique et pour notre planète.

A titre d'exemple, différentes études d'organismes internationaux de référence démontrent que le potentiel de notre pays peut éradiquer la faim dans le monde. Avec ses 80 millions d'hectares de terres arables accessibles et ses 40 millions d'hectares de terres irrigables, doté d'un programme agricole innovant, le Congo peut atteindre l'autosuffisance alimentaire et nourrir deux milliards de personnes en résorbant ainsi deux fois le déficit alimentaire mondial.

Dans le cadre de l'industrie automobile, la production mondiale des voitures électriques dépassera dans un futur proche celle des voitures à moteur polluant. Or comme vous le savez tous, les matières premières essentielles pour cette industrie sont le cobalt et le Lithium, dont le Congo est la première réserve mondiale.

Plusieurs industries de technologie de pointe dépendent de notre sous-sol. Le bien-être de chaque congolais est le garant d'une bonne gestion de nos ressources naturelles.

En considération de ces éléments, nous sommes conscients des attentes du monde entier sur l'utilisation rationnelle de nos réserves en matières premières, notamment face aux enjeux des énergies renouvelables et des changements climatiques.

C'est pourquoi, conscient de cet immense défi, en accédant à la plus haute charge de nos pays, le sentiment qui m'anime est celui d'une grande humilité face aux lourdes responsabilités qui sont les miennes.

Ainsi, j'invite chaque citoyen congolais à concrétiser les piliers de notre projet de société dans la sphère de ses activités, de ses actions ou de ses responsabilités.

### **Chers compatriotes,**

Nous nous engageons à ériger un Etat moderne, pacifique, démocratique et soucieux de chaque citoyen. Un Etat où chaque institution va jouer son rôle dans le cadre du principe de séparation des pouvoirs. Un Etat qui garantira le bonheur de tous. En communion avec nos pères fondateurs, nous pouvons valablement formuler pour les générations futures les promesses qui inspirent notre engagement.

Le Gouvernement que nous allons nommer prochainement et qui sera investi par le Parlement va décliner son action politique sur plusieurs priorités.

- La pacification de tout le territoire national en accélérant la lutte contre l'éradication des groupes armés qui sévissent et sèment la désolation auprès de nos populations ;
- La lutte contre la pauvreté par des actions sociales et une politique novatrice de cohésion nationale ;
- La réhabilitation et la consolidation d'un État de droit à travers des institutions solides, de proximité et équitables au service de l'emploi, de la jeunesse, de l'éducation, de la santé et de tous nos enjeux économiques et sociaux ;





- Une lutte efficace et déterminée contre la corruption et les anti-valeurs notamment l'impunité, la mauvaise gouvernance, le tribalisme et autres ;
- La promotion de la presse et des médias pour en faire véritablement un quatrième pouvoir ;
- La valorisation de notre capital humain par la promotion des jeunes et des femmes ;
- Le développement des milieux ruraux par la construction des infrastructures sociales de base pour mieux maîtriser l'exode rural ;
- La simplification des procédures administratives dans les secteurs clé de la vie nationale pour favoriser le climat des affaires, le développement du tourisme, la libre circulation des biens et des personnes et l'accessibilité du citoyen à tous les services de l'Etat.

**Chers compatriotes,**

La réalisation de ces engagements se traduit par la mise en place d'un plan coordonné de gouvernance avec des actions immédiates et déterminantes sur le plan militaire, politique, diplomatique, socio-économique, humanitaire et environnemental.

Nous ferons de la réconciliation nationale l'une de nos priorités. Nous sommes convaincus de l'urgence de mettre en place rapidement une véritable procédure d'écoute et de dialogue dans l'ensemble du pays en prélude à un forum de réconciliation qui réunira toutes nos forces vives.

**Chers compatriotes,**

La paix repose aussi sur la capacité de chaque citoyen à être le pilier de notre système démocratique basé sur un fonctionnement sain et efficace des institutions. Nous sommes favorables à une véritable modernisation de notre système politique.

Les formations politiques doivent transcender les clivages ethniques et sociologiques. Les modes de scrutin doivent mieux s'adapter à nos réalités tout en préservant nos capacités financières. Le financement public des partis politiques doit être appliqué.

Nous souhaitons que ces objectifs se traduisent par l'adoption d'une nouvelle loi électorale garante de l'équité pour tous les citoyens.

**Chers compatriotes,**

A cet instant de célébration de notre engagement démocratique, notre pensée profonde va vers les populations de BENI, BUTEMBO dans le Nord-Kivu, et du Kasaï Central qui continuent à subir des pertes en vie humaines.

Nous avons la forte détermination d'éradiquer tous les groupes armés nationaux et étrangers qui continuent à sévir dans cette partie de la République, plus particulièrement à l'Est de notre territoire.

Que nos compatriotes de Beni, Butembo et Yumbi, soient assurés de notre détermination de les voir remplir leur devoir civique comme prévu par la CENI.

Nous devons également l'admettre : l'absence prolongée de l'autorité locale légitimée par des élections constitue un véritable frein à la mise en œuvre de nos politiques publiques, notamment en matière d'état-civil, d'éducation, de santé, d'assainissement et d'environnement.

Le dernier recensement de la population date de 34 ans. Nous avons accepté une situation dans laquelle plusieurs de nos compatriotes ne disposent pas de carte d'identité ou d'état civil.

Nous comptons engager le Gouvernement à réaliser très rapidement un recensement sur tout le territoire. L'information démographique fiable est nécessaire à la planification de notre développement dans l'ensemble du pays, province par province.

Nos provinces souffrent car notre système de transfert des recettes fiscales est inégalitaire. L'alinéa 2 de l'article 175 de la Constitution relatif au principe de la rétrocession à la source de 40% des recettes fiscales aux provinces constitue une source de déséquilibre.

Un rééquilibrage est donc nécessaire sur base de critères objectifs applicables à l'ensemble des provinces. Parmi ces critères figurent la démographie, le niveau de développement et la capacité de gestion et d'absorption des allocations financières.

Renforcer les moyens de nos provinces pourra garantir l'accès du citoyen à une justice équitable et de proximité. Notre pays compte un magistrat pour environ 26.000 habitants.

Ce déficit fragilise l'équité et l'efficacité de la justice de notre pays tout en légitimant la défiance des citoyens congolais.

Les actes de procédures judiciaires sont parfois rendus en contrepartie de divers paiements pour certains, en dehors de toutes règles établies. La grande majorité des justiciables est désemparée.

Un cadre juridique efficace permet de renforcer en premier lieu la lutte contre la corruption, fléau qui dévaste notre pays, ses institutions et ne protègent pas les créateurs de richesse.

Nous allons initier une stratégie de lutte contre la corruption dans l'ensemble des rouages de l'Administration publique. Un accent particulier sera porté sur la lutte contre la délinquance fiscale.



Afin de valoriser l'Etat de droit, nous allons procéder au renforcement de la sensibilisation au civisme fiscal.

Chaque année, nous subissons entre 16 et 20 milliards de dollars d'évasion fiscale, soit quatre fois notre budget annuel. Nous devons inverser cette tendance. Un mécanisme de guichet unique attrayant, ainsi qu'une simplification des procédures fiscales et douanières seront institués afin de permettre à l'ensemble de nos acteurs nationaux et étrangers de s'inscrire dans une démarche légale bénéfique pour toutes les parties.

Nous comptons ouvrir des perspectives nouvelles afin de renforcer la dynamique du développement économique et social de notre nation.

Suivant des critères établis par les organismes internationaux, le Congolais est indexé dans la catégorie des citoyens vivant avec un revenu annuel moyen par habitant de moins de 400 dollars, soit un des revenus les plus faibles de la planète. Nous devons faire évoluer favorablement ce paramètre pour nos concitoyens.

Nous devons renforcer et augmenter la productivité de notre secteur privé, encourager l'entrepreneuriat par les Congolais, mobiliser nos efforts dans des secteurs à forte valeur ajoutée et créateurs d'emplois pour la jeunesse de notre pays, particulièrement l'agriculture, les nouvelles technologies, l'innovation, les industries de transformation et la protection de l'environnement.

Nous ferons appliquer avec rigueur sur l'ensemble du territoire, la loi sur le petit commerce réservé aux nationaux dans le cadre du principe du privilège national. Afin de combler son retard en rapport avec le standard des pays en voie de développement, le Congo doit consacrer 6 milliards de dollars annuellement sur dix ans aux infrastructures, dont 1 milliard de dollars seulement pour la maintenance. En réalisant cet objectif, le gouvernement consolidera, notre croissance économique.

Ces infrastructures, base de notre développement, sont nécessaires pour garantir la reconquête de notre économie, particulièrement les infrastructures routières, les ports, les aéroports, l'accès à l'eau et à l'électricité, les nouvelles technologies sous toutes leurs formes.

Nous demanderons au Gouvernement de réaliser un plan d'investissement des plus ambitieux avec les partenaires nationaux et internationaux en usant de toutes les techniques financières sécurisées possibles, y compris les Partenariats Publics Privé et des financements innovants.

Notre pays dispose du potentiel hydroélectrique le plus élevé au monde. Plus de cent mille Mégawatts sont disponibles sur 217 sites de production d'Hydroélectricité pouvant permettre aussi bien la construction des micro-barrages que de plus grandes infrastructures.

Pourtant, seul 2,6% de ce potentiel est exploité. Nous devons atteindre les 50% en une décennie.

Le taux d'accès de la population congolaise à l'énergie électrique est de moins de 9% contre une moyenne de 30% en Afrique et de 80% dans le monde. Pourtant, des études du PNUD démontrent que 76 000 villages du Congo peuvent s'auto-suffire en énergie grâce à leurs cours d'eau. Nous devons agir et innover. Notre déficit énergétique impacte sur la productivité dans tous les secteurs de notre économie. Suivant les normes modernes, nous allons initier, toutes les gammes de projets d'hydroélectricité dans toutes les provinces du pays. Par ailleurs, les projets Inga III et Grand Inga seront réalisés avec une ouverture plus transparente vers les partenaires en tenant compte de l'importance stratégique et mondiale de ce site.

Ce mouvement de production électrique sera renforcé par toutes les formes de production de nouvelles énergies. Une nouvelle loi sur l'électricité sera instaurée. L'accès à l'eau potable est aussi un important défi. Nous devons tous réaliser que le Congo dispose de 53% des réserves d'eau du continent africain. Pourtant, moins de 10% de nos concitoyens ont accès à l'eau potable. Ce secteur bénéficiera d'une véritable stratégie d'investissement d'urgence pour augmenter drastiquement le taux d'accès à l'eau potable de nos populations. Notre système éducatif doit être en phase avec nos grands défis économiques et humains. Nous devons offrir une meilleure formation technique et professionnelle à notre jeunesse pour faire de notre pays un solide pôle d'attractivité et d'implémentation technologique.

Aussi, il est injuste d'exiger aux familles le paiement d'une « prime des parents » consistant à les voir payer le salaire des enseignants. Nous devons trouver rapidement une alternative à cette situation injuste. Conformément à notre constitution, la gratuité de l'enseignement fondamental doit être une réalité. Nous allons veiller à améliorer les conditions des enseignants du primaire, secondaire et universitaire.

S'agissant des étudiants, des universités et des instituts supérieurs, nous sommes conscients des difficultés dans lesquelles ils évoluent, notamment les coûts élevés des frais d'inscription, l'insuffisance des frais de fonctionnement des établissements publics de l'Etat et la détérioration des infrastructures. Nous appliquerons des mesures urgentes de modernisation des infrastructures, d'allègement des frais académiques, d'actualisation des programmes et d'amélioration des conditions de vie des étudiants et enseignants.

Nous entendons aussi améliorer les conditions de travail des fonctionnaires et agents de l'Etat. Dans cette optique, nous souhaitons initier des échanges avec les différents syndicats socio professionnels afin de trouver des solutions à toutes ces préoccupations.



## **Chers Compatriotes,**

L'implication des femmes dans l'ensemble des activités de la vie de notre nation mérite une politique plus volontariste d'encadrement, d'encouragement et de meilleure visibilité.

Outre l'impact indéniable des femmes dans notre vie sociale et dans plusieurs pôles économiques, il est essentiel de réaliser la promotion véritable de nos talents féminins à des postes de décision dans notre pays. Nos jeunes diplômés doivent disposer de tous les atouts pour rejoindre le marché du travail ou celui de l'entrepreneuriat. Nous allons demander au Gouvernement d'innover dans l'accès aux marchés publics pour les jeunes diplômés.

Le Gouvernement initiera un partenariat entre l'Etat, les provinces, le secteur privé, la société civile et nos partenaires au développement en vue d'engager un vaste programme national de promotion de l'entrepreneuriat pour les jeunes. La réussite de ces engagements sera soutenue par un financement ambitieux et maîtrisé, garant de notre développement. Cette démarche implique une politique monétaire volontariste, un cadre d'investissement des entreprises plus élaboré, un accès aux crédits pour les entreprises et les particuliers moins contraignants.

Le gouvernement devra réaménager le Code des investissements afin de favoriser de nouveaux projets ayant un impact sur des zones géographiques ou des secteurs d'activités cibles définis en fonction des priorités nationales. Nous travaillerons pour rendre le climat des affaires plus attractif et compétitif notamment par l'aménagement de la fiscalité en faveur du développement.

Nous engagerons une véritable concertation avec l'ensemble des composantes de notre tissu économique pour redéfinir un environnement propice. Cet engagement se traduira par une profonde restructuration de l'ANAPI. Notre agence nationale de la promotion de l'investissement doit véritablement jouer un rôle de leadership dans ce domaine.

## **Chers Compatriotes,**

Garant de l'exemplarité, le gouvernement adoptera une politique de stabilité macroéconomique s'appuyant sur une gestion rigoureuse de la dépense publique assortie d'une politique budgétaire prudente.

Notre stratégie d'endettement à moyen et long terme verra notre pays bannir toute dette publique ayant comme contrepartie le gage d'actifs miniers ou d'actifs publics. Nous devons nous protéger et épargner pour les générations futures. Nous allons privilégier la dette concessionnelle à long terme orientée vers le financement des infrastructures et le renforcement du capital humain.

Cette rigueur financière doit nous permettre de mieux sécuriser la gestion des revenus de nos matières premières.

Dans le secteur des mines, la rente minière devrait participer à hauteur de 45% de nos recettes. Ce qui est la norme dans les pays en situation identique.

En République Démocratique du Congo, ce taux n'est que de 10%. Dans notre intérêt et celui des opérateurs du secteur, nous appliquerons une politique concertée pour neutraliser ce déséquilibre.

Nous comptons renforcer la traçabilité dans l'exploitation des minerais, redéfinir le cadre de fonctionnement du secteur et promouvoir avec tous les acteurs une nouvelle politique de développement et d'environnement de notre industrie extractive. Il est impératif d'avoir une politique extractive qui soit source de développement pour nos territoires et nos concitoyens.

Eradiquer les minerais du sang est une nécessité, notamment à l'est de notre pays. Nous allons structurer toutes les chaînes de valeur de notre industrie extractive. Notre objectif est de doubler en une décennie la part de la valeur ajoutée générée sur le territoire congolais par plus de transformation au niveau provincial et national. A ce titre, nous allons initier une rencontre avec les leaders mondiaux dont la réussite industrielle dépend de notre sous-sol, afin d'adopter un plan d'implémentation et de transformation de nos minerais qui servent de matière de base à leurs industries.

Cet engagement favorisera l'émergence d'acteurs nationaux d'envergure tout en renforçant la création d'emplois. Cette démarche favorisera l'émergence d'une classe moyenne.

### **Chers compatriotes,**

La lutte contre le chômage est un immense défi national. Sur 80 millions de citoyens, plus de 43 millions sont en âge de travailler. Pourtant, notre pays ne compte que 4 millions 9 cent milles salariés ayant un emploi formel et de type moderne.

32 millions de congolais en âge de travailler disposent d'emplois précaires ou sont en sous-emploi, tandis que plus de 6 millions sont des chômeurs en situation de détresse.

Nous devons réhabiliter le secteur formel, réformer le plafonnement de l'Impôt professionnel sur les rémunérations et promouvoir le respect dans toutes les branches du SMIG, dont le salaire minimum est établi à 5 dollars par jour.

Environ 50 millions de Congolais représentant 60% de la population n'ont pas accès au système de santé. La vaillance et la bravoure de notre personnel du secteur mérite le renforcement des moyens humains et matériels adéquats.

Nous demanderons au Gouvernement de prendre des mesures rapides pour la réhabilitation des hôpitaux de référence, la construction de plateformes de santé et la mise en place d'un système de couverture sanitaire à travers des muruelles de santé.



Nous ne pouvons pas accepter un système de santé défaillant au péril de la vie de nos concitoyens.

Le gouvernement aura pour mission d'accroître de 10 % par an le taux de couverture des populations par un système d'assurance maladie abordable et efficace jusqu'à l'atteinte de la couverture maladie universelle.

Nous réformerons en ce sens la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et allons promouvoir la mise en place d'un écosystème de couverture santé adapté couvrant l'ensemble des catégories sociales.

Les défis que nous devons mener sont nombreux. Aucun secteur n'échappe à une véritable politique d'urgence. Le Gouvernement devra adopter une démarche novatrice pour résorber le déficit en logements sociaux, renforcer l'artisanat, développer le tourisme, la culture, les sports, créer des centres d'invention et d'innovation et renforcer la protection de l'environnement.

Cette projection de notre action vise surtout à mettre en valeur le génie créatif de la jeunesse congolaise. Son dynamisme montre que notre pays est en pleine transformation.

**Excellences Messieurs les Présidents, Distingués invités  
Excellences, Mesdames et Messieurs  
Chers compatriotes,**

Le monde entier a les yeux rivés sur la République démocratique du Congo. Pour notre développement harmonieux, nous allons mener une politique de coopération économique basée sur l'investissement et l'amélioration de l'image de notre pays.

Notre meilleur ambassadeur est la diaspora dynamique car elle est dotée de compétences et de ressources diverses. En effet, nos compatriotes de l'étranger disposent d'expériences diverses.

Nous connaissons leur patriotisme et entendons les associer plus fortement à notre vision du Congo par une série d'initiatives.

Notre pays est un carrefour au cœur de l'Afrique. A ce titre, il fait la jonction entre toutes les zones géographiques du continent.

L'intégration régionale est l'une des premières sources de diversification de notre économie. Cette intégration sera renforcée au cours de notre mandat dans le plus grand respect des intérêts de nos pays respectifs.

Nous comptons apporter une innovation dans le cadre de projets communs en coopérant avec tous les pays de la région, en commençant par nos voisins.

Le développement de l'industrie minière, manufacturière et agro-alimentaire de notre pays ne peut se concevoir que dans le cadre d'un programme

gouvernemental qui intègre les aspects liés à la protection de l'environnement dans un contexte régional.

Dans cette optique, nous envisageons l'intégration de la République démocratique du Congo à la Communauté des États d'Afrique de l'Est – la CEA - dont la majorité des pays membres sont frontaliers et avec lesquels nos citoyens, à l'Est du pays, engagent des échanges économiques importants depuis plusieurs décennies.

En effet, ces opérateurs économiques de l'Est exportent et importent leurs marchandises à partir du port de Mombassa au Kenya et de Dar-es-Salaam en Tanzanie. La Communauté économique de l'Afrique de l'Est offre des avantages tarifaires et douaniers. Nous devons désormais en faire un atout pour notre développement.

**Excellences Messieurs les Présidents, Distingués invités  
Excellences, Mesdames et Messieurs  
Congolaises et Congolais  
Chers compatriotes,**

Notre politique étrangère sera désormais axée sur une véritable approche de partenariat stratégique au bénéfice de la population congolaise. A l'Union Africaine, à tous ses Etats membres, nous disons merci d'avoir toujours été à nos côtés. Qu'il s'agisse de la pacification de notre pays ou des différents dialogues pour nous réconcilier, notre organisation continentale a toujours su nous accompagner.

Nous engagerons une politique plus ambitieuse au sein de l'Union Africaine afin que le Congo puisse contribuer au développement de l'Afrique à la hauteur de l'indéfectible soutien que nous avons toujours reçu.

Je souhaite bénéficier de l'expérience et de la sagesse individuelle et collective des collègues Chefs d'Etat présents ou représentés afin de matérialiser notre engagement commun pour la Renaissance africaine.

Je suis déterminé par ailleurs à soutenir les récentes réformes engagées au sein de l'Union Africaine pour rendre notre organisation plus forte et autonome.

**Excellences Messieurs les Présidents, Distingués invités,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,  
Chers compatriotes,**

Je souhaite impulser une meilleure présence de notre pays dans les instances internationales, à la hauteur de notre vocation naturelle.

A la communauté internationale, nous tenons à dire que dans le respect de notre souveraineté, nous sommes un membre actif de l'organisation des Nations Unies.





Nous sommes disposés à entretenir des relations étroites de coopération avec tous les pays du monde en commençant par nos partenaires traditionnels.

Nous allons redynamiser notre présence dans les organismes multilatéraux. La République Démocratique du Congo, soucieuse d'une non-ingérence dans sa politique interne, doit devenir un exemple de coopération internationale équilibrée, plus particulièrement avec les Etats et les organisations disposant avec nous d'une relation historique.

Pour symboliser cette vision, nous aimerions que des discussions déjà entamées avec l'Union Européenne, l'un de nos partenaires majeurs, qui tiennent compte de nos intérêts, puissent aboutir et favoriser la réouverture de la Maison Schengen. Sous ce chapitre de coopération internationale, nous saluons le rôle joué par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO) en termes de pacification.

Nous prenons ici l'engagement de favoriser une coopération étroite, entre les Forces armées de la République Démocratique du Congo et la MONUSCO en vue d'éradiquer toutes les forces négatives actives dans notre pays. Car l'important travail de développement que nous entendons entreprendre avec tous les acteurs ne peut avoir de sens ni d'effet escompté sans la paix et la sécurité.

La République Démocratique du Congo commence une nouvelle ère de son histoire politique, en adéquation avec ses attentes et son potentiel. C'est une œuvre grandiose de servir son pays. Je le mesure encore plus à cet instant précis. J'invite chaque congolaise et chaque congolais à contribuer à l'édification et au développement de notre pays. Le chantier de construction de la République est immense. Votre implication en fera une réussite collective.

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Distingués Invités, en vos rangs et qualités,**

Au nom du Peuple Congolais que je représente en ma qualité de Président de la République, je tiens à vous réitérer toute ma gratitude pour avoir rehaussé de votre présence cette cérémonie d'investiture.

**Que Dieu bénisse notre Nation.  
Vive la République Démocratique du Congo.  
Vive la Renaissance africaine.  
Je vous remercie.**





FÉVRIER 2019

---

**32<sup>ème</sup> SESSION DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET  
DE GOUVERNEMENT DE L'UNION AFRICAINE,**  
Addis-Abeba - ETHIOPIE, Dimanche 10 Février 2019

**ADRESSE AU CORPS DIPLOMATIQUE**  
Kinshasa - RDC, Vendredi 15 Février 2019

---





**Excellence Monsieur Abdel Fattah al-Sissi, Président de la République Arabe d'Egypte, Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine,**

**Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

**Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,**

**Excellence Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine,**

**Mesdames et Messieurs,**

C'est pour moi un grand honneur d'être reçu par vous, en ma qualité de Président nouvellement élu de la République Démocratique du Congo, et de prendre la parole pour la première fois dans le cadre du 32<sup>ème</sup> Sommet de l'Union Africaine. Avant toute chose, qu'il me soit permis de remercier le Gouvernement et le peuple frère de la République Fédérale et Démocratique d'Ethiopie pour l'accueil chaleureux et fraternel, ainsi que pour l'hospitalité qui ont été réservés à toute ma délégation et à moi-même depuis notre arrivée en terre abyssinienne.

Je salue votre grand et beau pays, berceau d'une des plus vieilles civilisations du monde, symbole de l'indépendance africaine, qui a su se moderniser et devenir l'un des modèles africains dans des secteurs tels que les infrastructures, l'agriculture, les services et la bonne gouvernance.

Je voudrais, également, féliciter Monsieur Abdel Fattah Al-Sissi pour sa brillante élection à la tête de cette Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Je suis convaincu que vos hautes qualités de leadership, l'attachement historique et avéré de votre pays, l'Egypte, aux idéaux panafricains, vous permettront de diriger efficacement notre organisation tout au long de votre mandat.

Je salue également l'action de votre prédécesseur, Monsieur Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, et le félicite pour le dévouement et la compétence avec lesquels il a rempli son mandat.

A son actif, on peut notamment citer le pilotage de la Réforme de la Commission, ainsi que son initiative pour assurer l'autonomie financière de notre organisation.

Permettez-moi enfin de rendre un vibrant hommage à Monsieur Moussa Faki, Président de la Commission Africaine, pour les efforts louables et inlassables qu'il ne cesse d'entreprendre pour défendre et promouvoir les objectifs et principes de l'Acte constitutif de l'Union Africaine.

La République Démocratique du Congo tient à réaffirmer son engagement à l'accompagner dans la dynamique qu'il entend poursuivre pour la bonne marche de notre organisation continentale. Il est un fait que la République Démocratique du Congo se présente aujourd'hui devant vous dans un contexte particulier qui devrait, j'en suis persuadé, honorer toute l'Afrique.

Ce contexte issu des élections qui ont eu lieu le 30 décembre 2018, consacre la toute première alternance démocratique et pacifique du pouvoir, depuis notre indépendance, et ce, dans le respect de la Constitution.

Cette passation pacifique du pouvoir entre le Président sortant et le dirigeant du plus ancien parti d'opposition a démenti tous les pronostics du chaos annoncés à l'issue de ces élections. Elle est la preuve de la maturité politique de notre Peuple. A travers tout le pays, cette prouesse démocratique a été largement saluée par nos populations qui n'aspirent qu'à la paix.

C'est donc avec un sens très élevé des responsabilités, et conscient de la portée historique de cet événement pour le peuple de mon pays, patrie de Patrice Emery Lumumba, que je me présente devant vous.

Ce passage de témoin augure également une nouvelle ère où, sur la base de cet acquis démocratique, il nous faut, sans relâche ni répit, consolider davantage la paix et la sécurité, combattre les antivaleurs, construire un Etat de droit, renforcer la politique de bon voisinage et le règlement pacifique des différends, neutraliser la nébuleuse des groupes armés qui massacrent et sèment mort et désolation dans certaines contrées du pays, tout particulièrement à Beni et à Butembo, dans le Nord est.

Il y a lieu ici de rappeler le fait que l'Afrique est aujourd'hui confrontée à l'expansion du terrorisme qui menace sérieusement la RDC notamment dans sa partie orientale, avec le risque d'exacerber les déplacements de la population.

C'est pourquoi je lance un appel à toute l'Afrique afin de s'unir pour mettre un terme à ce fléau.

Notre pays, le Congo, a tant souffert depuis qu'il est Congo. Les guerres meurtrières que nous avons vécues devraient interpeler toute l'Afrique et la Conscience internationale, afin de ne point favoriser, ni sponsoriser toute tentative susceptible de faire revivre au peuple congolais les mêmes atrocités que nous ne cessons de décrier depuis plus de vingt ans.

Il n'est donc plus acceptable que mon pays, le Congo, continue d'être indéfiniment victime de la convoitise de ses immenses ressources naturelles.

Cependant, à travers des partenariats gagnants-gagnants, la RDC s'engage à apporter sa contribution à toute action visant la mise en valeur de ses ressources naturelles, pour le bien-être de l'Afrique et du reste du monde.

Je saisis cette opportunité pour saluer l'implication de l'Union Africaine, de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), de la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL), et particulièrement de la Communauté du Développement de l'Afrique Australe (SADC), qui ont assuré l'observation des élections en République Démocratique du Congo, et dont le soutien au processus politique a abouti à cette alternance apaisée dans notre pays.



Cette coopération avec l'Union Africaine, la CEEAC, la SADC, d'autres organisations sous régionales Africaines, les Etats Africains frères ainsi que la communauté internationale, a été et reste précieuse pour incruster durablement les acquis de notre démocratie, renforcer l'Etat de droit et contribuer au développement économique et social du pays.

Permettez-moi de réserver une mention particulière, au nom de mon peuple et au mien propre, pour la République Arabe d'Egypte, le Kenya et la République Sud Africaine pour leur engagement exceptionnel en faveur de la paix et de la stabilité durable au Congo.

Dans le strict respect des attentes profondes de notre Peuple et des engagements internationaux de notre pays, je m'investirai au cours de mon mandat à amener la RDC à retrouver toute sa place au sein de l'Union Africaine, celle d'un Etat de droit, à vocation de plaque-tournante, un noyau intégrateur, un pays transversal à la jointure de toutes les Afriques, dans leur diversité culturelle, linguistique et religieuse.

Nous sommes déterminés à promouvoir un développement intégré de la République Démocratique du Congo et, par voie de conséquence, celui de l'Afrique, notamment à travers l'accomplissement de la vision dont l'Agenda 2063 est porteur, et en mettant efficacement en valeur toutes les ressources de notre pays.

Permettez-moi donc ici, de réaffirmer notre adhésion totale aux idéaux sacrosaints prônés par les pères fondateurs de notre unité continentale et transcrits dans l'Acte Constitutif de notre Union, consacrant le respect de l'indépendance, la souveraineté, et l'intégrité territoriale de chacun de nos Etats.

S'agissant particulièrement du thème de ce 32<sup>ème</sup> Sommet, à savoir « Année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées : vers des solutions durables aux déplacements forcés en Afrique », je tiens à souligner que celui-ci touche à l'une des préoccupations majeures de la République Démocratique du Congo et qui se justifie en partie par le fait que notre pays partage ses frontières avec neuf pays voisins.

Chacun de ses voisins a connu soit des crises politiques, communautaires ou humanitaires, soit des guerres civiles, des insurrections et des attaques armées, voire des épidémies ou des catastrophes naturelles, ayant entraîné des vagues de déplacés forcés et de réfugiés de façon récurrentes, posant à chaque fois l'épineuse problématique du rapatriement desdites populations.

Mon pays a adhéré à plusieurs instruments juridiques internationaux qui réglementent cette matière. Il entend les respecter. Il s'agit notamment de la Convention de 1951 et son Protocole de 1967, relatif au Statut des réfugiés, ainsi que la Convention de 1965 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, signée le 14 juillet 1973.

Tout en réaffirmant notre vocation africaine et notre hospitalité légendaire, nous invitons les Etats de notre région à mutualiser leurs efforts pour trouver une solution idoine à la question des déplacés forcés ainsi que celle des groupes armés qui sévissent le long de nos frontières respectives.

La paix dans la région des Grands Lacs est à ce prix. S'agissant plus particulièrement de la question des personnes déplacées à l'intérieur de nos frontières, mon gouvernement va s'employer à rétablir la concorde nationale et la stabilité du pays, mettre fin aux conflits ethniques et aux activités des groupes armés nationaux et étrangers sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, mon pays vient récemment de rapatrier des ex-combattants vers leurs pays d'origine, conformément à l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, et sollicite une mutualisation des efforts des Etats de la région pour en finir avec la question du rapatriement des groupes armés extérieurs. Les mutations profondes et rapides auxquelles nous assistons ces dernières années font incontestablement de l'Afrique le continent du présent et de l'avenir.

A l'horizon 2050, un habitant de la planète sur quatre sera africain. On ne peut comprendre que jusqu'à ce jour, les discussions devant conduire à la réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies, n'aient pas encore permis de corriger l'évidence selon laquelle la représentation de l'Afrique au sein de cet organisme mondial est déséquilibrée.

J'en appelle donc à une action renouvelée des leaders Africains que nous sommes, dans un esprit d'unité et de solidarité, afin que l'Afrique puisse rapidement bénéficier de deux sièges permanents au sein du Conseil de Sécurité.

**Excellence Monsieur le Président Abdel Fattah Al-Sissi, Président de la République Arabe d'Egypte et Président en exercice de l'Union Africaine, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine, Mesdames et Messieurs,**

Le défi des réfugiés et des déplacés internes nous interpellent sur la lenteur de nos efforts visant à éradiquer la pauvreté sur le continent africain, la persistance des risques environnementaux qui affectent nos populations et la nécessité de renforcer nos efforts en faveur de la bonne gouvernance et la prévention des conflits.





Je demeure convaincu que les présentes assises aboutiront à des résultats positifs, qui nous permettront de renforcer la stabilité de nos Etats et ainsi contribuer à résoudre cette épineuse question qui menace particulièrement notre jeunesse, qui malheureusement est un vivier pour le recrutement des bandes armées et des groupes terroristes de tout genre.

Au nom du peuple congolais, je souhaite plein succès aux délibérations de la 32<sup>ème</sup> Session Ordinaire de la Conférence de l'Union Africaine.

**Que Dieu bénisse notre Union.**

**Matondo mingi,**

**Asante sana,**

**I thank you,**

**Shukraan,**

**Gracias,**

**Obrigado,**

**Je vous remercie.**





**AU CORPS DIPLOMATIQUE**  
Kinshasa - RDC, Vendredi 15 Février 2019

---

**Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de Missions  
Diplomatiques,  
Madame la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies  
en République Démocratique du Congo,  
Mesdames et Messieurs les Représentants du Système des Nations Unies  
et des Organismes internationaux,**

Au nom du peuple congolais et au mien propre, je voudrais, de prime abord, vous remercier d'avoir répondu à mon invitation.

En ce début d'année nouvelle que je souhaite très fructueuse dans nos relations, j'aimerais vous inviter à réitérer à Leurs Excellences les Chefs d'Etat et de Gouvernement de vos pays respectifs ainsi qu'aux Hautes Autorités assumant la direction des Organismes internationaux dont vous êtes mandataires en République Démocratique du Congo, mes vœux les plus sincères de bonheur et de prospérité.

Cette cérémonie m'offre l'occasion de vous exprimer notre profonde gratitude pour les actions que vous menez en faveur de la consolidation des relations de la République Démocratique du Congo avec les pays et les Organisations que vous représentez.

L'importance que j'accorde à la cérémonie de ce jour est d'autant plus grande qu'elle me donne l'opportunité de partager avec vous la quintessence de ma vision diplomatique, dont les grandes lignes ont été révélées dans mon discours d'investiture le 24 janvier dernier au Palais de la Nation.

A cette occasion, je notais, en effet, et je cite :

*« Que la politique étrangère de la République Démocratique du Congo sera désormais axée sur une véritable approche de partenariat stratégique au bénéfice de la population congolaise ;*

*Que, dans le respect de notre souveraineté, nous sommes disposés à entretenir des relations étroites de coopération avec tous les pays du monde en commençant par nos partenaires traditionnels ;*

*Et que, enfin, nous allons redynamiser notre présence dans les organismes multilatéraux ».*

Ceci dit, je tiens à réaffirmer la vocation de mon pays à être toujours ouvert sans exclusive à une coopération mutuellement avantageuse pour le plus grand bien de nos populations respectives.

**Excellences,  
Mesdames et Messieurs,**

La première passation pacifique et démocratique du pouvoir qui vient de se réaliser dans mon pays à la suite des élections du 30 décembre 2018 est un moment précieux qui devrait nous permettre d'engager une nouvelle ère de partenariat et de raffermissement des relations qui unissent nos Etats.

La République Démocratique du Congo entend jouer un rôle de taille dans le renforcement de l'Etat de droit, l'approfondissement de la culture démocratique et dans l'enracinement des valeurs des droits de l'homme et de bonne gouvernance. Nous sommes ainsi disposés à bénéficier de l'expérience de vieilles nations démocratiques, tout en sauvegardant les atouts qui fondent notre identité nationale.

Mon pays tient à sauvegarder son indépendance politique acquise au prix de multiples sacrifices, ainsi que son corollaire, la souveraineté du peuple congolais sur les richesses naturelles nationales. Toute coopération devrait ainsi se fonder sur le respect et la considération mutuels, dans la logique d'un partenariat gagnant-gagnant.

Les principes de base de la diplomatie congolaise demeurent les mêmes depuis l'accession de notre pays à la souveraineté internationale en 1960. Ils résultent tant de la Charte des Nations Unies, de l'Acte Constitutif de l'Union Africaine ainsi que des pertinentes résolutions de l'ONU, dont celles touchant aux relations amicales entre Etats.

Au nombre de ces principes, il y a lieu de citer :

- Le bon voisinage ;
- La vocation africaine ;
- L'ouverture au monde sans exclusive ;
- La coopération Internationale et régionale mutuellement avantageuse ;
- Le règlement pacifique des différends ;
- Le non recours à la force et la condamnation des changements anticonstitutionnels,
- Le respect de l'intégrité territoriale des Etats, l'indépendance politique et la souveraineté nationale ;
- L'intangibilité des frontières héritées de la colonisation,
- Le neutralisme positif et
- La non-discrimination.

La diplomatie que mon Gouvernement mènera tiendra dûment compte de tous ces principes, lesquels sont fondamentaux pour notre pays ainsi que pour le peuple congolais.



### **1. Concernant les relations avec les pays frontaliers :**

La politique de lutte contre la pauvreté que nous allons mener a comme préalable sine qua non, la permanence d'un environnement propice de paix où chaque Congolais jouira de ses droits et pourra donner, dans la quiétude, le meilleur de lui-même dans cette exaltante marche vers le développement intégral.

Ainsi, la République Démocratique du Congo située au cœur du continent africain avec neuf pays voisins accordera priorité à la consolidation de la paix régionale. Je privilégierai une politique étrangère axée sur le bon voisinage et le dialogue constructif avec nos neufs voisins pour assumer notre part de responsabilité sur le plan de la stabilité régionale notamment au sein de la Conférence Internationale sur le Région des Grands Lacs (CIRGL).

### **2. Concernant les relations entre la RDC et l'Union Africaine :**

J'avais indiqué que nous allons engager une politique plus ambitieuse au sein de cette organisation continentale afin que le Congo puisse contribuer au développement de l'Afrique et à la renaissance africaine.

C'est ici l'occasion pour moi de remercier tous les pairs africains de la confiance qu'ils ont manifestée à mon endroit par l'élection de la République Démocratique du Congo à la deuxième vice-Présidence de l'Union Africaine lors du 32<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenu à Addis-Abeba les 10 et 11 février 2019.

C'est ensemble que nous pourrons faire face aux différents défis liés particulièrement à la pacification intégrale et au développement durable du continent africain. Dans les prochains jours, mon Gouvernement finalisera notre adhésion effective au Protocole créant le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, ainsi qu'aux statuts d'autres organisations sous régionales où la présence de la République Démocratique du Congo pourrait être d'un apport considérable.

En outre, mon pays ne ménagera aucun effort afin de continuer à mettre en application les engagements auxquels il a souscrits au terme de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba du 24 février 2013 et d'autres traités et accords régionaux.

Nos liens dans le cadre de la SADC et de la CEEAC, seront en outre renforcés dans les divers domaines de coopération prévus par les Protocoles auxquels nous sommes partie. L'initiation d'une consultation pour la réactivation de la CEPGL sera également une de nos priorités tant il est vrai que plusieurs projets intégrateurs qui lient nos pays dans le cadre de cette organisation sous régionale devront être redynamisés afin de bénéficier à nos populations.

Dans le même ordre, comme je l'ai annoncé lors de ma visite de travail récente en République du Kenya, nous étudions la possibilité de notre intégration à

la Communauté des États d'Afrique de l'Est – la CEA en sigle- car la majorité des États membres de cette communauté sont frontaliers et connaissent un important commerce protéiforme avec nos citoyens, à l'Est du pays.

Au cours de cette année 2019, la République Démocratique du Congo abritera les travaux du Comité consultatif permanent des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique centrale. Cette occasion devra être saisie pour échanger à nouveau sur les voies et moyens d'éradiquer le fléau du terrorisme qui gangrène le continent.

### **3. Quant à nos relations avec l'Union Européenne :**

Je voudrais les voir amplement redynamisées dans le respect des principes sacro-saints qui fondent l'Organisation des Nations Unies.

L'Europe et l'Afrique sont des continents frères, et cette fraternité doit demeurer. Aussi importants que sont les pourparlers post-Cotonou pour le renforcement du partenariat entre les ACP et l'Union Européenne, il est de même primordial qu'une saine coopération puisse caractériser les rapports entre la RDC et l'Europe, terre fréquentée voire habitée par des milliers de familles congolaises.

Faisant suite à la lettre conjointe que m'ont adressée le Président du Conseil Européen et le Président de la Commission de l'Union Européenne ainsi que l'entretien que j'ai eu avec la Haute Représentante de l'Union Européenne aux Relations Extérieures, en marge du Sommet de l'Union Africaine dernièrement, je souhaite que la République Démocratique du Congo et l'Union Européenne procèdent à l'échange de leurs ambassadeurs respectifs dans les plus brefs délais afin d'avoir le même niveau de représentation.

Pour ce qui est de la Maison Schengen, j'ai instruit la partie congolaise à finaliser rapidement les discussions entamées avec la partie européenne pour la restructuration et la réactivation de ce dispositif consulaire en harmonisant les recommandations de la Commission technique ad hoc avec les propositions émises par les Ambassades européennes basées à Kinshasa.

Dans cet élan de dégel des relations entre la République Démocratique du Congo et nos partenaires européens, je voudrais finalement lancer un appel pressant pour la levée des sanctions ayant concerné l'un ou l'autre responsable congolais particulièrement à la suite de la décision y relative du Sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine de juillet 2017.



**Excellences,  
Mesdames et Messieurs,**

#### **4. Sur le plan de la coopération :**

La République Démocratique du Congo continuera de plaider pour une plus grande efficacité des mécanismes de coopération au développement avec moins de procédures et conditionnalités. Il s'agira de mener une réflexion stratégique vers une diplomatie de développement concrète avec des partenaires internationaux capables de contribuer à son essor intégral par la stimulation d'une croissance inclusive et une prospérité partagée par le biais des mécanismes qui facilitent l'investissement direct étranger, créateur d'emplois, les échanges et l'accès au crédit pour le financement de projets d'intérêt commun.

Pour ce faire, comme je l'ai annoncé dans mon discours d'investiture, nous procéderons à une lutte implacable contre la corruption, l'incivisme fiscal, les tracasseries multiples et une simplification des procédures administratives, fiscales et douanières dans les secteurs clé de la vie nationale afin d'améliorer notre climat des affaires et créer les conditions idoines pour une meilleure attractivité internationale de la RDC.

La coopération Sud-Sud, mécanisme disposant d'un potentiel de croissance élevé, sera accentuée tout en promouvant l'association d'un troisième partenaire dans le cadre de la coopération triangulaire qui sera vivement poursuivie. Un accent particulier sera adressé aux pays émergents, pourvoyeurs de capitaux, situés dans l'Asie du Sud-Est, le Moyen-Orient, l'Asie Centrale et la Scandinavie.

#### **5. Sur nos relations avec les Organismes internationaux :**

Nous accompagnerons le processus de retrait progressif prévu de la MONUSCO, en tenant compte de l'évolution de la situation sécuritaire, en participant pleinement à l'élaboration d'une stratégie de sortie conjointe ainsi qu'à sa transformation progressive dans le cadre du dialogue stratégique. Lors des discussions du renouvellement de son mandat en mars prochain, nous plaiderons pour une reconfiguration par un redimensionnement qualitatif des troupes qui devront être moins nombreuses mais mieux équipées et aguerries face à la guerre asymétrique en collaboration avec l'armée nationale pour la traque des groupes armés, principale menace contre les civils.

Membre du Conseil des Droits de l'Homme, la République Démocratique du Congo assumera pleinement sa responsabilité dans cette enceinte internationale hautement symbolique. Elle poursuivra et intensifiera sa collaboration avec le Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme que j'ai rencontré à Addis-Abeba et les autres partenaires qui accompagnent ses efforts dans la promotion et la protection des droits de l'Homme dans le pays et dans le monde.

Concernant nos relations avec les partenaires techniques internationaux, plus particulièrement la Banque Africaine de Développement et les institutions de Bretton Woods, j'ai instruit les services concernés d'intensifier les consultations avec ces partenaires dans le cadre de l'assistance technique et dans les domaines du développement humain, les infrastructures, la santé, l'agriculture, l'éducation en mettant un accent particulier sur le Partenariat Public Privé.

La République Démocratique du Congo, grâce à sa place de premier pays francophone au monde, jouera également un rôle majeur au sein de l'Organisation Internationale de la Francophonie dans la mise en œuvre de son Programme et la réalisation harmonieuse de ses objectifs.

La Francophonie doit être ce cadre propice permettant à notre pays d'être réellement partenaire dans la défense mondiale de la langue française, et dans l'expansion de la culture congolaise, dans toute sa richesse et sa diversité. Entre la culture et la diplomatie, il n'y a qu'un pas. En plus de ses importantes ressources naturelles, la République Démocratique du Congo doit mettre en avant son potentiel culturel inestimable pour un plus grand rayonnement international.

**Excellences,  
Mesdames et Messieurs,**

La République Démocratique du Congo compte affirmer son leadership dans les domaines où elle dispose des potentialités particulières.

Partant en effet de son potentiel forestier et environnemental, mon pays jouera un rôle de taille dans la préservation de l'écosystème mondial, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

En outre, l'initiative congolaise de constituer un partenariat écologique entre la République Démocratique du Congo, l'Indonésie et le Brésil dont les bassins forestiers assurent la survie de la planète doit être renforcée et finalisée. La République Démocratique du Congo qui détient 150 millions d'hectares de forêts représentant près de 50% des forêts d'Afrique et plus de la moitié (69%) du massif forestier du Bassin du Congo considéré à juste titre comme le deuxième « poumon » de la planète après l'Amazonie doit voir son leadership naturel reconnu et partant assumer sa pleine responsabilité en la matière.

Avec son potentiel particulier en eaux douces, mon pays s'emploiera par ailleurs à éviter que cette précieuse ressource ne soit l'objet de conflits armés pour son appropriation par des Entités confrontées aux problèmes de sécheresse ou d'assèchement des cours d'eau.





La coopération dans le cadre du bassin du fleuve Congo tiendra compte autant de la souveraineté du pays que des accords conclus notamment au sein de la Commission Internationale du bassin Congo, Oubangui, Oboué et Sangha, CICOS en sigle.

La République Démocratique du Congo contribue également à la lutte contre le réchauffement planétaire au travers du barrage hydroélectrique d'Inga et de ses précieuses réserves en cobalt. En effet, le potentiel hydroélectrique congolais constitue une source d'énergie propre, renouvelable et non polluante, capable de fournir l'énergie électrique à tout le continent et au-delà.

En outre, mon pays est dépositaire de la plus grande réserve de cobalt mondiale, composante essentielle pour la fabrication des voitures électriques non polluantes constituant ainsi un des atouts de la préservation de la planète.

Il s'ensuit qu'on peut donc affirmer sans crainte d'être contredit qu'avec son immense bassin forestier, son gigantesque potentiel hydroélectrique, ses réserves phénoménales de cobalt, la République Démocratique du Congo en situation de paix constitue une bénédiction, voire un espoir pour l'Humanité.

Mon Gouvernement privilégiera ainsi le dialogue et une franche coopération dans la résolution de différentes préoccupations touchant à ses ressources naturelles.

**Excellences,  
Mesdames et Messieurs,**

Je ne saurais clore mon propos sans remercier, au nom du peuple Congolais, la mobilisation de la solidarité internationale face aux différents défis auxquels nous faisons face notamment la lutte contre la maladie au virus Ebola et la lutte contre les groupes armés, fléaux que nous devons, ensemble, vaincre.

J'attends donc de la Communauté Internationale que vous représentez à continuer un accompagnement positif et concret dans la réalisation des priorités que j'ai assignées à mon mandat.

Je formule le vœu que les relations d'amitié et de coopération entre la République Démocratique du Congo et ses partenaires internationaux se renforcent davantage dans l'intérêt bien compris de nos peuples respectifs.

En terminant sur cette note d'espérance, je réitère ma gratitude aux pays et Organisations que vous représentez, pour leur amitié, fraternité et solidarité à l'égard du peuple Congolais.

Soyez également rassurés de notre amitié et de notre hospitalité.

**Je vous remercie pour votre attention.**





MARS 2019

---

**LANCEMENT DU PROGRAMME D' ACTIONS DES 100 PREMIERS JOURS**

Kinshasa - RDC, Samedi 02 Mars 2019

**JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME**

Kinshasa - RDC, Vendredi 8 Mars 2019

**ONE PLANET SUMMIT**

Nairobi - KENYA, Jeudi 14 Mars 2019

---





## **LANCEMENT DU PROGRAMME D' ACTIONS DES 100 PREMIERS JOURS**

Kinshasa - RDC, Samedi 02 Mars 2019

---

**Honorable Président du Bureau Provisoire de l'Assemblée Nationale,  
Honorable Président du Sénat,  
Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,  
Monsieur le Président de la Cour Constitutionnelle,  
Monsieur le Procureur Général près la Cour Constitutionnelle,  
Monsieur le Premier Président de la Cour de Cassation,  
Monsieur le Procureur Général près la Cour de Cassation,  
Monsieur le Président du Conseil d'Etat,  
Monsieur le Procureur Général près le Conseil d'Etat,  
Honorables Députés et Sénateurs,  
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,  
Distingués invités en vos titres et rangs respectifs,  
Chers Compatriotes,**

Il y a exactement aujourd'hui 36 jours, depuis ma prestation de serment en qualité de Président de la République et la passation pacifique du pouvoir avec mon prédécesseur.

Dans mon discours d'investiture, j'avais indiqué les axes prioritaires de mon programme d'action au cours de mon mandat aux plans politique, économique et social. La mise en application urgente de ce programme est chaque fois réclamée par Vous, chers compatriotes, à travers l'appel que vous ne cessez de lancer à chacune de mes apparitions ici ou ailleurs sous la formule devenue désormais célèbre « Le Peuple d'Abord ». Oui, l'intérêt du Peuple a toujours constitué et continuera à constituer le fil conducteur de toutes les réformes que j'entends mener au cours de mon mandat.

Aussi, la nécessité de bien coordonner la mise en œuvre de mon action au service du Peuple, m'oblige à revenir aujourd'hui devant vous, Peuple congolais, pour étaler les principales actions que j'entends voir le Gouvernement de la République accomplir au cours de cent premiers jours sous ma supervision. D'ores et déjà, je précise que la présente énumération n'est que sommaire. Elle est mieux explicitée dans le programme d'urgence approuvé à cet effet, lequel indique le détail de chaque chantier ou projet, son coût et surtout son délai de réalisation. Si j'ai tenu à venir ici pour expliciter ce programme et le lancer officiellement, c'est pour vous donner, à Vous Peuple congolais, l'occasion d'en assurer le suivi. Vous aurez toujours présent à l'esprit que la tâche qui m'incombe est celle de Vous servir et de répondre à vos attentes, d'assurer la sécurité de toutes les personnes, sans distinction, vivant sur notre territoire et de leurs biens et surtout d'assurer la défense et l'unité de la Patrie.

Cela dit, les actions d'urgence de mes 100 premiers jours vont porter en priorités sur les secteurs sécuritaire, politique, social, économique, infrastructurel et de la jeunesse. A l'issue de cette période, je reviendrai encore, face au peuple, pour donner l'évaluation de la réalisation des projets qui vous seront présentés dans quelques instants.

Au plan sécuritaire, la désolation qui règne dans certains territoires du pays, particulièrement dans le grand Nord (Beni, Butembo) qui fait face à des tueries et exactions en masse organisées et perpétrées par des groupes armés, à YUMBI, dans le Mai-Ndombe ainsi qu'au KASAI, impose l'entreprise des actions prioritaires précises.

Pour le cas YUMBI, je viens d'instruire le lancement par le Premier Ministre de la Tripartite (RDC, République du Congo et le HCR) dans le but de gérer la situation pour les compatriotes réfugiés dans les villes du Congo-Brazzaville, en y dépêchant simultanément une mission d'identification des personnes concernées en vue de leur retour au pays. Au plan interne, pour faire face à la situation humanitaire qui est dramatique dans ce coin du pays, une mission sous la coordination de la Présidence de la République a été chargée de préparer le retour de nos concitoyens déplacés dans les provinces voisines dans les meilleures conditions. J'ai demandé que les sommes affectées aux dépenses de ladite mission soient décaissées en procédure d'urgence.

Au même moment, j'ai instruit que les forces de police permanentes appuyées par les unités opérationnelles, soient déployées dans les territoires concernés, avec une logistique conséquente. De même, pour rétablir l'autorité de l'Etat à YUMBI, un autre administrateur du territoire et ses adjoints seront nommés très prochainement. Le génie militaire sera mis à contribution pour reconstruire les écoles et les autres infrastructures de base détruites durant les événements malheureux déplorés.

Concernant la situation dans le Grand Nord, un dispositif sécuritaire conséquent est en préparation avec les services concernés pour consolider les positions de nos forces sur place et faire face aux groupes armés concernés. En même temps, j'ai ordonné qu'un dialogue soit entamé avec les principaux acteurs politiques, de la société civile et les forces vives de la région pour créer les conditions de retour de la sécurité et de la paix dans les contrées concernées.

Au sujet du KASAI-CENTRAL, bien que la situation commence à s'améliorer dans cette région, j'ai instruit le Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'éradiquer les dernières poches d'insécurité et d'assurer l'accueil et l'encadrement des éléments qui déposent volontairement les armes.



Cette situation de reddition des groupes armés se constate aussi dans la partie Est de la République Démocratique du Congo. C'est une nouvelle encourageante. Je profite de l'occasion pour lancer un appel à tous les jeunes qui en font partie de déposer les armes.

Sur le plan politique, pour consolider les acquis de la démocratie dans notre pays, j'ai décidé de faire de la décrispation un objectif majeur pendant les 100 jours. A cet effet, dans les dix jours, je vais prendre une mesure de grâce présidentielle au bénéfice de prisonniers politiques ayant été condamnés par de décisions coulées en force de chose jugée. En même temps, je vais instruire le Ministre de la Justice de prendre dans le même délai susdit toutes les mesures nécessaires, dans les conditions prévues par la loi, pour une libération conditionnelle de toutes les personnes détenues pour les délits d'opinion, notamment dans le cadre des manifestations politiques d'avant les élections.

Dans le même ordre d'idées, je vais œuvrer activement à créer les conditions d'un retour rapide des compatriotes qui se trouvent actuellement à l'extérieur du pays pour des raisons politiques afin qu'ils y exercent leurs activités dans le respect de la loi et des institutions de la République.

Concernant les infrastructures, dans l'objectif d'assurer l'intégration nationale et faciliter les échanges entre provinces, la mise en place des infrastructures fiables reste une priorité.

Aujourd'hui, sur 58.129 Km de routes d'intérêt général, la République Démocratique du Congo, notre pays, ne dispose que de 3.400 Km de routes revêtues, soit près de 6 % seulement.

Cette situation, qui n'est pas digne d'un grand pays comme le nôtre, doit changer. Avec une bonne planification, des montages financiers bien maîtrisés et une bonne organisation des chantiers à travers le pays, nous sommes capables de construire plus de 5.000 Km de routes modernes au cours des cinq prochaines années.

Un accent particulier sera aussi mis sur la modernisation des ponts et ouvrages d'art. Concernant les ouvrages d'art, l'option levée est de solutionner les problèmes posés par des grands embouteillages aux zones de croisement sur la voirie urbaine, par la construction des saute-moutons, à savoir, des échangeurs de dimensions réduites qui permettront d'assurer la fluidité du trafic, un gain de temps et la réduction des risques d'accident.

Un projet pilote va démarrer dans les prochains jours dans la ville de Kinshasa notamment au croisement des avenues Nyangwe et Sergent Moke ainsi que sur le tronçon Echangeur de Limete – Aéroport de N'djili, à l'entrée du quartier 1/N'djili et croisement route Mokali.

Dans le domaine de la voirie, il y aura élargissement et revêtement des avenues dans les grandes villes du pays, de même que la construction d'autres voies, afin de désengorger les voies existantes en permettant une circulation fluide de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud dans les agglomérations urbaines. La vision déclinée ci-dessus aussi bien pour les routes d'intérêt général que des voiries urbaines fait l'objet des programmes quinquennaux en cours de finalisation à l'Office des Routes et à l'Office des Voiries et Drainage, structures pérennes de l'Etat.

Sur le plan social, la réduction du coût de la vie par la baisse des prix de certains produits à caractère social. A cet effet, les ministères concernés seront mis à contribution pour parvenir à cet objectif dans le bref délai.

**Concernant la santé**, le constat est amer. Tous les hôpitaux de référence sont dans un état de délabrement avancé. C'est pourquoi, pendant ces 100 jours, il sera procédé :

- à la réhabilitation de certains hôpitaux de référence retenus dans le programme comme Maman Yemo à Kinshasa et les Cliniques universitaires de Kinshasa ;
- au parachèvement de l'hôpital Sendwe de Lubumbashi ;
- à l'inauguration de l'hôpital général de Manono ;
- au parachèvement des 31 centres de santé et à l'équipement de 32 autres ;
- à l'inauguration des 25 centres de santé ;
- à la construction d'un hôpital des soins contre le virus d'Ebola en Ituri ;
- à la réhabilitation et à l'équipement de l'Hôpital de référence militaire de camp Tshatshi ;
- à la reconstruction du pavillon 5 de la clinique Ngaliema détruit récemment par un incendie ;
- à l'approvisionnement des hôpitaux et centres de certains médicaments de consommation courante.

**Concernant l'éducation**, il sera procédé à la :

- réhabilitation et à la construction de près de 150 écoles ;
- inauguration 3 écoles à Manono, à Musumba, à Kibangula et 6 autres à Kabambare ;
- réhabilitation et à l'équipement de l'école technique au Camp Tshatshi ;
- redynamisation de la gestion et au fonctionnement de la mutuelle de santé des enseignants.

**Concernant l'habitat**, je vais initier la construction des logements sociaux, notamment des maisons préfabriquées à Maluku, au Kongo-Central, à Bukavu, à Mbuji-Mayi, à Kananga.





**Concernant l'électricité**, mon programme de 100 jours vise à :

- remettre en état le groupe n° 1 de la Tshopo à l'arrêt et assainir les réseaux de distribution de Kisangani ;
- remettre en service le groupe n° 1 de Bendera par la fabrication des pièces mécaniques et l'acquisition des matériels ;
- remettre en état la route d'accès à la centrale de Ruzizi I ;
- remettre en état la route d'accès à Inga et la route intérieure menant à la centrale ;
- implanter le transformateur de 100 MVA au répartiteur centre à Likasi ;
- mettre en place des mécanismes pour sécuriser les lignes vandalisées au Katanga (Lubumbashi, Likasi, Fungurume et Kolwezi) ;
- installer le transformateur de 10 MVA au poste d'Inkisi au Kongo Central, afin d'augmenter la capacité qui passera de 5 à 10 MVA ;
- réhabiliter l'éclairage public de grandes artères de la ville de Kinshasa ;
- électrifier les poches noires par la mise en service de 59 cabines dans les zones Est et Ouest de la ville de Kinshasa ;
- construire une centrale électrique à gaz à Moanda dans le Kongo Central ;
- relancer des travaux de construction des barrages de Katende au Kasai-central et de Kakobola au Kwilu.

**S'agissant de l'eau**, je vais m'efforcer à :

- construire le premier module de traitement d'eau de 110.000 m3/jour sur le site de Ozone/Binza ;
- construire une nouvelle usine de Lemba Imbu de 35.000 m3/jour ;
- alimenter les camps militaires de Kinshasa (Kibomango, Tshasthi et Kokolo) en eau potable ;
- alimenter correctement les campus universitaires de Kinshasa, de Lubumbashi et de Kisangani avant de poursuivre la même action dans les autres sites d'enseignement supérieur et universitaire ;
- alimenter les provinces du Kongo-Central, du Katanga, du Tanganyika, du Kasai-Oriental, du Kasai-Central, du Maniema, de la Tshopo, du Kwilu, du Mai-ndombe, du Kwango, du Sud-Kivu, en eau potable.

**Quant aux autres secteurs pivots**, notamment :

- La justice : Je vais veiller à ce que la justice soit administrée par des personnes intègres et aux valeurs morales irréprochables, disposées à lutter contre la corruption qui ternit l'image d'un véritable Etat de droit. Le concours du Conseil supérieur de la Magistrature sera déterminant pour parvenir à cet objectif.
- La lutte contre la corruption : l'appareil judiciaire et autres structures ad hoc seront redynamisés à commencer par libérer le pouvoir du Ministère public à mettre l'action publique en mouvement.

- La bonne gouvernance : Je vais assurer l'élaboration d'un code d'éthique institutionnel et veiller à son observation.
- Les mines : nous allons assainir le climat des affaires par la vulgarisation du nouveau code minier et la conclusion des contrats miniers gagnant-gagnant.
- Le dialogue avec les partenaires sociaux retiendra mon attention.

Je serai attentif aux doléances des opérateurs miniers et autres secteurs à travers un dialogue permanent.

**Honorable Président du Bureau Provisoire de l'Assemblée Nationale,  
Honorable Président du Sénat,**

**Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,**

**Monsieur le Président de la Cour Constitutionnelle,**

**Monsieur le Procureur Général près la Cour Constitutionnelle,**

**Monsieur le Premier Président de la Cour de Cassation,**

**Monsieur le Procureur Général près la Cour de Cassation,**

**Monsieur le Président du Conseil d'Etat,**

**Monsieur le Procureur Général près le Conseil d'Etat,**

**Honorables Députés et Sénateurs,**

**Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,**

**Distingués invités en vos titres et rangs respectifs,**

**Chers Compatriotes,**

Il est évident que pour la réussite de ce programme, j'ai besoin de l'accompagnement du peuple congolais que j'invite au changement des mentalités notamment par le respect de la vie humaine, des droits et des libertés pour tous.

Que Dieu bénisse la République Démocratique du Congo et son peuple.

**Je vous remercie.**

## JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Kinshasa - RDC, Vendredi 8 Mars 2019

---



**Mesdames,**

**Distingués invités, en vos titres et qualités respectifs,**

En ce 08 Mars 2019, la République Démocratique du Congo est fière d'associer sa voix, aujourd'hui encore, à la dynamique mondiale pour célébrer la femme et en particulier la femme congolaise.

C'est un insigne honneur et une immense joie pour moi de vous recevoir en ce jour si particulier pour vous les femmes. Vous avez été sélectionnées car vous faites partie de ces femmes d'exception qui ont décidé de conjuguer l'excellence au féminin dans vos secteurs respectifs. Vous brisez chaque jour les barrières et les a priori sur le genre, contribuant ainsi à l'avènement d'une société où les femmes auront toutes leurs places qu'elles méritent. Pour tous les sacrifices que vous avez consentis pour arriver là où vous êtes, je vous exprime ma reconnaissance ainsi que celle de la Nation congolaise toute entière. Soyez les bienvenues.

Cette année, la Journée internationale de la femme a pour thème : « Penser équitablement, bâtir intelligemment, innover pour le changement ».

A travers cette thématique, chacune de vous est appelée à réfléchir et à agir pour permettre ou accompagner le progrès, en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, avec un accent particulièrement mis sur les systèmes de protection sociale, l'accès aux services publics et la construction d'infrastructures durables.

**Mesdames,**

**Distingués invités, en vos titres et qualités respectifs,**

Après avoir partagé ces instants avec vous, j'ai d'avantage conscience des enjeux que soulève cette thématique, surtout pour notre Nation et pour la femme congolaise. Je voudrais d'abord vous réaffirmer ma détermination à incarner le leadership que vous attendez de moi. Comme je m'y suis engagé durant la récente campagne électorale présidentielle, je m'assurerai que l'Etat accompagne toutes les bonnes initiatives visant à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans notre pays.

En effet, j'avais promis, qu'Élu Président de la République, je veillerais à garantir à chaque citoyen et à chaque citoyenne le respect de l'exercice de leurs droits fondamentaux, à bannir toutes formes de discriminations avec une pensée particulière en ce 8 mars à toutes les discriminations faites à toutes les femmes à travers le monde et en particulier à vous, les femmes congolaises.

Il est plus que jamais indispensable que davantage de talents féminins puissent accéder à des postes de décision dans notre pays.

A l'heure des nominations et à la faveur du renouvellement de la classe dirigeante congolaise que j'appelle de mes vœux, j'aurai à cœur que mon futur Gouvernement puisse montrer l'exemple et la voie à suivre par toutes les autres structures de l'Etat et même par le secteur privé.

Je me réjouis d'avoir en face de moi ce panel de femmes qui ont toutes en commun la détermination et l'engagement pour la réflexion sur la thématique du jour et pour l'action collective en vue de favoriser la réalisation de notre objectif commun, d'un Congo plus juste et plus équitable.

Cela exige de nous tous d'être au cœur de tous les processus des changements nécessaires dans tant de domaines. Il y aura des résistances et des freins. Il nous faudra donc sortir des sentiers battus en adoptant des nouvelles approches pour faire évoluer les mentalités. Cela pourrait passer par des nouvelles méthodes de vulgarisation des exemples de réussite des femmes congolaises lorsqu'il est question de promouvoir l'égalité des sexes et favoriser l'autonomisation de la femme en démontrant qu'elles sont capables de tout.

Aujourd'hui encore, j'estime que toute politique visant à valoriser notre capital humain devrait intégrer la promotion des jeunes filles et des femmes. L'implication des femmes dans l'ensemble des activités de la vie de notre nation mérite une politique d'encadrement plus volontariste, d'encouragement et avec une meilleure visibilité.

Lors d'un riche échange qui s'est tenu au centre CARITAS, le 3 décembre 2018, avec un autre panel de femmes congolaises durant la campagne électorale, j'ai pris l'engagement de lutter pour qu'il n'y ait plus de mariage précoce pour les jeunes filles et qu'elles puissent toutes aller à l'école.

Le Président que je suis devenu, grâce à la volonté du peuple congolais et de Dieu, renouvelle cet engagement solennellement devant vous.

En observant la situation actuelle concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme dans notre pays, les perspectives sont alarmantes mais elles ne devraient pas amoindrir notre détermination ainsi que notre aspiration aux changements tant souhaités.

En effet, l'observation des courbes actuelles laisse entrevoir que les actions en cours ne suffiront pas pour l'instauration d'une Planète 50-50 d'ici 2030. Face à ces défis, il est urgent de redoubler d'efforts afin de rompre avec le statu quo. Ensemble, travaillons à éliminer les obstacles structurels pour qu'aucune femme ni aucune fille ne soit laissée de côté.



**Mesdames,  
Distingués invités, en vos titres et qualités respectifs,**

J'ai le plaisir de vous accueillir dans la merveilleuse Cité de l'OUA et je saisi cette occasion pour vous rappeler que la République Démocratique du Congo dispose de tout un arsenal juridique tant au niveau national qu'international qui prône le respect et la promotion du genre. Je commencerai naturellement par citer la Déclaration solennelle des Chefs d'Etats de l'Union Africaine sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, la Constitution de la RDC de 2006 telle que modifiée à ce jour, la Loi no 15/013 du 1er Août 2015 portant modalités d'application des droits des femmes et de la parité, la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur Femme, Paix et sécurité adoptée en 2000 et je pourrais en citer bien d'autres. Il nous appartient à nous, les hommes et les femmes politiques, de s'assurer que les contenus de ces textes se traduisent dans le quotidien des femmes congolaises. En tant que premier magistrat du pays, j'y veillerai.

Nous devons œuvrer avec une détermination sans failles pour l'élimination de toutes les formes de violences envers les femmes.

Je ne peux passer sous silence la souffrance de tant de nos concitoyennes dans l'Est du pays. Je pense en particulier aux femmes violées, victimes de la barbarie des hommes.

Malgré le progrès qu'apporte la technologie, il existe toujours une fracture numérique entre les sexes et elle est malheureusement croissante. Les femmes sont encore sous-représentées dans des nombreux domaines clé tels que la science, la technologie, l'ingénierie, les mathématiques, etc.

En politique notamment, cette fracture est encore plus grande et c'est un comble. Les trois derniers cycles électoraux dans notre pays ont montré une faible implication de la femme congolaise. A titre d'exemple qui illustre à lui seul ce triste constat, une seule femme a pris part à la compétition lors de la dernière élection présidentielle sur 21 candidats.

Nous devons aller au-delà de ce triste constat. Nous devons transformer cette situation en défi que nous devons relever tous ensemble. C'est pourquoi, il est capital que les idées et les expériences des femmes congolaises soient prises pleinement en compte dans la conception et la mise en œuvre de toutes les initiatives et les politiques susceptibles d'inverser durablement et structurellement la tendance.

Encourageons toutes les initiatives qui concourent à l'élimination des obstacles sur le chemin qui doit nous amener vers un pays uni, pacifié et où l'égalité des sexes sera devenue une réalité. Nous devons également bâtir des services et des infrastructures adaptés aux besoins des femmes et des filles à travers tout le pays.

Tout cela dynamisera les investissements dans des systèmes sociaux sensibles à la dimension de genre

La République Démocratique du Congo doit se ranger du bon côté de l'histoire des sociétés modernes qui se conjugue aujourd'hui au féminin. J'ai été élu sur un programme axé sur la lutte de la pauvreté et le rôle de la femme dans ce combat est central. Je pense ici à ces millions de courageuses mamans congolaises dont vous faites partie qui vivent dans nos villes et nos villages. Elles sont les piliers de notre pays et lorsque l'on observe le quotidien de beaucoup d'entre elles, on pourrait les qualifier de surhommes !

**Mesdames,**

Je salue la qualité de nos échanges du jour et j'ai relevé des suggestions et recommandations très pertinentes. Je vous invite à poursuivre l'exercice en approfondissant toutes les questions en relation avec les matières liées au genre dans notre pays. A cet effet, je vous remets ce livre blanc en vous demandant de bien vouloir y coucher vos propositions pour baliser mon mandat dans cette matière qui me tient particulièrement à cœur.

**Mesdames,**

**Distingués invités, en vos titres et qualités respectifs,**

On dit que la femme est l'avenir de l'homme, je confirme et je dirais même que la femme congolaise est l'avenir du Congo. A ce titre, il est de notre devoir d'investir en elle, bien sûr le chemin qui nous reste à parcourir est encore long mais je suis confiant car je suis issu d'une famille politique qui a fait de la résilience un état d'esprit et qui connaît très bien le pouvoir du temps dans les aspirations aux changements.

**Je vous remercie.**



## **ONE PLANET SUMMIT**

Nairobi - KENYA, Jeudi 14 Mars 2019

---

**Excellence Messieurs les Présidents, Chers Collègues,  
Mesdames et Messieurs les Premiers Ministres et Chefs de Gouvernement,  
Madame la Directrice Exécutive a.i. du Programme des Nations Unies  
pour l'Environnement,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et  
Chefs de Mission Diplomatique,  
Madame la Présidente a.i. du Groupe de la Banque Mondiale,  
Distingués participants,  
Mesdames et Messieurs,**

Alors qu'il m'était particulièrement agréable de me retrouver en terre kenyane, pour la deuxième fois en cinq semaines, à l'occasion de cet important sommet, voilà que notre rencontre a été assombrie par l'insoutenable nouvelle du crash aérien du vol reliant Addis-Abeba à Nairobi dimanche dernier, accident ayant coûté la vie à 149 passagers dont 32 Kenyans. Au nom de l'ensemble du peuple congolais, je réitère mes condoléances les plus attristées aux familles des disparus et la solidarité de la RDC à l'égard de tous les pays concernés, dont l'Ethiopie et le Kenya en particulier.

**Excellence Messieurs les Présidents,  
Distingués participants,  
Mesdames et Messieurs,**

Permettez-moi d'adresser mes félicitations et ma gratitude à Son Excellence Monsieur le Président Uhuru KENYATTA, pour la tenue de cette importante rencontre et pour l'hospitalité du peuple Kenyan, chaque fois renouvelée. J'adresse également mes félicitations à Son Excellence Monsieur Emmanuel MACRON, initiateur du ONE PLANET SUMMIT et Co-Président de cette troisième édition.

**Distingués participants,  
Mesdames et Messieurs,**

Plus de trois ans après l'adoption à Paris d'un Accord historique sur le Climat, force est de constater que notre planète demeure sur une trajectoire périlleuse au regard des défis posés par les changements climatiques.

Il y a en effet urgence. Une urgence partagée à contribuer aux objectifs de réduction d'émissions.

Or qu'avons-nous à offrir, nous pays africains, dans cette lutte globale ? Quelle peut être notre contribution à cet effort mondial alors que nos pays se trouvent à la croisée des chemins en termes de développement économique et social ?

La réponse se trouve dans la protection du capital inestimable qui est le nôtre. Celui de nos terres et de nos ressources naturelles.

Il s'agit pour nous, pays africains, de ne pas répéter les erreurs du passé, de ne pas reproduire des modèles de développement avides en utilisation des terres, mais de répondre aux défis nombreux qui sont les nôtres, à savoir celui de la sécurité alimentaire, de la diversification économique et de la réduction de la pauvreté, en basant nos modèles de développement sur une utilisation durable de nos terres et de nos forêts.

Les changements d'utilisation des terres, dus le plus largement à la déforestation, sont à l'origine de 10% des émissions nettes au niveau mondial.

Alors que des efforts importants ont été menés pour développer des processus industriels de moins en moins émetteurs et que des progrès considérables ont été faits en la matière, la déforestation, elle, ne cesse d'augmenter. Elle a doublé depuis 2000. Nous parlons de 10% des émissions mondiales. Or la forêt d'Afrique Centrale représente le second bassin forestier tropical humide au monde.

Alors que la communauté internationale a porté une vigilance particulière à la préservation des forêts du bassin amazonien et d'Asie du Sud-Est, du fait des phénomènes de conversion des terres sans précédent ayant eu cours dans ces régions, il est urgent de réserver la place qu'il se doit et de porter une attention accrue aux forêts d'Afrique Centrale. Jusque-là préservée, notre forêt est en train de disparaître à un rythme inquiétant et inégalé.

Mon pays, la RDC, qui abrite aujourd'hui 63% des forêts tropicales du Bassin du Congo, soit plus de 47% des forêts denses humides du continent africain, perd chaque année 1 million d'hectares de forêts, du fait de l'action humaine. Si nous n'y prenons garde, cette forêt, vitale pour l'avenir de la planète, disparaîtra à l'horizon 2100.

L'enjeu est planétaire, car il en va de la préservation des écosystèmes aux niveaux mondial et africain.

La perte du couvert forestier du Bassin du Congo déstabilisera l'ensemble de l'écosystème du continent africain. La forêt d'Afrique Centrale est le poumon vert et bleu d'un continent déjà traversé par de grandes fragilités. Elle constitue une barrière naturelle à la sahélanisation de la sous-région, à la montée de phénomènes de sécheresse intense et de pressions migratoires tout aussi considérables.

Il est scientifiquement établi que la densité pluviométrique du continent provient de cette forêt tropicale, et que sa portée atteint l'extrême Est du continent jusqu'aux confins de l'Éthiopie. Nous n'avons pas le droit de laisser les défis liés à la sécurité alimentaire s'aggraver en Afrique. Au contraire, il est de notre devoir d'apporter des solutions, des solutions urgentes et durables.





La réussite des engagements climatiques mondiaux passe nécessairement par la réussite du développement de l'Afrique. Le développement de notre continent sera durable ou ne sera pas.

Le manque de productivité du secteur agricole et le retard dans le développement d'une offre d'énergie électrique moderne expliquent l'essentiel de la déforestation dans le bassin du Congo.

Il est urgent pour nous, pays et Gouvernements africains, de faire de la gestion durable de nos terres, de nos ressources forestières et naturelles, le socle de toutes nos actions en faveur du développement. Il est urgent de mobiliser et de coordonner l'ensemble des secteurs et des acteurs dans la mise en œuvre de cette vision, au travers de plans et programmes concrets intégrant dans chaque secteur la protection de nos forêts et de nos écosystèmes. Il est urgent de mettre en œuvre les réformes nécessaires pour faire de la bonne gouvernance la clé de voûte d'une gestion durable de nos ressources. Il est urgent de diversifier nos économies en nous dotant d'une vision spatialisée de notre trajectoire de développement. Il est urgent de développer notre agriculture et les cultures pérennes en promouvant une affectation rationnelle de nos terres et en orientant les investissements vers l'atteinte des objectifs de développement durable. Il est urgent de fournir une énergie durable pour tous.

Il s'agit là des ambitions de la RDC. Mon pays poursuivra avec un engagement renouvelé et renforcé, ses efforts visant à concrétiser la lutte contre la déforestation et le changement climatique.

Dans le cadre de mon programme politique, j'ai pris l'engagement de mettre en place une Charte nationale de l'environnement et du développement durable, pour décupler les efforts en matière de promotion des Objectifs du Développement Durable et de l'Accord de Paris. Durant mon mandat, l'environnement, dont la protection des forêts en particulier, cessera d'être cantonné à un pilier du développement, pour devenir le socle de l'ensemble de nos actions. Il s'agira de mettre en œuvre les objectifs fixés par notre Stratégie nationale REDD+. Il s'agira de respecter nos engagements pris sous la CCNUCC et dans la Lettre d'Intention signée avec nos partenaires de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI), au nombre desquels figurent la France, la Norvège, l'Union Européenne, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, Corée du Sud, la Banque Mondiale, le PNUD et la FAO.

La RDC va bientôt entamer le processus d'adhésion au Global Green Growth Institute, afin de bénéficier de son expertise pour concevoir et mettre en œuvre une stratégie nationale de mobilisation des financements à la hauteur des enjeux. Si les gouvernements africains doivent décupler d'efforts dans la promotion d'une croissance économique verte, nous avons besoin de vous tous pour réaliser nos ambitions.

Nous avons besoin de vous, partenaires de développement, de vous, secteur privé, de vous, société civile. Nous avons besoin que la cohérence et la coordination de nos efforts ne soient pas des vœux pieux mais se concrétisent en actions.

Nous ne pouvons agir seuls pour redresser ce défi global et répondre aux urgences auxquelles font face l'humanité. En tant que Chef d'Etat, je dois répondre aux besoins d'une population qui souffre d'extrême pauvreté. Ne pêchons pas par naïveté, les enjeux sont de taille, les solutions complexes et certains arbitrages seront douloureux. Seules une mobilisation et une coordination sans précédent des efforts et des investissements nous permettront d'œuvrer au développement des pays de la région, à la réduction de la pauvreté et à la préservation de ce patrimoine global, celui de la forêt de l'Afrique Centrale et de sa biodiversité.

J'en appelle donc à un Green New Deal pour l'Afrique et pour la RDC afin de démultiplier nos efforts et de prendre au sérieux la lutte contre le changement climatique. La finance climat ne pourra redresser seule ces défis qui sont les nôtres. L'ensemble des acteurs et des ressources doit œuvrer à l'atteinte de ces objectifs conjoints.

J'invite donc l'ensemble des partenaires de la communauté internationale du secteur privé et financier à établir conjointement une feuille de route pour mettre en œuvre ce Green New Deal pour le développement durable et la préservation des forêts africaines, à présenter cette feuille de route au Sommet Climat en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies, en septembre 2019. Cette feuille de route doit poser des actions concrètes pour relever ce défi considérable qui est le nôtre. Les stratégies et plans d'action existent, il est désormais urgent de les mettre en œuvre dans un effort concerté au bénéfice de notre planète.

**Je vous remercie.**



MAI 2019

---

**JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE**

Kinshasa - RDC, Vendredi 03 mai 2019

**SÉMINAIRE DES GOUVERNEURS**

Kinshasa - RDC, Lundi 13 Mai 2019

---



## JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Kinshasa - RDC, Vendredi 03 mai 2019



Je tiens à remercier l'Union Nationale de la Presse Congolaise pour cet honneur qu'elle me fait à partager cette journée à ses côtés, pour célébrer ou se souvenir de ce que nous devons favoriser, c'est-à-dire, la liberté de la presse.

Je ne peux pas effacer les vrais responsables ou les vrais héros du jour, ce sont ces dames et ces messieurs de la presse qui, Dieu seul sait combien ils travaillent dur pour honorer leur noble métier.

En tant que Responsable numéro 1 de ce pays, je me dois d'être à leurs côtés sans vouloir leur faire de l'ombre en ce jour qui leur est dédié.

Je me dois d'être à leurs côtés pour leur dire combien je suis soucieux des difficultés qu'ils traversent. J'ai promis lors de mon accession au pouvoir d'être celui qui favorisera la liberté de la presse, mais également, qui consacrerait la presse comme un véritable quatrième pouvoir.

Qu'est-ce que j'entends par là ? Eh bien, la première des choses que je voudrais dire ici c'est que tout part des dernières élections évidemment et de l'alternance qui en est survenue. Cette alternance, n'en déplaise aux prophètes de malheur, est pour moi une première pierre à l'édifice que je vous invite tous à bâtir, c'est-à-dire, cet Etat de droit qui nous est cher et qui a été particulièrement chère à quelqu'un qui m'est très proche, je pense ici à Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA qui a consacré toute sa vie pour que cette liberté, cet Etat de droit surtout, devienne une réalité.

Et donc oui, ce qui s'est passé le 24 janvier est quelque chose d'historique, d'exceptionnel, et qui est une première pierre à l'édifice que je vous invite tous à bâtir. Mais pourquoi je le dis dans cette enceinte et aujourd'hui, parce que je pense qu'en tant que quatrième pouvoir comme je le disais, la presse est un des moteurs essentiels de l'érection d'un Etat de droit dans ce pays.

Je sais que c'est un métier qui a connu énormément de polémique. Les médias qu'on le veuille ou non, qu'on soit ou pas d'accord avec eux, les médias restent un instrument essentiel dans la vie d'un Etat.

Mais cet instrument ne doit pas non plus être laissé sans encadrement.

C'est pourquoi c'est tout à fait indiqué au pouvoir public d'être aux côtés des hommes et des femmes des médias pour voir ensemble comment on peut bâtir cette démocratie, cet Etat de droit que nous espérons.

Ma présence parmi vous signifie l'encouragement dans vos efforts mais également le respect de l'engagement que j'ai pris de vous aider, d'être à vos côtés.

Je viens de recevoir les résolutions des ateliers de réflexion que vous avez tenu il y a quelques jours.

Eh bien ! comme je l'ai promis à vos représentants, je vais les recevoir et nous allons ensemble discuter des voies et moyens vous permettant d'améliorer vos conditions de travail.

Mais avant de terminer, je voudrais quand même rappeler selon moi ce que j'entends par quatrième pouvoir. Dans ce que signifie ce terme, pour moi, il y a le fait d'abord d'avoir des droits.

Oui vous avez le droit d'être protégés,  
Oui vous avez le droit de vous exprimer librement.  
En même temps, disais-je, vous avez aussi des devoirs.

Et votre devoir est, vous le savez mieux que moi d'ailleurs, d'observer cet éthique et cette déontologie qui vous a permis d'exercer ce noble métier.

C'est très important de nos jours surtout où il y a cette menace des fameux réseaux sociaux qui ont vu pulluler une autre catégorie d'hommes et de femmes des médias. Une catégorie qui a pullulé un peu de manière sauvage et qui vous fait d'une certaine façon concurrence, voire qui jette parfois un discrédit sur ce noble métier qui est le vôtre.

Donc, c'est très important pour vous de vous distinguer de ces médias qui, comme vous le savez, amènent énormément de polémique dans la société et de vous distinguer en montrant ce que vous avez appris de par vos formations et qui nécessitent évidemment d'être mis en valeur.

Donc ça, ce sont vos devoirs également, donc celui de dire les choses avec force, avec conviction, mais surtout, avec objectivité.

Vous ne devez pas perdre cette objectivité car c'est elle qui est la colonne vertébrale, la noblesse même de ce métier.

Donc voilà, en attendant de pouvoir aller en profondeur avec vos représentants que je recevrai très prochainement ce que je peux dire à cette étape.

Je vous remercie encore pour l'honneur que vous m'avez fait de venir partager ce moment avec vous et je vous dit à très bientôt, que Dieu vous garde.

## SÉMINAIRE DES GOUVERNEURS

Kinshasa - RDC, Lundi 13 Mai 2019

---



**Honorable Madame la Présidente de l'Assemblée Nationale,**  
**Honorable Président du Bureau provisoire du Sénat,**  
**Monsieur le Premier Ministre,**  
**Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,**  
**Messieurs et Madame les Gouverneurs et Vice-Gouverneurs,**

Le séminaire qui s'ouvre aujourd'hui à Kinshasa en faveur des Gouverneurs et Vice-Gouverneurs des Provinces récemment élus par les différentes Assemblées provinciales m'offre l'occasion de dévoiler les grandes articulations de ma vision notamment basée sur les quatre axes stratégiques qui visent l'amélioration des conditions de vie de notre population pour laquelle j'avais pris l'engagement solennel lors mon discours d'investiture de servir dans le strict respect de la Constitution de la République.

**Messieurs et Madame les Gouverneurs et Vice-Gouverneurs,**

Avant toute chose, je voudrais vous rappeler que vous êtes les dignes représentants du Président de la République dans vos provinces respectives. Ceci vous oblige d'adopter, dans la gestion de vos entités respectives, un comportement exemplaire. Ceci veut dire aussi que vous avez l'obligation d'élaborer vos programmes respectifs qui seront adoptés par les Assemblées provinciales, en intégrant ma vision qui vise le développement intégral de notre pays.

En d'autres termes, l'homme sera au centre de toutes vos actions dans les différents domaines de la vie.

Je compte donc sur chacun de vous pour qu'à l'issue de mon mandat, nous puissions amener ensemble le changement que j'avais promis au peuple congolais au cours de ma campagne électorale.

En ce qui me concerne, je ne ménagerai aucun effort pour atteindre ce noble objectif, en inculquant à toutes les institutions de la République les valeurs républicaines qui seront de stricte observance. Je vous le promets.

Car, les antivaleurs qui minent nos institutions constituent le premier obstacle à tout effort de développement.

Je combattrai, avec la dernière énergie, la corruption, le détournement des deniers publics, le tribalisme, le népotisme, la concussion, le clientélisme, l'incivisme et j'en passe.

Le respect des droits humains et des libertés fondamentales sera assuré.

## **Messieurs et Madame les Gouverneurs et Vice-Gouverneurs,**

Ma vision se décline autour de quatre axes stratégiques qui sont :

- l'homme ;
- la croissance économique ;
- la bonne gouvernance ;
- la société solidaire.

Ces quatre axes stratégiques constituent le socle sur lequel je vais asseoir mes priorités regroupées dans 20 piliers, à savoir :

- La pacification du pays, c'est-à-dire, la paix et la sécurité ;
- La réconciliation nationale ;
- La consolidation de la démocratie ;
- La restauration de l'Etat de droit et son autorité, à savoir, l'Armée nationale, la Police Nationale, les Services des renseignements, la Justice, les droits de l'homme, l'Administration publique, l'Administration du territoire et la décentralisation ;
- La réhabilitation de l'image de la diplomatie ;
- La lutte contre la corruption et les crimes économiques ;
- La consolidation de la stabilité macro-économique et l'assainissement des finances publiques ainsi que la réforme du système financier ;
- L'éducation comme clé du changement et principal ascenseur social;
- La mise en place de la couverture santé universelle ;
- La promotion de l'emploi et la formation professionnelle continue ;
- L'autonomisation de la femme et la promotion de la jeunesse ;
- L'amélioration du climat des affaires et la promotion de l'entrepreneuriat;
- La Lutte contre le changement climatique ;
- L'accès à l'électricité et à l'eau ;
- L'aménagement du territoire, le développement et la modernisation des entreprises ;
- Le développement de l'agriculture et de l'agro-industrie ;
- La diversification de l'économie nationale et le développement du commerce, de l'industrie ainsi que des PME/PMI ;
- La redynamisation du secteur des mines et des hydrocarbures en les rendant attractifs et performants ;
- Le développement du tourisme, de la culture et des arts ;
- La lutte contre la pauvreté, l'exclusion et la vulnérabilité.





### **Messieurs et Madame les Gouverneurs et Vice-Gouverneurs,**

J'ai eu le temps de sillonner quelques provinces de la République et à cette occasion, j'ai été choqué par les tracasseries administratives, policières et militaires auxquelles font face la population en général et les opérateurs économiques en particulier, la fraude fiscale et les barrières organisées et entretenues par certaines autorités provinciales, de l'Armée et de la Police, la multiplicité des services et autres organes au niveau des postes frontaliers au lieu de 4 reconnus par la Loi, le mauvais état des routes et de l'habitat, la précarité des infrastructures sanitaires, scolaires et autres, ...

Vous pouvez ici comprendre que la tâche qui vous attend est lourde et les défis à relever sont énormes. Je veillerai, dans le cadre de la rétrocession que les moyens conséquents vous soient alloués pour vaincre le défi du développement.

### **Messieurs et Madame les Gouverneurs et Vice-Gouverneurs,**

Au cours de ce séminaire où différents intervenants vont développer en profondeur les axes et piliers que je viens de vous dévoiler à titre indicatif, je voudrais, quant à ce, qu'un contrat-programme soit conclu entre vous et l'Exécutif national, qui me permettrait d'évaluer les performances de chacun de vous, en vue de me donner la possibilité de bien sanctionner votre gouvernance après chaque évaluation trimestrielle.

Cela veut dire que vous l'avez bien compris que le temps de l'impunité tant décriée est révolu. C'est à ce titre que j'ai déjà eu à suspendre un Ministre et quelques mandataires publics coupables des actes de mégestion.

### **Messieurs et Madame les Gouverneurs et Vice-Gouverneurs,**

Vous êtes sans savoir que vous avez été élus pour servir le peuple d'abord et le reste immédiatement après.

Tout en souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouvert le premier séminaire des Gouverneurs et Vice-Gouverneurs des provinces.

**Que vive la République Démocratique du Congo.**

**Je vous remercie.**





JUIN 2019

---

**JOURNÉE NATIONALE D'ACTION DE GRÂCE**

Kinshasa - RDC, Dimanche 23 Juin 2019

**FOIRE INTERNATIONALE DE LA NDOLA**

Ndola - ZAMBIE, Vendredi 28 Juin 2019

---



# JOURNÉE NATIONALE D'ACTION DE GRÂCE

Kinshasa - RDC, Dimanche 23 Juin 2019

---



## 1. Repentance

Eternel Dieu tout Puissant, ta parole déclare que « Si mon peuple sur qui est invoqué mon nom s'humilie, prie, et cherche ma face, et s'il se détourne de ses mauvaises voies, je l'exaucerai des cieus, je lui pardonnerai son péché, et je guérirai son pays. Mes yeux seront désormais ouverts, et mes oreilles seront attentives à la prière faite en ce lieu. »

Je confesse mes péchés, ceux de mon peuple et même ceux commis par les autres sur le sol de mon pays.

Pardonne-nous d'avoir donné ta place aux hommes en les adorant comme des dieux, pardonne-nous le culte de la personnalité ancré dans toutes les couches de notre nation.

Au nom de toutes les autorités anciennes comme présentes, je te demande pardon pour le sang des innocents qui a été versé dans ce pays intentionnellement ou par de simples erreurs.

En tant qu'autorité moi-même aujourd'hui, j'endosse la responsabilité de toutes nos fautes et te demande pardon pour tous abus de pouvoir contre les faibles, pardonne-nous aussi de n'avoir pas été de bons gérants des richesses que tu nous as données.

Pour tous les péchés que j'ai énumérés ou non, même ceux que nous avons oubliés, pardonne-nous Seigneur, exauce nos prières et guéris notre Pays, au Nom de Jésus-Christ.

## 2. Actions de grâce

Eternel notre Dieu, moi et ton peuple te rendons grâce car Tu as manifesté Ta bonté envers notre pays. A la place du chaos, Tu as permis une passation pacifique du pouvoir et Tu nous as donné Ta paix. Tu m'as fait confiance en me donnant le privilège de conduire ton peuple durant cette saison de grâce, nous T'en sommes infiniment reconnaissants.

Merci pour ce beau pays que Tu nous as donné, merci pour toutes les richesses du sol et du sous-sol, merci pour tout le potentiel humain ainsi que toutes les ressources de tout ordre.

Pour tout ce que Tu as fait pour nous que j'ai énuméré ou non, nous disons ensemble « MERCI SEIGNEUR JESUS-CHRIST ».

### 3. Dédicace

Au nom de tous les enfants de Dieu ici présents et ceux partout dans le Pays, moi, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République, je dédie solennellement en ce jour, la République Démocratique du Congo entre Tes mains, Oh Eternel Dieu Tout Puissant.

Je recommande et soumet ma nation tout entière à Ton autorité suprême. Assieds-toi sur le trône de ce Pays et règne en Maître absolu. Sois le Roi du Congo et prends la place qui T'ai dû.

En ma qualité d'autorité spirituelle selon qu'il est écrit : « Toute autorité vient de Dieu » et professant ma foi comme enfant de Dieu, j'annule toutes les paroles négatives qui ont été prononcées sur ce pays. J'annule toutes les malédictions quelques soient leurs provenances et je déclare que les ténèbres ne régneront plus jamais sur la RDC au nom de Jésus-Christ.

En tant qu'enfant de Dieu, je passe un nouveau décret sur la nation. Je déclare que le Congo est béni et prospère.

Je proclame que le Pays prend son envol et ne reculera plus jamais.

1. NABONZI CONGO NA MABOKO YA TATA NZAMBE
2. MINA TOWA CONGO MU MIKONO YA BABA MUNGU
3. NDI NDAMBULA CONGO MU BIANZA BIA TATU NZAMBI
4. MUNU ME YEKULA CONGO NA MABOKO YA TATA NZAMBI

Je proclame l'année de la grâce et je décrète qu'un nouveau jour se lève sur le Congo.

Je décrète qu'un nouveau jour se lève sur le Congo !

Je dis encore, je décrète qu'un nouveau jour se lève sur la République Démocratique du Congo **AU NOM TOUT PUISSANT DE JESUS-CHRIST !**

**AMEN.**

## FOIRE INTERNATIONALE DE LA NDOLA

Ndola - ZAMBIE, Vendredi 28 Juin 2019



**Excellence Monsieur le Président de la République de la Zambie, mon frère  
Edgar CHAGWA LUNGU,**

**Excellences mesdames et messieurs les membres du Gouvernement,**

**Excellences mesdames et messieurs du corps diplomatique,**

**Distingués invités,**

**Mesdames et messieurs,**

Permettez-moi avant toutes choses d'exprimer mes vifs remerciements à mon homologue et frère le Président Edgar CHAGWA LUNGU qui avait effectué le déplacement à Kinshasa pour l'honneur qu'il me fait en m'invitant à l'ouverture de la 55<sup>ème</sup> édition de la foire internationale de Ndola.

Après nos échanges fructueux, à Lusaka, sur les questions d'intérêts réciproques, notamment,

- la question de la frontière commune au poste de Kasumbalesa
- la question des échanges commerciaux
- la route Kasomeno-Kasenga-Chalw qui va permettre de mettre en place un raccourci pour les trains qui viennent de la Tanzanie,
- les questions de la sous-région (SADC) et de la coopération régionale
- les questions liées à la sécurité,

me voici, aujourd'hui, à Ndola pour assister à cette foire internationale.

J'ai noté que le thème retenu par les organisateurs est « la croissance inclusive à travers l'entrepreneuriat ».

Ce thème a été bien choisi d'autant plus que la croissance économique qu'affiche l'Afrique aujourd'hui n'a point de sens, si celle-ci ne peut pas échanger avec l'Afrique.

Cette croissance économique n'a point de sens, si elle n'est pas créatrice d'emplois, ingrédient nécessaire à l'amélioration des conditions de vie de nos populations.

Cette croissance doit être effectivement inclusive parce qu'elle résulte du fruit des économies intégrées aux niveaux national, sous régional et continental.

Aujourd'hui, il n'est un secret pour personne que l'Etat a le monopole des prérogatives régaliennes pour créer un environnement et un climat propices aux investissements privés. Voilà pourquoi, dans cette marche vers l'intégration africaine, l'entrepreneuriat occupe une place de choix.

C'est ici l'occasion de m'adresser aux différents opérateurs économiques présents à cet événement. Vous êtes les créateurs d'emplois qui génèrent des revenus pour nos populations. Vous êtes aussi des créateurs de richesses.

Je sais qu'il vous arrive d'exercer vos activités dans des conditions difficiles. Mon souhait est qu'au niveau des différents Etats africains, nous puissions créer des conditions pour éradiquer toutes formes de tracasseries qui vous empêchent d'atteindre votre noble objectif, à savoir, l'accroissement de vos activités avec un meilleur rendement pour le bien de tous.

Je saisis aussi cette opportunité pour aborder une idée qui m'est très chère : la coopération gagnant-gagnant au niveau régional et au niveau du continent africain pour préparer l'Afrique à mieux jouer son rôle dans ce grand challenge de la mondialisation.

Comme je l'ai suggéré à l'intention de mes différents homologues des pays de la région déjà visités, la Zambie et la République Démocratique du Congo doivent saisir toutes les opportunités qui s'offrent à elles pour intensifier les échanges commerciaux, et faciliter la circulation de nos populations, condamnées par la géographie, l'histoire et la culture, à vivre en parfaite entente et harmonie. Car nous sommes un même peuple !

La République Démocratique du Congo, mon pays, est le plus grand partenaire de la Zambie au sein de la SADC. C'est ici le lieu de saluer la tenue la semaine passée à Lubumbashi des travaux mixtes pour l'amélioration du climat des affaires entre les provinces du Haut Katanga en République Démocratique du Congo et celles de Luapula en Zambie. Ce type d'initiative devrait être encouragée.

**Excellence Monsieur le Président de la République de la Zambie, mon frère Edgar CHAGWA LUNGU,**

**Excellences mesdames et messieurs les membres du Gouvernement et du corps diplomatique,**

**Distingués invités,**

**Mesdames et messieurs,**

Des atouts, l'Afrique en a. En réalité, l'Afrique est une île, de par sa position géostratégique, située entre l'océan atlantique et l'océan indien, séparée au nord de l'Europe par la mer méditerranée.

Sa population jeune, son taux de croissance économique positif, ses ressources naturelles innombrables sont autant d'arguments qui peuvent propulser l'Afrique au devant de la scène pour vaincre les défis qui se dressent contre l'humanité, notamment le changement climatique et la faim dans le monde.

Cette croissance n'est positive que si nous bâtissons des infrastructures d'intégration : des routes transnationales, des chemins de fer, des voies aériennes.





L'Afrique doit aussi se mettre au diapason des nouvelles technologies. L'Afrique doit s'industrialiser pour éviter de continuer à constituer un réservoir de matières premières que l'on exporte à l'état brut sans la moindre valeur ajoutée. L'unité de l'Afrique passe inexorablement par une intégration économique bien pensée.

Ceci appelle bien sûr des concertations au niveau des leaders africains pour l'élaboration des politiques communes dans des secteurs divers de l'économie. Je ne peux passer sous silence la question de l'insécurité car sans le rétablissement de la paix, aucun projet de développement durable n'est envisageable. Nous devons multiplier la coopération sur le plan de la défense et de la sécurité entre la Zambie et la République Démocratique du Congo.

Enfin, ma conviction est que pour réaliser le développement durable, il faut que les ressources naturelles, les minerais tel que le cuivre, le cobalt, le coltan et les hydrocarbures, puissent être investis dans l'agriculture pour ainsi toucher 75 % de nos populations qui vivent dans les milieux ruraux. Les matières premières telles que les minerais et les autres hydrocarbures sont des ressources non-renouvelables. Elles sont donc appelées à s'épuiser un jour !

Je m'en voudrais de terminer ce discours sans réitérer mes sincères remerciements au Président de la République de la Zambie Edgar CHAGWA LUNGU, mon frère, et à la population zambienne qui me font sentir qu'en Zambie, je suis réellement chez moi.

Je reviendrai encore vous voir car nous sommes des peuples frères. Excellence Monsieur le Président, à mon tour, j'aimerais fraternellement Vous inviter à me faire l'honneur de venir effectuer une visite officielle dans mon pays, Votre pays, la République Démocratique du Congo à une date à convenir par la voie diplomatique.

**Excellence Monsieur le Président de la République de la Zambie, mon frère  
Edgar CHAGWA LUNGU,**

**Excellences mesdames et messieurs les membres du Gouvernement et du  
corps diplomatique,**

**Distingués invités,**

**Mesdames et messieurs,**

Je souhaite plein succès à la 55<sup>ème</sup> édition de la Foire Internationale de la Zambie qui se tient à Ndola.

Que Dieu bénisse les relations entre la Zambie et la République Démocratique du Congo, leurs dirigeants et les peuples de nos deux pays.

**Je vous remercie.**



## 59<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE LA RDC

Lubumbashi - RDC, Dimanche 30 Juin 2019



### **Chers Compatriotes,**

Ce 30 juin 2019, la République Démocratique du Congo va commémorer le 59<sup>ème</sup> anniversaire de son indépendance.

Dans de circonstances normales, nous nous serions réjouis tous ensemble en évoquant notamment les hauts faits des femmes et des hommes qui se sont sacrifiés pour que notre pays puisse accéder à la souveraineté nationale et internationale.

Tout en ayant une pensée pour ceux des pionniers de l'indépendance qui nous ont quittés et ceux qui sont encore en vie, les Congolaises et les Congolais ne peuvent que se rendre à l'évidence : cinq mois après mon accession à la Magistrature Suprême, je ne peux nier que notre pays fait encore face à des défis majeurs. Ils sont énormes certes, mais pas insurmontables.

La problématique de l'insécurité récurrente dans certaines parties du territoire national, principalement dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Tanganyika, du Kasai et du Kasai Central est très préoccupante. Je fais du rétablissement de la paix sur l'ensemble du territoire, ma priorité car il y va de la survie de centaines de milliers de compatriotes, de la stabilité des institutions établies, de la relance économique et du climat de paix avec tous nos voisins.

En attendant la mise en place imminente du Gouvernement de la République, je n'ai pas croisé les bras. Après la passation de pouvoir, je me suis rendu à Lubumbashi pour prendre des mesures à même d'endiguer le banditisme qui faisait rage dans cette ville et mettre fin aux tracasseries existant au poste frontalier. Je me suis ensuite rendu dans la province du Nord Kivu, plus précisément à Goma et Beni pour faire l'état des lieux de l'insécurité grandissante et de la persistance de l'épidémie à virus Ebola.

J'ai terminé ce premier périple à l'intérieur du pays par la ville de Kisangani. Partout où je suis passé, je me suis rendu compte que nos compatriotes vivent dans la peur du lendemain à cause de l'insécurité. Et en ce qui concerne Beni et Butembo, comme si cela ne suffisait pas, le drame humanitaire que constitue cette épidémie à virus Ebola est venu s'ajouter à ce tableau déjà très sombre.

Les derniers cas de résurgence d'insécurité en Ituri m'affectent profondément car ils constituent un grand recul en matière de pacification. C'est ainsi que je viens d'ordonner à nos forces armées de mener des opérations de grande envergure dans les territoires de Djugu et Mahagi.

Ces opérations vont s'étendre à Minembwe, dans le Sud-Kivu, pour mettre définitivement fin aux aventures de tous les hors la loi qui endeuillent nos populations

et sèment la désolation dans cette partie du pays. Nous saluons les nombreuses redditions des groupes armés observées depuis notre accession à la Magistrature Suprême.

Le Gouvernement en concertation avec la MONUSCO est en train d'étudier le cadre adéquat pour leur prise en charge en vue de leur réinsertion dans la société. Nous lançons un vibrant appel aux groupes armés encore actifs à déposer les armes pour bénéficier des avantages de ce nouveau cadre de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (D.D.R).

L'insécurité est aussi et surtout le fait des groupes armés étrangers. Un plan de leur éradication totale est en train d'être discuté avec la MONUSCO et les pays voisins concernés.

#### **Chers compatriotes,**

En signe de solidarité avec nos compatriotes de Beni, Bunia, Mahagi, Djugu, Butembo, des villes environnantes et des autres contrées du pays, touchées par l'insécurité, j'ai décidé de commémorer ce 30 juin dans la province de l'Ituri. Ma présence dans cette province s'explique par un souci de compassion envers des milliers de familles congolaises endeuillées.

#### **Chers compatriotes,**

Mon propos d'aujourd'hui ne constitue pas un bilan à mi-parcours du Chef de l'État. Cependant, il est de bon ton, après cinq mois à la tête du pays, que je vous dise ce qui revient à l'actif de mon administration.

S'agissant du social, j'ai entrepris dans le domaine de la santé, de mettre en œuvre des mesures qui produiront des effets bénéfiques à l'ensemble de la population, à court terme.

Ces mesures sont mises en place de manière progressive. Il en est ainsi de la gratuité des soins médicaux au profit de nos hommes de troupes, ce qui constitue un prélude à la couverture maladie universelle que j'ai annoncée et à laquelle plusieurs partenaires extérieurs ont adhéré, promettant leur accompagnement. Pour renforcer la lutte contre le virus Ebola, j'ai créé un comité de coordination nationale placé directement sous la tutelle de la Présidence, qui réunit, outre le ministère de la santé, des experts congolais dont la renommée en la matière est reconnue au-delà de nos frontières.

Je ne ménagerai aucun effort pour enrayer ce fléau. C'est pourquoi, aux actions du Gouvernement, j'ai décidé d'associer les leaders politiques locaux et ceux de la société civile. Car ce combat nous concerne tous.



La problématique de l'eau et de l'électricité à Kinshasa et dans l'arrière-pays se doit d'être définitivement résolue.

A Kinshasa, la capitale, certains travaux d'aménagement de modules de traitement d'eau sont à terme et d'autres, en cours de finition. C'est le cas, pour ne citer que ces exemples, de la station de Lemba Imbu, tout comme la reprise en alimentation d'eau au Camp militaire de Kitona, dans la province du Kongo Central, après plusieurs décennies de pénurie.

Dans le domaine des infrastructures, les travaux en cours, sur l'étendue du territoire national, en particulier des routes et ponts d'intérêt général, démontrent ma détermination à favoriser l'intégration nationale et les échanges entre les provinces.

Dans les centres urbains, la ville de Kinshasa a donné le ton avec la construction des travaux d'aménagement, notamment des sauts-de-mouton en vue de débarrasser la capitale de ses interminables embouteillages.

En ce qui concerne la réhabilitation des routes, plusieurs ouvrages sont en voie d'être achevés à Kinshasa et dans les provinces, comme j'ai pu m'en rendre compte personnellement lors de ma visite dans la Tshopo où j'ai inauguré deux ponts d'intérêt national.

Des travaux de grande envergure ont été confiés à l'Office des routes dans toutes les 26 provinces. Et à l'Office des voiries et drainage (OVD) en ce qui concerne Kinshasa et les principales villes du pays.

S'agissant des travaux en province, ils concernent la réhabilitation et la réouverture des routes d'intérêt général, mais aussi, la remise en état des ouvrages de franchissement, c'est-à-dire, ponts et bacs. Nous construisons ces routes et ces ouvrages de franchissement pour une meilleure circulation des biens et des personnes sur l'ensemble du territoire national, ce qui va induire une véritable intégration nationale sur le plan économique.

Les produits vivriers seront ainsi facilement acheminés des milieux ruraux où ils sont produits vers les grands centres urbains.

Les échanges entre les différentes provinces selon leurs spécificités et spécialités vont entraîner l'embellie de notre économie aujourd'hui fortement extravertie.

Mon objectif à terme est d'assurer l'autosuffisance alimentaire à toutes les Congolaises et à tous les Congolais. Il est en effet incompréhensible que la République Démocratique du Congo, dotée d'innombrables ressources naturelles tels que des terres arables, des fleuves et rivières poissonneux, des pâturages puisse importer la quasi-totalité des biens de première nécessité.

Le même élan sera poursuivi pour certaines mesures préconisées, concernant notamment la baisse des prix des denrées alimentaires.

Pour ce qui est des volets politiques et des Droits de l'homme, je me réjouis avec l'ensemble des Congolais que notre pays ait connu sa première alternance pacifique et historique, à l'issue des élections du 30 décembre 2018. Le mérite revient en premier lieu au peuple congolais qui est allé accomplir son devoir civique dans la paix.

Ensuite, l'attitude affichée par mon prédécesseur à propos de l'alternance pacifique a été très déterminante pour le maintien de la paix et de la stabilité dans notre pays. Enfin, le rôle joué par les acteurs nationaux et internationaux impliqués dans le processus électoral a été tout aussi primordial.

Concernant les libertés publiques, je ne vous cacherais pas ma satisfaction d'avoir permis la concrétisation de la décrispation politique telle que stipulée dans l'Accord de la Saint-Sylvestre.

Les exilés politiques sont de retour, les réunions et manifestations politiques se tiennent sans aucune entrave. Je tiens à vous rassurer sur ce chapitre que les choses iront de mieux en mieux dans le strict respect des lois de la République et de l'établissement d'un Etat de droit.

Nous n'avons plus de cachots privés dans notre pays, nos pénitenciers se vident de leurs prisonniers politiques et d'opinion : plus de 700 prisonniers ont pu être relâchés, comme vous avez pu vous en rendre compte avec la libération, notamment de certains cas dits emblématiques.

Et pour respecter les standards dans le milieu carcéral, j'ai décidé de l'assainissement des prisons qui sont devenues de véritables mouroirs et de l'augmentation de leur capacité d'accueil.

C'est dans ce cadre que les travaux entamés au niveau du Centre pénitentiaire de rééducation de Kinshasa (CPRK), communément appelé « Prison de Makala », constituent la première étape.

Si toutes les manifestations politiques qui se sont tenues jusqu'à ce jour n'ont connu aucun mort, aucune arrestation dans les rangs des manifestants, il est cependant déplorable de constater que ce sont des éléments de la police nationale qui se retrouvent agressés ou grièvement blessés.

C'est le cas de la dernière manifestation, qui s'est tenue le 23 juin dernier à Kinshasa. Je me suis rendu au chevet des victimes d'actes de vandalisme commis par des inciviques, des manifestants mal encadrés qui n'ont pas hésité à s'attaquer aux ouvrages publics, aux paisibles citoyens et à leurs biens.

Ceci doit prendre fin et la loi doit s'appliquer dans toute sa rigueur, car je refuse que certains leaders mal intentionnés puissent confondre démocratie et anarchie. Pour renforcer la protection des droits humains, j'ai créé récemment un organisme chargé de lutter contre la traite de l'être humain. Toujours sous ce chapitre, il n'est



pas vain de signaler que toutes les tendances politiques ont désormais accès aux médias officiels notamment la Radio Télévision Nationale Congolaise (RTNC).

### **Mes chers compatriotes,**

Cinq mois après mon avènement au pouvoir, je ne peux produire de miracle, c'est pourquoi, je fais appel au patriotisme de tout un chacun pour les nombreuses réformes à réaliser en vue de répondre aux besoins multiples et variés de la population.

Si nous adhérons tous à la vision selon laquelle tout doit être fait et revenir d'abord au peuple, celui-ci a aussi sa part de responsabilité, particulièrement dans le changement des mentalités.

Dès lors, je vous exhorte tous à regarder dans la même direction. Notre pays ne pourrait qu'en retirer le plus grand bien. De nouvelles opportunités s'offriront aux Congolais.

À la faveur de l'amélioration en cours du climat des affaires, la diversification de notre économie attirera de nouveaux investisseurs. Des emplois seront créés au profit des chômeurs et surtout de nos jeunes.

### **Chers compatriotes,**

Enfin, s'agissant de la Diplomatie et de la Coopération régionale, dès ma prise de fonction, j'ai procédé à la réouverture de la Maison Schengen pour normaliser nos relations avec l'Union Européenne qui est un partenaire traditionnel de notre pays. J'ai organisé un premier déjeuner diplomatique, j'ai décidé d'échanger régulièrement avec tous les ambassadeurs accrédités dans mon pays. C'est dans ce cadre que j'ai reçu au mois de février dernier tous les ambassadeurs pour partager avec eux ma vision en politique étrangère.

Dans ce même cadre, j'ai tenu à mettre en place des « déjeuners diplomatiques » dont le premier s'est tenu avec les ambassadeurs de l'Union Européenne et du Canada. Cet exercice va se poursuivre avec les ambassadeurs des autres pays. Dans ce domaine, ma politique sera celle de l'ouverture au monde dans un partenariat gagnant-gagnant.

Quant à la coopération régionale, la position géographique de mon pays, situé au carrefour de plusieurs organisations sous régionales, lui confère un rôle majeur dans l'intégration africaine préconisée par tous les Chefs d'Etat regroupés au sein de l'Union africaine.

L'intégration africaine étant l'objectif ultime, j'ai entamé des voyages au niveau de la région pour partager cette idée avec mes pairs. Cette démarche consiste à réaliser d'abord l'intégration au niveau de chaque sous-région, avant sa consolidation au niveau continental.

C'est dans ce cadre que mes visites m'ont déjà permis d'échanger avec les Chefs d'Etat de l'Ouganda, du Rwanda, du Burundi, de la Tanzanie, de la Zambie, de l'Angola et du Congo en ce qui concerne nos voisins.

A cette liste s'ajoutent mes fructueuses rencontres avec les Chefs d'Etat du Kenya, de la Namibie, d'Afrique du Sud, du Gabon et de la Guinée-équatoriale. Avec les uns et les autres, nous avons conclu que nous n'atteindrons pas cet objectif d'intégration africaine et du développement de notre continent, si nous ne menons pas un combat farouche contre l'insécurité et les différents conflits qui déstabilisent l'Afrique.

Ceci n'est possible que par la construction d'infrastructures transnationales : les routes, les chemins de fer, les voies aériennes, les voies fluviales et maritimes et par l'élimination des barrières douanières.

Toujours sur ce chapitre de la diplomatie, je voudrais aussi souligner mon dernier passage à Washington où j'ai eu des discussions avec la Directrice générale du Fonds Monétaire International. Ces discussions ont débouché sur une mission de cette institution à Kinshasa au titre de l'article 4. Le rapport de cette mission augure la reprise des programmes avec le FMI, qui est une bonne chose pour l'économie de mon pays.

Avec la Banque Africaine du Développement, je voudrais remercier ici le Président de cette institution, mon frère Akinwumi Adesina. Au cours de nos échanges, il a clairement indiqué sa satisfaction concernant l'assainissement du cadre macroéconomique et a également promis le soutien de son institution aux différents projets de mon pays.

Je voudrais aussi dire qu'au niveau de la Banque Mondiale, je viens de recevoir à Lubumbashi, le vice-président de cette institution financière internationale avec qui nous avons partagé des vues communes sur la reprise de leurs programmes en RDC.

### **Chers compatriotes,**

Après avoir dressé ce constat à mi-parcours dans les domaines étayés, je vous annonce ma détermination à engager le Gouvernement à répondre aux attentes de la population par des réformes nécessaires au développement de notre pays. Ainsi la promotion des droits de la femme est un critère qui rentre en compte pour ce faire. C'est pourquoi, je demanderai au Parlement de réfléchir sur un système de quota aussi bien dans les assemblées électives que dans l'administration, à réserver d'emblée aux femmes afin de renforcer leur participation active dans la société.

De la même manière, je prendrais des mesures pour lutter contre le chômage des jeunes. Des mesures incitatives seront prises en faveur des entreprises qui vont employer des jeunes. Un fonds de garantie sera créé pour leur permettre





d'accéder aux crédits bancaires tout en bénéficiant d'un accompagnement dans la gestion de leurs projets.

J'envisage également une profonde restructuration du Service National et le renforcement du rôle de l'INPP (Institut National de Préparation Professionnelle) pour prendre en charge les jeunes désœuvrés et favoriser leur réinsertion dans la société.

**Chers compatriotes,**

La lutte contre la corruption et en faveur de la bonne administration de la justice sont des gages de bonne gouvernance. Sans une justice équitable, il est inutile de parler d'État de droit. « La Justice élève une nation », dit-on !

Cette parole biblique doit nous inspirer dans notre quête d'une justice juste qui serait rendue par des juges intègres.

Je prends l'engagement et réitère, en tant que Magistrat Suprême, mon vœu de nommer des hommes et des femmes intègres afin qu'ils redorent le blason terni de notre justice.

Une autre grande réforme devra viser le système électoral dans la mesure où celui qui est en vigueur a montré ses limites, plus précisément en ce qui concerne le mode de désignation des sénateurs et des gouverneurs.

**Chers compatriotes,**

Au moment où nous déplorons l'insécurité dans les 6 provinces précitées, voilà qu'un autre drame vient durement assombrir cette journée anniversaire de l'indépendance avec l'effondrement d'une mine à Kolwezi, qui a causé plusieurs morts parmi nos concitoyens.

Après avoir ordonné une assistance aux familles éplorées, je leur présente mes condoléances les plus attristées. Je viens de diligenter une enquête pour établir les responsabilités dans ce drame.

**Chers compatriotes,**

Ce 30 juin est le premier que je célèbre avec vous en tant que Chef de l'Etat. Je l'ai voulu moins fastueux et plus dans la méditation et la prière.

Ce qui nous permet à tous de faire l'état des lieux afin de mieux nous projeter dans l'avenir. Un avenir que je veux radieux et prospère pour tous les Congolais.

**Que vive la République Démocratique du Congo.**

**Que Dieu bénisse notre pays et son peuple.**

**Je vous remercie.**





JUILLET 2019

---

**1<sup>ère</sup> ÉDITION DE LA JOURNÉE AFRICAINE  
DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**  
Kinshasa - RDC, Jeudi 11 Juillet 2019

---





## 1<sup>ère</sup> ÉDITION DE LA JOURNÉE AFRICAINE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Kinshasa - RDC, Jeudi 11 Juillet 2019

---

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,  
Chers compatriotes,**

En ce moment solennel précis, où le continent africain, dans son ensemble célèbre la première édition de la Journée Africaine de Lutte contre la Corruption, placée sous le thème : « Vers l'élaboration d'une position africaine commune sur le recouvrement des avoirs », c'est pour moi, un insigne honneur, de prendre la parole devant de votre auguste assemblée pour, une fois de plus, rappeler mon indéfectible engagement à lutter avec hargne et sans relâche contre la corruption et les actes infractionnels qui lui sont voisins, en l'occurrence, la concussion, le détournement des deniers publics, le favoritisme, le clientélisme, etc.

En effet, dans notre pays, la corruption est un phénomène qu'on ne présente plus : elle se présente sous des formes multiples, on parle notamment de petite et de grande corruption. Elle touche de nombreux secteurs, qu'ils soient publics ou privés. La diversité de la corruption renvoie, d'une part, à la petite corruption qui touche le citoyen lambda dans son quotidien et, d'autre part, à la grande corruption qui est celle qui s'insinue au sein même des structures étatiques, même au plus haut niveau de l'Etat, impliquant un large éventail d'agents publics (des fonctionnaires subalternes aux membres les plus hauts placés de l'Etat).

Selon des études crédibles, la corruption qui existait déjà en RDC sous la colonisation belge et qui a durablement affecté la période postcoloniale, a atteint un statut de « règle absolue » sous sa forme étatique depuis plusieurs années. Pendant la deuxième république, la corruption avait trouvé ses ferments dans « un pouvoir autocratique sans contrepoids ni comptes à rendre, une confusion entre biens publics et biens privés, une pression sociale valorisant l'ostentation des élites et la redistribution ».

Au lendemain de la Révolution de l'AFDL, la corruption a été nourrie par de stratégies prédatrices violentes sous formes notamment de confiscation des biens que l'on convoitait.

Bien après le régime AFDL, la corruption s'est diversifiée dans ses formes au point même d'être normalisée et même banalisée. Tantôt, elle prend la forme d'accaparement et/ou le détournement des biens et deniers publics principalement pour servir à l'achat de voix lors des élections, tantôt elle se présente sous forme des pots - de - vin lors de rencontres avec des autorités de police, des magistrats, des inspecteurs des impôts ou même pour décrocher un marché public ou encore pour l'obtention d'un permis de construire.

Pour stigmatiser l'ampleur du phénomène et son ancrage dans la société congolaise, d'aucuns ont indiqué avec ironie que « tout peut s'acheter au Congo : une décision judiciaire, un titre universitaire, un diplôme scolaire, une carte d'identité, un emploi, un permis de conduire, un passeport, une nomination politique, une promotion administrative, un titre foncier, un certificat de naissance, une attestation de bonne vie et mœurs ... ».

Devant l'ampleur de ce phénomène de corruption, l'opinion tant nationale qu'internationale se demande pourquoi, en dépit de l'existence d'un arsenal juridique acceptable composé notamment de lois anti - corruption, des institutions étatiques en charge de ce secteur, de cas clairs de grande corruption et de transactions douteuses rapportés par l'Organisation des Nations Unies et des groupes de la société civile (comme ce fut le cas récemment à l'occasion des élections sénatoriales et législatives), de la proclamation de diverses campagnes de lutte contre la corruption sous diverses appellations dont « Tolérance zéro », la corruption rampante dans tous les secteurs (politique, socio - économique) demeure malgré tout l'un des principaux problèmes de notre pays et les personnes impliquées ne sont nullement inquiétées.

A titre de rappel, la RDC a érigé la corruption en infraction sévèrement sanctionnée par les peines d'amendes et de prison (art. 149 bis Code Pénal livre II). Elle s'est dotée d'un Code de Conduite de l'Agent Public de l'Etat (Décret-loi 017-2002 du 03 octobre 2002) et d'un Observatoire du Code d'Ethique professionnelle (Décret n° 075-2003 du 03 avril 2003).

Elle a ratifié un protocole d'accord avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) daté de 2001 pour la lutte anti-corruption.

Depuis 2004, notre pays dispose d'une loi réprimant le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (Loi n° 04/016 du 19 juillet 2004). Par ailleurs, notre pays a signé la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption en 2013.

Les réponses à ces interrogations peuvent être trouvées tant du côté de l'Etat que des opérateurs privés et même des citoyens. Du côté public, l'ingérence politique constante en matière économique et financière, l'impunité quasi-absolue pour les titulaires de charge publique, le manque de volonté politique, l'absence quasi totale de transparence dans les décisions gouvernementales et la reddition des comptes, y compris pour les marchés publics. On met également l'inefficacité des structures gouvernementales, la faiblesse des capacités administratives ainsi que les bas salaires, associés à l'absence de surveillance, la partialité et l'intermittence des audits, le faible suivi de l'exécution des décisions étatiques.



Du côté des entreprises opérant en RDC, en particulier celles qui se trouvent dans le secteur lucratif (de l'exploitation minière, du bois, de télécommunication, etc.), elles compromettent trop souvent leurs valeurs morales et éthiques officiellement défendues et ont peu d'intérêt à la transparence concernant les appels d'offres, les ventes d'actifs et, surtout, à la mise en œuvre de la protection environnementale, au respect des droits fondamentaux des travailleurs et des villageois au sein des grands projets miniers, énergétiques, agricoles, etc. Pour de nombreuses grandes entreprises, les coûts élevés de corruption demeurent plus faibles que les coûts d'une pratique véritablement intégrée et éthique des affaires.

Une telle situation de corruption ne peut ni être tolérée ni être entretenue. D'où la nécessité et l'urgence d'envisager de mesures essentielles et plus efficaces pour faire face à ce phénomène et, de la sorte, ancrer la crédibilité du Gouvernement dans sa quête d'une croissance inclusive et soutenue de la RDC. La première mesure reste le respect de l'Etat de droit. Le respect de la loi à tout le niveau doit être notre guide.

A ce sujet, je fais appel à tout le personnel de l'appareil judiciaire du pays, spécialement aux Magistrats qui doivent, en toutes circonstances, rendre une justice juste et équitable sans pour autant céder à la tentation de corruption. Des moyens adéquats et conséquents seront mis à la disposition de la Justice pour lui permettre de bien faire son travail.

Loin de moi l'idée de minimiser l'approche préventive qui consiste à mener des actions allant dans le sens de sensibiliser et de moraliser la population sur les méfaits de la corruption et des actes asociaux qui lui sont proches pour l'essor socio-économique de notre pays.

Ainsi, ces actions de sensibilisation viseront particulièrement les familles, cellules de base de la société et tous les secteurs sociaux.

A cette double approche répressive et préventive doit s'ajouter le renforcement du cadre légal et institutionnel de lutte contre la corruption. Cela requiert de revisiter notre arsenal juridique et institutionnel de lutte contre la corruption et de mettre en place d'autres mécanismes et moyens plus adaptés à la mutation du phénomène de la corruption, avec des sanctions plus dissuasives. J'insiste sur l'approche répressive pour lancer ainsi un message fort contre les intouchables corrupteurs et corrompus d'hier et d'aujourd'hui. Sous mon mandat, ces intouchables sont appelés à la reconversion par la stricte application de la loi.

En conséquence, dans un avenir proche, je vais signer et déposer les instruments de ratification de la Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption. Cette ratification permettra, sans nul doute, à la RDC de récupérer les avoirs et les produits de transaction de la corruption disséminés dans les paradis fiscaux au détriment du bien – être social du peuple congolais.

Dans le même ordre d'idées, comme je l'ai indiqué dans mon message à la Nation, je prends aussi l'engagement de pouvoir solliciter et obtenir du Parlement, la modification de la Loi électorale, en ce qui concerne le mode d'élection des députés provinciaux, des Gouverneurs et des Sénateurs.

Sur le plan institutionnel, je vous informe de la création, sous peu, au sein de mon Cabinet, d'un Service Spécialisé dénommé « Coordination pour le Changement de Mentalités », en sigle CCM, qui aura entre autres missions d'assurer la prévention, la sensibilisation, la lutte contre toutes sortes d'antivaleurs.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

C'est avec une note d'espoir que je termine mon propos de ce jour, en affirmant avec ma toute dernière énergie que je crois fermement en la capacité de changement positif de l'homme congolais.

A cet effet, conjuguons tous nos efforts, chacun dans son secteur d'activités, afin de vaincre ce fléau de corruption avec toutes les antivaleurs qui lui sont voisines. Il est, certes difficile, et non impossible d'arriver à une génération sans corruption. Il suffit d'y croire et de travailler, main dans la main, pour son éradication à tous les niveaux.

Je tiens à remercier les organisateurs de la cérémonie, plus particulièrement l'Observatoire de Surveillance de la Corruption et de l'Ethique Professionnelle, OSCEP en sigle, à qui je rends hommage et demande de ne jamais baisser les bras dans la lutte contre la corruption et ce, en dépit des difficultés et des écueils rencontrés.

**Je vous remercie.**





AOÛT 2019

---

**39<sup>ème</sup> SOMMET DE LA SADC**

Dar Es Salam - TANZANIE, Samedi 17 Août 2019

**1<sup>er</sup> FORUM NATIONAL SUR L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE**

Matadi - RDC, Mardi 20 Août 2019

**7<sup>ème</sup> TICAD**

Yokohama - JAPON, Mercredi 28 Août 2019

---





**Excellence Monsieur le Président de la République Unie de Tanzanie  
John POMBE  
MAGUFULI, Président en exercice de la Communauté de Développement  
de l'Afrique Australe ;  
Excellence Monsieur Hage G. GEINGOB, Président de la République  
de Namibie,  
Président sortant de la SADC;  
Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;  
Distinguées Premières Dames ;  
Madame la Secrétaire Exécutive de la Communauté de Développement  
de l'Afrique Australe ;  
Distingués invités, à vos titres et qualités respectifs ;  
Mesdames et messieurs,**

C'est pour moi un honneur d'être ici à Dar Es Salam à ce 39<sup>ème</sup> Sommet de notre Organisation Sous-Régionale.

Je voudrais d'abord présenter ma gratitude au Gouvernement et au peuple frère de la République Unie de Tanzanie pour l'accueil combien chaleureux et fraternel qui a été réservé à toute ma délégation, ainsi qu'à moi-même, depuis notre arrivée sur cette terre de Mwalimu Julius NYERERE, ce beau pays qui va de Tanganyika à Zanzibar, Jamhuri ya Muungano wa Tanzania.

J'aimerais particulièrement féliciter le Président Tanzanien, John POMBE MAGUFULI, qui vient d'être élu Président en exercice de la SADC.

C'est aussi pour moi l'occasion d'exprimer ma gratitude au Dr. Hage G. GEINGOB, Président de la République de Namibie, Président sortant de la SADC, qui a fait avancer le programme d'industrialisation de la région. Ce programme a mis l'accent sur le développement des infrastructures, l'autonomie des jeunes, la promotion des droits de la femme et le développement durable, objectifs qui me tiennent également à coeur.

Mes félicitations s'adressent enfin à Madame Lawrence Tax Stergomena, Secrétaire Exécutive de la SADC, pour sa remarquable contribution au développement économique régional et la mise en oeuvre du Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional.

Enfin, je remercie vivement tous les pays membres de la SADC pour leur accompagnement manifeste durant les moments les plus critiques, ce qui a permis d'éviter l'implosion de la République Démocratique du Congo et favoriser l'alternance pacifique, démocratique et historique, vécu récemment après les élections de décembre 2018.

**Mesdames et Messieurs,**

Je prends l'engagement solennel de n'épargner aucun effort, pour que mon pays la République Démocratique du Congo, avec votre accompagnement, recouvre rapidement dans sa partie est, la paix et la stabilité pour lui permettre de contribuer efficacement au processus d'intégration sous régionale.

**Mesdames et Messieurs,**

Au moment où je prends la parole devant cette auguste assemblée, je voudrais vous informer que la partie Est de mon pays est en proie à une insécurité persistante causée par les groupes armés d'origine interne et externe. Le plus redoutable de ces mouvements armés est celui des ADF-MTN dont le modus operandi consiste à commettre des actes terroristes, conforme à leur appartenance à DAESH ; ce qui constitue une menace tant pour la République Démocratique du Congo que pour la Sous-région.

C'est pourquoi j'ai élaboré un vaste programme pour le rétablissement de l'Autorité de l'Etat visant à mettre un terme à l'insécurité qui sévit encore dans sa partie Est, et favorisant la réconciliation de tous les fils et filles de mon pays. Ceci aura comme conséquence l'instauration d'un Etat de droit et l'amélioration du climat des affaires.

**Mesdames et messieurs,**

Je voudrais ici solliciter, en vertu de la Charte de notre Organisation, votre solidarité envers mon pays et son peuple, pour qu'à l'issue de cette session, nous puissions, à l'instar de la Brigade Spéciale qui opère sous le commandement de la MONUSCO et qui avait mis en déroute le Mouvement M23, prendre la ferme résolution de renforcer les Forces Armées de la République Démocratique du Congo, d'en finir définitivement avec tous ces mouvements qui sèment la mort et la désolation au sein de nos populations.

Je propose de créer à l'image de la coalition mondiale contre le terrorisme une coalition régionale pour éradiquer ce fléau.

**Mesdames et messieurs,**

Au-delà de ces préoccupations sécuritaires, mon pays est également confronté à la maladie à virus Ebola qui sévit dans la même région.

Compte tenu de la gravité de cette situation, j'avais mis en place au mois de mai dernier une Cellule Technique qui travaille sous ma supervision, composée d'experts de renommée internationale, parmi lesquels le Docteur Muyembe,



qui a identifié le virus d'Ebola et dont les travaux de recherche ont conduit à la découverte du MAB114, une molécule thérapeutique pour le traitement contre la maladie. Pour votre information, ses travaux seront récompensés le 30 août prochain par le gouvernement japonais.

Cette stratégie de riposte nous a permis de mettre à l'abri la ville de Goma et de poursuivre l'éradication dans les autres parties qui seraient affectées tels les deux cas détectés avant hier à Bukavu.

En même temps, le Rwanda pays voisin, l'Organisation Mondiale de la Santé et la République Démocratique du Congo se sont accordés pour adopter des mesures communes préventives permettant de renforcer la riposte.

C'est ici l'occasion, pour moi, de saluer l'élan de solidarité qui s'est manifesté de la part de nos partenaires bi et multilatéraux pour leur accompagnement et leur soutien.

Je puis, enfin, vous rassurer que je ne ménagerai aucun effort pour relever ce défi.

#### **Mesdames et Messieurs,**

Pour revenir au thème de la présente session, à savoir : « Un environnement commercial propice au développement industriel inclusif et durable à l'accroissement du commerce intracommunautaire et à la création d'emplois », laissez - moi vous dire que ce thème me conforte d'autant plus que mon pays, la République Démocratique du Congo, qui partage ses frontières avec neuf autres pays, possède des atouts innombrables.

Qu'il s'agisse de sa population, sa superficie, son écosystème, son sol et son sous-sol, son potentiel hydro-électrique et minier, la République Démocratique du Congo demeure un maillon important dans le développement de notre sous-région. Je m'engage à poursuivre l'intégration régionale et la politique de proximité avec tous les pays de la SADC.

Dans ce contexte, je m'emploie à faire de l'intégration nationale une réalité par la mise en place d'infrastructures adéquates ayant pour vocation de s'interconnecter aux vastes programmes de la Sous-région.

Mon voeu est de voir très rapidement toutes les populations de notre Sous-région circuler librement de l'océan Indien à l'océan Atlantique, de Dar es Salaam à Lobito, de Mombassa à Banana, de Aru à Durban.

Je voudrais également rappeler que le développement des ressources énergétiques, notamment l'électricité, est un atout majeur pour l'industrialisation de nos pays.

À cet égard, la République Démocratique du Congo offre de nombreuses opportunités pour la SADC. Bien exploité, le potentiel de la République Démocratique du Congo pourrait satisfaire aux besoins de l'ensemble de la Sous-région, et au-delà, de l'Afrique toute entière.

Le développement durable, c'est aussi l'Agriculture. Point n'est besoin de rappeler qu'en cette matière, mon pays dispose aussi d'énormes capacités.

Voilà ce que mon pays est disposé à apporter pour l'accomplissement de l'ambitieux programme que nous nous sommes fixés pour notre Sous-région.

**Excellence Monsieur le Président de la République Unie de Tanzanie  
John POMBE MAGUFULI, Président en exercice de la Communauté de  
Développement de l'Afrique Australe ;  
Excellence Monsieur Hage G. GEINGOB, Président de la République de  
Namibie, Président sortant de la SADC ;  
Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;  
Distinguées Premières Dames ;  
Madame la Secrétaire Exécutive de la Communauté de Développement  
de l'Afrique Australe ;  
Distingués invités, à vos titres et qualités respectifs ;  
Mesdames et messieurs,**

Pour terminer, j'ai la ferme conviction que les assises du présent Sommet aboutiront à des propositions concrètes, afin de créer un environnement commercial et sécurisé, propice au développement industriel inclusif et durable dans notre espace SADC.

Au nom du peuple Congolais et au mien propre, je souhaite plein succès aux travaux et délibérations du 39<sup>ème</sup> Sommet de la SADC.

**Kwa niaba ya raia wote wa Kongo na mimi mwenyewe, nawatakia mafanikio  
mema ya kazi yetu.**

Félicitons-nous de l'adoption du Swahili comme quatrième langue de travail. Que Dieu bénisse notre Communauté.

**Je vous remercie.**

**Ahsanteni.**

# 1<sup>er</sup> FORUM NATIONAL SUR L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Matadi - RDC, Mardi 20 Août 2019



**Mesdames et messieurs les Députés nationaux et Sénateurs,  
Mesdames et messieurs les Ministres nationaux,  
Mesdames et messieurs les Députés provinciaux,  
Monsieur le Gouverneur de la belle province du Kongo Central,  
Mesdames et messieurs les Ministres provinciaux,  
Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

C'est pour moi un honneur d'être parmi vous pour parler de la problématique de l'énergie électrique dans notre pays : son potentiel, sa gestion et son impact sur l'industrie et le développement durable.

Mon honneur est d'autant plus justifié que ce Forum est organisé dans la Province qui, à elle seule, regorge de près de la moitié du potentiel hydroélectrique du pays, évalué à plus de 100.000 Mégawatts, soit 44.000 Mégawatts pour le seul site d'Inga.

L'accès à l'électricité est au coeur de tous nos enjeux économiques, sociaux et environnementaux, car aucun développement n'est possible sans énergie. L'absence d'une énergie électrique stable et de qualité obère les intentions d'investir dans de nombreux secteurs, étant donné que les entreprises font face à des surcoûts importants pour s'approvisionner en électricité en dehors du réseau.

Au-delà de l'industrie de transformation, il faut noter que le développement de notre important potentiel minier dépend entièrement de l'offre en énergie électrique. Il en est de même pour la réalisation du port en eau profonde de Banana.

Au plan social, l'absence d'énergie électrique affecte le confort de vie des ménages. Elle occasionne une pénibilité accrue pour nos femmes et nos enfants, obligés de parcourir quotidiennement des dizaines de kilomètres pour s'approvisionner en bois de chauffe en vue de satisfaire leurs besoins domestiques.

Plus grave encore, l'Afrique perd chaque année six cent mille habitants qui succombent des suites d'intoxications liées à l'utilisation du charbon de bois.

De même, les personnes à faibles revenus sont les plus affectées par l'absence d'électrification moderne car le coût unitaire de l'énergie issue du charbon de bois ou de la bougie est supérieur à celui de l'électricité servie par le réseau.

Sur le plan environnemental, étant donné que plus de 90 % de l'énergie consommée en RDC provient du bois, l'absence de progrès dans la desserte en énergie propre et renouvelable constitue une menace directe pour nos forêts. Au rythme actuel d'accroissement de la population et de nos besoins en énergie, nos forêts sont menacées de disparition à l'horizon 2100.

Nous ne pouvons pas demeurer impassibles devant de tels drames. C'est pourquoi, j'ai demandé que l'accès à l'électricité soit inscrit comme la première des priorités économiques de mon programme pour le quinquennat. Notre pays connaissait une situation appréciable sur le plan énergétique depuis la colonisation jusqu'au développement des sites d'Inga 1 et 2.

Depuis la finalisation du site d'Inga II en 1982, la RDC n'a plus connu d'avancées significatives dans le développement de la production d'énergie électrique. En effet, en 1982, nous comptions environ 28 millions d'habitants pour une capacité installée de l'ordre de 2.442 Mégawatts. Nos capacités actuelles se situent à 2.625 Mégawatts pour près de 80 millions d'âmes. Pourtant, la politique énergétique adoptée en 2009 fixait comme objectif un accroissement des capacités installées de 360 Mégawatts par an.

En 2011, alors qu'on évaluait le taux d'accès à l'énergie pour nos populations à 9 %, la RDC s'inscrivait dans la résolution de l'ONU visant l'atteinte de l'accès universel à l'électricité à l'horizon 2030. Aujourd'hui, on évalue le taux d'accès à 8 %, ce qui confirme le recul.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

L'évolution peu reluisante du secteur de l'énergie électrique traduit la faiblesse des capacités de gestion et de planification en la matière. Sur les 3 derniers projets de génération d'énergie hydroélectrique initiés dans le pays, 1 seul, celui de Zongo 2, a été mené à terme, en dépit des surcoûts enregistrés et de l'absence d'une infrastructure adéquate pour le transport de l'énergie produite.

Tirant les leçons de l'expérience, le législateur a jugé utile de procéder en 2014 à la libéralisation du secteur, avec l'objectif d'accroître significativement la production d'énergie électrique à travers des investissements privés.

En dépit de cette évolution décisive, les investissements massifs attendus dans le secteur de l'énergie électrique tardent à se matérialiser. Au nombre des obstacles persistants, on peut notamment citer :

- L'absence de textes d'application devant faciliter l'opérationnalisation de la loi n° 014/011 du 17 juin 2014 portant libéralisation du secteur de l'énergie électrique ;
- L'absence de l'Autorité de Régulation du secteur de l'Énergie créée par la Loi n° 014/011 du 17 juin 2014 ;





- Le caractère inachevé du processus de transformation de la SNEL dans le cadre de la réforme des entreprises publiques ;
- La nécessité de mieux segmenter et organiser les 3 filières du secteur à savoir : la production, le transport et la distribution du courant électrique ;
- L'absence de l'Agence Nationale de l'Électrification et des Services Énergétiques en milieu rural et périurbain prévue par la Loi n° 014/011 du 17 juin 2014. En effet, proche de 1 %, le taux d'accès à l'électricité en milieu rural nécessite une prise en charge adéquate, qui prend en compte la création de mini réseaux locaux à travers l'exploitation du potentiel de 10.000 Mégawatts issus des pico, micro et mini centrales hydroélectriques, sur les 890 sites identifiés à travers les 145 territoires de la République ;
- La faible capacité des Provinces à gérer efficacement les projets en Partenariats-Public-Privé en général et les processus d'octroi de concessions en particulier.

**Monsieur le Gouverneur,  
Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Nous avons la responsabilité historique de relever le défi de l'électrification de la République Démocratique du Congo. Nous devons vaincre le paradoxe d'un pays au potentiel électrique parmi les 5 premiers du monde, mais qui se trouve malheureusement au dernier rang dans le taux d'accès en électricité. C'est l'émergence de notre pays qui en dépend. Il y va aussi de la réussite des engagements africains et mondiaux pour la préservation de nos forêts et de notre planète.

Ainsi avec l'assainissement que nous comptons faire dans ce secteur porteur, je suis convaincu que les opérateurs économiques nationaux et étrangers trouveront l'opportunité de pouvoir investir dans ledit secteur.

Tout en souhaitant pleins succès à vos travaux, je vous exhorte à sortir de ce Forum avec des recommandations fortes qui appellent à l'accélération de l'action, car il y a urgence.

Sur ce, je déclare ouvert le 1er Forum national sur l'électricité.

**Je vous remercie.**



7<sup>ème</sup> TICAD

Yokohama - JAPON, Mercredi 28 Août 2019



**Monsieur le Premier Ministre du Japon,**

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégations,**

C'est un honneur d'être à Yokohama pour participer à la TICAD 7, et assister à la cérémonie de remise du troisième Prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique.

Je remercie le Premier Ministre Shinzō Abe de m'avoir invité à ces assises.

Dans l'esprit du thème de cette conférence : « faire progresser le développement de l'Afrique à travers les hommes, la technologie et l'innovation », je voudrais vous entretenir de la paix et de la stabilité qui constituent les enjeux majeurs du continent africain, sans lesquels aucun développement durable n'est possible.

Nombre d'Etats africains font face à des situations de rupture de la paix et de la sécurité. Ceci est la résultante de plusieurs causes notamment la faim, la pauvreté, les guerres civiles, les attaques par des groupes armés et terroristes, les crises politiques majeures ou encore les cas de pandémies comme la maladie à virus Ebola qui touche présentement les régions de l'Est de mon pays.

Ces dernières années, il y a eu des progrès remarquables dans ce domaine, notamment dans la Corne de l'Afrique, au travers d'initiatives de l'Afrique elle-même.

A ce titre, je salue les efforts de certaines institutions africaines et organisations sous-régionales, comme la SADC, qui ont permis, à de nombreuses reprises, d'assurer la paix et la sécurité dans de nombreux pays, et même, à l'instar du mien, de favoriser une alternance démocratique de pouvoir.

Au-delà de ces efforts, il nous faut continuer à œuvrer pour une paix et une stabilité durables en s'attaquant aux causes profondes qui les entravent et freinent ainsi le développement de l'Afrique. Parmi ces causes, on peut citer entre autres : la mauvaise gouvernance, la corruption, la pauvreté, l'atrophie du système judiciaire ainsi que les politiques économiques inadaptées aux besoins des populations.

L'Afrique, qui dispose d'un capital humain important et jeune, des ressources naturelles innombrables ainsi que d'un taux de croissance économique positif, doit s'approprier des nouvelles technologies et innovations dans ce monde qui se mondialise.

Cela appelle à la prise de conscience collective des dirigeants africains, de tout mettre en œuvre pour juguler les fléaux qui sévissent notre continent. Je salue la coopération Japon-Afrique qui constitue l'un des leviers pour accompagner le continent africain. Et pour ce faire, il est indispensable de mutualiser, avec le soutien de la communauté internationale, en particulier ici du Japon, les efforts de l'Afrique elle-même.

Notre continent doit notamment développer ses infrastructures pour favoriser son intégration économique. Je plaide en faveur de l'inscription de la RDC dans le projet du Corridor Nord soutenu par le Japon et du plus grand intérêt de bailleurs de fonds pour le projet Inga 3 qui est d'intérêt continental.

Tout en soutenant les initiatives communautaires et régionales pour promouvoir la paix et la stabilité dans les zones de conflit, l'Afrique doit se doter des institutions politiques stables, susceptibles de renforcer la bonne gouvernance et de développer ses capacités en matière de gestion des ressources naturelles et de financement des projets à travers divers partenariats.

**Mesdames et Messieurs,**

Je ne pourrais terminer mon allocution sans féliciter le **Docteur Jean Jacques Muyembe Tamfun**, ce digne fils de mon pays, qui est lauréat du troisième **Prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique**.

**Je vous remercie.**



SEPTEMBRE 2019

---

**ATELIER DE VALIDATION DU PLAN NATIONAL  
DU NUMÉRIQUE « HORIZON 2025 »**

Kinshasa - RDC, Mardi 03 Septembre 2019

**5<sup>ème</sup> ÉDITION DU FORUM MAKUTANO**

Kinshasa - RDC, Vendredi 06 Septembre 2019

**5<sup>ème</sup> ÉDITION DU FORUM « INVESTIR EN AFRIQUE »**

Brazzaville - REPUBLIQUE DU CONGO, Mardi 10 Septembre 2019

**RÉUNION SUR L'ALLIANCE POUR LES FORÊTS TROPICALES**

New York - ETATS-UNIS, Lundi 23 Septembre 2019

**SOMMET « ACTION POUR LE CLIMAT »**

New York - ETATS-UNIS, Lundi 23 Septembre 2019

**BUSINESS COUNCIL OF INTERNATIONAL UNDERSTANDING**

New York - ETATS-UNIS, Mardi 24 Septembre 2019

**RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR L'ACCORD-CADRE D'ADDIS-ABEBA**

New York - ETATS-UNIS, Mercredi 25 Septembre 2019

**74<sup>ème</sup> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES**

New York - ETATS-UNIS, Jeudi 26 Septembre 2019

---



**ATELIER DE VALIDATION DU PLAN  
NATIONAL DU NUMERIQUE « HORIZON 2025 »**  
Kinshasa - RDC, Mardi 03 Septembre 2019

---



**Honorable Présidente de l'Assemblée Nationale,  
Honorable Président du Sénat,  
Excellence Monsieur le Premier Ministre,  
Messieurs les Présidents des Assemblées Provinciales,  
Messieurs les Gouverneurs de Province,  
Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs  
et Chefs des Missions diplomatiques,  
Distingués invités,  
Mesdames et Messieurs,  
Chers compatriotes,**

C'est un honneur pour moi d'être parmi vous à l'occasion de cette cérémonie d'ouverture de l'Atelier de validation du Plan National du Numérique « Horizon 2025 ».

Les technologies de l'information et de la communication font désormais partie de notre quotidien dont le Numérique est la résultante technique des plus avancées. Sur le « pavé numérique » s'est construit le cyberspace qui offre aux peuples du monde entier ses richesses et qui provoque aussi l'abaissement des frontières avec ses défis inédits pour les États. La révolution numérique est porteuse d'opportunités indéniables de la mondialisation. Dans un contexte globalisé, elle oblige chacun d'en tirer les meilleurs avantages et d'en prévenir les dangers.

La révolution numérique est en marche et elle s'impose à nous tous. Pour réussir notre transition numérique, notre agenda national doit permettre de répondre aux rendez-vous présents et à venir. Les enjeux de cette transition portent sur le multimédia, l'Intelligence artificielle, l'Intelligence économique, l'internet des objets, l'administration électronique, les techniques d'identification biométrique, l'attribution des adresses d'Internet Protocole « IPV6 » et autres.

Pour éviter que le cybermonde avance sans nous, un référentiel programmatique est nécessaire au niveau national.

Jusqu'à ce jour, le pays ne s'était jamais doté d'un cadre stratégique en la matière. C'est pourquoi, ma vision est de « faire du Numérique congolais un levier d'intégration, de bonne gouvernance, de croissance économique et de progrès social ».

Dans mon programme, j'ai fait de l'homme le centre de mon action et de la bonne gouvernance le socle pour la croissance économique, une société solidaire et le développement durable. Je reste persuadé que le Numérique va contribuer à la performance de notre économie, au renforcement de notre sociabilité, à l'amélioration de nos connaissances, à l'efficacité de nos institutions et à la lutte contre la pauvreté.

À l'aune du Numérique, nous devons projeter la modernisation de l'État, l'accès aux services dématérialisés, la circulation de l'information publique, la transparence de gestion ainsi que la valeur ajoutée pour toutes les catégories socio-professionnelles au regard de leurs besoins. Le Numérique requiert d'investir tant dans les infrastructures de l'information que dans le capital humain, de promouvoir les usages applicatifs de l'informatique, de réguler l'écosystème créé par sa chaîne de valeur, tout en luttant contre la cybercriminalité.

Je salue les efforts de nos experts de la première heure qui ont répondu spontanément à mon appel en mettant à contribution leur technicité pour traduire ma vision sur le Numérique. Je me réjouis de voir le pays disposer d'un noyau de congolais volontaristes, capables de produire un document de stratégie de standard international. Je salue également nos compatriotes et nos invités venus de tous les horizons pour échanger sur ma vision au cours du présent Atelier de validation du Plan National du Numérique.

Le Projet, soumis à votre examen, est un document de planification stratégique, à décliner en actions prioritaires. Ayant eu la primeur des réflexions y afférentes, j'ai tenu à engager la Nation toute entière dans sa transition numérique. Je suis satisfait que les missions que j'ai envoyées dans toutes les provinces de la République aient partagé avec les Assemblées provinciales, les gouverneurs et les forces vives, les prémisses du Projet.

### **Mesdames et Messieurs,**

La transversalité du Numérique déborde les limites d'attributions d'un seul département ministériel des PTT et les compétences d'un seul régulateur sectoriel. Quatre piliers structurent notre nouvelle façon d'appréhender la question, à savoir : les Infrastructures, le Contenu, les Usages applicatifs et la Gouvernance.

Ces piliers sont des balises d'approche autour desquelles doivent se consolider les fondements de la transformation numérique de notre pays. En même temps, ce sont des repères officiels pour faciliter le positionnement de tous les partenaires intéressés. Ils offriront une grille d'intervention claire pour le secteur privé, la société civile et les acteurs du secteur public dans leurs rôles respectifs face au Numérique.

Ils éclaireront la conduite des politiques publiques d'ensemble, de même que les déclinaisons des politiques sectorielles dans un ordre réfléchi de cohérence multisectorielle.

L'Atelier que j'inaugure ce jour entre dans un schéma programmatique largement partagé pour rationaliser nos actions. Le Plan stratégique du Numérique permettra à tous de disposer d'un texte de référence, censé nous fédérer dans





les objectifs communs d'appropriation populaire des technologies, d'économie numérique et de développement durable. Un tel projet augure un « service public de la donnée » à la hauteur du dividende démographique de notre pays.

J'ouvre ici la voie de la consolidation de notre souveraineté numérique. Nos oeuvres littéraires, artistiques et culturelles méritent davantage d'attention, de valorisation et de protection non seulement pour leur valeur désormais éparpillée à travers le monde, mais aussi pour un devoir de mémoire profitable aux auteurs congolais qui mettent leurs talents au profit des plate-formes déterritorialisées. Les volets souverains de l'intelligence économique, de la recherche et développement restent l'enjeu de suprématie des États dans un monde en guerre des intelligences. Nous devons connecter nos campus universitaires à l'Internet haut débit de manière à améliorer la qualité des enseignements.

Et, je pense à l'introduction du Numérique dans les programmes de formation et d'enseignement à tous les niveaux. Sur cette voie, la constitution de grands centres de données est nécessaire avec la garantie à la fois de leur hébergement local, de leur sécurisation et de leur accès mondial. Dans cette optique, les us et coutumes du Net, la normalisation technique et les forces du marché électronique doivent composer avec la prééminence du droit, la garantie de l'intervention publique, nos traditions ancestrales et le respect de nos valeurs démocratiques.

De nos jours, l'Information est au centre de la problématique de développement des nations. Au-delà des Technologies de l'Information et de la Communication, l'usage du Numérique constitue un des facteurs essentiels pour l'émergence des économies et le développement du capital humain.

Partout à travers le monde, l'informatique, la capacité à produire, à utiliser et à rendre accessible l'information conditionnent le progrès et le développement des nations modernes. Ma volonté que je veux partager avec vous est de voir la culture numérique gagner toutes les couches de notre population et les moeurs de nos administrations. Le Numérique doit s'imposer comme l'empreinte inhérente à nos activités, notamment quant à la traçabilité administrative et financière, à la confiance au commerce électronique et à la banque à distance, à la sécurisation des titres fonciers et immobiliers, à la délivrance des diplômes et des actes d'état civil ainsi que bien d'autres documents administratifs.

Le processus d'informatisation de notre administration publique doit se poursuivre.

Ce n'est qu'à ce prix que les données administratives de base pourront être valorisées à des fins statistiques, d'ouverture d'accès aux informations publiques, de rapprochement avec les administrés ou de prise de décisions en faveur des catégories mieux profilées à l'aide du Numérique. L'avènement d'un Fichier

général de la Population n'est pas en reste : il faut que chaque citoyen dispose d'un identifiant unique associé à une carte d'identité biométrique. La chaîne des recettes publiques informatisées devra réduire drastiquement la corruption et le coulage des recettes pour accroître les ressources publiques. Voici autant de lignes de perspectives à l'Horizon 2025.

Je suis conscient que rien de cela n'est possible sans la hausse de la connectivité de nos localités. La structuration de notre industrie du Numérique entend garantir non seulement l'investissement matériel dans le réseau et les systèmes d'information mais aussi l'investissement immatériel dans les contenus et la culture numériques.

Malheureusement, la fracture numérique aggrave les déséquilibres qui existent d'une part entre nous et les pays industrialisés, et d'autre part entre les milieux urbains et ruraux. Pour y remédier, il faut déployer et fiabiliser le backbone à fibre optique en combinant d'autres solutions satellitaires aux tracés antérieurs.

Dans le même ordre, il faut éviter que nos projets de centre de données, de santé numérique, de connexion des universités et des grandes écoles, de réseau Intranet d'Etat ou de technopoles et cités intelligentes soient plombés par le manque d'énergie électrique. La résorption du déficit énergétique est l'impératif de notre industrialisation. Je l'ai rappelé encore le mois d'août dernier à Matadi dans le cadre des réflexions spécifiques à propos de l'électricité dans notre pays.

La solution pourrait être les énergies renouvelables et les sources décentralisées en appui au déploiement de nos infrastructures numériques.

Dans toutes les réflexions de l'Atelier, l'ensemble des efforts à envisager devront impliquer plusieurs modes de financements innovants non limités aux fonds du Trésor Public, mais ouverts aux opérateurs économiques, à des partenaires traditionnels et à d'autres types de partenariat. Le recours aux partenariats public-privé « PPP » est le bienvenu tandis que les investissements directs existants et en cours doivent être davantage sécurisés.

L'amélioration du climat des affaires dans les secteurs numériques est une priorité à laquelle la mise en place du nouveau cadre légal va contribuer une fois que le Parlement aura fini sa seconde lecture du texte que je venais de lui renvoyer.

L'attractivité de notre pays dépend de la clarification des aspects de régulation et de la cohérence fiscale. Le consensus que je vous engage à construire doit conserver à l'idée que le Numérique est un grenier de savoir-faire et un facteur de croissance tant que le « paradoxe du progrès » est suffisamment géré pour véhiculer la valeur digitale pour tous les autres secteurs de notre vie nationale.



## Mesdames et Messieurs,

Au regard des potentialités de notre sous-sol et du génie congolais, je prends le pari d'inscrire d'ici 2025 notre pays dans le peloton des inventeurs des technologies et équipements numériques du 21<sup>e</sup> siècle. Notre travail commun peut faire de notre pays un Hub technologique au coeur de l'Afrique. La puissance de calcul et les télécommunications, conjuguées à l'intelligence artificielle et à celle collective des masses, accroîtront la performance de nos modes d'actions. Ainsi, j'invite nos institutions d'enseignement, nos centres de recherche, nos jeunes férus de l'informatique à faire preuve d'inventivité en créant des startups et en brevetant leurs applications utilitaires pour notre pays. Il leur faut des centres d'excellence et de rayonnement régional et international en ingéniosité numérique, à l'instar de la baie de San Francisco aux Etats Unis d'Amérique avec sa « Silicon Valley ».

C'est dans cette vision que je formule le voeu de voir se tenir à Kinshasa en 2020, sous mon impulsion, un forum Panafricain dénommé « Africa Digital ». Cet évènement qui verra les acteurs de l'écosystème numérique africain se réunir dans notre pays, affirmera ainsi la place que la RDC entend désormais occuper dans ce secteur devenu hautement stratégique.

La mobilisation des synergies nécessaires commande de soumettre toute notre Prospective à la définition claire du cadre conceptuel que vous adopterez afin de guider notre action axée sur les résultats pour les cinq prochaines années. Les missions vous assignées pour cet Atelier doivent être de nature à :

- Tirer profit de l'approche multipartite des discussions ;
- Définir les grandes orientations devant conduire à la transformation de la société congolaise en une société de l'information ;
- Coordonner l'ensemble des projets de numérisation des administrations publiques, du secteur privé ainsi que d'autres partenaires ;
- Concevoir une architecture intégrée des infrastructures ;
- Assurer la transparence, la traçabilité des processus et la remontée de l'information à tous les niveaux par la mise en oeuvre des mécanismes garantissant l'unicité de l'information par la saisie unique des données ;
- Faciliter les échanges et le partage des informations entre les services de l'État et les acteurs du Numérique au niveau national ;
- Adapter notre dispositif législatif pour qu'il soit en adéquation avec les nombreux changements liés à la transition numérique.

Il s'en suivra une mise en oeuvre multi-acteurs dans un cadre institutionnel rénové et renforcé. C'est ainsi que j'annonce la création de l'Agence de Développement du Numérique, ADN en sigle, rencontrant le voeu du législateur de doter le pays d'un Établissement public de gestion du Fond de Service Universel (FSU en sigle) et de promotion des technologies de l'information et de la communication.

Par ailleurs, il faut corriger le fonctionnement en silo de plusieurs régulations sectorielles comme le sont l'ARPTC pour les Télécommunications et le CSAC pour les Médias, à l'épreuve de la convergence technologique. La dimension des enjeux de coordination doit être considérée au plus haut niveau.

C'est ainsi que, sous ma Présidence, un Conseil National du Numérique, CNN en sigle, sera mis en place. Il réunira, dans un cadre fonctionnel, le Premier Ministre et les ministres concernés autour des orientations thématiques de mise en oeuvre à la fois de la stratégie et des actions prioritaires du Numérique.

J'entends faire prendre corps et effet aux recommandations qui seront issues du présent Atelier. Partout dans le monde, le Numérique a su aider les Etats à mieux maîtriser les flux financiers, à maximiser les recettes du Trésor Public tout en faisant reculer les mauvaises pratiques. Notre pays va emprunter ce chemin avec grande et ferme détermination.

J'annonce la mise en place d'ici peu du système de visa électronique d'entrée en République Démocratique du Congo.

J'annonce le lancement de la campagne d'identification biométrique de tous les citoyens en vue de doter notre pays d'un Registre national de la population d'ici à 2020.

J'annonce la création des cadres institutionnels de prise en charge du développement du Numérique au niveau provincial qui seront le prolongement de notre action dans le Congo profond. Sur ce, j'invite les Gouverneurs de province à mettre en place des structures y afférentes suivant les instructions que je leur communiquerai à la prochaine Conférence des Gouverneurs.

Enfin, j'annonce la consolidation de toutes nos expériences subséquentes dans le « Livre Blanc sur le Numérique » qui sera présenté au terme de la première année d'évaluation du Plan National du Numérique « Horizon 2025 ».

L'Acte Fondateur qu'ensemble nous posons aujourd'hui, qui va entraîner notre pays dans une transition numérique transformatrice d'envergure, est un rendez-vous pris avec l'histoire pour les générations présentes et futures.

Tout en vous exhortant de vous en approprier au titre des efforts de mon mandat pour le développement national, je voudrais exprimer mes vœux de plein succès pour ces assises auxquelles j'attache une grande importance.

Ainsi, je déclare ouverts les travaux de l'Atelier de validation du Plan National du Numérique « Horizon 2025 ».

**Je vous remercie.**



**Excellence Monsieur MAHAMADOU ISSOUFOU, Président de la République du Niger ;**  
**Excellence Madame Ellen JOHNSON Sirleaf, Présidente Honoraire de la République du Libéria ;**  
**Excellence Monsieur John DRAMANI MAHAMA, Président Honoraire de la République du Ghana ;**  
**Excellence Docteur Cheikh KANTE, Représentant de Son Excellence Monsieur Macky Sall, Président de la République du Sénégal**  
**Distingués invités ;**  
**Mesdames et Messieurs ;**

Je me réjouis d'être parmi vous à l'occasion de cette cinquième édition du Makutano. Je salue cette initiative citoyenne qui, d'années en années, s'affirme comme un cadre d'échanges de haut niveau entre les acteurs publics et privés, ainsi que ceux de la société civile sur des enjeux majeurs de notre temps.

La République Démocratique Congo est honorée ce jour, par la présence de Monsieur Mahamadou ISSOUFOU, Président de la République sœur du Niger, et par celle de Monsieur John DRAMANI MAHAMA, Président Honoraire de la République du Ghana.

Je salue particulièrement la présence de Madame Ellen Johnson SIRLEAF, première femme élue Présidente de la République en Afrique, Prix Nobel de la Paix, ancienne Présidente de la République du Libéria et brillante économiste ayant mis son expertise et son expérience au profit de nombreux pays à travers notre continent.

Je salue également la présence de nombreuses personnalités du monde des affaires, qui font la fierté de l'Afrique et sont une source d'inspiration pour notre jeunesse.

La présence de la star du football dans cette salle, j'ai cité Samuel Eto'o Fils est une preuve que la jeunesse africaine commence à prendre la mesure de ses responsabilités.

**Distingués invités,**  
**Mesdames et messieurs,**

C'est avec attention et grand intérêt que j'ai suivi tout à l'heure les propos interpellant de Monsieur Anthony NKINZO et de Madame Nicole SULU. Les différents sujets qu'ils ont évoqués nous conduisent à un petit exercice de prospective sur le Congo, dans une Afrique assise sur « l'or et le blé », mais paradoxalement toujours à la traîne.

En septembre 2000, un illustre africain, Monsieur Koffi Annan d'heureuse mémoire, engageait le monde dans le chantier des Objectifs du Millénaire pour le Développement à l'horizon 2015.

A l'échéance 2015, malheureusement, pour l'Afrique, la majorité de ces objectifs n'étaient pas atteints.

En ce qui concerne la réduction de la pauvreté, l'Afrique est demeurée à 20 points de pourcentage en deçà des objectifs mondiaux, contre 4 points seulement pour l'Asie ; environ 46 % des africains demeurent pauvres, avec des revenus inférieurs à 1,25 \$ par jour et une productivité faible. En 2018, le revenu moyen par Congolais était de 458 USD par an, soit 1,25 \$ par jour ! Seuls deux de ces objectifs ont connu un net succès en Afrique : l'éducation primaire pour tous incluant la parité, et la réduction du taux de prévalence du VIH/SIDA chez les jeunes.

Cependant, il faut noter que ces progrès n'ont été rendus possibles que grâce à un soutien accru des fonds mondiaux spécialement dédiés à ces secteurs.

Nous devons nous interroger sur les raisons fondamentales de ces faibles performances. En République Démocratique du Congo, les résultats de développement ont été globalement inférieurs à la moyenne africaine.

Notre pays, à l'instar des autres pays africains, a activement participé aux négociations intergouvernementales ayant abouti aux Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et à la vision africaine 2063.

L'un des grands enseignements tirés de ces exercices de prospective est que l'essor de la République Démocratique du Congo, son développement intégral et harmonieux, passe inexorablement par la promotion d'un secteur privé performant, responsable et engagé, qui portera l'essentiel des progrès attendus dans tous les secteurs de la société. Nous devons donc choisir librement le modèle de développement que nous voulons et nous en approprier pleinement.

Avec sa population jeune, la République Démocratique du Congo comptera près de 200 millions d'habitants à l'horizon 2050 dont plus de 60% âgés de moins de 25 ans, il s'agit là d'un véritable levier de développement mais qui peut, si nous ne prenons pas les bonnes décisions aujourd'hui, devenir un risque majeur. Actuellement, près de 40% de la population congolaise vit dans les villes et ce chiffre pourra dépasser les 50% à l'horizon 2050.

Il est inquiétant de voir les bras qui devaient produire dans les milieux ruraux pour un échange agriculture-industrie venir gonfler les populations urbaines pour devenir des ventres à nourrir au lieu d'être des forces productrices. Ceci explique le fait que la République Démocratique du Congo, aujourd'hui, importe 90% des produits de consommation de base.



Dans ma vision, j'ai pris la ferme résolution d'inverser cette tendance en améliorant les conditions de vie dans les milieux ruraux à travers des investissements dans le secteur agricole par la création de zone agro- industrielle et la construction des infrastructures de base. Pour booster la croissance, il faut investir. Les tendances récentes de l'économie mondiale révèlent que le secteur privé a largement supplanté le secteur public en tant que premier investisseur.

La République Démocratique du Congo n'échappe pas à cette dynamique. Il faut souhaiter que les fils et les filles de la République Démocratique du Congo soient les premiers concernés par les investissements. Ce n'est malheureusement pas encore le cas.

En République Démocratique du Congo, il est noté qu'environ 26.000 expatriés régulièrement inscrits auprès des services d'immigration, contrôlent plus de 80 % de l'industrie et du commerce formel et paient l'essentiel de l'impôt mobilisé par le pays. Cette situation traduit l'insuffisante appropriation de l'économie par les nationaux. Mais que l'on soit clair, il ne s'agit nullement de remettre en cause la présence de ces expatriés qui sont les bienvenus dans notre pays.

C'est ici l'occasion de le préciser par rapport aux événements malheureux qui se passent en Afrique du Sud, lesquels je dénonce avec fermeté. Je veux cependant interpeller notre conscience collective pour dire qu'au-delà du sentiment d'exclusion des chaînes de valeur que les acteurs économiques nationaux peuvent ressentir, il se pose un réel défi d'appropriation de notre économie et de notre développement.

C'est pourquoi, des mesures fortes et incitatives seront prises par le Gouvernement de la République Démocratique du Congo pour restaurer la classe moyenne avec de jeunes entrepreneurs que je compte promouvoir dans toutes les provinces. Je pense notamment au Fonds de garantie pour l'entrepreneuriat des Jeunes en cours de création et à d'autres mesures complémentaires.

Mon ambition est d'œuvrer pour l'émergence de plusieurs millionnaires congolais ainsi que plusieurs essaims de PME et PMI à travers le pays, qui vont créer de l'emploi.

**Distingués invités,  
Mesdames et messieurs,**

La relance de la croissance et l'appropriation de l'économie par nos concitoyens nous mettent en présence d'un triple défi : celui des capacités, du financement et surtout de la volonté politique d'œuvrer pour l'intérêt de la Nation dans un monde ouvert.

Le défi des capacités revêt de nombreux aspects. Je ne peux qu'en évoquer quelques - uns ici :

- Notre système éducatif n'est pas en phase avec nos grands défis économiques et humains. Le déficit en main-d'œuvre qualifiée dans de nombreux secteurs s'est aggravé, de même que la culture et l'éthique au travail. C'est pourquoi, j'ai dédié à la formation professionnelle un ministère à part entière avec l'objectif de multiplier les centres de formations professionnelles. Ma vision pour le Congo a toujours été de mettre l'homme au centre de l'action du Gouvernement et de faire de la promotion du capital humain une grande cause nationale. C'est notre plus grand chantier, sans lequel aucun des autres n'a de chance de prospérer.
- Le financement de l'économie : la République Démocratique du Congo est l'un des pays les moins bancarisés du continent. Le ratio crédit à l'économie sur PIB est autour de 6 %, contre une moyenne de 45 % en Afrique et plus de 100 % dans les pays industrialisés. Il est impossible d'investir sans capitaux ni crédit.
- Le rôle des pouvoirs publics et la répartition des responsabilités, doivent être réinventés. Il ne nous faut ni plus, ni moins d'Etat, mais avant tout mieux d'Etat. Cela nous renvoie à la problématique de l'amélioration du climat des affaires, de la création des incitations et de la promotion des vocations. L'entrepreneur, le créateur de richesse, doit cesser d'être perçu comme un gibier!
- C'est notre premier partenaire pour le développement. Je voudrai rassurer le monde des affaires que j'ai commencé à prendre un train de mesures pour éviter les tracasseries de tous ordres dont les entreprises font l'objet de la part de certains services de l'Etat. Je veillerai personnellement à ce que toutes les convocations intempestives dont font l'objet les opérateurs économiques puissent cesser et que seules celles qui sont légales et régulières soient autorisées. J'annonce par ailleurs la convocation dans les prochains jours d'une table ronde sur le Climat des Affaires afin de mettre en place un mécanisme de suivi pour un environnement propice du climat des affaires en République Démocratique du Congo.
- Dans son rôle, l'Etat, dont les ressources ordinaires sont extrêmement faibles au regard des besoins, doit œuvrer à résorber le déficit en infrastructures, en combinant des solutions financières et opérationnelles publiques et privées, afin de lever les multiples goulots d'étranglement qui obstruent l'essor de notre économie.
- Mon programme des 100 jours constitue les prémices d'un vaste plan national de développement afin de faire jouer à la République Démocratique du Congo son rôle dans le processus de l'intégration africaine.





**Distingués invités,  
Mesdames et Messieurs,**

Notre pays regorge de potentialités et de perspectives prometteuses. En matière énergétique, avec un potentiel combiné de plus de 200.000 Mégawatts, dont 100.000 Mégawatts dans l'hydroélectricité, ses ressources et sa position géographique lui permettent de s'affirmer comme le noyau d'une véritable toile mondiale de l'énergie, une sorte de World-Wide Energy Web (WWEW), qui pourrait s'étendre jusqu'en Europe méditerranéenne et en Asie du sud-ouest. Ce secteur peut à lui seul générer plus de 15 milliards de dollars des revenus publics annuellement.

Cet avantage comparatif inégalé qui s'ajoute à l'existence d'un vaste massif forestier, lui confère le premier rôle sur le continent en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, et partant, l'atteinte des objectifs mondiaux pour le Climat. En effet, la République Démocratique du Congo dispose de plus de 65% des forêts du bassin du Congo qui constitue, à ce titre, la deuxième forêt tropicale mondiale après le Brésil, et avant l'Indonésie.

Par ailleurs, notre potentiel agricole constitue un autre levier de croissance important avec ses 80 millions d'hectares de terres arables et 40 millions irrigables. Le défi pour nous est d'amener la population rurale et agricole d'une production de subsistance à une production industrielle. Il s'agit là aussi d'un défi de capacité.

En outre, la République Démocratique du Congo possède 53 % de toutes les eaux douces d'Afrique et 13% du monde. A cet égard, mon pays peut résoudre le problème de la désertification qui menace l'Afrique au Nord comme au Sud. Une politique efficiente et solidaire de la gestion de l'eau s'impose à mon Gouvernement.

L'économie de notre pays est caractérisée par son important secteur minier que d'aucuns considèrent comme notre principal atout. Il est peu probable que ce grand potentiel minier, du reste épuisable, serve efficacement la cause du développement de notre Nation tant qu'il ne sera pas consolidé par une véritable valeur ajoutée sur les produits d'extractions, issue de l'ingéniosité et du labeur des populations congolaises.

Ici le modèle que je voudrai désormais promouvoir est celui de faire en sorte que les richesses minières puissent être investies dans le sol, c'est-à-dire, dans l'agriculture qui constitue le durable. Ce serait une bonne revanche du sol sur le sous-sol.

De ce point de vue, la diversification de notre économie est un impératif. Elle exige une grande maîtrise des Savoirs, des Sciences et des Techniques dans les différents secteurs.

Je ne saurai terminer mon propos sur le secteur minier sans évoquer le fait que la République Démocratique du Congo, avec les plus importants gisements au monde de cobalt et de lithium, constitue l'espoir de l'humanité en ce qui concerne la construction des véhicules à moteur électrique.

A l'heure de la quatrième révolution industrielle, l'accès et la maîtrise des Savoirs sont rendus plus aisés grâce au numérique. La progression fulgurante de l'utilisation des nouvelles technologies de la communication en témoigne. L'Afrique qui ne comptait que quelques millions de téléphones portables en 2010, en compte aujourd'hui plus d'un milliard. Bien utilisés, ces moyens modernes feront que notre jeunesse sera mieux éduquée, mieux informée et surtout mieux connectée au reste du monde.

Nous devons faire de ces moyens de communication modernes de véritables outils de l'entrepreneuriat et de la création des richesses.

Il y a trois jours, lors du lancement de l'atelier du plan national du Numérique, j'ai eu à affirmer ma vision pour le développement de ce secteur, dont l'importance est cruciale dans tous les domaines de la vie nationale.

**Distingués invités,  
Mesdames et Messieurs,**

Vous conviendrez avec moi que tous les défis que j'ai évoqués relèvent des responsabilités partagées entre l'Etat, le secteur privé et, dans une certaine mesure, la société civile.

Nous devons donc travailler ensemble pour réussir les paris de l'éducation, de la formation professionnelle, de la promotion de l'entrepreneuriat et plus généralement, de la transformation structurelle de notre économie.

Je souhaite plein succès aux travaux de la cinquième édition du SULTANI MAKUTANO.

**Je vous remercie.**

5<sup>ème</sup> ÉDITION DU FORUM « INVESTIR EN AFRIQUE »  
Brazzaville - RÉPUBLIQUE DU CONGO,  
Mardi 10 Septembre 2019



**Excellences Messieurs les Présidents, Chers frères,  
Excellence Monsieur le Président de la Commission de l'Union Afrique  
Excellence Monsieur le Vice-Ministre des Finances de la République  
Populaire de Chine,  
Monsieur le Vice-Président de la Banque Mondiale pour la Région Afrique,  
Monsieur le Vice-Président Exécutif de la Banque Chinoise de Développement,  
Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités**

C'est un honneur pour moi et toujours un plaisir de me retrouver dans la capitale de la République du Congo, où se tient la 5<sup>ème</sup> édition du Forum « Investir en Afrique ».

Permettez-moi de remercier sincèrement le Président Denis SASSOU NGUESSO, son Gouvernement et l'ensemble du peuple frère de la République du Congo pour l'organisation réussie du présent Forum et surtout pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé à ma délégation et à moi-même depuis le Beach de Brazzaville jusqu'à cet instant où je prends la parole devant cette auguste Assemblée.

Je salue l'initiative de ce Forum et j'adresse mes félicitations à la République Populaire de Chine et à l'Union Africaine pour leurs efforts inlassables visant la création d'un environnement propice pour soutenir les investissements et le développement durable en Afrique.

Je salue également l'engagement de nos partenaires au développement, notamment la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, la Banque Africaine de Développement et l'Union Européenne. Leur accompagnement sera décisif en ce moment où l'Afrique a l'urgent besoin de rattraper son retard en matière d'infrastructures.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Poussée par sa démographie galopante et son ambition d'émergence, l'Afrique fait face à un criant déficit en investissements pour rattraper son retard. Selon la Banque Africaine de Développement, les besoins en investissement du continent se situeraient entre 130 et 170 milliards de dollars par an, dont 108 milliards pour les infrastructures. Sur ces estimations, à peine 60 milliards environ seraient effectivement mobilisés chaque année.

En dépit d'une performance solide en termes de croissance et d'une rentabilité des investissements supérieure à celle des pays industrialisés et au regard d'immenses ressources humaines et naturelles dont elle dispose, l'Afrique se bute aujourd'hui à un sérieux problème de mobilisation des capitaux, aussi bien en interne que dans de nombreux pays développés pour assurer le financement de ses projets d'investissements.

Depuis le début des années 2000, l'appétit des pays africains pour les investissements en infrastructures, a conduit nombre d'entre eux à gager leurs matières premières pour assurer ce financement. Le résultat de ces expériences est aujourd'hui fort mitigé.

D'une part, il est apparu que les investissements en infrastructures ne peuvent suffire pour relancer durablement la croissance et l'emploi, dès lors qu'ils ne s'inscrivent pas dans un projet productif solide qui vise la diversification économique et s'appuie sur un capital humain de qualité.

D'autre part, l'efficacité de la dépense d'investissement en Afrique demeure faible du fait de la non-maîtrise des processus de planification, de conception, de coordination et de mise en œuvre des projets et programmes d'investissement.

**Distingués invités,  
Mesdames et Messieurs,**

La trajectoire de mon pays, la République Démocratique du Congo, durant ces dernières décennies constitue l'illustration de la situation générale de l'Afrique que je viens d'évoquer ci-haut. Et c'est très regrettable ! C'est pourquoi, depuis mon accession à la magistrature suprême de mon pays, j'ai pris le ferme engagement d'opérer de profondes réformes dans plusieurs secteurs de la vie nationale. S'agissant à titre exemplatif du secteur minier, j'ai engagé le Gouvernement à réfléchir profondément sur les voies et moyens pour la transformation localement de nos matières premières pour engranger les moyens financiers supplémentaires afin de les orienter vers les secteurs prioritaires : de la refondation de l'Etat, de l'éducation, de la santé, de la promotion des jeunes et l'autonomisation de la femme à travers des projets innovants.

Pour y parvenir, le modèle de développement que j'ai choisi sera axé sur la construction, en dehors du Grand Inga, des centrales hydro électriques de taille moyenne et des micro centrales pour assurer suffisamment l'accès à l'eau et à l'électricité dans toutes les provinces de mon pays. Car, selon les statistiques d'une étude récente menée par le PNUD, soixante-seize mille villages de la République Démocratique du Congo disposent chacun d'un potentiel capable de lui assurer son autonomie en électricité.



Mon ambition étant de financer l'agro-industrie par les revenus provenant de la commercialisation des matières du sol de la République Démocratique du Congo, et les populations vivant dans les milieux ruraux, dont la principale activité est constituée de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche vont, à coup sûr, voir leur quotidien s'améliorer considérablement et participer aussi de façon équitable à l'échange entre les milieux rural et urbain.

Ceci va améliorer les performances en matière d'emploi et de développement humain qui sont demeurées faibles et en faible progression, même quand le pays a connu des taux de croissance proches de 10 %, entre 2012 et 2015.

Lorsque cette croissance est portée par le secteur minier, elle est très peu créatrice d'emploi ; ledit secteur ne contribuant que pour 4 % de l'emploi créé en République Démocratique du Congo.

Voici pourquoi j'ai choisi l'agriculture comme un des piliers phare de ma vision pour la diversification économique pour mettre mon pays à l'abri des chutes des cours des matières premières, parfois imprévisibles.

C'est fort de toutes ces expériences et pour assurer une meilleure productivité ainsi qu'un plus grand partage de la valeur ajoutée au profit de mes concitoyens, que j'ai décidé de faire du capital humain le centre des préoccupations du gouvernement durant mon mandat.

Les 3 priorités que j'ai fixées à cet égard sont :

Premièrement, rendre effective la gratuité de l'éducation primaire dans l'enseignement public tel que l'exige la Constitution de la République ;

Deuxièmement, promouvoir une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi à travers une stratégie de formation technique et professionnelle ambitieuse, conçue et mise en œuvre en partenariat avec les acteurs du secteur privé ;

Troisièmement, faire progresser le chantier de la couverture santé universelle, en commençant dès l'année prochaine par les fonctionnaires et la petite enfance. S'agissant de la gratuité de l'éducation, celle-ci est effective depuis le 2 septembre de cette année. Elle portera, en une année, le total des dépenses d'éducation de 8 % à près de 20 % du budget, soit un niveau proche de la norme fixée en la matière par l'UNESCO. Il s'agit d'un effort exceptionnel, qui appelle à une solidarité toute aussi exceptionnelle.

Le deuxième chantier que j'ai ouvert est celui de l'énergie. Tous les projets publics ou privés, en rapport avec la production, le transport ou la commercialisation de l'électricité, font l'objet d'un suivi attentif en vue de leur réalisation dans des meilleurs délais.

J'ai présidé à cet égard, le premier forum national sur l'électricité, en août dernier dans la ville de Matadi, dans le but de mobiliser toutes les parties prenantes pour l'action.

Je procéderai dans un proche avenir à la mise en place effective de l'Autorité de Régulation de l'Energie ainsi que de l'Agence de l'Electrification Rurale à l'effet d'accélérer la transformation du secteur de l'électricité, rendue possible depuis sa libéralisation en 2014.

Plus récemment, j'ai également présidé l'Atelier de Validation du Plan National pour le Numérique « Horizon 2025 », qui touche l'ensemble des secteurs de la vie nationale et prévoit la création d'une Agence pour le Développement du Numérique, ADN en sigle.

### **Distingués Invités,**

Depuis des décennies, la participation de mon pays aux chaînes de valeurs mondiales est forte, mais se situe à des niveaux peu élevés. La République Démocratique du Congo continue d'exporter des minerais à l'état brut. Cependant, à cause des nombreux obstacles, notamment celui résultant de la domination des multinationales dans divers secteurs, mon Gouvernement a décidé d'encourager les entreprises capables et désireuses de transformer les matières premières localement, car cette stratégie nous permet de capter davantage de valeur ajoutée sur le territoire, laquelle se traduira en emplois de qualité.

### **Mesdames et Messieurs, Distingués invités,**

Si investir en Afrique est important et urgent, c'est aussi parce que nous avons l'impérieux devoir de mettre à la disposition de notre continent de nouvelles sources d'énergies et de nouveaux modes de productions, compatibles avec la préservation de l'environnement. Nous sommes la dernière partie du monde à entrer dans l'ère industrielle, mais nous sommes également le dernier rempart de l'humanité pour sauver la planète.

Conscient du rôle majeur de la République Démocratique du Congo à cet égard, mon Gouvernement a fait de la production d'énergie propre, non polluante et renouvelable, la première de ses priorités économiques pour le quinquennat.

Nous voulons ainsi préserver nos forêts en offrant à nos populations une alternative aux bois de chauffe comme principale source d'énergie. J'ai également décidé de sortir progressivement mon pays d'un système agricole archaïque, à faible productivité et destructeur de notre patrimoine forestier, pour promouvoir une agroforesterie qui maximise notre avantage comparatif pour certaines cultures, en se conformant aux bonnes pratiques et normes en matière environnementale.



Plus généralement, la question environnementale cesse d'être une préoccupation sectorielle mais concerne l'ensemble de nos politiques, programmes, projets ou plans de développement de manière transversale.

**Distingués invités,  
Mesdames et Messieurs,**

Nous nous sommes fixé l'objectif d'accroître très significativement le volume d'investissement en République Démocratique du Congo au cours de ces quatre prochaines années. Nous sommes conscients que l'investisseur, qu'il soit public ou privé, sera particulièrement attentif à l'évolution du climat des affaires dans mon pays.

Voilà d'ailleurs pourquoi, j'ai d'ores et déjà engagé plusieurs actions visant à enrayer toutes les tracasseries administratives, la multiplicité des taxes, les contrôles intempestifs en dehors de ceux fixés par la loi en la matière pour créer une véritable sécurité juridique en faveur de tous ceux qui auront choisi d'investir en République Démocratique du Congo, nationaux comme étrangers. Ils seront, croyez-moi, réellement protégés pour autant qu'ils se conforment aux lois du pays.

J'ai par ailleurs récemment invité le secteur privé à une Table ronde pour des perspectives meilleures d'une étroite collaboration entre le Gouvernement et le secteur privé. Car, dans tout ce que j'entends entreprendre, l'homme demeurera au centre de toute action.

Enfin, l'occasion faisant le larron, je profite de cette Tribune pour solliciter votre soutien à la candidature de la République Démocratique du Congo pour la tenue de la prochaine édition de ce Forum « Investir en Afrique » dans mon pays. Je sais que je peux compter sur vous tous, et je n'en doute point.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Dans mon propos, j'ai mentionné la nécessité d'améliorer la chaîne de planification en vue d'accroître l'efficacité et l'efficience des investissements. A cet effet, il me paraît indispensable de sécuriser un budget important pour les études de projets, de manière à disposer en permanence d'un pipe-line des projets mûrs, ce qui en facilitera la mise en œuvre.

Au-delà, c'est la chaîne de planification des projets qui doit être renforcée, depuis la conception de projets jusqu'à leur réalisation.

C'est de cette manière aussi que l'Afrique tirera profit des partenariats pour promouvoir la diversification économique et la création d'emplois.

**Excellences Messieurs les Présidents, Chers frères,  
Excellence Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine,  
Excellence Monsieur le Vice-Ministre des Finances de la République  
Populaire de Chine,  
Monsieur le Vice-Président de la Banque Mondiale pour la Région Afrique,  
Monsieur le Vice-Président Exécutif de la Banque Chinoise de Développement,  
Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Je demande donc à tous nos partenaires multilatéraux et bilatéraux, ici représentés, à soutenir nos efforts de réformes à la hauteur des enjeux du développement de la République Démocratique du Congo et de l'Afrique.

La République Démocratique du Congo qui, par sa position géostratégique, au carrefour des regroupements économiques d'Afrique Centrale, d'Afrique Australe et d'Afrique de l'Est, entend jouer pleinement son rôle de hub de décollage de l'Afrique pour atteindre les objectifs du Forum « Investir en Afrique ».

**Je vous remercie.**



## RÉUNION SUR L'ALLIANCE POUR LES FORÊTS TROPICALES

New York - ETATS-UNIS, Lundi 23 Septembre 2019

---



### **Messieurs les Présidents de la République Française, de la République de Chili et de la République de Colombie,**

Au seuil de mon propos, Je voudrais vous féliciter pour l'initiative d'organiser cette réunion qui porte sur l'Alliance pour les forêts tropicales, lesquelles jouent un rôle déterminant dans la régulation du climat mondial. Leur importance pour l'écosystème et la vie des hommes est primordiale.

Mon pays appartient au massif forestier du Bassin du Congo. La forêt de la République Démocratique du Congo s'étend sur une superficie de 154 millions d'hectares et couvre plus de 60% des forêts du Bassin du Congo. Des récentes études ont montré que les tourbières dans la forêt de mon pays s'étendent sur 145.500 km<sup>2</sup>, et stockent quelques 30 milliards de tonnes de carbone.

Cette étendue de carbone est l'équivalent de 3 ans d'émissions de combustibles fossiles dans le monde. Ce qui fait des tourbières du Congo le complexe des tourbières tropicales le plus étendu de la planète. Si les forêts de la République Démocratique du Congo partaient en fumée, c'est plus de 52% d'eaux douces d'Afrique qui partiraient avec elles. La disparition de cet écosystème provoquerait une grave crise écologique et déstabiliserait la stabilité du climat dans le monde.

### **Messieurs les Présidents,**

Il se fait malheureusement que, pour des besoins essentiels de la vie, la forêt de mon pays est menacée, à l'instar de celles d'Amazonie, ou encore de Bornéo- Mékong. Puis-je vous rappeler qu'environ 1,6 milliards des personnes dans le monde, soit plus de 20% de la population mondiale, dépendent des forêts et des services écosystémiques qu'elles fournissent, notamment, des aliments, des plantes médicinales, du fourrage pour le bétail et du bois pour la construction et l'énergie. A ce sujet, il est important de relever qu'environ 2,8 milliards de personnes utilisent le bois de chauffage pour la cuisson et le chauffage.

Dans mon pays, pour ne citer que ce cas, environ 90% des ménages dépendent du bois-énergie pour leurs besoins domestiques. La menace est donc sérieuse et nous devons absolument réaliser la transition énergétique en accélérant le développement et la promotion des énergies propres et renouvelables. C'est notamment dans ce cadre qu'il faudrait circonscrire les nombreuses initiatives au niveau de mon Gouvernement et au niveau international, parmi lesquelles je citerai, sans être exhaustif :

Au niveau national :

- Celles de planter un milliard d'arbres d'ici 2023 à travers le programme dénommé « Jardins scolaires pour 1 milliard d'arbres », de sensibiliser la jeunesse au respect de l'environnement, et de former des Cadres universitaires pour la gestion responsable de l'environnement.
- Celles de mettre en place une Charte nationale de l'Environnement et du Développement durable, d'établir une Cartographie forestière, d'évaluer les potentialités en biodiversité du Congo et de protéger les tourbières et les communautés locales, tout en veillant à la bonne gestion des concessions forestières ainsi qu'aux cadastres y relatifs.

Au niveau international :

- L'opérationnalisation et la promotion de l'économie verte et l'économie bleue en Afrique Centrale et la mobilisation des efforts de la communauté internationale en vue de contribuer à la capitalisation du Fonds de l'Economie Verte et du Fonds Bleu ;
- La dynamisation de la mise en œuvre de l'Initiative « Sommet des Trois Bassins Forestiers », plateforme politique Sud-Sud de gestion des forêts de l'Amazonie, du bassin du Congo et de Bornéo-Mékong, » ;
- La mise en œuvre de la feuille de route pour la promotion des énergies renouvelables de l'Afrique Centrale, ainsi que 26 Projets Intégrateurs Prioritaires, dont Inga 3 pour la République Démocratique du Congo, et 16 projets du Programme d'Electrification Transfrontalière sous la coordination du Pool Energétique de l'Afrique Centrale.

Dans ce contexte, et considérant les besoins et les préoccupations spécifiques de nos populations qui dépendent en grande partie de ces forêts et des services écosystémiques qu'elles fournissent, nous exhortons nos partenaires à soutenir effectivement mon Gouvernement dans nos efforts pour la préservation de l'écosystème de la forêt du Congo. Ce soutien devrait se réaliser par des compensations financières sérieuses, des partenariats efficaces et le transfert des technologies afin de permettre d'œuvrer de manière durable et par une action renforcée pour l'atténuation, l'adaptation et la diminution de gaz à effet de serre à la base du réchauffement climatique de la planète.

**Messieurs les Présidents,**

**Je vous remercie de votre attention.**



C'est pour moi un grand honneur d'intervenir sur ce sujet important, et particulièrement au nom de la sous-région d'Afrique Centrale, qui a tenu à se mobiliser dans le cadre de ce Sommet, au travers de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale, CEEAC.

**Excellences Mesdames et Messieurs,**

Comme vous le savez, environ 30% des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont séquestrées par les forêts et les tourbières.

Nous savons tous que la Nature offre des solutions très efficaces, durables et le plus souvent peu coûteuses à long terme.

Fort heureusement, notre région abrite un des plus beaux et plus important patrimoine mondial : les Forêts du Bassin du Congo qui, à cet égard, constituent une part importante de la réponse à ces grands défis qui menacent notre belle planète.

Ces magnifiques forêts sont malheureusement encore largement méconnues et trop peu valorisées par la communauté internationale.

S'étendant sur 250 millions d'hectares, avec un stock de 70 milliards de tonnes de carbone et absorbant environ 750 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an, les forêts du Bassin du Congo jouent un rôle crucial dans la régulation du climat.

La forêt du Bassin du Congo permet de contrôler la pluviométrie jusqu'aux confins de l'Ethiopie et de l'Egypte.

Cependant, de nombreux signaux indiquent que l'Afrique Centrale pourrait devenir le prochain front de déforestation massive, répétant l'histoire des deux autres grands bassins forestiers et de l'Afrique de l'Ouest.

La disparition de cet écosystème provoquerait une crise écologique sans précédent. Elle déstabiliserait l'ensemble du continent africain du fait d'une gigantesque perte de biodiversité, d'une désertification de la sous-région et de la montée considérable des pressions migratoires.

A cet égard, nous demeurons préoccupés et mobilisés par la situation du Lac Tchad et ses lourdes conséquences socio-économiques. L'adaptation aux effets du changement climatique pour certains espaces de la région Afrique centrale est intrinsèquement liée aux efforts entrepris pour les forêts.

C'est pourquoi, Nous, Chefs d'Etat de la sous-région, sommes hautement conscients que les actions que nous conduirons affecteront l'écosystème mondial.

Sans être exhaustif et à titre illustratif, la RDC s'est engagée à stabiliser son couvert forestier à 63% du territoire et à réduire de 17% ses émissions de 2020 à 2030.

Le Gabon et la République du Congo, couverts respectivement à 88 et 60% de forêts, ont interdit la déforestation des forêts à haut stock de carbone et haute valeur de conservation, tout comme ils se sont engagés à respecter des seuils minimaux de déforestation de tout type de forêts.

En application du principe de zéro déforestation, les pays disposant de zones savanicoles, à l'instar de la République du Congo, de la RDC et du Gabon ont décidé d'orienter la production agro-industrielle hors des zones forestières. Également, les deux Congo se sont engagés à préserver et gérer durablement nos zones de tourbières, qui représentent 30 milliards de tonnes de carbone, en évitant leur assèchement et leur drainage.

Quant au Gabon, après avoir interdit l'exportation de bois brut et rendu obligatoire la certification de l'ensemble des concessions forestières, il vient de signer un accord historique avec la Norvège à travers l'initiative CAFI visant à compenser les réductions d'émission d'un montant de 150 millions de dollars américains, valorisant pour la première fois dans un pays en développement la tonne de dioxyde de carbone forestier au double de son prix habituel, de 5 à 10 dollars. S'agissant de la RDC, j'entends accroître significativement les aires protégées y compris certains cours d'eau, sur l'ensemble du territoire afin de renforcer la préservation de la biodiversité.

Mon pays s'est par ailleurs engagé à accélérer, pour ses populations, l'accès universel à l'électricité, afin de sortir de la dépendance au bois, qui représente plus de 90% de l'énergie consommée par les ménages.

Ce rêve peut devenir très vite réalité, nos potentialités hydro électriques évaluées à ce jour à 100 mille Mégawatts peuvent résoudre les problèmes de la population industrielle en besoins énergétiques.

Mais au-delà de la République Démocratique du Congo, le site Inga est retenu dans le cadre du Nepad comme le moteur d'industrialisation de l'Afrique.

### **Excellences Mesdames et Messieurs,**

Répondant à l'appel du Secrétaire Général de Nations Unies, les pays d'Afrique Centrale s'engagent ici à actualiser leurs contributions déterminées au niveau National pour 2020 avec comme priorité l'intégration du secteur Utilisation des terres et Forêt.



Nous devons aussi refléter cela dans les discussions avec les institutions de Bretton Woods.

Car il est difficilement concevable que les forêts les mieux conservées au monde ne captent qu'1% des financements disponibles.

Il nous faut faire plus, tous ensemble : Gouvernement, organisations multilatérales, ONG et surtout le secteur privé.

Ce n'est qu'en nous mettant tous ensemble que nous parviendrons à préserver les forêts du bassin du Congo. Il faut une solution équitable, c'est-à-dire prenant en compte nos besoins de développement et nos efforts de préservation, mais également la valeur de nos services écosystémiques.

**Je vous remercie.**





**BUSINESS COUNCIL  
OF INTERNATIONAL UNDERSTANDING**  
New York - ETATS-UNIS, Mardi 24 Septembre 2019

---

**Mesdames , Mesdemoiselles et Messieurs  
Distingués invités**

C'est un honneur pour moi et toujours un plaisir de me retrouver dans une ville aussi cosmopolite que New-York où l'on ressent presque physiquement l'énergie et le dynamisme de son économie et de sa société.

Je remercie le BCIU pour son initiative et en particulier Madame Heater BURNS qui, on me le rapporte, n'a pas ménagé ses efforts pour faire de cette rencontre un succès.

Pour certains d'entre vous mon pays, la République Démocratique du Congo est un mystère ; un pays dont on n'entend parler que durant les nouvelles et parfois dans certains documentaires hollywoodiens et rarement en bien.

C'est à peine si parfois on peut le localiser sur une carte et pourtant nous sommes le deuxième pays le plus grand d'Afrique, environ un tiers de la surface des Etats unis avec une population de plus de 80 millions d'habitants d'une moyenne d'âge de moins de 19 ans , 50% des réserves en eaux douces d'Afrique et comme nous le soulignons hier au sommet climatique, nous possédons 70% DU DEUXIEME POMOUN VERT DE LA PLANETE APRES L'AMAZONIE par notre forêt tropicale et notre réserve exceptionnelle en biodiversité.

Et comme si ce n'était pas suffisant, nous possédons environ 60 pourcents des réserves mondiales de tous les minerais stratégiques au développement industriel de la planète et plus particulièrement de ces métaux et minerais qui sont essentiels à la transition énergétique de la prochaine révolution industrielle qui permettra aux générations futures de produire et de se déplacer sans émettre de dangereuses émissions de carbones polluantes et sans réchauffer la planète.

Nous possédons aussi plus de 50 pourcents des minerais essentiels pour la transition numérique ; ce monde sans papiers qui nous permettra de préserver encore plus l'environnement et les arbres si précieux à notre survie :

Enfin, la plupart des métaux et terres essentiels aux défis de la conquête spatiale et de l'avenir de l'intelligence artificielle.

Comme si cela n'était pas suffisant, notre sous-sol regorge de pétrole encore non exploité. Et nos rivières et en particulier le barrage d'Inga nous donne un potentiel de génération électrique de 100 .000 MWH d'énergie propre et renouvelable ; suffisamment pour alimenter en énergie toute l'Afrique.

Et pourtant malgré tout ce potentiel, les objectifs de réduction de la pauvreté de la République Démocratique du Congo est demeuré à 20 % des objectifs mondiaux ; environ 60% des congolais demeurent pauvres, avec des revenus inférieurs à 1,25\$ par jour et une productivité faible.

Les raisons fondamentales de ces faibles performances sont une mauvaise gouvernance avec une forte pénétration de la corruption publique et privée, un sous-investissement en infrastructure et énergie et un sous-investissement en éducation pour développer la capacité de nos populations.

C'est pourquoi, depuis mon accession à la magistrature suprême de mon pays, j'ai pris le ferme engagement d'opérer des profondes réformes dans plusieurs secteurs de la vie nationale. S'agissant à titre exemplatif du secteur minier, j'ai engagé le Gouvernement à réfléchir profondément sur les voies et moyens pour la transformation localement de nos matières premières pour engranger les moyens financiers supplémentaires afin de les orienter vers les secteurs prioritaires : de la refondation de l'Etat, de l'éducation, de la santé, de la promotion des jeunes et l'autonomisation de la femme à travers des projets innovants.

Pour y parvenir, le modèle de développement que j'ai choisi sera axé sur la construction, en dehors du Grand Inga, de centrales hydro-électriques de taille moyenne et de micro-centrales pour assurer suffisamment l'accès à l'eau et à l'électricité dans toutes les provinces de mon pays. Car, selon les statistiques d'une étude récente menée par le PNUD, soixante-seize mille villages de la République Démocratique du Congo disposent chacun d'un potentiel capable de lui assurer son autonomie à l'électricité.

Ceci va améliorer les performances en matière d'emploi et de développement humain qui sont demeurées faibles et en faible progression, même quand le pays a connu des taux de croissance proches de 10 %, entre 2012 et 2015.

Lorsque cette croissance est portée par le secteur minier, elle est très peu créatrice d'emploi ; ledit secteur ne contribuant que pour 4 % de l'emploi créé en République Démocratique du Congo. Voici pourquoi j'ai choisi l'agriculture comme un des piliers phare de ma vision pour la diversification économique pour mettre mon pays à l'abri des chutes des cours des matières premières, parfois imprévisibles. C'est POURQUOI vous êtes invités à venir transformer vos métaux chez nous.

C'est fort de toutes ces expériences et pour assurer une meilleure productivité ainsi qu'un plus grand partage de la valeur ajoutée au profit de mes concitoyens, que j'ai décidé de faire du capital humain le centre des préoccupations du gouvernement durant mon mandat.

Les 3 priorités que j'ai fixées à cet égard sont :

Premièrement, rendre effective la gratuité de l'éducation primaire dans l'enseignement public tel que l'exige la constitution de la République ;





Deuxièmement, promouvoir une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi à travers une stratégie de formation technique et professionnelle ambitieuse, conçue et mise en oeuvre en partenariat avec les acteurs du secteur privé ;

Troisièmement, faire progresser le chantier de la couverture santé universelle, en commençant dès l'année prochaine par les fonctionnaires et la petite enfance. S'agissant de la gratuité de l'éducation, celle-ci est effective depuis le 2 septembre de cette année. Elle portera, en une année, le total des dépenses d'éducation de 8 % à près de 20 % du budget, soit un niveau proche de la norme fixée en la matière par l'UNESCO. Il s'agit d'un effort exceptionnel, qui appelle à une solidarité toute aussi exceptionnelle.

Le deuxième chantier que j'ai ouvert est celui de l'énergie. Tous les projets publics ou privés, en rapport avec la production, le transport ou la commercialisation de l'électricité, font l'objet d'un suivi attentif en vue de leur réalisation dans des meilleurs délais.

Je procéderai dans un proche avenir à la mise en place effective de l'Autorité de Régulation de l'Energie ainsi que de l'Agence de l'Electrification Rurale à l'effet d'accélérer la transformation du secteur de l'électricité, rendue possible depuis sa libéralisation en 2014.

Plus récemment, j'ai également présidé l'Atelier de Validation du Plan National pour le Numérique « Horizon 2025 », qui touche l'ensemble des secteurs de la vie nationale et prévoit la création d'une Agence pour le Développement du Numérique, ADN en sigle.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Si investir en Afrique est important et urgent, ce n'est pas seulement parce ce que c'est la dernière grande frontière de l'industrialisation de l'humanité, mais aussi, un des derniers endroits capable d'offrir des retours sur investissements agressifs.

**Ladies and gentlemen Congo is open for good ethical business.**

**Je vous remercie.**



## RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR L'ACCORD-CADRE D'ADDIS-ABEBA

New York - ETATS-UNIS, Mercredi 25 Septembre 2019



### **Mesdames et Messieurs,**

Je prends la mesure des défis liés à la paix et à la sécurité dans mon pays ainsi qu'à la stabilité de la Région. Je travaille inlassablement pour remédier durablement à la préoccupante situation sécuritaire, vieille d'un quart de siècle dans l'Est de mon pays.

Eu égard à l'importance que revêt l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la Région, considéré par le Conseil de sécurité comme l'instrument approprié pour la stabilité régionale, j'ai, dès ma prise de fonction, redynamisé le Mécanisme National de Suivi dudit Accord-cadre. A ce jour, un travail méticuleux est en cours d'exécution pour dresser un état des lieux non complaisant du niveau de mise en œuvre de tous les engagements souscrits aux termes de l'Accord-cadre qualifié, à juste titre, d'Accord d'espoir.

Dès mon investiture à la Magistrature suprême, j'ai enclenché une nouvelle dynamique dans la recherche de la paix et la sécurité dans mon pays. La stratégie préconisée et employée à cet effet comprend trois volets, à savoir : le renforcement des capacités des services de défense et de sécurité, la promotion de la réconciliation nationale, et, enfin, l'actionnement de la diplomatie régionale.

S'agissant du renforcement des capacités des services de défense et de sécurité, ceci relève d'une obligation impérieuse pour contrer la menace des groupes armés locaux et étrangers dont certains ont opté pour une violence asymétrique. A ce titre, des opérations militaires sont en cours notamment dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu pour mettre hors d'état de nuire ces forces du mal.

Quant à la réconciliation nationale, elle vise à renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés locales. L'organisation des fora est en perspective pour ancrer la cohésion nationale. S'agissant de la diplomatie régionale, peu après mon investiture, j'ai effectué des tournées dans plusieurs pays de la Région des Grands Lacs.

### **Mesdames et Messieurs,**

Mon objectif consiste à rebâtir la confiance nécessaire à la coopération sécuritaire en vue des actions coercitives contre des groupes armés étrangers, notamment Ougandais, Rwandais et Burundais, actifs dans l'Est de mon pays. C'est ici le lieu de saluer l'élan de rapprochement et de dialogue amorcé à Kinshasa en mai dernier à travers le Sommet tripartite auxquels ont pris part, à mes côtés, mes pairs de l'Angola et du Rwanda. Il s'en est suivi, en juillet dernier à Luanda, le Sommet quadripartite des Chefs d'Etat de l'Angola, de l'Ouganda, du Rwanda et de la RDC, puis celui d'août dernier à Luanda élargi au Congo Brazzaville et sanctionné par la signature du Mémoire d'entente entre les Présidents Kagame et Museveni. Ceci constitue sans nul doute un pas important dans la construction des infrastructures de la stabilité régionale.

Ainsi, je juge prématuré le retrait de la Monusco qui n'a toutefois pas vocation de perdurer dans mon pays ni de se substituer à l'Etat. Bien que je souscrive au renouvellement du mandat de la Monusco, je pense qu'un réajustement dudit mandat s'impose pour que cette dernière participe effectivement et efficacement à la nouvelle dynamique de la recherche de la paix que j'ai lancée. Ceci implique le renforcement des capacités opérationnelles de la Brigade d'intervention rapide et son ouverture à de nouvelles perspectives de coopération régionale.

Outre les opérations militaires, la Monusco devrait devenir un moyen catalytique d'incitations de la paix à travers le lancement de nouveaux chantiers dans son champ d'actions à élargir à juste titre. En effet, fort de son expérience, la Monusco ferait œuvre plus utile de constituer le centre de coordination des opérations de maintien de paix en Afrique ainsi que le siège des instances politiques de l'ONU dans la Région des Grands Lacs.

**Mesdames et Messieurs,**

Je nourris le rêve de faire de mon pays un exportateur de la paix, et de faire changer le filtre et la narrative à son sujet notamment au niveau sécuritaire.

**Je vous remercie.**



**Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,**

En m'adressant à cette auguste assemblée, je voudrais, avant de poursuivre mon propos, Vous féliciter, Monsieur l'Ambassadeur TIJJANI MUHAMMAD BANDE, pour Votre brillante élection en qualité de président de la 74<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Mes félicitations s'étendent aux membres de Votre Bureau, et je tiens à formuler, pour l'ensemble de votre équipe, mes vœux de succès dans l'accomplissement de cette exaltante mission.

Je voudrais aussi rendre un hommage appuyé à Monsieur Antonio GUTERRES, Secrétaire Général des Nations Unies, pour ses efforts inlassables en vue de raffermir notre Organisation et renforcer son rôle dans la recherche de solutions aux problèmes qui menacent la paix, la sécurité et la prospérité dans le monde.

**Monsieur le Président ;**

Le thème de la présente Session, à savoir : Dynamiser les efforts multilatéraux pour l'éradication de la pauvreté, l'éducation de qualité, l'action contre le changement climatique et l'inclusion, arrive à point nommé en ce moment particulièrement difficile pour le multilatéralisme, alors que l'humanité toute entière est engagée dans un élan sans précédent, dans le cadre de l'Agenda du développement à l'horizon 2030. Cet agenda prévoit la réalisation des Objectifs du développement durable, la mise en œuvre du Programme d'Action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et l'atteinte des objectifs fixés dans l'Accord de Paris sur le Climat.

Les inégalités et le sentiment d'exclusion, sont à l'origine des principales menaces sur la paix, la stabilité et le développement harmonieux. Ils alimentent les flux migratoires incontrôlés de peuples entiers à la recherche d'un meilleur avenir.

Aussi bien dans les pays du Nord que dans ceux du Sud, ils accentuent les réflexes xénophobes, la montée en force des populismes, ainsi que la radicalisation des laissés pour comptes. Les événements tragiques en Afrique du Sud en sont la pire illustration.

Ces mouvements de frustrations populaires qui dans certaines régions vont jusqu'à nourrir le terrorisme, prennent en otage le débat politique et nous empêchent d'apporter des réponses concertées aux problèmes qui nous affectent tous.

**Monsieur le Président,**

J'affirme du haut de cette Assemblée qu'aucun pays dans le monde, ne peut à lui tout seul faire face à ces défis. L'unité, la solidarité, la tolérance et la coopération internationale, sont des valeurs essentielles, reflétées par nos pères fondateurs dans la Charte de notre Organisation universelle.

Plus que jamais, le développement économique et social et l'épanouissement des peuples de la planète sont des droits fondamentaux et inaliénables. En tant que dirigeants, nous sommes porteurs de l'obligation d'œuvrer sans ménagement à garantir ces droits.

Depuis des décennies, notre Organisation commune s'efforce de s'adapter aux nouvelles réalités de ce monde en constante mutation.

Afin d'être plus apte à relever durablement les défis du développement dans un monde globalisé, nous préconisons une réforme globale du Système des Nations Unies, notamment du Conseil de Sécurité et des agences du système des Nations Unies. Le processus de réforme du Conseil de Sécurité doit être mené à son terme et prendre en compte la position commune africaine énoncée dans le Consensus d'EZULWINI et dans la Déclaration de SYRTE.

Il n'est pas juste, en effet, que l'Afrique demeure la seule région du monde sans représentation permanente au sein du Conseil de Sécurité, alors que l'essentiel des enjeux démographiques, sociaux et environnementaux de la planète sont intrinsèquement liés à notre continent. Nous voulons une configuration du Conseil de Sécurité juste et équitable, plus représentative des peuples du monde dans leur diversité et comptable de ses actes.

**Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,**

Malgré les engagements au plus haut niveau que nous avons pris pour créer le monde que nous voulons à l'horizon 2030, près d'un milliard de personnes vivent encore dans la faim, la malnutrition et l'extrême pauvreté, tandis que 118 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté seront exposées à la sécheresse, aux inondations et à la chaleur en Afrique d'ici à 2030.

Nous ne pouvons accepter la simple hypothèse d'un éventuel échec des engagements mondiaux à l'horizon 2030, surtout après le résultat très mitigé, en Afrique tout particulièrement, de la campagne des Objectifs du millénaire pour le développement.



L'éradication de la pauvreté et de la faim relève aujourd'hui de l'urgence ! La République Démocratique du Congo peut faire partie de la solution, avec ses 80 millions d'hectares de terres arables et ses eaux abondantes, capables de nourrir plus de 2 milliards d'individus.

Le défi de l'accès à une éducation de qualité pour tous, second sujet du thème de la présente Session, nous interpelle tout particulièrement car l'expérience du développement des décennies post indépendances a renforcé notre conviction qu'il n'est de richesse que d'hommes.

C'est pourquoi, depuis 2011 déjà, nous avons fait nôtre l'idée-force de l'Agenda 2030 de NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE ( LEAVE NO ONE BEHIND), à travers notre engagement bien connu de mes compatriotes intitulé : LE PEUPLE D'ABORD !

Aussi, les grandes priorités sociales de mon mandat sont définies comme suit :

Premièrement, rendre effective la gratuité de l'éducation primaire dans l'enseignement public tel que l'exige la constitution de mon pays. Cet engagement est effectif depuis le début de ce mois sur toute l'étendue du territoire. Il portera, en une année, la part des dépenses d'éducation de 8 % à près de 20 % du budget de l'Etat, soit un niveau proche des standards recommandés par l'UNESCO.

Deuxièmement, promouvoir une meilleure adéquation entre l'enseignement et l'emploi, à travers une stratégie de formation technique et professionnelle ambitieuse, conçue et mise en œuvre en partenariat avec le secteur privé.

Troisièmement, faire progresser le chantier de la couverture santé universelle. Nous espérons ainsi qu'à la fin de l'année prochaine, plus de 8 millions de Congolais supplémentaires auront accès à un système efficace de couverture maladie.

D'autre part, la République Démocratique du Congo vient de circonscrire son Plan national du numérique dont la mise en œuvre impactera l'ensemble des secteurs de la vie nationale. En outre, la numérisation de l'économie permettra au pays d'enregistrer des progrès rapides dans la lutte contre la corruption et divers crimes économiques.

**Monsieur le Président,**

Nos démocraties étant devenues particulièrement exigeantes et impatientes, il nous faut trouver des moyens de mise en œuvre de nos ambitions qui sortent des sentiers battus.

Aussi ai-je initié un vaste programme d'urgence de développement communautaire, qui servira de levier pour accélérer la résorption des inégalités socioéconomiques et spatiales au sein des villes et territoires. Il s'agira d'un programme spécial, multisectoriel et intégré, que je piloterai personnellement, en vue de rattraper tant soi peu le retard du pays dans sa marche vers la réalisation des Objectifs mondiaux de développement.

Ce programme bénéficiera de l'appui stratégique et financier de l'ensemble des partenaires et de l'accompagnement du Programme des Nations Unies pour le développement. Il vise à accroître l'accès des populations aux services sociaux de base, notamment à travers la promotion des micro- centrales hydroélectriques rurales, dont plus de 700 sites sont déjà identifiés. Le programme vise également le développement du capital humain, ainsi que le renforcement de la connectivité des territoires à travers les pistes rurales.

**Monsieur le Président,**

Le développement socioéconomique de l'humanité à l'horizon 2030 sera durable ou ne sera pas. A cet égard, notre sort à tous, riches ou pauvres, est plus que jamais lié. Par ses ressources naturelles et sa vitalité démographique, l'Afrique est devenue le pivot de cette durabilité.

Dans cette Afrique, la nature a fait de mon pays le dépositaire de 47 % des forêts du continent, lui conférant une responsabilité majeure face aux enjeux de survie de notre planète.

J'ai déjà eu à le rappeler à plusieurs reprises ; il est impérieux et urgent de mettre à la disposition de notre continent de nouvelles sources d'énergies et de nouveaux modes de productions compatibles avec la préservation de l'environnement et l'affirmation de notre droit inaliénable au développement.

Nous sommes résolument engagés dans la protection de nos forêts. Cependant, la préservation de notre patrimoine naturel ne peut se faire au détriment de notre développement.

Il est incompréhensible que les forêts du bassin du Congo, qui sont les mieux conservées au monde, ne captent que 1 % des financements disponibles. Il est impératif que toute l'architecture financière internationale, en ce compris le Fonds Monétaire international dans son rôle catalytique en matière de financement du développement, intègre davantage la donne environnementale dans son analyse des critères et défis macroéconomiques, liés à ses interventions dans les différents pays.





En ce qui nous concerne, conscients du rôle majeur de la RDC à cet égard, notre Gouvernement a relancé le dialogue avec ses principaux partenaires sur les questions environnementales, notamment ceux réunis dans le cadre de l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale. Répondant à l'appel du Secrétaire général des Nations Unies, notre Gouvernement s'est engagé, par ma personne, à accroître le niveau de ses engagements au titre de sa Contribution Déterminée Nationale et à maintenir une collaboration étroite entre les pays de la sous-région, afin de parler d'une seule voix pour toutes les grandes questions en rapport avec la protection des forêts.

Mon Gouvernement a fait de la production d'énergie propre et renouvelable, la première de ses priorités économiques pour le quinquennat. Nous pouvons, moyennant des investissements agressifs et une politique attractive de protection de ces investissements, passer de moins de 10% d'électrification actuellement à 60% dans les 10 prochaines années, faisant reculer très significativement la consommation du bois de chauffe. Aussi, dans le cadre de la réalisation de notre mix énergétique, pour renforcer la lutte contre la déforestation, mon gouvernement encourage le développement de l'utilisation du gaz domestique dans les zones urbaines, péri urbaines et rurales.

A terme, nous voulons être l'endroit de la planète où le kilowatt heure électrique sera le moins cher, grâce à l'exploitation de notre capacité de plus de 100 000 mégawatts en hydroélectricité.

Nous sommes disposés à encadrer davantage l'exploitation forestière et à étendre les réserves et parcs de protection naturels afin d'augmenter notre biomasse et protéger notre biodiversité. En revanche, cela ne peut s'entendre qu'avec, en contrepartie, la mise en œuvre effective d'une stratégie d'industrialisation écoresponsable, concentrée autour des centres de production et de consommation, et génératrice d'emplois pour notre jeunesse.

Notre population, dont l'âge moyen est de 17 ans et demi, est à peine plus âgée que la jeune Greta et partage en partie ses préoccupations et ses intérêts. Mais comment nos jeunes vont-ils s'engager pour la même lutte quand ils n'ont ni eau ni lumière?

J'ai également décidé de sortir progressivement mon pays d'un système agricole archaïque, à faible productivité et destructeur de notre patrimoine forestier. A cet effet, nous allons promouvoir une agroforesterie qui maximise notre avantage comparatif pour certaines cultures, en privilégiant les zones de savane. J'entends faire de la question environnementale une préoccupation omniprésente et transversale, qui touche l'ensemble de nos politiques, stratégies, programmes et projets de développement.

## **Monsieur le Président,**

Au moment où je m'adresse au monde du haut de cette tribune pour la première fois, je me dois de rappeler la relation particulière que notre Organisation entretient avec mon pays.

Tout d'abord, cette relation suscite en moi un sentiment de reconnaissance. En effet, la République Démocratique du Congo a souvent été au centre des préoccupations des Nations Unies, suite aux nombreuses crises qu'elle a traversé depuis son accession à l'indépendance.

Depuis le décès tragique du Secrétaire général Dag Hammarskjöld, en passant par les nombreux casques bleus tombés au combat, jusqu'à plus récemment l'odieux assassinat des experts onusiens Zaïda Catalan et Michael Sharp, l'Organisation des Nations Unies, plus que tout autre organisation internationale, a vécu dans sa chair les réalités que vivent des millions de mes compatriotes.

L'ONU et ses nombreuses agences ont également déployé d'importants moyens financiers pour soutenir la République Démocratique du Congo. Je tiens donc à vous réitérer la gratitude du peuple congolais qui n'oubliera jamais le soutien de notre Organisation.

Cela étant dit, je ne peux m'empêcher de regretter que l'histoire de mon pays soit si douloureusement liée à l'ONU qui, 24 années durant, sur nos 59 années d'indépendance, y a déployé une mission de paix.

Pourquoi, malgré cette longue présence, la plupart des espoirs de paix et de développement ont été déçus ? Au-delà des choix et responsabilités internes, on ne peut pas observer le Congo ou l'Afrique en isolation du reste du monde et des intérêts des autres.

Que serait la trajectoire du Congo sans l'assassinat de Patrice Lumumba ? Que serait devenu mon pays si on l'avait laissé poursuivre son apprentissage démocratique pacifique de l'après - guerre froide, sans passer par le détour d'une guerre venue d'ailleurs ?

Et sans vouloir remonter aussi loin dans le temps, nous vivons chaque jour ces chocs d'intérêts qui expliquent le plus souvent la fragilité récurrente de la République Démocratique du Congo.

Aujourd'hui, le plus grand défi de la République Démocratique du Congo est celui de la paix, la sécurité et la stabilité. Depuis notre investiture, convaincus de l'absolue nécessité de la paix, nous nous sommes engagés sans réserve en faveur de la réalisation de cet objectif, en prenant en compte toute sa dimension régionale et internationale.



C'est dans cette perspective que j'ai proposé, en juillet dernier au 39<sup>ème</sup> sommet de la SADC tenu à Dar Es Salaam, la création d'une coalition régionale à l'image de la coalition mondiale contre le terrorisme, pour éradiquer le fléau de l'insécurité créé par les groupes armés d'origine interne et externe. A l'Est de mon pays, nos Forces de Sécurité se battent au quotidien, avec le concours de la MONUSCO, déterminés à éradiquer les forces négatives qui sèment la mort et la désolation au sein de nos populations. Certains de ces mouvements rebelles, notamment les ADF-MTN, opèrent par des actes terroristes conformes à leur appartenance à DAESH. Ce qui constitue une nouvelle menace tant pour mon pays que pour la sous-région.

Comme si les conflits et l'instabilité ne suffisaient pas, ces contrées de l'Est de la RDC sont affectées depuis une année par une épidémie de la maladie à virus Ebola.

Compte tenu de la gravité de la situation, j'ai mis en place en mai dernier, une Cellule technique qui travaille sous ma supervision, composée d'Experts de renommée internationale et dirigée par notre compatriote, le Professeur Jean-Jacques Muyembe, qui est celui qui a identifié le virus d'Ebola et dont les travaux de recherche ont conduit à la découverte du MB114, une molécule thérapeutique pour le traitement de cette maladie.

La nouvelle stratégie de riposte commence à produire ses effets, notamment dans la ville de Goma qui est aujourd'hui à l'abri du virus. Même si beaucoup a été fait, l'épidémie n'est pas encore éradiquée. La stratégie sera renforcée par l'introduction de cinq nouveaux médicaments approuvés, en plus du vaccin contre la maladie à virus Ebola, qui permettront de se débarrasser complètement de ce fléau.

Je voudrais saisir cette opportunité pour saluer l'élan de solidarité qui s'est manifesté de la part de nos partenaires bi et multilatéraux, notamment l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Union Africaine, l'UNICEF, le Programme Alimentaire Mondial, la MONUSCO et bien d'autres.

S'agissant particulièrement de cette Mission onusienne, en cette période charnière de son futur en RDC, marquée par l'exercice d'une revue stratégique, je voudrais tout d'abord réitérer les remerciements du peuple Congolais aux pays contributeurs pour les sacrifices humains et matériels consentis jusqu'à ce jour en faveur de mon pays.

Je note une convergence de vues avec le Secrétaire général quant à l'urgente nécessité de réadapter la configuration de la MONUSCO à l'évolution de la situation sur le terrain, en concentrant davantage les efforts sur les capacités d'intervention opérationnelle des forces onusiennes aux côtés des Forces armées de la RDC.

En d'autres termes, la RDC a encore besoin de la MONUSCO, mais d'une MONUSCO non pléthorique, bien équipée, forte et dotée d'un mandat adapté, à l'image de la Brigade d'intervention Rapide qui avait jadis, aider à mettre en déroute le Mouvement rebelle de M23.

**Monsieur le Président,**

A l'instar d'autres pays en développement, la République Démocratique du Congo aspire à l'émergence.

Nous sommes convaincus que notre pays, qui par sa position géo stratégique se situe au carrefour des regroupements économiques d'Afrique Centrale, d'Afrique Australe et d'Afrique de l'Est, doit jouer la carte de l'intégration africaine comme moteur du développement et vecteur de paix entre les nations.

C'est pourquoi, nous avons soutenu le projet de Zone de libre échange continentale, tout en étant conscients qu'il se mettra en œuvre par étapes successives. Ce processus passe inévitablement par l'harmonisation et le désarmement des barrières douanières.

C'est dans cette vision que la RDC entend accélérer la mise en œuvre d'un programme de développement d'infrastructures à la hauteur de son immense superficie de 2,345 millions de kilomètres carrés, afin de relier le pays d'Ouest en Est et du Nord au Sud, de faciliter le transit des biens et des personnes et de libérer le potentiel agricole de nos provinces.

**Monsieur le Président,**

Aujourd'hui la RDC détient environ 70% des réserves mondiales des métaux stratégiques indispensables pour réaliser la transition énergétique et numérique qui s'impose à l'humanité.

Plutôt que d'utiliser ses réserves naturelles de minerais comme source de rente monopolistique, mon pays se propose de s'ouvrir au monde en permettant l'exploitation réglementée de son sous - sol contre un accompagnement à l'industrialisation et à la production de batteries et de composants à plus haute valeur ajoutée. Le Monde a soif de cobalt, de coltan, de lithium ; nous voulons des emplois industriels, de la formation, et du développement.

Enfin, la RDC dispose de 53 % des réserves en eaux douces de l'Afrique, et une gestion durable de ce potentiel permettra un jour d'étancher la soif d'un quart des habitants de la planète.



### **Monsieur le Président,**

Nous vivons aujourd'hui une crise profonde de l'ordre international libéral. La loi du plus fort ne fera que renforcer les frustrations et les violences. A titre d'illustration, les récentes attaques contre des installations pétrolières en Arabie Saoudite font craindre le risque d'un embrasement autour du détroit d'Hormuz, qui paralyserait l'économie mondiale.

Nous avons le devoir de dénoncer toute forme de réaction violente aux problèmes politiques qui peuvent se régler dans le dialogue et la concertation. Sommes-nous disposés à définir un nouvel ordre mondial au sein duquel l'Afrique et la RDC joueront le rôle que leur confèrent les mutations enregistrées ?

Je crois qu'une nouvelle voie est possible, sans doute la plus difficile, sans doute la plus complexe, la plus exigeante, qui nous impose de sortir des sentiers battus.

### **Monsieur le Président,**

Mon pays, la République Démocratique du Congo, qui venait d'organiser pour la troisième fois des élections démocratiques et apaisées, a eu le bonheur de vivre, pour la première fois de son histoire, une alternance pacifique et démocratique, alors que bon nombre d'observateurs brossaient un tableau plutôt sombre et pessimiste de l'issue du processus électoral. Cette victoire historique est avant tout celle du peuple congolais, dont les intenses sacrifices consentis au cours de ces dernières années, ont été récompensés par l'aboutissement heureux d'un processus électoral à hauts risques. C'est aussi l'occasion de remercier la communauté internationale, notamment les pays de la SADC, le Kenya, l'Egypte et les USA, qui, sans atermoiement, ont encouragé ce pas de géant accompli par mon pays dans le processus de construction d'un Etat de droit.

Depuis mon investiture, je m'emploie à consolider cette avancée démocratique en garantissant l'ensemble des droits et libertés. Personne n'est harcelé pour ses opinions ; la RDC ne compte plus de prisonniers de conscience ; nul ne ressent le besoin d'émigrer pour sauver sa vie ou préserver sa sécurité du fait de ses convictions politiques ou de ses associations particulières.

S'agissant de la prise en compte du genre, même si nous ne sommes pas encore parvenus à la parité intégrale, je suis heureux de constater les progrès accomplis en RDC en la matière dans tous les secteurs. En faisant passer le taux de participation des femmes de 6 % à 18 %, le Gouvernement actuel a atteint le niveau le plus élevé de participation féminine de l'histoire de mon pays. J'ai fait de l'approche genre l'un de mes engagements politiques prioritaires.

**Monsieur le Président,**

Au niveau de la Région, j'ai développé une intense activité diplomatique en vue de réaffirmer l'engagement continu de mon pays pour des relations de bon voisinage et en faveur d'une coexistence pacifique, dans le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des autres nations. Dans ce sens, nous devons, nous leaders Africains, doter notre continent d'une voix consensuelle et harmonieuse, fondée sur une politique véritablement africaine.

Qu'il me soit permis d'exprimer ma profonde préoccupation sur ce qui se passe en mer méditerranée, où plusieurs personnes, candidates à l'émigration, meurent chaque jour dans des conditions inhumaines. Les vagues de réfugiés et les images bouleversantes que nous vivons ces dernières années sur les côtes européennes doivent interpeller nos consciences de dirigeants.

Depuis le début de l'année 2015, plus de 500 milles migrants ont tenté de rejoindre l'Europe par la Méditerranée et plus de 5 mille d'entre eux ont péri durant la traversée. La gravité de ce désastre exige de nous des solutions urgentes et efficaces. Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, que nous avons adopté à Marrakech en 2018, est notre réponse à la crise migratoire. Nous avons le devoir d'élaborer, dans les meilleurs délais, des initiatives nationales ambitieuses en vue de sa mise en œuvre. Mais notre meilleure arme, c'est d'agir en faveur du développement, de l'équité et de la stabilité partout dans le monde.

Je saisis par ailleurs cette opportunité pour revendiquer du haut de cette tribune, la levée intégrale des sanctions qui touchent encore la République du Zimbabwe, et ce depuis 2002. Ces sanctions ne se justifient plus dès lors que le pays a ouvert un nouveau chapitre de son histoire et s'est montré ouvert à coopérer avec le monde. Le maintien de ces sanctions est injuste. Il entrave l'attractivité du pays aux investissements étrangers et il affecte non seulement le Zimbabwe, mais aussi l'ensemble de la région.

**Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,**

La priorité absolue de mon action est d'offrir une perspective de dignité à nos populations, de promouvoir la création d'emploi notamment pour les jeunes et de lutter contre la précarité et l'exclusion.

Et cette assemblée qui veut réduire les inégalités et construire un monde plus inclusif, peut être le porte voix de ces laissés pour compte.

Le défi est énorme, mais ce qui fait de nous des humains, c'est notre capacité à trouver des solutions, même les plus improbables, lorsque cela s'impose.

**Je vous remercie.**



OCTOBRE 2019

---

**INAUGURATION DE LA STATION DE RECHERCHE AGRONOMIQUE  
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE TROPICALE (IITA /KALAMBO),**  
Bukavu - RDC, Mardi 08 octobre 2019

**LANCEMENT DU PROGRAMME PRÉSIDENTIEL ACCÉLÉRÉ DE LUTTE  
CONTRE LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS**  
Kinshasa - RDC, Mercredi 16 octobre 2019

**LANCEMENT DE LA FONDATION DES COMBATTANTS CONTRE  
LA FAIM AU MONDE AU DIALOGUE DE BORLAUG**  
Iowa - ETATS-UNIS, Jeudi 17 octobre 2019

**1<sup>er</sup> SOMMET RUSSIE-AFRIQUE**  
Sotchi - RUSSIE, Jeudi 24 octobre 2019

**SIGNATURE DU PROJET D'APPUI À LA CELLULE PRÉSIDENTIELLE  
DE VEILLE STRATÉGIQUE**  
Kinshasa - RDC, Jeudi 31 Octobre 2019







**Excellence Monsieur Olesegun Obasanjo, Président honoraire du Nigéria ;**  
**Monsieur le Ministre de l'Agriculture du Rwanda, Représentant personnel**  
**de Son Excellence Monsieur Paul Kagamé, Président du Rwanda ;**  
**Monsieur Haile Mariam Dessalegn, Premier Ministre honoraire de l'Éthiopie ;**  
**Monsieur Akinwumi Adesina le Président de la Banque Africaine du Développement et cher ami,;**  
**Honorables députés et sénateurs ;**  
**Messieurs les membres du gouvernement de la République;**  
**Mesdames et Messieurs les Députés provinciaux ;**  
**Monsieur le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu ;**  
**Mesdames et Messieurs les Ministres provinciaux ;**  
**Monsieur le maire de la ville de Bukavu ;**  
**Monsieur l'Administrateur du territoire de Kabare ;**  
**Monsieur le Directeur général de l'Institut International d'Agriculture Tropicale ;**  
**Mesdames et Messieurs ;**  
**Distingués invités**

Je voudrais avant de vous livrer mon propos de ce jour, exprimer mes salutations fraternelles à nos invités venus de loin et leur souhaiter la chaleureuse bienvenue sur la terre congolaise.

Je me réjouis de me trouver ici avec vous sur ce magnifique site de Kalambo au bord du lac Kivu, à l'occasion de deux événements importants que sont tout d'abord, l'inauguration de la station de recherche agronomique de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA /Kalambo), et ensuite sa dénomination dédiée à l'ancien Président du Nigéria : La Station « Président Olusegun Obasanjo, Campus de recherche de l'IITA ».

**Mesdames et Messieurs,**  
**Distingués invités,**

Pourquoi la dénomination « Olusegun Obasanjo » ?

J'ai approuvé le choix de cette dénomination après avoir pris connaissance du modèle que mon aîné, le Président Obasanjo, ici présent, a utilisé en se servant de la manne pétrolière pour diversifier l'économie nigérienne en faisant la promotion de l'agriculture qui pour moi, et je ne cesserai de le répéter, constitue le pilier du développement durable, donc une aubaine pour les générations futures.

Je saisis cette occasion pour adresser un très sincère et vibrant hommage au Président Olusegun Obasanjo qui, depuis son dernier mandat passé à la tête du Nigeria jusqu'à ce jour, n'a cessé d'être le porte-étendard de la promotion de l'agriculture en Afrique.

La dénomination de ce campus en son nom n'est qu'une minime reconnaissance de sa grande contribution à l'épanouissement de l'agriculture en Afrique. Mes vifs remerciements s'adressent également à mon frère et ami, le Dr Akinwumi Adesina, qui poursuit les traces de son prédécesseur Donald Kaberuka, par son soutien à l'IITA.

### **Mesdames et Messieurs, Distingués invités,**

Cette initiative est un bel exemple d'intégration sous-régionale qui marque l'importance que nous allons accorder au développement des milieux ruraux au travers de l'Agriculture.

Ceci constitue une première étape pour le noble objectif qui est celui de permettre à nos peuples, à nos opérateurs économiques de circuler librement et en toute quiétude avec leurs biens sur l'ensemble de la sous région.

### **Mesdames et Messieurs,**

Comme vous le savez, la République Démocratique du Congo dispose de potentialités agricoles importantes avec 120 millions d'hectares de terres fertiles dont 80 directement accessibles et 40 autres irrigables, avec plus de 53% d'eau douce en Afrique et un climat favorable pouvant lui permettre de développer une agriculture stable, génératrice de croissance et de développement durable. Cependant, comme le Président de la Banque Africaine du Développement aime bien me le rappeler : on ne peut ni manger, ni vendre le potentiel. Il faut donc, le transformer en produit de consommation. Et je suis d'accord avec lui.

C'est pourquoi, à l'instar de tous les autres pays membres, la République Démocratique du Congo attend de la Banque Africaine du Développement qu'elle continue à jouer pleinement son rôle en l'accompagnant dans nos programmes de transformation des produits du secteur agricole à travers le schéma d'industrialisation que je compte mettre en place. Ceci va marquer, à coup sûr, une rupture dans l'histoire de notre pays qui constitue un réservoir de matières brutes sans aucune valeur ajoutée .

Ces projets agricoles à court, moyen et long termes visent à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer la contribution de l'agriculture dans le Produit Intérieur Brut par une production nationale accrue, de qualité et accessible à moindre coût. J'aimerais sincèrement féliciter notre compatriote le Dr. Emmanuel Sanginga, initiateur, ou devrais-je dire géniteur de ce Centre qu'il avait commencé à construire avec ses ressources personnelles en ayant comme objectif principal l'amélioration de la capacité de la jeunesse en agrobusiness. Après son acquisition par l'IITA en 2011, ce campus, dont il est depuis le Directeur Général, s'est développé et est devenu le seul Centre international de recherche agronomique dans



les pays des Grands lacs et est doté ce jour d'un nouveau laboratoire de culture des tissus, le 2eme en Afrique, après celui d'Ibadan au Nigeria.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Il ne fait l'ombre d'aucun doute que la recherche est la composante essentielle du développement agricole. Et, l'avènement de ce centre qui sera porté aujourd'hui aux fonds baptismaux, est la première étape de réhabilitation de tous nos centres de recherches agronomiques et autres, notamment Yangambi, dont les résultats des recherches ont permis à d'autres Etats d'améliorer leurs cultures de cacao et de palmiers à l'huile. En effet, aujourd'hui, nous sommes fiers en tant qu'africain de constater que ce sont les espèces améliorées de Yangambi qui sont à la base de l'expansion de la culture du cacao en Côte-d'Ivoire et de celle des palmiers à l'huile en Malaisie.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Pour terminer, je vous assure de mon engagement à toujours faire plus pour le développement du secteur agricole. Je le répète, ici encore, il est temps que le sol prenne sa revanche sur le sous-sol. Le défi est certes immense, les enjeux sont nombreux mais avec l'inauguration de cette première station, située à quelques kilomètres de l'Institut Nationale de Recherche Agronomique de Mulungu, INRA, nous sommes sur la bonne voie.

Je puis vous assurer qu'aucune province de la République Démocratique du Congo ne restera en marge de cette marche vers l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire. Et, au-delà de la République Démocratique du Congo, je voudrais rassurer nos voisins du Rwanda et du Burundi que ce centre va constituer un maillon important de l'intégration sous-régionale sur le plan agronomique, pour qu'avec les politiques agricoles communes, nous puissions arriver au niveau de la sous-région, à fournir à nos populations une alimentation suffisante et décente, conforme aux standards du Fond Mondial pour l'Alimentation.

A la chaleureuse population du Sud-Kivu, avec qui j'ai un lien très particulier, je dis merci pour l'accueil fraternel qui confirme la ferveur que j'avais déjà observée en décembre dernier lors de la campagne électorale dans cette ville du Sud-Kivu et ailleurs dans cette province. Je ne ménagerai aucun effort pour réaliser, ici comme ailleurs, toutes les promesses formulées lors de ladite campagne électorale. Je reviendrai vous voir.

**Je vous remercie.**



**LANCEMENT DU PROGRAMME PRÉSIDENTIEL ACCÉLÉRÉ  
DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS**  
Kinshasa - RDC, Mercredi 16 octobre 2019

---



**Madame la Présidente de l'Assemblée Nationale,  
Monsieur le Président du Sénat,  
Monsieur le Premier Ministre,  
Mesdames et Messieurs membres du bureau du Sénat,  
Honorables Sénateurs,  
Honorables Membres du bureau de l'Assemblée nationale,  
Honorables Députés nationaux,  
Mesdames et Messieurs des corps constitués,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de mission diplomatique  
et Représentants des organismes internationaux,  
Monsieur le Gouverneur de la Ville-Province de Kinshasa,  
Monsieur le Bourgmestre de la Commune de Mont Ngafula,  
Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Le 15 août 2018, alors candidat Président de la République, j'avais présenté ma vision à travers mon programme politique intitulé : « VAINCRE LA PAUVRETE ». A cette occasion, j'invitais le peuple Congolais à m'accompagner dans ma ferme détermination à réaliser avec lui le rêve d'un nouveau départ. Durant ma tournée de campagne, j'ai été troublé par l'ampleur réelle de la paupérisation de l'ensemble de nos concitoyens qui a atteint des proportions considérables, n'épargnant ni l'agriculteur, ni le pêcheur, ni l'éleveur, ni l'artisan, ni le fonctionnaire, ni l'enseignant, ni même l'étudiant, bref la grande majorité de notre population.

J'ai constaté que 27 ans depuis le lancement de la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, les progrès se font encore attendre dans notre pays car on note une progression exponentielle de ce fléau. L'état d'indigence, de vulnérabilité et de désespoir que nous lisons chaque jour dans les yeux de nombre de nos concitoyens est révoltant et ne peut nous laisser indifférents.

Des enseignements importants sont à tirer des résultats de la dernière grande enquête nationale sur la pauvreté couvrant la période allant de 2005 à 2012. En moyenne nationale, l'incidence de la pauvreté a baissé de 8 points de pourcentage, passant de 71,3 % en 2005 à 63,4 % en 2012. Durant la même période, l'extrême pauvreté ou pauvreté sévère a baissé 2 fois moins vite.

Du fait de la mise en œuvre simultanée de nombreux projets de développement à travers le pays, la réduction de la pauvreté en milieu rural a été dix fois supérieure à celle intervenue en milieu urbain.

En dépit de la baisse de l'incidence de la pauvreté en moyenne nationale, les inégalités entre provinces sont demeurées criantes. Suivant l'ancien découpage administratif du pays, le Kasai Oriental, jadis grand grenier agricole du Centre, est aujourd'hui deux fois plus pauvre que Kinshasa. Ceci peut être expliqué par plusieurs facteurs notamment la libéralisation de l'exploitation de diamant artisanal qui a détourné la population de l'agriculture et la jeunesse de l'école.

Quatre provinces issues de l'ancien découpage administratif ont vu l'incidence de pauvreté se maintenir au-delà de 70 %. Il s'agit du Kasai Oriental (78,6 %), de l'Équateur (77,3 %), du Kasai Occidental (74,9 %) et du Bandundu (74,6%). Ces quatre provinces sont celles qui ont enregistré le plus grand recul en matière de lutte contre la pauvreté.

Les provinces ayant reçu le plus d'assistance ont été les plus performantes en matière de réduction de la pauvreté. Il s'agit respectivement du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de la Province Orientale. Ces trois provinces ont bénéficié d'une attention particulière des bailleurs de fonds du fait des conflits armés qui y ont sévi durant de longues années. Aussi, l'orientation de leur économie à dominance agricole explique-t-elle en partie leurs performances. Les mines n'ont pas été, hélas, un facteur décisif de réduction de la pauvreté.

Autre illustration, la baisse de l'incidence de la pauvreté au Katanga, province minière par excellence, a été inférieure à 3 points de pourcentages durant la période, contre une moyenne nationale de 8 points et un record de 24 points au Sud-Kivu.

La pauvreté reste donc un phénomène de masse en RDC. En dépit de l'absence d'une mise à jour récente de l'enquête nationale sur la pauvreté, celle-ci est évaluée à 63% en 2017, avec une incidence en milieu rural qui avoisine les 70%.

Dans 15 territoires de la RDC, l'incidence de la pauvreté était supérieure à 85%, selon une étude menée en 2017 par la Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement, CAID en sigle. Il s'agit des territoires de Boso-Bolo, Businga, Djolu, Inongo, Kasongo-Lunda, Katakoma, Katanda, Kiri, Kole, Lodja, Lomela, Lusambo, Miabi, Poko, et Songololo.

Au-delà des variables prises en compte par le PNUD, il y en a d'autres qui influencent très négativement la qualité de vie de nos concitoyens.

En effet, la desserte en eau potable tourne autour de 26% au niveau national, avec une disparité criante entre le milieu urbain, ravitaillé à 38%, et le milieu rural couvert à 14%. Quant à l'électricité, la couverture est inférieure à 10 % au niveau national et de seulement 1% en milieu rural.



Dans ce magnifique site du Lac de Ma Vallée qui nous accueille ce jour, mais aussi dans les villages avoisinants, tous situés à seulement quelques kilomètres du centre de Kinshasa, des services adéquats d'approvisionnement en eau potable sont inexistant. Il en est de même de l'électricité.

En milieu rural, seuls 7% des logements sont construits en matériaux durables tandis que 95% des ménages sont dépourvus de tout système d'assainissement, de fosses septiques et de latrines couvertes. Ces statistiques expriment le paradoxe de la République Démocratique du Congo : un pays immensément riche avec une population extrêmement pauvre. J'ai pris la ferme résolution de combattre ce paradoxe avec les moyens que peut générer notre pays et avec l'appui des amis de la République Démocratique du Congo.

Ma détermination est ferme, mais le succès ne sera au rendez-vous qu'avec l'implication de tous mes compatriotes, au-delà des clivages politiques. C'est pourquoi, je vais engager le pays dans des réformes de grande envergure partant de la refondation de l'État avec la justice comme épicerie jusqu'aux secteurs de la vie nationale.

La lutte contre les anti-valeurs notamment la corruption, le détournement des deniers publics, la fraude fiscale, la contrebande, le tribalisme, sera acharnée. Tous les moyens seront mis en œuvre pour que toutes les recettes de l'État soient canalisées vers le Trésor public. Ceci nous donnera les moyens nécessaires pour enrayer ces inégalités et instaurer ainsi la justice sociale pour nos concitoyens. C'est d'ailleurs dans cette optique que le dernier Conseil des Ministres a adopté l'hypothèse d'un budget qui atteint la barre de 10 milliards que je juge encore maigre pour le grand Congo, mais nous allons y aller progressivement.

### **Mesdames et Messieurs,**

Dans notre pays, la pauvreté est en outre l'un des principaux vecteurs de violences et divers autres types de conflits. Elle suscite et ravive l'émergence des forces négatives dont les mouvements rebelles en favorisant l'enrôlement facile des femmes, hommes et enfants démunis dans diverses entreprises criminelles, allant du phénomène « Kuluna » dans nos villes, aux rebellions armées qui sévissent encore dans certaines parties du territoire.

Vivre dans un environnement hostile, sans eau potable ni électricité, sans écoles ni formation pour adultes, sans système de santé adéquat, sans routes, sans nourriture, sans revenu, etc. est l'une des formes les plus insidieuses de violation des droits de l'homme.

La pauvreté en République Démocratique du Congo, je la côtoie depuis ma tendre enfance, que ce soit ici même à Kinshasa ou dans de nombreuses localités du pays où j'ai été relégué à l'époque avec ma famille.

Nous sommes partis de la pauvreté de quelques minorités au moment de l'accession de notre pays à la souveraineté internationale à sa généralisation telle que nous la vivons à nos jours.

Je ne perds pas de vue que certains de nos compatriotes ont acquis leurs richesses au fruit de leurs efforts, tandis que d'autres par des voies illégales. Ma vision n'est pas celle de pérenniser la pauvreté mais bien au contraire celle de l'éclosion de milliers d'entrepreneurs congolais créateurs d'emploi et de richesse.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Nos populations n'ont rien à faire des réunions interminables, tables rondes, forums ou sommets qui traitent des questions du développement et de lutte contre la pauvreté dans le monde non assortis de solutions idoines. Elles attendent des actions concrètes qui transforment leur vécu quotidien et restaurent leur dignité. C'est à cela que ce programme doit s'atteler.

Ce Programme Présidentiel Accéléré de Lutte Contre la Pauvreté et les Inégalités doit être compris comme l'une des initiatives phares du Programme de gouvernement pour le quinquennat.

Il s'agit d'un programme présidentiel ambitieux, qui se mettra en œuvre à travers différents canaux, dont le Fonds Social de la République. Il n'a pas vocation à se substituer aux différents programmes et projets existants.

Il vise simplement à réduire les inégalités et à permettre l'accélération, là où les programmes traditionnels apportent des résultats plus lents.

Je voudrais m'assurer que le gouvernement qui gère au quotidien la vie de nos populations, partage cette vision pour soulager et sortir nos populations de cette misère devenue chronique. L'accélération de la réduction de la pauvreté est à ce prix.

S'agissant des Provinces, je saisis l'opportunité de la rencontre de ce jour pour les engager dans les programmes mettant l'amélioration de l'homme au centre de leurs actions de façon à offrir les meilleures conditions de vie dans les milieux ruraux.

C'est ici le lieu de rappeler l'initiative que j'ai prise visant l'émulation des gouvernements provinciaux, à travers un mécanisme d'évaluation régulière des provinces en fonction de leurs performances, c'est-à-dire sur base de leurs capacités à répondre aux besoins de base des populations sous leur administration.





## **Mesdames et Messieurs,**

Comme je l'ai dit ci-haut, l'extrême misère de notre peuple n'est pas une fatalité. Elle n'est pas non plus une malédiction ou un mauvais sort qui nous serait jeté. J'ai l'intime conviction que nous pouvons inverser la courbe de la pauvreté en transformant le potentiel de notre pays en richesses, au service de tous.

J'insiste sur la participation de tous pour éviter les erreurs du passé dont la plus grave était que seuls les pouvoirs publics définissaient les projets, les géraient à partir de Kinshasa et souvent les détournaient de leur destination initiale.

## **Mesdames et Messieurs, Distingués invités,**

De manière concrète, ce Programme vise à ce que vingt millions de congolais vivant en milieu rural et périurbain dans les 145 territoires de notre pays quittent la pauvreté ou l'extrême pauvreté dans les 5 prochaines années. Il comprend trois composantes, à savoir :

Premièrement, l'amélioration de l'accès des populations rurales et périurbaines aux infrastructures et services socio-économiques de base ;  
Deuxièmement, la promotion des économies rurales et périurbaines ;  
Troisièmement, le renforcement des capacités en gestion axée sur les résultats de développement au niveau national, provincial et local.

La première composante du Programme vise à accroître l'accès de la population aux services de base qui sont l'habitat, l'électricité à travers la promotion des microcentrales hydroélectriques, l'eau potable, la santé et les pistes de desserte agricole. Cette liste n'est pas exhaustive.

La seconde composante vise à s'assurer que les populations des villages et des quartiers périurbains disposent de sources de revenu améliorées et stables et qu'elles consomment au moins un repas équilibré par jour. Cette composante mettra un accent particulier sur la promotion de filières agricoles inclusives.

La troisième composante vise à développer une culture de l'autonomie, qui se traduira par l'appropriation du développement par les populations bénéficiaires, le renforcement de l'estime de soi, la méritocratie et l'attachement motivé à leur milieu de vie.

Par ailleurs, la promotion d'un financement adapté en milieu rural est un élément majeur du Programme Présidentiel Accéléré de Lutte contre la Pauvreté et les Inégalités. En effet, que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain, plusieurs congolais sont exclus du système financier classique.

**Mesdames, Messieurs,  
Distingués invités,**

Le Programme dont je viens de dévoiler les principales articulations exige un financement ambitieux sur plusieurs années.

A ceux qui pourraient se montrer sceptiques face à une telle ambition, je leur dirais ceci : Exceller c'est avant tout progresser, être en mouvement, s'efforcer d'agir de mieux en mieux. C'est pourquoi, je demanderai au Gouvernement de ne ménager aucun effort pour explorer toutes les voies possibles susceptibles de nous donner les moyens de cette action salvatrice pour notre peuple.

**Madame la Présidente de l'Assemblée Nationale,  
Monsieur le Président du Sénat,  
Monsieur le Premier Ministre,  
Mesdames et Messieurs membres du bureau du Sénat,  
Honorables Sénateurs,  
Honorables Membres du bureau de l'Assemblée nationale,  
Honorables Députés nationaux,  
Mesdames et Messieurs des corps constitués,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de mission diplomatique  
et Représentants des organismes internationaux,  
Monsieur le Gouverneur de la Ville-Province de Kinshasa,  
Monsieur le Bourgmestre de la Commune de Mont Ngafula,  
Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

J'émetts le vœu que l'an prochain, nous nous retrouvions, lors de la journée internationale de l'élimination de la pauvreté, pour évaluer nos progrès et nous projeter pour la suite.

Les populations de Kimwenza qui nous accueillent ce jour m'ont fait parvenir leurs états de besoins et priorités. Il y a, entre autres besoins, la construction d'un pont sur la Lukaya, la fourniture en eau et électricité, la construction d'une école et d'un centre de santé. De tous ces besoins, la réhabilitation du pont était en tête de leurs priorités.

Je crois pouvoir indiquer aujourd'hui est que dans un proche avenir, nous reviendrons dans ce quartier pour inaugurer avec eux le pont indiqué. Le reste de leurs besoins seront discutés et analysés au cas par cas pour des mesures appropriées. Toutefois, nous avons anticipé sur leur autre besoin d'importance en procédant à la réhabilitation et la construction de la route de Kimwenza qui part de l'avenue By Pass jusqu'au-delà de la gare de Kimwenza.

Sur ce, je lance officiellement le Programme Présidentiel Accéléré de lutte contre la Pauvreté et les inégalités.

**Je vous remercie et que Dieu bénisse la République Démocratique du Congo.**

**LANCEMENT DE LA FONDATION DES COMBATTANTS CONTRE  
LA FAIM AU MONDE AU DIALOGUE DE BORLAUG**  
Iowa - ETATS-UNIS, Jeudi 17 octobre 2019

---



**Monsieur l'Ambassadeur Kenneth Quinn, Président du World Food Prize ;  
Mesdames et Messieurs Chefs des Missions diplomatiques ;  
Distingués invités,**

Avant de commencer mon propos de ce jour, je tiens à remercier l'Ambassadeur Kenneth Quinn, Président du World Food Prize, de m'avoir convié à cette importante manifestation qui rassemble chaque année les acteurs principaux et partenaires clé dans le secteur de l'agriculture et l'alimentation venant de tous les coins du monde.

J'adresse ensuite mes vives félicitations à Monsieur Simon GROOT, le lauréat du Prix Mondial de l'Alimentation cette année. Ce prestigieux prix est à mes yeux méritoire d'autant plus qu'il s'agit du domaine extrêmement vital qui concerne l'accès à une alimentation de qualité à des millions de personnes dans plus de 60 pays. En effet, la consommation en quantité adéquate de nourriture nutritive à travers les résultats de ses recherches sur les semences de légumes à croissance rapide est un exploit qui ne peut laisser personne indifférent, tant on sait que le déficit alimentaire touche près d'un milliard de personnes dans le monde.

Enfin, c'est pour moi un grand plaisir de me retrouver, après seulement quelques jours, avec notre cher aîné et éminente personnalité africaine dans le domaine agricole, l'ancien Président du Nigéria, Son Excellence OLUSEGUN OBASANJO et mon ami et frère, le Dr ADESINA AKINWUMI, Président de la BAD, avec qui je venais d'inaugurer la semaine passée à Bukavu dans mon pays, la station de recherche agronomique de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) à Kalambo, le deuxième en Afrique après celui d'Ibadan, au Nigéria. Ce plaisir est d'autant plus grand car nous assistons ce jour au lancement par le Dr AKINWUMI ADESINA, ce digne fils d'Afrique, lauréat du Prix Mondial de l'Alimentation 2017, de sa Fondation des combattants contre la faim au monde.

**Mesdames et Messieurs,**

Comme vous le savez, éradiquer la faim dans le monde constitue l'un des principaux objectifs de développement durable. Ces objectifs constituent un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité.

Parmi les 17 Objectifs de Développement Durable proposés par les 193 pays membres des Nations Unies, la lutte contre la faim, qui est l'objectif n°2, se propose d'éliminer la faim et la famine, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir une agriculture durable. Cet objectif est également appelé faim zéro.

Cependant, au vu des statistiques de la faim dans le monde qui sont reparties à la hausse depuis 2017, beaucoup d'efforts restent à fournir pour atteindre cet objectif dans un contexte où les projections de la croissance démographique posent un réel besoin d'augmenter la production alimentaire.

En effet, d'ici 2060, il y aura 10 milliards de bouches à nourrir sur terre et il est estimé qu'il faudrait doubler la production alimentaire mondiale pour pourvoir aux besoins en nourriture. Les mêmes besoins sont projetés pour les ressources hydriques qui aujourd'hui sont menacées par le changement climatique. En même temps, les terres arables continuent à se dégrader.

Par ailleurs, la diminution des énergies fossiles dont dépend la production agricole provoquera sans nul doute une flambée des prix alimentaires dans les années à venir.

En Afrique sub-saharienne, beaucoup plus qu'ailleurs, ce défi est davantage ressenti à la suite de la persistance des conflits et de l'insécurité dans plusieurs pays ainsi que le faible taux de productivité dans le secteur agricole faisant de cette partie du continent un net importateur des denrées alimentaires. Il est estimé que l'Afrique sub-saharienne importe pour 35 milliards de dollars de denrées alimentaires chaque année alors qu'elle compte 25% des terres arables disponibles de la planète.

Cette extraversion accentuée de nos économies africaines doit être enrayerée car le continent africain dispose de tous les atouts. C'est pourquoi, une concertation est nécessaire pour avoir un plan marshal commun pour assurer à nos populations la sécurité alimentaire dont elles ont grandement besoin.

### **Mesdames et Messieurs,**

Le thème du sommet de cette année : 'Pax Agricultura' est d'autant plus important pour moi car la République Démocratique du Congo est depuis plus de deux décennies à la fois victime et théâtre de plusieurs conflits armés dont les conséquences continuent à affecter certaines contrées du territoire national dans sa partie Est, pourtant traditionnellement vivier de l'activité agricole congolaise. Cet état des choses a, pendant longtemps, affecté directement les revenus et la sécurité alimentaire à la suite des déplacements forcés des populations rurales et la destruction des ressources agricoles.

La corrélation qui existe entre l'agriculture et la paix n'est plus donc à démontrer. Dans un rapport intitulé « Agriculture for Peace » publié en 2017 par l'Université des Nations Unies, il est établi qu'il existe des corrélations entre conflits armés et agriculture. Le rapport démontre qu'un faible développement agricole, générant de la pauvreté, peut augmenter la motivation d'individus à rejoindre des groupes armés pour améliorer leurs conditions de vies.



Le même rapport affirme que développer le secteur agricole peut augmenter les coûts d'opportunités pour la population rurale et rendre le recours à la violence moins attractif. En d'autres termes, l'agriculture est un domaine qui peut être, selon le contexte, une source de paix ou de conflit, de crise ou de rétablissement. Alors que l'agriculture représente le premier secteur économique dans la plupart des pays Africains aujourd'hui affectés par les conflits, le secteur revêt une importance qui va au-delà de la simple sécurité alimentaire, en étant capable d'être un moteur de stabilisation et de relance tout en contribuant à renforcer le tissu social à travers la création d'emplois viables.

Par exemple, dans mon pays, la République démocratique du Congo, dans sa partie Est, les projets agricoles aident à la réintégration des anciens combattants dans le cadre de programmes de Désarmement, Démobilisation et Réintégration, DDR en sigle. C'est pourquoi, le gouvernement de mon pays a décidé de créer des Brigades agricoles où les jeunes recevront une formation accélérée en agriculture pour devenir des bras pour le développement agricole.

#### **Mesdames et Messieurs,**

Une République Démocratique du Congo pacifiée, avec des politiques que nous comptons mettre en place dans le secteur de l'agriculture, peut constituer une part importante de solution à ce défi qui menace dangereusement l'humanité.

Avec environ 120 millions d'hectares de terres arables, fertiles et propices à l'agro-industrie, mon pays, la RDC, a été bien dotée par la nature. En plus, les conditions climatiques favorisent le déploiement à grande échelle des activités agricoles toute l'année sur toute l'étendue du territoire national.

Cet énorme potentiel agricole pourrait permettre, en utilisant les technologies de production améliorées les plus récentes, non seulement de nourrir plus du tiers de la population mondiale, mais aussi, de transformer l'économie nationale de la RDC en générant un taux de croissance à deux chiffres.

En effet, le secteur de l'agriculture, qui actuellement emploie 60 % des Congolais, devrait constituer la composante principale de l'économie à travers l'approvisionnement du marché national, l'amélioration continue de la sécurité alimentaire, la réduction des importations et l'augmentation des exportations.

Bref, elle devrait être le pilier principal de l'économie nationale avec comme corollaire la réduction de la pauvreté. Malheureusement tel n'est pas le cas et la RDC demeure un net importateur des denrées alimentaires avec plus de 70 % d'importation des produits agricoles de première nécessité.

Cette contradiction m'a toujours interpellé et c'est pourquoi j'ai décidé, dès mon entrée en fonction, de faire du développement de l'agriculture mon cheval de bataille au cours de mon mandat. J'ai lancé un appel national au retour vers la terre pour que l'agriculture prenne sa revanche sur le secteur minier qui a prouvé ses limites.

### **Mesdames et messieurs,**

C'est ici le lieu de reconnaître encore une fois les encouragements et le soutien indéfectibles que m'apporte mon frère et ami, le Dr ADESINA, président de la BAD, lauréat du Prix de l'Alimentation Mondiale 2017, qui ne cesse de m'encourager sur cet élan pour développer l'agriculture et l'agro-business dans mon pays.

Comme vous le savez, nourrir l'Afrique constitue l'une des 5 priorités de la BAD. L'énorme potentiel agricole de la RDC lui confère une grande responsabilité dans la quête des solutions à la crise alimentaire africaine.

C'est dans cette optique que nous travaillons avec le Dr ADESINA et la BAD sur la création de plusieurs zones spéciales agricoles en RDC pour ainsi libérer ce grand potentiel agricole et transformer notre économie nationale à travers les investissements, la création des milliers d'emplois pour les jeunes, la construction des infrastructures de transport et de l'énergie, la formation, le transfert de technologie et du know how, l'augmentation du revenu, ce qui va contribuer à la réduction de la pauvreté.

Pour réaliser cette vision, il est important d'améliorer le climat des affaires dans mon pays, tâche à laquelle je me suis adonné dès mon premier jour à la magistrature suprême.

J'ai pris l'engagement d'assainir le milieu des affaires en menant une lutte farouche contre la corruption, la fraude fiscale, la contrebande, les détournements des deniers publics et les tracasseries de tous ordres. Cela passe par des grandes réformes du système judiciaire en vue de sécuriser davantage les investisseurs nationaux et étrangers. Dans la même foulée, j'ai initié le processus de révision du Code Agricole pour le rendre plus flexible et l'adapter aux besoins des investisseurs en vue de faciliter des partenariats gagnants-gagnants.

Je voudrais donc ici rassurer tous ceux qui veulent investir dans l'agriculture et l'agro-business qu'ils sont les bienvenus en RDC pour participer à cette révolution agraire et de l'agro-business que nous sommes en train d'engranger. Mon pays est prêt à vous accueillir et vous pouvez compter sur mon implication personnelle car ce sujet me tient à cœur.



### **Mesdames et messieurs,**

Vaincre la faim au monde est un combat commun. En effet, pour faire face au défi de la faim, contrer les risques de famines à grande échelle et assurer une paix durable entre les peuples, l'humanité doit agir ensemble.

Cette collaboration devrait aboutir à un consensus mondial sur les grandes questions liées au secteur agricole et à la sécurité alimentaire, à savoir, les semences, les nouvelles technologies, l'accès aux marchés et la législation.

C'est seulement dans cet élan de solidarité que nous pourrions ensemble réinventer l'agriculture et les systèmes alimentaires dans le monde en vue de répondre à ce grand défi d'éradiquer la faim. Ces systèmes agricoles doivent être plus écologiquement durables et moins dépendantes des énergies fossiles. Cela passera par un investissement massif dans la recherche et le développement de nouvelles techniques et par le partage, à l'échelle mondiale, des connaissances qui en résulteront.

Pour l'Afrique, il s'agit aussi de capitaliser sur les nouvelles technologies comme l'accès aux téléphones portables et à la connexion Internet dont l'usage intelligent peut augmenter l'efficacité et la productivité du petit fermier à travers l'accès facile à l'information et aux marchés pour les intrants et l'écoulement de leurs productions.

Les gouvernements africains devraient aussi constamment adapter la législation pour tenir compte des avancements technologiques mais par-dessus tout, les dirigeants africains doivent faire preuve de volonté politique.

### **Mesdames et Messieurs, Distingués invités,**

Pour terminer, j'aimerais réitérer tout le plaisir qui me gagne et la fierté qui est la mienne à participer au lancement du 'World Hunger Fighters Foundation', initiative Ô combien louable de mon cher ami et frère, le Dr ADESINA AKINWUMI, qui va permettre aux jeunes africains de tous les horizons de bénéficier d'une bourse d'études dans une institution internationale de recherche agricole.

Le Dr ADESINA AKINWUMI n'en est pas à son premier coup d'essai. Lorsqu'il fut ministre de l'Agriculture de son pays, il a su déjà démontrer avec dextérité, en 4 ans seulement, que l'or vert qui est l'agriculture pouvait constituer une filière de la diversification de l'économie nigériane qui dépendait jusque-là du pétrole.

Cette fondation qui voit le jour aujourd'hui cadre avec la vision du Dr ADESINA de créer une vibrante génération de jeunes agrobusiness entrepreneurs africains bien outillés pour mener à bras le corps ce combat contre la faim. Combat qui nous interpelle tous au premier degré.

L'Afrique étant un continent jeune, c'est avant tous les jeunes qui doivent être à la ligne de front de ce combat contre la faim. Ils en seront aussi les premiers bénéficiaires car comme l'indiquent les statistiques du Bureau International du Travail, entre 10 et 12 millions de jeunes sont déversés chaque année sur le marché du travail en Afrique subsaharienne. Non encadrée, cette jeunesse risque de se radicaliser et, de ce fait, constituer une véritable bombe à retardement pour la paix et la sécurité. Le Dr ADESINA a donc vu juste car le secteur agricole offre de meilleures opportunités pour l'emploi de cette jeunesse.

Je réitère mes sincères félicitations au Dr ADESINA et souhaite longue vie et pleins succès au 'World Hunger Fighters Foundation'.

**Be blessed my brother. Africa is proud of you!**

**Je vous remercie.**





## **1<sup>er</sup> SOMMET RUSSIE-AFRIQUE**

Sotchi - RUSSIE, Jeudi 24 octobre 2019

---

**Monsieur le Président de la Fédération de Russie ;**  
**Monsieur le Président de la République Arabe d’Egypte, co-président du présent Forum ;**  
**Messieurs les Chefs d’Etat et de Gouvernement ;**  
**Monsieur le Président de la Commission de l’Union Africaine ;**  
**Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Régionales Africaines ;**  
**Mesdames et Messieurs ;**

Je voudrais tout d’abord vous exprimer, Monsieur le Président de la Fédération de Russie, et, à travers vous, au Gouvernement et au peuple russe, notre sincère gratitude pour l’accueil chaleureux qui nous a été réservé depuis notre arrivée sur le sol ami de la Russie. Je salue particulièrement mon frère, le Président de la République Arabe d’Egypte, Monsieur Abdel Fattah al-Sissi, co-président de ce Sommet.

Le choix porté sur la charmante ville de Sotchi pour abriter le premier Forum économique Russie – Afrique me semble particulièrement judicieux pour réfléchir sur les orientations nouvelles et fortes dans les relations économiques entre la Russie et l’Afrique. Je n’ai aucun doute que nos échanges de Sotchi aboutiront à la promotion d’un partenariat Russie – Afrique mutuellement avantageux.

**Messieurs les Présidents,**  
**Mesdames et Messieurs,**

Les impératifs de coopération et de développement ont conduit mon pays à adopter le « bon voisinage et l’ouverture au monde » comme principes directeurs de notre politique étrangère qui met l’intérêt supérieur de l’homme Congolais au centre des partenariats porteurs de croissance forte et inclusive.

Longtemps victime de conflits et de recul socio-économique, mon pays, la République Démocratique du Congo, mesure l’importance du dialogue des civilisations et du respect des souverainetés nationales.

Les efforts des pays africains pour le développement et le mieux-être social sont sérieusement handicapés par manque de vision de politique commune et concertée.

Dans l’esprit d’un partenariat bénéfique pour la Russie et l’Afrique, le présent Forum de Sotchi devra répondre aux attentes des parties prenantes.

**Messieurs les Présidents,  
Mesdames et Messieurs,**

Du fait de sa population, sa superficie, son écosystème, ses ressources du sol, du sous-sol et de son potentiel hydroélectrique, la République Démocratique du Congo qui partage ses frontières avec neuf pays, demeure un maillon important dans le développement de l'Afrique.

Selon la Banque Africaine de Développement, l'Afrique a besoin d'importants investissements situés entre 130 et 170 milliards de dollars par an avec un gap de 68 à 108 milliards de dollars.

La forte dépendance au secteur minier n'a pas été propice à l'émergence des économies africaines. Dans le cas spécifique de mon pays, entre 2010 et 2014, les entreprises minières et pétrolières ont mobilisé des revenus de l'ordre de 48,5 milliards de dollars alors que le pays n'en a tiré que 6,9 milliards de revenus.

Les multinationales investissent continuellement en RDC, comme dans les autres pays africains à haut potentiel minier. Il est cependant surprenant de constater qu'elles sont peu sensibles aux sirènes entretenues par les médias dominants à l'échelle mondiale, qui dépeignent le continent comme le réservoir de tous les malheurs, la zone rouge de tous les investisseurs. Cet afro-pessimisme médiatique à géométrie variable constitue une injustice qui devrait cesser.

**Mesdames et Messieurs,**

Le modèle de développement durable que j'ai choisi consacre le primat de l'agriculture sur les mines. Avec ses 120 millions d'hectares de terres arables, le lac Tanganyika, le plus poissonneux et le deuxième lac au monde par le volume et la profondeur après le lac Baïkal, mon pays peut atteindre l'autosuffisance alimentaire et nourrir deux milliards de personnes en résorbant ainsi deux fois le déficit alimentaire mondial.

Le chemin qui mène de la pauvreté au bien-être a été balisé par les Agendas 2030 des Nations Unies et 2063 de l'Union Africaine auxquels s'ajoute le lancement de la Zone de Libre-échange Continental Africaine, pour lesquels l'Afrique sollicite l'accompagnement de la communauté internationale en général et de la Russie en particulier. Dans ce contexte, l'Afrique entend demeurer en dehors des rivalités des grandes puissances.

Partisan d'un nouvel ordre mondial plus équilibré et plus inclusif, je m'associe à la volonté exprimée pour demander que la Russie réintègre le G7.



**Messieurs les Présidents,  
Mesdames et Messieurs,**

Pour terminer, je considère que ces assises de Sochi ne seront un succès que dans la mesure où la mise en œuvre de leurs résolutions permettra notamment l'installation des usines locales de transformation dans les secteurs des industries extractives et de l'agroalimentaire, le transfert des technologies, la modernisation des infrastructures et l'accessibilité aux financements innovants des investissements.

**Je vous remercie de votre bienveillante attention.**





## **SIGNATURE DU PROJET D'APPUI À LA CELLULE PRÉSIDENTIELLE DE VEILLE STRATÉGIQUE**

Kinshasa - RDC, Jeudi 31 Octobre 2019

---

### **Monsieur le Représentant résident,**

J'ai tenu à être personnellement présent à la signature du Projet d'appui à la Cellule Présidentielle de Veille Stratégique, pour marquer l'importance que j'accorde au travail attendu de cette cellule.

Dans ce pays post conflit aux prises à des défis politiques et économiques, il est crucial de s'assurer que l'ensemble des initiatives et bonnes volontés exprimées de toute part pour le développement de la RDC contribue de la manière la plus optimale qui soit à la mise en œuvre du programme du gouvernement formellement adopté par la coalition au pouvoir ainsi que par les instances politiques de notre pays. Celui-ci est en cours de transformation en Plan National de Développement sous la direction de Madame la Vice-premier Ministre, Ministre du Plan.

Conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution, notamment en ses articles 69 et 91 ; la Cellule Présidentielle de Veille Stratégique œuvrera en permanence, sous mon leadership, à la convergence politique et programmatique entre la Présidence de la République, le Gouvernement et toutes les autres instances, afin de renforcer notre engagement collectif pour vaincre la pauvreté en République Démocratique du Congo.

A travers cette Cellule, nous allons également engager notre pays dans le processus de qualification pour accéder aux ressources du Millenium Challenge Corporation, MCC en sigle. Elle suivra pour mon compte les progrès réalisés dans les 3 catégories d'indicateurs à savoir, l'environnement des affaires, les droits et politiques ainsi que le développement du capital humain.

S'agissant particulièrement de l'environnement des affaires, j'exhorte la Cellule à promouvoir toute nouvelle initiative visant à renforcer la lutte contre la corruption. Me référant aux propos que j'ai tenus devant les Gouverneurs de Provinces à l'Hôtel du Fleuve, j'accorde la plus haute importance à l'initiative visant à établir un classement annuel sur l'évolution des performances des gouvernements provinciaux. Il s'agit d'un mécanisme d'émulation inédit, qui va renforcer l'appropriation des enjeux de la gouvernance et du développement au niveau des gouvernements provinciaux.

Je remercie le PNUD pour son engagement constant aux côtés de la République Démocratique du Congo et invite les autres partenaires et amis à le rejoindre dans ces efforts, notamment en ce qui concerne le mécanisme de financement des provinces qualifiées au regard de leurs performances.

**Je vous remercie et souhaite plein succès à la Cellule.**





NOVEMBRE 2019

---

**FORUM DE PARIS SUR LA PAIX**

Paris - France, Mardi 12 Novembre 2019

**MESSE D'ACCUEIL DE SON ÉMINENCE CARDINAL FRIDOLIN AMBONGO  
BESUNGU, ARCHEVÊQUE DE KINSHASA**

Kinshasa - RDC, Dimanche 17 Novembre 2019

---







## FORUM DE PARIS SUR LA PAIX

Paris - France, Mardi 12 Novembre 2019

**Monsieur Emmanuel MACRON, Président de la République Française,  
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Monsieur le Président du Forum de Paris sur la Paix,  
Mesdames et Messieurs,**

Monsieur le Président de la République Française, je vous remercie de m'avoir associé à cette initiative louable qui va nous donner l'occasion d'échanger sur les voies et moyens d'établir une paix durable dans le monde.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à l'un des plus grands défis de notre temps, celui de gagner la paix, de la conserver et de la transmettre aux générations futures.

Pour gagner la paix, chaque homme, chaque État doit s'interroger sur sa contribution à la solution des défis qui menacent l'humanité, notre patrimoine commun. Car la paix, ce n'est pas seulement le silence des armes, mais c'est aussi l'apport des réponses aux problèmes liés à la jeunesse, à la famine, au dérèglement climatique et aux problèmes de santé publique comme les épidémies à virus.

Pour préserver la paix, nous devons partager avec les autres, engager un débat sur les solutions évoquées par les uns et les autres. Ainsi, il est possible d'avoir un agenda commun, intégrant un certain nombre des valeurs transversales et donnant à l'homme et à la planète, la primauté de nos efforts.

Nous sommes bel et bien devant un défi majeur, qui ne peut souffrir d'aucune négligence, d'aucun faux-fuyant, et j'ajouterai d'aucune solution superficielle. Les guerres, les conflits, le terrorisme dans le monde et l'insécurité doivent cesser. Il suffit de le vouloir ensemble, et nous y parviendrons. Car, il y va de notre responsabilité commune et l'histoire nous jugera.

Je serais tenté ici de proposer une véritable coalition mondiale pour le rétablissement de la paix, ingrédient nécessaire pour le développement du monde.

**Mesdames et Messieurs,**

Point n'est besoin de rappeler à cette auguste assemblée qu'aucun continent n'est épargné par l'insécurité. Vous conviendrez avec moi que je ne saurais en cinq minutes revenir sur le cas de chaque continent. C'est pourquoi, je voudrais me concentrer sur l'Afrique et la République Démocratique du Congo, mon pays.

Aujourd'hui, l'Afrique plus que tous les autres continents du monde, est secouée par des conflits, des guerres et par le terrorisme.

Il y a moins des dix ans, l'Afrique de l'Ouest connaissait la paix et s'était dotée, à travers la CEDEAO, d'un outil sécuritaire de dissuasion et de prévention de tout conflit.

Aujourd'hui, nous y déplorons le terrorisme de Boko Haram.

L'Afrique de l'Est n'est pas épargnée, les terroristes Shebab sèment la mort et la désolation.

L'Afrique Centrale connaît aussi des conflits au Tchad, en Centrafrique, au Sud-Soudan. La République Démocratique du Congo, située au carrefour de plusieurs communautés sous-régionales peut être considérée comme le pays qui en a payé le prix le plus fort.

Les efforts ont été fournis pour la pacification du pays et aujourd'hui cinq provinces seulement, grâce aux Forces Armées de la RDC et la collaboration de la MONUSCO, restent encore frappées par l'insécurité.

Tout en étant convaincu de l'efficacité de la solution militaire, je pense qu'il faudrait aussi élaborer tout un programme de sensibilisation des populations et du dialogue entre les différentes communautés.

La solution militaire s'impose pour combattre les groupes armés, certes mais en plus de cela, il faut répondre aux questions de la jeunesse qui a besoin de plus d'encadrement, de la démocratie et d'emplois.

L'Afrique en général, avec sa position géostratégique, sa population jeune et ses ressources naturelles doit cesser d'être un problème pour le monde, mais plutôt devenir un maillon important de la solution aux problèmes du monde.

### **Mesdames et Messieurs,**

Pour revenir au cas de mon pays, je voudrais ici saluer la bravoure de notre peuple qui a subi dans sa chair et sur son sol un condensé d'horreurs dû à l'absence de la paix. Mais, malgré cela, sa force de résilience et son attachement aux valeurs de la paix sont restées intactes. C'est pourquoi, nous l'avons engagé dans une lutte acharnée contre les antivaleurs.

La République Démocratique du Congo, aujourd'hui déstabilisée dans sa partie Est, va très vite devenir une partie importante de solution aux défis majeurs auxquels le monde est confronté actuellement.



En effet, le bassin du Congo et son grand massif forestier contribueront à la lutte contre le réchauffement climatique, thème cher à mon estimé homologue, Emmanuel Macron ici présent ; ses terres arables, bien exploitées, peuvent résorber deux fois le déficit alimentaire mondial ; ses eaux douces représentant 53 % de l’Afrique et 13 % du monde, son potentiel énergétique évalué à 100.000 Mgw dont 44.000 pour le seul site d’ Inga, son sol très riche en minerais stratégiques, sont autant d’atouts pour contribuer à la paix et à la stabilité du monde.

**Mesdames et Messieurs,**

Je peux vous rassurer que la République Démocratique du Congo répondra présente au rendez-vous du donner et du recevoir, en ce qui concerne la paix et le développement durable dans le monde.

**Je vous remercie.**



**MESSE D'ACCUEIL DE SON ÉMINENCE FRIDOLIN CARDINAL  
AMBONGO BESUNGU, ARCHEVÊQUE DE KINSHASA**  
Kinshasa - RDC, Dimanche 17 Novembre 2019

---



**Son Eminence Monseigneur Mosengwo Pasinya ;  
Leurs Excellences les Archevêques et Evêques ;  
Mesdames et Messieurs les sœurs et prêtres ;  
Chers frères et sœurs fidèles catholiques ;  
Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Notre République Démocratique du Congo célèbre, ce jour, un événement mémorable. A ceux qui savent lire les signes de temps, il est donné de comprendre que le Seigneur exauce toujours les prières des fidèles aux cœurs purs.

En effet, par la création du Cardinal Fridolin Ambongo Besungu par le Saint Père, notre pays vient encore de bénéficier d'une grâce. C'est pourquoi, en ma qualité de Président de la République, Chef de l'Etat, et conséquemment à l'acte que j'avais déjà posé, en dédiant à Dieu notre Nation, je viens ici remercier le Seigneur pour nous avoir renforcés dans notre démarche par cette bénédiction.

J'implore le Très-Haut de nous conduire dans la sagesse, pour que nous soyons humblement les instruments par lesquels il libère son peuple des ténèbres. Et qu'il nous donne l'intelligence de comprendre l'interpellation qu'il y a dans toute élévation, comme celle que nous commémorons aujourd'hui.

**Cher Cardinal Fridolin Ambongo Besungu,**

M'adressant à vous directement, ma joie est désormais pleine de vous compter parmi les hommes de bonne volonté, piliers de la reconstruction, dans l'amour d'un Congo où il fera beau vivre. Je sais que le Seigneur vous a pourvu des dons pour que l'Eglise, corps du Christ, soit un champ de gloire, et que la République Démocratique du Congo devienne une Nation prospère qui craint Dieu.

Le rôle de l'Eglise catholique, comme de toutes les autres églises et lieux des cultes implantés au Congo, a toujours été déterminant dans l'affermissement de la foi des dirigeants et du peuple de Dieu, de continuer à unir les efforts pour la transformation qualitative de notre grand et beau pays.

Ceci dit, je m'engage, en ma qualité de Garant de la Nation, de vous apporter, Mon Cher Fridolin, tout mon soutien pour la réussite de votre ministère.

En tant que bon berger, je ne doute point que vous veillerez à ce qu'aucune de vos brebis ne s'égarer du bon chemin qui conduit vers l'espérance.

A vous notre peuple, ici représenté par les fidèles catholiques et ceux des autres églises, je vous demande de prier pour notre Cardinal et pour tous les dirigeants, pour que nous restions humbles et que dans l'amour, la concorde et dans l'union des prières, nous puissions accomplir la tâche exaltante que Dieu nous a confiée. Tout en tournant mon regard vers le Créateur, je Lui demande, dans Sa miséricorde infinie, de bénir notre nouveau Cardinal et l'ensemble du peuple congolais.

Son Eminence Monseigneur Mosengwo Pasinya ; Leurs Excellences les Archevêques et Evêques ; Mesdames et Messieurs les sœurs et prêtres ; Chers frères et sœurs fidèles catholiques ; Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

Je ne puis terminer cette adresse sans exhorter chaque Congolaise et Congolais, politicien ou pas, de se rappeler à chaque instant que notre démocratie est encore fragile, et que c'est unis dans l'amour de la Nation, avec foi en Dieu, que nous bâtirons un Congo qui apportera non seulement la joie à tout notre peuple, mais aussi des réponses appropriées à ses attentes, enfin d'améliorer ses conditions de vie. Telle est mon obsession.

J'exhorte également les uns et les autres à dépasser les clivages de tous ordres, les sentiments partisans et de mettre fin à toute forme de diabolisation pour réussir, ensemble, cette sublime mission que Dieu nous a confiée.

L'amour, la tolérance, la solidarité ainsi que la cohésion nationale doivent être les maîtres-mots. Car, il n'y a pas d'un côté des anges et de l'autre, des démons. Nous sommes tous pécheurs. Le temps de la repentance est bel et bien arrivé pour œuvrer en faveur du développement du grand Congo, celui que Dieu nous a donné.

**Je vous remercie.**



DÉCEMBRE 2019

---

**JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PERSONNE HANDICAPÉE**

Kinshasa - RDC, Mardi 03 Décembre 2019

**9<sup>ÈME</sup> SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS ACP**

Nairobi - KENYA, Lundi 09 Décembre 2019

**2<sup>ÈME</sup> FORUM NATIONAL SUR LA DÉCENTRALISATION**

Kinshasa - RDC, Mercredi 11 Décembre 2019

**DISCOURS SUR L'ÉTAT DE LA NATION, DEVANT LE PARLEMENT RÉUNI EN CONGRÈS**

Kinshasa - RDC, Vendredi 13 Décembre 2019

**OUVERTURE DU SÉMINAIRE GOUVERNEMENTAL**

Zongo - RDC, Vendredi 27 Décembre 2019

**CLÔTURE DU SÉMINAIRE GOUVERNEMENTAL**

Zongo - RDC, Samedi 28 Décembre 2019

**MESSAGE DE VOEUX POUR LA NOUVELLE ANNÉE 2020**

Kinshasa - RDC, Mardi 31 Décembre 2019

---







## JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PERSONNE HANDICAPÉE

Kinshasa - RDC, Mardi 3 Décembre 2019

---

**Mesdames et Messieurs ;**

**Chers compatriotes ;**

Le 03 décembre de chaque année, le monde entier célèbre la journée Internationale de la personne vivant avec handicap.

Je salue cette journée instituée par les Nations Unies depuis 1992 qui se veut une affirmation de la citoyenneté de la personne vivant avec handicap, à l'instar d'autres personnes pour, non seulement, la reconnaissance et la promotion de ses droits, mais aussi, pour sa pleine participation dans les différents domaines de la vie.

C'est ici l'occasion pour moi, de réaffirmer ma détermination d'œuvrer à l'égard de ce qui, du reste, guide ma vision de la République Démocratique du Congo pour l'inclusion des personnes handicapées et autres personnes vulnérables, et promouvoir ainsi l'égalité de tous les Congolais.

Il va donc de soi que j'attache une attention toute particulière aussi aux personnes vivant avec handicap qui doivent se sentir, elles autant, capables d'œuvrer pour leur propre épanouissement que les autres Citoyens, pour le développement de notre pays. C'est ce que j'appelle égalité des chances.

C'est pourquoi, la création au sein du Gouvernement national du Ministre Délégué chargé des Personnes Vivant avec Handicap et autres Personnes Vulnérables est un pas vers la concrétisation de cette vision. Je m'engage, du reste, à multiplier des mesures, dont je suivrai personnellement l'évolution, pour que ces personnes soient prises en compte dans les secteurs de la vie nationale.

**Mesdames et Messieurs ;**

**Chers compatriotes ;**

Le thème choisi pour la journée internationale des personnes vivant avec handicap, cette année 2019, par les Nations Unies est « **Promouvoir la participation des personnes handicapées et leurs dirigeants : agir pour le programme de développement 2030** ».

Ce thème est une interpellation pour les États du monde à intégrer la personne Handicap dans tous les programmes visant le développement durable de la société.

La République Démocratique du Congo, notre pays, est consciente de ses engagements pris dans le domaine des personnes handicapées, notamment en ce qui concerne la Convention internationale sur les droits des personnes handicapées, qu'elle a ratifiée en 2015.

Pour ce faire, nous prenons la pleine détermination d'œuvrer pour la réalisation de ces engagements.

C'est ainsi que j'appelle toutes les institutions du pays à travailler pour la création d'une société inclusive où la reconnaissance et la promotion du droit à la différence sont une réalité dans tous les domaines, à savoir, l'éducation, la santé, le sport, la culture, l'environnement, la sécurité, l'économie nationale et autres.

J'accorde une attention particulière à la situation des femmes et enfants handicapés qui nécessitent une double attention du fait de leur marginalisation. Ils peuvent compter sur ma détermination.

**Mesdames et Messieurs ;  
Chers compatriotes ;**

L'année 2019 est aussi celle où le Parlement de notre pays se mobilise pour l'adoption de la Loi-organique portant « **participation, promotion et protection des personnes vivant avec handicap** » telle que recommandée par l'article 49 de notre Constitution. J'encourage, à cet effet, l'Assemblée Nationale et le Senat, qui ont déjà inscrit dans leurs calendriers l'examen et l'adoption de ce projet de loi à faire diligence afin de doter le pays d'un outil particulier devant encadrer, entre autres, la question de l'accessibilité des personnes vivant avec handicap.

Je voudrai également lancer un appel à l'endroit de nos frères et sœurs vivant avec handicap pour leur dire d'avoir confiance en elles-mêmes et de s'impliquer dans le processus de la reconstruction de notre pays.

En République Démocratique du Congo, chaque personne a sa place et personne n'est à exclure, le pays a besoin de la contribution de tout le monde.

**Que vive la République Démocratique du Congo**

**Que vive l'inclusion de la personne handicapée et Autres personnes vulnérables**

**Que Dieu bénisse la République Démocratique du Congo**

**Je vous remercie.**

**9<sup>ÈME</sup> SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT  
ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS ACP**  
Nairobi - KENYA, Lundi 09 Décembre 2019

---



**Excellence Uhuru KENYATTA, Président de la République sœur du Kenya,  
hôte du 9<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement ACP ;  
Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement ;  
Mesdames et Messieurs,**

Avant toute chose, je voudrais remercier mon frère Uhuru KENYATTA de la République du Kenya et le Gouvernement kenyan pour l'accueil chaleureux réservé à moi-même ainsi qu'à ma délégation. Je saisis donc cette occasion pour saluer le peuple kenyan « AMU JAMBO ».

Mes remerciements s'adressent également à Monsieur Patrick Gomes, Secrétaire Général du Groupe des États ACP et je félicite Georges Rebelo Chikoti, nouveau Secrétaire Général du Groupe des États ACP.

C'est la première fois que la République Démocratique du Congo, à travers son Président, Chef de l'État participe au Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement ACP. C'est un moment historique pour notre pays.

C'est un réel plaisir pour moi et ma délégation de nous retrouver à Nairobi afin de m'adresser à cette assemblée pour construire ensemble une nouvelle perspective à savoir « un Groupe ACP transformé et engagé en faveur du multilatéralisme », multilatéralisme basé sur le rapprochement de nos continents par la promotion des investissements privés, des échanges commerciaux et de la création d'emplois durables.

Je me sens confortable face au thème principal de ces assises étant donné que le multilatéralisme et l'inclusion sont les socles de mon engagement à repositionner une coopération intercontinentale comme levier multisectoriel de développement socio-économique et la volonté d'agir ensemble autour de grands défis mondiaux.

En effet, je voudrais paraphraser d'une part, Edmund BURKE, je cite :  
« Ne peuvent agir avec fruit, ceux qui n'agissent pas de concert » ;  
et d'autre part, le très célèbre Nelson MANDELA lorsqu'il déclara :  
« Ce qui se fait sans vous est contre vous ».

En effet, nous voulons permettre au groupe ACP de jouer un rôle efficace en tant qu'acteur mondial grâce aux contributions régulières des Etats membres ACP et de l'implication du secteur privé comme agent important du développement.

Le multilatéralisme que nous voulons pour un ACP renforcé et engagé voudrait que nos Etats du Sud, en considérant le chemin parcouru depuis les indépendances, travaillent autour de leurs intérêts communs qui les caractérisent.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

C'est en mettant nos énergies ensemble au service de notre Groupe ACP que nous pourrions par des actions concertées améliorer indéniablement l'efficacité de la coopération dans le domaine qui apporte des solutions aux conditions de vie de nos populations respectives.

L'Accord de Cotonou qui a été signé en 2000 pour une durée de 20 ans est le cadre juridique de coopération le plus ancien qui régit les relations entre l'UE et les 79 pays des ACP.

Il représente plus de la moitié des membres des Nations Unies et ainsi constitue par l'union de nos forces communes une majorité à l'échelle mondiale. Il peut donc définir les priorités essentielles et propres à chacun.

Ce nouveau dialogue politique portant sur la restructuration de l'Accord de Georgetown révisé est la conséquence de l'évolution des défis basés sur le développement durable et la coopération économique.

Désormais, le groupe ACP revisité constituera une alliance politique forte avec comme objectif de mettre au point des solutions aux besoins propres de chaque Région dont la croissance, la bonne gouvernance, la création d'emplois, le développement humain, la paix, les questions de sécurité et de migration.

D'où l'importance d'une démarche concertée et multilatérale en vue d'obtenir des résultats concrets. Pour exemple, la coalition efficace qui a créé l'Accord de Paris sur le changement climatique comme défi planétaire.

Ce multilatéralisme est donc un levier puissant pour définir un cadre juridique fondé sur un accord de base commun dans le but de consolider la paix, la gestion des migrations, la libération du potentiel économique et la lutte climatique. Il contribuera au programme économique du pilier régional africain et caraïbe à travers une transformation du partenariat ACP.

Le Groupe ACP regorge en son sein de plusieurs Organisations régionales et Sous-régionales qui doivent être utilisées comme des plateformes multilatérales appropriées pour améliorer la visibilité et la reconnaissance du groupe ACP en vue de la mise en œuvre efficace des objectifs de développement durable par ses Etats membres.

Il faut favoriser et renforcer l'intégration régionale intra-ACP pour permettre aux Etats membres d'améliorer leurs compétitivités pour relever ensemble les défis de la mondialisation.



En outre, il faut encourager la participation active des femmes et des jeunes à la vie publique en vue de leur représentation à tous les niveaux de gouvernance et du secteur privé pour renforcer la parité hommes-femmes dans les processus législatifs et décisionnels des pays ACP.

C'est pourquoi je sollicite des engagements fermes et une solidarité de nos liens autour des situations de terrorisme, d'extrémisme violent et de radicalisation.

Une coopération intra-ACP plus dynamique d'une part dans la région sahélo-saharienne où ce phénomène venait sous peu d'occasionner des victimes, en dépit des opérations du G5 Sahel appuyées par la France ... je profite de l'occasion pour saluer la mémoire des civils et militaires tombés sur ces champs de batailles, et d'autres part dans la Région des Grands Lacs et plus particulièrement à Béni, dans la partie Est de mon pays, où des groupes armés locaux et étrangers, particulièrement les ADF-MNT qui ont fait allégeance au groupe terroriste Daesh.

Pour la Région des Grands Lacs, j'avais proposé dans le cadre de la Communauté de Développement pour l'Afrique Australe, la SADC, à l'issue du Sommet de Dar-Es-Salaam, la création de la coalition mondiale contre le terrorisme, une coalition régionale pour éradiquer ce fléau d'insécurité créé par des groupes armés. Une fois de plus, je sollicite en vertu de la Charte des Nations-Unies, en faveur des deux zones précitées, l'appui matériel et opérationnel des partenaires du Groupe ACP.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Nos actions ne devraient pas être l'expression des intérêts de nos partenaires, mais une réponse à la satisfaction des besoins réels de nos populations.

Dans mon pays, la République Démocratique du Congo, on dit « le Peuple d'abord ». En s'inspirant de cette volonté populaire, le Groupe ACP est mieux placé pour déterminer ses propres ambitions sociales. Cela engage notre Groupe à rester solidaire.

Pour conclure, la République Démocratique du Congo réitère son offre d'abriter la prochaine session du Conseil des Ministres ACP-UE à Kinshasa en 2020. D'ores et déjà, nous vous souhaitons la bienvenue dans notre capitale cosmopolite où vos délégations expérimenteront la légendaire hospitalité congolaise. Que Dieu bénisse les États membres de l'ACP.

**Je vous remercie.**



**2<sup>ÈME</sup> FORUM NATIONAL SUR LA DÉCENTRALISATION**  
Kinshasa - RDC, Mercredi 11 Décembre 2019

---



**Monsieur le Premier Ministre,  
Excellences Messieurs les membres du Conseil Supérieur de la Magistrature,  
Monsieur le Président du Conseil économique,  
Monsieur le Président du CNSA,  
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,  
Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations internationales et interafricaines,  
Mesdames et Messieurs les membres des corps constitués,  
Mesdames et Messieurs les membres des Assemblées exécutives provinciales, Mesdames et Messieurs,  
Distingué(e)s invité(e)s,**

Au moment où je prends la parole devant vous, un seul sentiment me traverse l'esprit, celui de m'adresser à travers vous à l'ensemble du peuple congolais.

En effet, la nation entière se trouve ici représentée à travers toutes les couches de notre population.

Je vous vois venus de toutes les 26 provinces, de nos entités de base du nord au sud, de l'est à l'ouest et du centre.

Devant moi, je sais apercevoir une représentation significative des membres des institutions politiques nationales, provinciales et locales, des confessions religieuses, dans toute leur diversité, un échantillon des partis politiques et des forces vives de la nation, en l'occurrence, les membres de la société civile. Bref, à voir de près, personne n'a été oublié.

Aussi, comme indiqué dans mon discours d'investiture, le 24 janvier 2019, j'ai notamment inscrit dans mon mandat la réhabilitation et la consolidation d'un État de droit à travers les institutions solides de proximité et équitable au service de l'emploi, de la jeunesse, de l'éducation, de la santé et de tous nos enjeux économiques et sociaux.

Il s'agit donc des secteurs vitaux dont la mise en œuvre est reconnue dans notre loi fondamentale aux provinces et aux entités territoriales décentralisées. C'est en fait cela la décentralisation.

Ma présence devant vous, ce jour, est la marque de ma volonté renouvelée d'œuvrer au relèvement socio-économique de notre pays, en commençant par la base.

Je l'ai dit, je le réitère une fois de plus : La décentralisation est l'expression de la confiance faite au peuple qui doit prendre son destin en main en participant activement à la définition et à la mise en œuvre des politiques de développement.

Ce forum dédié à l'évaluation de 13 années de mise en œuvre de la décentralisation, cette grande réforme politique et administrative inscrite dans notre constitution, est non seulement indispensable pour mesurer le chemin parcouru mais aussi et surtout doit constituer une opportunité pour tous les acteurs de la gouvernance globale et locale de se remobiliser, de se remotiver afin d'insuffler un souffle nouveau au processus de décentralisation.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingué(e)s invité(e)s,**

De février 2010 à ces jours, 166 mois se sont écoulés depuis la mise en œuvre de la décentralisation marquée par l'organisation des élections provinciales, en novembre 2006, suivie de l'installation des institutions politiques provinciales issues des élections en février 2007.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de ce parcours et quelles dispositions devrions-nous prendre tous ensemble et chacun à son niveau afin de rendre la décentralisation plus visible, plus concrète, plus active et surtout plus productive, et donc plus significative pour nos populations à la base ?

A mon avènement au pouvoir, j'ai constaté que l'absence prolongée de l'autorité locale légitime, consécutive à la non tenue des scrutins électoraux locaux dans ses entités de base, constitue un véritable frein à la mise en œuvre de nos politiques publiques.

Alors que suivant la constitution et les lois de la décentralisation, les entités territoriales décentralisées devraient être animées par des organes locaux élus. Et pourtant, il n'a jamais été organisé des élections urbaines, municipales et locales de sorte que toutes ces entités sont toujours dirigées par des autorités nommées.

Vous serez également d'avis avec moi que le mécanisme de répartition des 40% des recettes à caractère national serait inégalitaire et surtout source de déséquilibre si des mesures correctives prévues par la constitution ne sont pas appliquées, étant entendu que toutes nos provinces n'ont pas le même potentiel.

En effet comme vous le savez, la retenue de 40% des recettes administratives, judiciaires et domaniales collectées dans les provinces ainsi que les recettes des impôts perçues à leurs lieux de réalisation sont portées au compte de





la province génératrice de la recette et la retenue de 40% des recettes des douanes et assises, de celles des impôts sur les grandes entreprises et de celles des pétroliers producteurs, s'effectue au profit des provinces suivant leurs capacités contributives et leurs poids démographiques.

Pour cela un rééquilibrage est donc nécessaire sur base des critères objectifs applicables à l'ensemble des provinces comme ceux prévus par la même constitution sur base de l'article 181 qui constitue la caisse nationale de péréquation.

A ce sujet, il convient de souligner que la principale mission de cette caisse est de financer les projets et les programmes d'investissement public en vue d'assurer la solidarité nationale et de corriger le déséquilibre de développement entre les provinces d'une part et entre les entités territoriales décentralisées d'autre part.

Ainsi pour lier la parole à l'acte, je vous confirme ici et maintenant que la caisse nationale de péréquation jouera pleinement son rôle dès le début de l'année prochaine.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingué(e)s invité(e)s,**

Le thème général de ce forum est l'évaluation du processus de la mise en œuvre de la décentralisation 13 ans après. Que doit-on évaluer par rapport à ce processus ? L'effectivité du régionalisme constitutionnel, le fonctionnement des institutions politiques provinciales, le rapport entre le pouvoir central et les provinces, entre celles-ci et les entités territoriales décentralisées, la problématique de la répartition des recettes à caractère national en faveur des provinces et des entités territoriales décentralisées, l'opérationnalisation de la caisse nationale de péréquation sont autant de thématique qui devront vous préoccuper durant ces deux jours de réflexion.

Un temps d'arrêt doit être marqué pour identifier et analyser ce qui n'a pas marché au cours de ces dernières années, en vue de formuler des recommandations audacieuses à même de relancer la dynamique du développement à la base qui garantit qu'aucune fille, aucun fils de ce pays ne sera laissé de côté.

Je crois fermement au génie et en la capacité de l'Homme congolais car depuis la nuit des temps toutes les fois que nous nous sommes mis ensemble pour poser les bases de notre développement, rien ne nous a arrêté.

Et donc pour terminer, je vais peut-être faire une recommandation aux séminaristes ou peut-être au Ministre d'Etat chargé de la Décentralisation pour imaginer à l'instar de ce qui va se faire au gouvernement d'ici la fin de l'année,

des séminaires de mise à niveau ou carrément de renforcement des capacités pour permettre à ceux qui seront nos élus locaux, en tout cas du moins à ceux qui sont les gestionnaires locaux, d'avoir la stature adéquate pour conduire ces réformes et surtout amener des résultats qu'attendent les congolaises et les congolais. Parce que le spectacle auquel nous assistons actuellement dans nos provinces est assez désolant.

Nous ne pouvons pas comprendre surtout dans les provinces où il y a énormément de poches de violence qu'il y ait, pour des intérêts politiques mesquins des individus, qui tentent de déstabiliser ces institutions provinciales en s'attaquant aux gouverneurs. C'est inadmissible et vraiment pas acceptable.

Je crois que nous avons tous besoin de comprendre quelles sont les attentes de notre peuple et de bien nous préparer à y répondre. C'est ça l'Etat de droit. C'est ça le service au peuple d'abord.

Que vive la décentralisation,

Que vive la République Démocratique du Congo,

Que Dieu bénisse notre Nation.

Sur ce, je déclare ouverts les travaux du 2<sup>ème</sup> Forum national sur la Décentralisation.

**Je vous remercie.**



**DISCOURS SUR L'ÉTAT DE LA NATION,  
DEVANT LE PARLEMENT RÉUNI EN CONGRÈS**  
Kinshasa - RDC, Vendredi 13 Décembre 2019

---

**Honorable Présidente de l'Assemblée nationale,  
Honorable Président du Sénat,  
Honorables Députés et Sénateurs,  
Distingués invités,  
Mes chers compatriotes,**

Permettez – moi, avant tout, de rendre grâce à Dieu Tout-Puissant, Maître des temps et des circonstances qui nous permet de nous retrouver, ce jour, pour célébrer notre démocratie. Car, c'est pour la première fois, en tant qu'élu, vous et moi bien entendu, que nous nous retrouvons après les élections présidentielle, législatives nationales et provinciales du 30 décembre 2018.

Le jour de mon investiture, le 24 janvier 2019, je me suis engagé à respecter scrupuleusement mes obligations constitutionnelles. C'est ainsi que je suis à la fois heureux et honoré, en cette circonstance, de venir à votre rencontre conformément à l'article 77 de la Constitution, m'acquitter de mon devoir de redevabilité, à travers ce discours sur l'état de la Nation, le premier de mon quinquennat, devant les deux chambres du Parlement réunies en Congrès.

Ce moment constitue pour moi une grande opportunité. Car, il me permet de rendre compte de la manière dont nous avons, en cette première année de la législature, que disais-je, 10 mois et 20 jours, usé de la confiance placée en nous par le peuple, dont nous sommes les serviteurs.

Nous avons franchi une étape essentielle de notre histoire, car nous avons prouvé, d'abord à nos compatriotes et au monde entier, que nous avons des ressources morales et patriotiques nécessaires pour assurer l'intégrité de notre territoire et l'unité de notre Nation.

J'exhorte donc les uns et les autres, les leaders politiques en particulier, à protéger cet acquis historique.

Le Congo, notre héritage commun, doit devenir, grâce à l'apport de tous, un havre de paix et de prospérité, une Nation puissante et modèle au cœur de l'Afrique avec comme vocation, de contribuer à l'éclosion d'une humanité éco-responsable.

Avec une volonté politique affirmée et le changement des mentalités qui lui est nécessaire, nous avons l'opportunité de renverser le rapport à la pauvreté dans laquelle notre peuple a longtemps croupi.

Pour moi, le temps est venu de mettre fin à ce paradoxe d'être considéré comme un des pays potentiellement le plus riche du monde, mais dont la population est parmi les plus pauvres de la planète. Car, comme vous le constatez, nos compatriotes ne peuvent pas satisfaire leurs besoins par des ressources potentielles.

Nous avons donc l'obligation d'imaginer le modèle de leur exploitation et transformation rationnelles pour ainsi répondre aux multiples besoins des congolaises et des congolais d'abord, ensuite de la région, de l'Afrique et pourquoi pas du monde.

Nous sommes un peuple de bâtisseurs, avec une capacité de résister aux catastrophes et de rester debout face à l'adversité. C'est pourquoi, j'en appelle toujours à plus de solidarité, fondement de notre culture et socle de nos valeurs ancestrales.

Ce Congo, que nous aimons tous, mérite d'être protégé dans son intégrité et dans sa dignité. C'est pourquoi, je rends hommage à nos vaillantes forces armées qui sont, en ce moment, en pleine opération à Beni, dans le Nord-Kivu, pour ramener la paix dans cette partie du territoire national et dans les montagnes et plateaux de Minembwe dans le Sud-Kivu.

Ils ont accepté de payer le prix le plus fort, jusqu'au sacrifice suprême, pour honorer un engagement sacré.

Je voudrais, dans le même ordre, saluer la mémoire de nos compatriotes qui ont succombé à la suite des barbaries sans nom et injustes dues à des conflits armés de la part des groupes terroristes et des forces négatives.

Comment ne pas aussi penser à tous ceux qui, dans le pays, ont perdu de proches à la suite des accidents, des incendies de maisons, de la Maladie à Virus Ebola, des catastrophes naturelles, des inondations dans le Nord et Sud-Ubangi, à Kinshasa et dans d'autres provinces.

En leur mémoire, je nous invite à observer une minute de silence.

Je vous remercie.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Ce jour est un jour merveilleux. Pour la première fois, depuis la promulgation de notre Constitution en février 2006, j'allais dire, depuis l'accession de notre pays à l'indépendance, un autre Président de la République élu vient s'adresser à la Nation, à travers vous, pendant que son prédécesseur est en vie, à l'issue d'une alternance démocratique et une passation pacifique de pouvoir.



C'est un jour rêvé pour tous les acteurs qui ont porté notre beau pays dans ce qu'il a de noble, tout en éveillant nos consciences. Un grand jour pour notre volonté commune de franchir ensemble les rivages de notre destin.

Nous honorons un Congo réconcilié. Notre Nation ne sera plus un Congo de la division, de la haine ou du tribalisme. Nous avons affirmé la volonté de construire un Congo uni et fort dans sa diversité culturelle et son attachement à la mère patrie. Un Congo tourné vers son développement dans la paix et la sécurité. Un Congo pour tous dans lequel chacun mérite sa place.

Je voudrais ici saluer le courage de mon prédécesseur et frère, Joseph Kabila Kabange, qui a tenu à respecter son engagement constitutionnel, celui de permettre au peuple congolais de choisir librement ses nouveaux dirigeants.

L'événement de ce jour est aussi le sien. Et j'espère vivement qu'ensemble, dans le cadre de notre Coalition, nous allons relever les défis qui s'imposent à nous tous en tant que citoyens de ce beau pays. Et ce, malgré les soubresauts relevés ces derniers temps qui, du reste, sont inhérents à toute nouvelle expérience politique.

C'est pourquoi, nous devons tous nous dépasser, transcender à tout moment nos divergences et évaluer régulièrement notre alliance pour des ajustements nécessaires afin de réussir ensemble, la vision que nous avons en partage, celle de bâtir un Congo fort, prospère et stable au cœur de l'Afrique.

Nos pères fondateurs ont versé de leur sang pour notre indépendance. Certains, à leur suite, comme le docteur Etienne Tshisekedi Wa Mulumba, d'heureuse mémoire, ont enduré des décennies de sacrifices pour l'éclosion de la démocratie et du progrès social.

Je voudrais tout de suite préciser qu'il n'y a pas de vainqueur d'un côté et de vaincu de l'autre côté. L'alternance démocratique et pacifique que nous célébrons en RDC est l'œuvre de tout le monde, le peuple congolais en premier lieu.

Je voudrais saluer ici mes frères de l'opposition qui jouissent pleinement de leurs libertés de manifester et de s'exprimer. Leurs critiques constructives nous seront toujours utiles pour nous permettre de réajuster notre action politique en faveur du peuple.

Voilà pourquoi mes premières mesures ont concerné le retour des exilés politiques et la libération des prisonniers politiques et d'opinion.

Après tout, il n'existe aucune contradiction quant à notre volonté commune de construire un pays plus beau qu'avant. Ce qui nous oppose, c'est la manière d'y parvenir. Mais pas la finalité qui est le bien-être de notre peuple.

Dans ce registre politique, je ne peux m'empêcher de rappeler que la désignation du Porte-parole de l'opposition est une question pleinement parlementaire. Car, ce sont les Députés et Sénateurs, membres de l'opposition, qui doivent désigner celui qui doit les représenter.

J'invite donc les différents compatriotes concernés à mettre tout en œuvre pour que l'article 8 de la Constitution produise pleinement ses effets. Et nous aurons, en ce moment-là, un interlocuteur, je dirai plutôt un contradicteur attiré. Notre démocratie en gagnera.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Je ressens encore en moi la force et la détermination de mes compatriotes quand, dans un écho grandissant et permanent, ils ne cessent de me rappeler leur leitmotiv, à savoir : le peuple d'abord !

Oui, « le peuple d'abord » est la boussole de notre action et la mesure de notre détermination.

L'intérêt du Peuple a toujours constitué et continuera à constituer le fil conducteur de toutes les réformes que j'entends voir le Gouvernement de la République accomplir au cours de mon mandat.

C'est à l'aune de sa satisfaction que notre action aura un sens. C'est pour lui, et rien que pour lui, que nous devons accepter privations et sacrifices dans la mesure où il demeure le souverain.

Je voudrais, par la même occasion, saluer l'action de l'Eglise Catholique à travers la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) qui nous a accompagné ces dernières années pour que nous puissions atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés le 31 décembre 2017 dans le cadre de l'Accord de la Saint Sylvestre.

Avec elle, nous nous sommes attelés à vider, dès les premiers jours de la prise de mes fonctions, toutes les questions permettant aujourd'hui une décrispation totale de l'environnement politique.

J'y associe les autres Confessions religieuses qui, par leurs prières et leur encadrement, nous ont toujours accompagnés dans la grande œuvre de réconciliation que nous avons amorcée.



Je salue aussi la Société civile congolaise, dans son ensemble et dans sa pluralité, qui a joué un rôle non négligeable. Je l'invite à s'adapter au nouveau contexte et à s'inscrire dans la dynamique de la réconciliation.

Par sa situation géographique et en considération des enjeux géostratégiques et de son capital humain, la République Démocratique du Congo porte une espérance pour l'Afrique et le monde.

Les défis auxquels elle fait face ont toujours bénéficié de l'appui de la communauté internationale, notamment les Nations-Unies, l'Union africaine, l'Union européenne, les Etats-Unis d'Amérique et la Grande Bretagne, désormais engagés dans les efforts de la reconstruction de notre pays. C'est ici le lieu de leur rendre hommage.

Ceci dit, mon propos de ce jour s'articulera autour des principaux secteurs de la vie nationale.

#### **Honorables Députés et Sénateurs,**

A mon arrivée au pouvoir, 6 de nos 26 provinces étaient terrassées par des conflits armés. Aujourd'hui, grâce à notre discours de paix et à l'action de nos forces armées, la paix a été rétablie au Kasaï et bientôt dans le Tanganyika.

La situation qui nous préoccupe encore est celle prévalant dans le Grand Nord à Beni et Butembo, dans l'Ituri, dans une partie du Sud Kivu, dans les hauts et moyens plateaux de Minembwe, Uvira, Baraka et Fizi, auxquels il convient d'ajouter les cas de Shabunda et de Kalehe.

Pour ce qui est de Kalehe, je voudrais ici saluer le savoir-faire de nos Forces armées qui viennent de détruire à plus de 95% les bases des forces négatives du CNRD avec un bilan de plus de 1.712 capturés parmi lesquels 245 combattants et 10 leaders politiques de ce mouvement nuisible.

Malgré la persistance des tueries que nous déplorons dans certains endroits du Grand Nord, le bilan de la grande offensive de nos Forces armées est tout aussi satisfaisant, depuis l'établissement de l'Etat-major avancé à Beni, où la quasi-totalité des sanctuaires des ADF MTM et des forces négatives ont été démantelés.

Ce qui explique le changement de stratégie de l'ennemi en déroute qui vient désormais s'en prendre aux populations innocentes dans les grandes cités urbaines, y semant la mort et la désolation. Nous avons à faire à une guerre asymétrique avec des actes de terreur. Notre détermination est totale et sans faille pour les éradiquer.

A vous les Députés et Sénateurs du Nord-Kivu, j'en appelle à votre responsabilité pour, d'une part, collaborer avec les forces armées et de sécurité, et d'autre part, sensibiliser la population afin que ce groupe résiduel des terroristes soit traqué jusqu'à son dernier retranchement.

Je ne serai pas en paix avec moi-même tant que le Nord-Kivu et les autres provinces, actuellement meurtries, ne seront pas totalement pacifiés.

Je me dois de rappeler que ce n'est pas le moment de mettre en exergue nos clivages politiques et autres pendant que nos forces armées sont engagées pour rétablir la paix pour notre population. Le temps est à la communion, à la cohésion et à l'union de toutes nos forces.

**Honorables Députés et Sénateurs,**

Je me suis personnellement rendu dans chacune de ces provinces pour apporter mon message de réconfort et de soutien à toutes nos populations meurtries.

Je l'ai dit à Bukavu, je suis prêt au sacrifice suprême, même si je ne le souhaite pas, comme ça devait être le cas pour tout citoyen, afin que les Congolais, partout où ils se trouvent dans leur pays, vivent en paix.

Aujourd'hui, pour honorer mon engagement de campagne électorale, j'ai décidé d'installer un Etat-major avancé à Béni, comme dit plus haut, avec nos meilleurs officiers, pour combattre les ADF-MTM, mouvement terroriste bien identifié.

J'ai aussi procédé au changement de tout le commandement de la zone opérationnelle et relevé tous les militaires comme n'a cessé de réclamer la population.

En effet, nous avons permuté les 11.000 militaires qui étaient présents dans cette zone pour les remplacer, en prime, par 21.000 hommes. Et pour ne rien laisser au hasard, nous avons formé une Brigade d'intervention rapide et des forces spéciales qui se trouvent actuellement déployées dans cette partie du territoire pour garantir la victoire à nos forces armées. Tous les moyens ont été mis en œuvre pour vaincre l'ennemi.

De même, nous avons déployé les unités supplémentaires de la Police Nationale Congolaise dans des grandes agglomérations de Beni conquises par les FARDC pour la sécurisation des populations.

La solution aux conflits dans cette partie du territoire n'est pas seulement militaire. Elle est aussi politique, économique, diplomatique et sanitaire avec la maladie à virus Ebola.





J'utilise toutes les cartes à ma disposition pour apporter des réponses appropriées à chacun de ces défis.

Les récents événements à Beni notamment l'attaque du siège de la MONUSCO ne m'ont pas laissé indifférent. Je déplore et condamne le recours à la violence.

La MONUSCO n'a pas vocation à rester indéfiniment en RDC. Elle a été d'un précieux apport dans les efforts pour la pacification de la RDC depuis bientôt 20 ans.

Durant sa visite à Kinshasa et mon passage devant l'Assemblée générale des Nations-Unies en septembre dernier, j'ai dit au Secrétaire Général de l'ONU notre sentiment de gratitude et notre volonté de procéder graduellement à un redéploiement des effectifs, prélude d'un départ concerté, organisé et structuré de la MONUSCO. Une évaluation sera faite chaque année pour aboutir au transfert des responsabilités de la MONUSCO vers les FARDC.

En ce qui concerne la Brigade d'intervention, je souhaite que le Conseil de Sécurité renforce la relation de la Brigade avec la MONUSCO pour notamment contribuer à la protection des civils comme l'ensemble de la MONSUCO.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Les résultats des dernières élections nous ont placé dans une position inédite en ce que le peuple a élu un Président de la République issu de l'opposition alors qu'il a confié la majorité parlementaire à l'ancienne majorité au pouvoir.

Nous avons donc l'obligation de tirer les conséquences de cette volonté populaire et de mettre en place un système de gestion du pouvoir qui nous garantisse la stabilité en vue de relever ensemble la tâche immense de la construction de ce pays continent.

C'est ainsi que nous nous sommes employés, avec mon prédécesseur et nos équipes respectives, à réfléchir à la mise en place d'abord d'un Programme commun ; ensuite, d'une équipe gouvernementale qui se charge au quotidien de la mise œuvre dudit programme.

Nous avons, de manière transparente, discuté sans complaisance en tenant compte des aspirations du peuple pour former un Gouvernement qui puisse être en mesure de rencontrer la volonté du changement et de rupture majoritairement exprimée par le peuple.

Il y a quelques jours, dans cette même salle, l'Assemblée nationale a approuvé ce Programme du Gouvernement. L'homme en est le point central. Car, pour moi, la plus grande ressource de notre pays, c'est son capital humain. Mis en condition, il permettra le développement des autres potentiels.

Je vous suis reconnaissant pour l'investiture du Gouvernement dont la composition de celles et ceux qui animent les différents portefeuilles ministériels, tient compte du besoin de renouvellement, de la nécessité de garantir la représentation féminine et des jeunes, de la représentativité nationale ainsi que de la prise en compte des personnes vivant avec handicap.

Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, nous comptons une femme Vice-Premier Ministre et Ministre du Plan, et plusieurs autres femmes Ministres d'Etat.

Et seulement pour la seconde fois dans l'histoire, une autre femme occupe la prestigieuse fonction du Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, un Ministère de souveraineté.

Pour la première fois, même si je ne suis pas totalement satisfait, le taux de représentation du genre atteint 18%. Ceci n'est qu'un exemple de notre volonté et de notre détermination à parvenir à une parité effective telle que le prévoit la Constitution.

Je voudrais, dans cet ordre, saluer vivement l'élection à la tête de l'Assemblée nationale d'une femme de valeur, en la personne de l'Honorable Jeanine Mabunda Lioko Mudiayi.

Elle incarne aussi le visage de l'alternance.

Nous avons dans notre Gouvernement beaucoup des jeunes trentenaires. Ils ont été désignés pour être les délégués de nos millions des jeunes qui représentent la ressource principale de notre pays.

J'espère que dans les mois à venir, nous dégagerons plus d'espaces pour nos jeunes qui sont à la fois compétents et brillants. Les associer à ce niveau de responsabilité est une manière pour nous de préparer la relève.

Je connais les jeunes de mon pays. Je connais leurs besoins et leurs difficultés.

Je leur parle à tout moment.

Nos jeunes veulent étudier dans les meilleures conditions.

Nos jeunes veulent avoir accès à l'emploi. C'est dans ce contexte qu'il sera mis sur pied l'année prochaine des structures du Fonds Spécial pour l'Emploi et l'Entreprenariat des Jeunes.

Nos jeunes veulent devenir des entrepreneurs.



Nos jeunes veulent contribuer à la construction de notre cher pays.

Nous ne pouvons nous passer de leur apport.

Beaucoup d'entre eux n'ont pas accès au système d'enseignement classique. Nombre d'entre eux se retrouvent dans les groupes armés, dans les Kuluna, dans les enfants de rue et autres phénomènes que nous déplorons.

Nous avons le devoir de créer les conditions qui facilitent leur épanouissement dans la société.

Au sein du Gouvernement, nous avons créé un Ministère de la Formation professionnelle, arts et métiers. Il leur est entièrement dédié en plus de celui de la Jeunesse. Ce dernier s'attellera à mettre sur pied les brigades agricoles dans les 132 centres de production agricole disséminés à travers le pays.

Dans l'œuvre de la reconstruction, il y a de la place pour tout le monde.

Comme vous pouvez le voir, répondre aux défis de notre jeunesse est la plus grande tâche de notre Gouvernement.

Aujourd'hui, notre pays est classé parmi les 5 pays qui comptent le plus grand nombre de pauvres dans le monde.

Je veux que nous puissions nous donner l'objectif d'en finir avec cette réalité. Il n'y a pas de fatalité. Nous pouvons vaincre la pauvreté et nous la vaincrons.

Investir dans la jeunesse, nous permettra d'assurer une transition démographique avant l'atteinte du dividende démographique. Ce qui nous permettra d'entrer dans un cercle vertueux.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Cette première année de mon mandat a été marquée par l'installation des institutions Président de la République, Assemblée Nationale, Sénat, Assemblées provinciales et Gouvernements provinciaux.

Je ne vais pas vous rappeler ici que les animateurs des entités municipales, urbaines et locales sont demeurés les mêmes. Et leur remplacement par l'organisation des élections s'impose. Mais en attendant, il faudra envisager une mise en place concertée et provisoire.

Il y a eu plusieurs allégations quant à la manière dont les contentieux électoraux ont été gérés par les différentes instances judiciaires. C'est pourquoi j'avais demandé au Procureur général de la République d'ouvrir une enquête quant à ce.

Ces mêmes allégations de corruption ont émaillé à la fois les élections des Gouverneurs et des Sénateurs.

Que ça soit au niveau de la gestion du contentieux électoral et du mode des scrutins, il y a eu de questionnements.

Ne nous voilons pas la face. Vous et moi, nous sommes conscients qu'il y a de choses qui ont choqué la conscience collective. Et que nous devons absolument corriger.

C'est pourquoi, au-delà de nos clivages politiques, le moment n'est – il pas venu d'engager un débat sur l'efficacité du mode de désignation des Gouverneurs des provinces qui soient investis de toute la légitimité nécessaire pour s'atteler à la tâche de développement de leurs entités ?

L'effervescence observée ces derniers jours avec le foisonnement de motions de défiance au niveau des provinces m'inquiète sérieusement. Cela constitue les germes de déstabilisation des provinces. Cela devient encore plus grave quand ça porte sur des provinces à problèmes sécuritaires. Comment, dans ces conditions, deux mois seulement après la mise en place de ces institutions, faire face aux défis de leur stabilité ?

Tout en invitant les animateurs des institutions provinciales tant au niveau législatif qu'au niveau exécutif d'observer leurs prérogatives dans le respect des lois de la République, ils doivent s'abstenir de tout acte qui puisse bloquer le bon fonctionnement des provinces.

De même, Honorables Députés et Sénateurs, ne devons-nous pas nous interroger sur les avantages du rétablissement du deuxième tour de l'élection présidentielle de manière à ce que le vainqueur puisse être revêtu de la légitimité suffisante pour appliquer sa vision, partant d'une posture de rassemblement et être comptable devant le peuple ?



### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Le 18 février 2020, notre Constitution totalisera 14 ans depuis sa promulgation.

Cette Constitution a été le fruit d'un consensus laborieusement obtenu après des années de guerre. Elle est le fruit de notre volonté commune de bâtir, au cœur de l'Afrique, un État de droit et une nation puissante et prospère, fondée sur une véritable démocratie politique, économique, sociale et culturelle.

Aujourd'hui, je pense que nous devons nous satisfaire de ce que nous avons pu accomplir grâce à cette Constitution. C'est pourquoi, nous veillerons, vous et moi, à ce que personne ne touche à des dispositions intangibles ou verrouillées.

Nous sommes tous directement ou indirectement touchés par la question de la double nationalité. Beaucoup de nos membres de famille, nos amis ont acquis d'autres nationalités pour diverses raisons.

Depuis le moratoire que l'Assemblée nationale a adopté sous la Présidence de l'Honorable Vital Kamerhe, aucune initiative courageuse n'a été prise à ce jour pour régler définitivement cette question.

A mon arrivée au pouvoir, j'ai instruit la Direction générale de migration (DGM) pour que tous nos compatriotes qui ont acquis une nationalité étrangère puissent revenir librement au pays et obtenir le visa aux postes frontaliers ; il est temps de mettre fin à cette ambiguïté nationale qui ne profite à personne.

J'en appelle ici à des réflexions approfondies pour nous permettre de résoudre définitivement cette question et de nous adapter à l'évolution du monde.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Je me réjouis de la collaboration institutionnelle et du climat serein qui caractérise les échanges entre différents chefs d'institutions de deux Chambres parlementaires, dirigées, de main de maître, par Madame Jeannine Mabunda Mudiay et Monsieur Alexis Tambwe Mwamba. Je voudrais féliciter l'Assemblée nationale pour la célérité avec laquelle elle a travaillé pour l'adoption du Programme du Gouvernement à 419 députés sur 500.

Cela veut dire que même certains opposants que je salue en passant ont adhéré au Programme de notre Gouvernement. Peut-être il fallait une femme à la tête de l'Assemblée nationale pour atteindre un tel score.

Il existe un fossé entre les attentes légitimes de notre peuple et les prérogatives constitutionnelles dévolues aux députés nationaux. Je suis conscient de vos difficultés en ce que la population dont vous êtes l'émanation attend de vous des routes, des écoles, des frais funéraires, des frais de mariage, des frais de subsistance, etc.

Il est nécessaire que nous puissions, sans entraver les prérogatives des uns et des autres, trouver des mécanismes pour créer une synergie Gouvernement - Parlement de sorte que vous puissiez être associés aux concrétisations de nos projets dans vos circonscriptions respectives.

Je pense à la pratique, à l'époque, où les parlementaires bénéficiaient d'une dotation raisonnable pour répondre, un tant soit peu, aux besoins de leurs bases respectives pendant les vacances parlementaires.

La fonction de parlementaire est noble et prestigieuse. Je ne veux pas des Députés et Sénateurs privés de leurs droits, notamment par l'accumulation des arriérés des salaires ou encore par manque des titres de voyage pendant les vacances parlementaires.

Des lois, nous en avons beaucoup. Il est temps que nous puissions tous nous assurer qu'elles s'appliquent strictement. Je souhaite donc que dans le cadre de la Commission suivi et évaluation, vous puissiez régulièrement évaluer nos politiques publiques en vue de nous assurer qu'elles produisent des effets escomptés.

Cette recommandation vaut aussi pour la Chambre Haute qui a la mission de relayer les attentes de nos provinces et la relecture de nos lois. Votre vigilance et votre expérience nous seront d'une grande utilité.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

En date du 6 septembre 2019, vous avez adopté le Programme du Gouvernement qui consacre l'investiture de l'actuelle équipe gouvernementale. Rassurez-vous que, dans mon entendement, ce programme constitue une boussole qui vous permettra d'exercer, sans entrave, votre rôle de contrôle de l'action gouvernementale, en plus de votre mission de légiférer.

Le Premier ministre et les membres du Gouvernement sont donc avertis qu'ils devront tout mettre en œuvre pour la mobilisation des ressources nécessaires en vue de réaliser cet ambitieux programme pour le bien-être de notre peuple.



Si le Gouvernement constitue l'émanation de l'Assemblée nationale, force est de constater que la plupart des institutions d'appui à la démocratie doivent s'adapter à la Loi, c'est – à – dire, procéder au renouvellement de leurs animateurs conformément à la loi en la matière.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

L'alternance politique intervenue dans notre pays a été opérée dans un contexte économique peu favorable tant au plan interne qu'externe.

Au plan externe, la guerre commerciale entre les principales économies avancées ainsi que les tensions géopolitiques ont déterminé le ralentissement synchronisé de la croissance économique mondiale.

Au plan interne, la persistance de l'insécurité à l'Est du pays et l'apparition de l'épidémie à Virus Ebola ont affecté l'activité économique en RDC.

En effet, c'est en raison de ces pesanteurs externes et internes que la croissance de l'activité économique a connu un fléchissement en 2019 par rapport à 2018. Les estimations, sur la base de réalisations de production à fin septembre 2019, la situent à 4,6 % contre 5,8 % en 2018. Toutefois, ce niveau de croissance demeure supérieur à celui de la moyenne africaine au Sud du Sahara estimée à 3,2%.

S'agissant de l'évolution du coût de la vie, l'année 2019 devrait se terminer par une hausse modérée du niveau général des prix, soit 4,3 % au niveau national contre 7,7% en 2018.

Sur un autre plan, l'exécution du budget de l'État, arrêtée le 10 décembre 2019, dégage des recettes de 6.614 milliards de FC contre des dépenses de 7.246 milliards de FC. Il en résulte un déficit cumulé de 632 milliards de FC.

Je tiens à relever un changement important de la Politique budgétaire depuis l'avènement du nouveau gouvernement à dater du 26 août 2019. Grâce à une bonne maîtrise du Budget, le déficit mensuel, établi en moyenne à 53 milliards de FC, entre janvier et le 10 septembre 2019, est passé à 31,5 milliards de FC.

Par ailleurs, plusieurs mesures déterminantes ont été prises dans le sens d'un redéploiement des dépenses publiques. Il en est ainsi de la gratuité de l'éducation de base en droite ligne de notre vision, à savoir le Peuple d'abord, de la poursuite du programme social de 100 jours ainsi que de l'introduction du financement du déficit par les bons du trésor.

Ces efforts, qui vont se poursuivre sans désespérer, traduisent la volonté politique de procéder à l'assainissement de l'environnement budgétaire.

Dans la même lignée, les discussions engagées avec les Institutions de Bretton Woods, notamment le FMI, ont abouti à la conclusion d'un accord ad référendum sur la mise en œuvre du Programme de Référence autrement dit Programme-Test. Ce dernier va s'étaler d'octobre 2019 comme point de référence à fin mai 2020.

D'ores et déjà, les deux principales actions demandées à la RDC ont été réalisées. Il s'agit, d'une part, de l'augmentation des réserves internationales par le transfert dans les comptes ad hoc de 160 millions de dollars provenant des dépôts en devises des banques commerciales, d'autre part, il y a lieu de mentionner de la réalisation de l'excédent budgétaire de 122 milliards de FC contre un niveau programmé de 94 milliards de FC.

La réalisation de ces deux actions offre l'opportunité à la RDC d'accéder, d'ici à fin décembre de cette année, au déboursement de la Facilité de Crédit rapide d'un import de 368 millions de dollars. Cette facilité concerne l'appui à la Balance des paiements en vue de l'amélioration de nos réserves internationales, lesquelles passeront de 800 millions de dollars américains à 1, 2 milliards de dollars.

Sous mon impulsion, le Gouvernement s'engage à assurer le succès du programme de référence à travers le respect tant de ses repères quantitatifs que structurels. C'est dans ce cadre qu'une attention particulière sera portée sur la discipline budgétaire.

Je profite de cette occasion pour relever qu'aujourd'hui plus que jamais que le problème de fond de l'économie congolaise se situe au niveau de l'augmentation durable des recettes dont je fais une priorité nationale impérative : tout sera mis en œuvre pour juguler la fraude et l'évasion fiscale, engager une lutte sans merci contre la corruption et le coulage des recettes.

La mise sur pied au plus tard fin juin 2020 de la chaîne de la recette, à côté de celle déjà existante de la dépense, s'inscrit dans ce cadre. Plus précisément, toutes les opérations en matière de mobilisation de recette doivent être numérisées et digitalisées.

Pour atteindre aussi les 10 milliards de dollars, sinon les dépasser, nous allons aussi élargir l'assiette fiscale en ramenant tout ce qui est dans le secteur informel dans le secteur formel. Il n'est pas acceptable que dans la plupart des villes de la République Démocratique du Congo, en commençant par Kinshasa, qu'on voit des immeubles sans autorisation de bâtir et sans payer l'impôt foncier. La loi prévoit que toutes les maisons mises en location soient assujetties à l'impôt sur les revenus locatifs.





Une autre stratégie de sécurisation des revenus publics, c'est de réorganiser le système bancaire à travers le pays pour que tous les paiements dus à l'Etat passent par les banques commerciales. Et dans ce contexte, j'entends créer une connexion entre les Banques commerciales, la Poste et la Caisse Générale d'Epargne du Congo (CADECO).

Nos réflexions nous guident vers une Autorité nationale des revenus, une forme de Guichet unique permettant le prélèvement d'impôts et taxes de toutes nos régies financières.

L'amélioration de la gouvernance dans le secteur extractif est d'une exigence absolue pour stimuler la mobilisation accrue des recettes. Seules les exonérations prévues par la Loi seront admises.

C'est de cette manière que notre pays arrivera à réaliser le budget de 10 milliards de dollars en 2020, en comptant d'abord sur la mobilisation de ses ressources internes et subsidiairement aux appuis budgétaires lesquels ne sont pas pérennes.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

J'ai entendu des gens qualifier ce Budget d'utopique, d'irréaliste et de trop ambitieux. Je ne suis pas d'accord avec eux. Car, pour un Grand Congo, il faut une grande ambition. Ce n'est pas en maintenant un Budget de 4 milliards de dollars que nous pouvons changer ce rapport à la pauvreté dont j'ai parlé.

Quand l'Angola, pays post conflit comme nous, et Dieu seul sait combien il n'a pas été ravagé après plus de 25 ans de guerre, grâce à la détermination de ses dirigeants et l'union sacrée de son peuple, a aujourd'hui un Budget de 32 milliards de dollars, contre une population de 29 millions.

Comment, dans ce cas, les gens peuvent-ils s'étonner que le Gouvernement propose un Budget de 10 milliards de dollars avec 80 millions de congolais ?

J'en appelle à tous mes compatriotes à faire preuve du civisme fiscal. Je m'assurerai à mon tour que les revenus fiscaux servent effectivement à répondre aux besoins de notre peuple.

Je suis au courant de la persistance des pratiques de corruption et de l'existence des réseaux de prédation et de fraudes massives qui occasionnent des détournements et des manques à gagner au Trésor public.

Tous ces réseaux seront démantelés. Et je serai intraitable dans la lutte contre la corruption. C'est l'un des moyens de regagner la confiance de notre peuple d'abord, et celle de nos partenaires ensuite.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Le climat des affaires est une question qui me préoccupe au plus haut point.

Il n'est un secret pour personne que pour attirer les investissements nationaux et étrangers, il faut l'amélioration du climat des affaires. Ceci concerne même les PME, les entrepreneurs qui sont régulièrement victimes des tracasseries, d'harcèlement fiscal, des contrôles intempestifs, des convocations permanentes par des organes non attitrés.

A ceux-ci s'ajoute une multitude des services aux postes frontaliers de notre pays. J'étais étonné d'apprendre que dans certaines frontières, il y a de dizaines des services alors que la Loi les limite à 4.

En outre, on retrouve même beaucoup de barrières sur toutes les routes d'intérêt national ainsi que sur des routes de desserte agricole. Toutes ces barrières doivent être supprimées immédiatement.

C'est dans ce contexte que j'envisage très prochainement la création d'une Cellule du Climat des Affaires.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Dans le cadre de l'élargissement de l'assiette fiscale, j'entends impulser la réforme du secteur foncier par la numérisation et la modernisation du cadastre congolais, source des conflits devant les Cours et Tribunaux et de sous-évaluation des recettes de l'Etat.

Il s'agira de :

- Dématérialiser les procédures de travail par l'informatisation complète de cette administration ;
- Numériser la cartographie du territoire pour améliorer la gestion de cette ressource ;
- Numériser pour sécuriser les titres de propriété.

Dans cette même optique, le Gouvernement a entrepris le processus de réforme foncière qui permettra de doter notre pays, d'ici fin 2020, d'un document de politique foncière nationale ainsi que d'une nouvelle Loi foncière mieux adaptée aux défis de la gestion de nos espaces urbains, agricoles et miniers, tout en constituant l'un des fondements de notre politique de renforcement du climat des affaires.



### **Honorables Députés et Sénateurs,**

La Justice constitue un des leviers d'amélioration du climat des affaires. A ce titre, je veillerai à garantir l'indépendance véritable du pouvoir judiciaire. Ceci passe impérativement par l'amélioration des conditions de vie et de travail des magistrats et du personnel judiciaire pour les mettre à l'abri de diverses sollicitations.

Je tiens à ce que tout le monde, les riches comme les pauvres, puissent avoir un accès équitable à la justice. C'est ce qu'on appelle la justice pour tous, une justice fondée sur le respect de la dignité humaine.

Dès mon arrivée aux responsabilités, j'ai clairement indiqué que la lutte contre la corruption et les détournements de deniers publics seraient la priorité des priorités. C'est dans cette optique que le Gouvernement devra mettre en place des structures appropriées devant, de manière permanente, s'atteler à cette tâche indispensable.

Le Gouvernement devra conséquemment, et à ce titre, multiplier les efforts afin de renforcer les mécanismes de vérification, de contrôle et de surveillance dans les secteurs enclins à la corruption.

Aussi, dans les prochaines semaines, souhaiterais-je voir se matérialiser, l'option de création d'une structure judiciaire, voire même d'une juridiction spécialisée dans la lutte contre la corruption, la fraude fiscale, le blanchiment des capitaux ainsi que le détournement des deniers publics.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Notre économie, en plus d'être extravertie, dépend à plus de 80% du secteur minier. C'est pourquoi, dans le but de diversifier notre économie, j'ai répété à maintes reprises, d'assurer le primat du sol sur le sous-sol, en d'autres termes, de l'agriculture sur les mines.

J'ai adopté une stratégie à plusieurs variantes. Mais qui oscillent toutes autour de la mise en place des Zones Economiques Spéciales regroupées dans 6 Espaces Industriels dont le Gouvernement vient d'adopter la Création. Il s'agit de :

- la Zone Industrielle de l'Espace Kinshasa, comprenant la ville province de Kinshasa, le Kongo Central et l'ancienne province du Bandundu ;
- la Zone Industrielle de l'Espace Kasai, comprenant les provinces du Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, Lomami et Sankuru ;
- la Zone Industrielle de l'ancienne province du Katanga ;
- la Zone Industrielle du Grand Kivu ;
- la Zone Industrielle de l'ancienne province Orientale ;
- la Zone Industrielle de l'ancienne province de l'Equateur.

Pour les Zones Economiques Spéciales, deux catégories d'investisseurs nationaux et étrangers y sont invités, à savoir, les Aménageurs et les Entreprises. Ils jouissent des avantages fiscaux et parafiscaux pour une période, respectivement, de 10 ans une fois renouvelable et 5 ans renouvelables une fois.

Je ne veux pas entrer ici dans les détails d'autres avantages prévus, notamment en ce qui concerne l'agriculture.

Avec ceci, nous attendons voir l'émergence des Petites et Moyennes Entreprises et Petites et Moyennes Industries, ainsi que la création d'emploi.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

L'objectif de l'autosuffisance alimentaire ne peut se réaliser qu'à travers une profonde réforme du secteur agricole. C'est ici le lieu de vous inviter à revisiter cet important outil législatif pour le rendre plus attrayant en tenant compte du contexte général de la région.

Il est incompréhensible que nous puissions avoir 80 millions d'hectares de terre arable et 40 millions hectares de terre irrigables et que nous importions plus de 85% de produits pour la consommation de nos populations. Et d'avoir de millions de familles et d'enfants malnutris. C'est un spectacle désolant auquel nous devons absolument mettre fin.

Je salue la signature intervenue récemment à Kinshasa entre le fonds d'investissement suisse Vital Capital et le Ministère de l'Agriculture pour le développement des 5 zones agro-industrielles. Ce fonds a déjà mobilisé 150 millions USD, avec l'accompagnement de la BAD, pour la construction des routes de desserte agricole ainsi que des infrastructures énergétiques.

Nous avons les terres qui peuvent résorber deux fois le déficit alimentaire mondial et nourrir deux milliards de personnes. Nous avons une pluviométrie avantageuse, le majestueux fleuve Congo, long de 4 700 KM, qui coupe le pays en deux comme un grand boulevard. Nous avons les lacs parmi lesquels le Lac Tanganyika, le plus poissonneux du monde.

Nous avons des grandes rivières, des ruisseaux et des cours d'eau. Et d'après une étude réalisée par le PNUD, 76.000 villages peuvent se suffire en hydroélectricité.

La création des Ministères dédiés à la Jeunesse et à la Formation professionnelle, Arts et Métiers ont justement pour vocation de venir en appui aux Ministères de l'Agriculture, du Développement rural et de la pêche et élevage en organisant les jeunes en corps des métiers ou brigades de production. Et en fournissant une main d'œuvre qualifiée pour la diversification de notre économie.



### **Honorables Députés et Sénateurs,**

En ce qui concerne les Mines, j'aimerais rappeler à la Représentation nationale que nous avons, depuis l'année dernière, un nouveau Code minier dont l'objectif principal est d'assurer que les congolais soient les premiers bénéficiaires de leurs ressources.

J'entends pérenniser cette loi minière.

Avec le Gouvernement, nous allons nous assurer que les craintes des entreprises minières exprimées après la publication de ce Code soient prises en compte pour que de manière claire, nous tous, nous nous engageons sur une même voie.

Notre priorité dans ce secteur, c'est non seulement d'extraire et d'exporter les minerais, mais c'est aussi de leur donner une plus-value avant leur exportation à travers la transformation locale. Ceci exige l'installation des entités de traitement et de l'énergie. L'Etat congolais fera sa part. Les investisseurs nationaux et étrangers feront la leur ; pour que nous fassions du concept gagnant – gagnant une réalité.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Combien d'entre nous peuvent dire avec certitude la valeur du potentiel minier de la République Démocratique du Congo, la valeur de notre potentiel en hydrocarbures, la valeur de notre potentiel forestier ?

C'est pourquoi, il est temps que le Gouvernement de la République amorce la certification de nos potentialités en minerais, en hydrocarbure et en ressources forestières pour que nous soyons, comme le Brésil, capables de connaître la valeur de nos réserves qui doivent correspondre aux titres à octroyer aux différents investisseurs.

Aujourd'hui, il existe un dysfonctionnement dans le secteur de l'exploitation minière artisanale. Pour y remédier, le Gouvernement a créé une entité à capital 100% GECAMINES pour l'encadrement des creuseurs, l'achat de leurs stocks à un prix rémunérateur afin de permettre à la République Démocratique du Congo de mieux contrôler le circuit et influencer sur le cours des matières premières.

Je veillerai à ce qu'une attention particulière soit accordée au non recours des enfants et femmes enceintes comme main d'œuvre des exploitants artisanaux.

Cette expérience sera étendue à toutes les zones d'exploitation minière à travers le pays.

C'est pourquoi, j'enjoins au Gouvernement que les Zones d'exploitation artisanale soient clairement délimitées pour protéger les intérêts des populations autochtones, sans léser les intérêts des exploitants industriels.

Dans le cadre de la promotion de l'entrepreneuriat local, nous nous félicitons de la promulgation de la Loi sur la sous-traitance, instrument approprié pour la promotion des PME et PMI congolaises. Le Gouvernement doit veiller à ce que les mesures d'application suivent rapidement de manière à atteindre l'objectif de cette Loi qui est l'émergence d'une classe moyenne.

Pour aider davantage les entrepreneurs congolais à être compétitifs dans ce nouveau cadre, des instructions seront données au Gouvernement pour la création d'un fonds de garantie devant couvrir leurs risques d'investissement.

Il faudra que l'on sache que les ressources naturelles sont épuisables et non renouvelables. Ce qui exige une gouvernance rationnelle et une planification dans le temps. Car, les générations futures ont le droit de bénéficier du résultat de cette exploitation, longtemps après l'épuisement de celles-ci.

Il doit exister la vie après les mines. C'est pourquoi les produits de l'exploitation minière doivent servir à la diversification de l'économie et au développement durable.

Voilà pourquoi, l'investissement dans le secteur agricole doit nous intéresser car, non seulement il va générer des milliers d'emplois, mais aussi, il va contribuer à l'amélioration de vie de plus de 75% de population qui vivent dans les milieux ruraux.

Ce secteur est aussi le grand pourvoyeur des matières premières à l'industrie agroalimentaire, nos produits devant être transformés localement.

### **Honorables Députés et Sénateurs**

Après la promulgation de la Loi N°014/011 du 17 juin 2014 consacrant la libéralisation du secteur de l'électricité, plusieurs opérateurs privés ont manifesté leur intérêt pour le secteur de l'énergie et certains d'entre eux développent déjà des projets probants notamment SYCOHYDRO qui construit la centrale hydroélectrique de BUSANGA (240 Mégawatts (MW)) dans le Lualaba et GEA SOLAR RDC qui développe la centrale photovoltaïque de Kolwezi avec 500 Mégawatts.

A l'instar des projets SOMBWE de 200 Mégawatts et TEMBO POWER de 70 Mégawatts dans le Grand Katanga ainsi que Great Lakes Energy à Kinsuka de 900 Mégawatts, je tiens ici à encourager plusieurs autres de nos compatriotes à s'investir, dans le cadre des Partenariats Publics Privés (PPP), dans ce secteur économique libéralisé.

Cette dynamique devrait sensiblement contribuer à accroître la desserte en électricité.

J'ai encouragé le Gouvernement à parachever la réforme de ce secteur par la prise des mesures d'application de cette Loi.



A ce jour, je tiens à vous préciser que le Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité s'apprête à lancer les activités de l'Autorité de Régulation de l'Electricité (ARE) et celles de l'Agence Nationale des Services Energétiques en milieu Rural et Périurbain (ANSER).

Le Gouvernement a entamé des pourparlers avec des bailleurs de fonds pour finaliser les grands projets dans le secteur de l'électricité. C'est le cas du GRAND INGA, avec le projet INGA III.

Ce projet se présente en deux options.

La première, de 4.800 MW, a obtenu un financement par le truchement de la Banque Africaine de Développement, BAD en sigle, pour commencer la construction à partir du premier trimestre de 2020. Les études de faisabilité ont été financées totalement par la BAD à hauteur de 75 millions de dollars américains.

La deuxième option, de 11.000 MW, deux groupes, chinois et espagnol, n'ont pas encore réalisé des études de faisabilité. Les pourparlers sont en cours entre les deux groupes pour former un consortium afin d'aborder efficacement cette question.

Face à cette situation, je propose qu'avec un seul grand ouvrage (Barrage) idéalement localisé, il sera possible de réaliser progressivement des salles des machines (groupes turbine-alternateur) avec des capacités simple et cumulées de 4800 MW, 7500 MW, et enfin 11.000 MW et plus, grâce aux points de prise Inga 3 et Inga 4.

Le modèle de développement mis en place nous laisse la latitude de combiner certaines de ces phases, compte tenu du fait que la demande de cette énergie est disponible et très urgente, pour notamment servir le développement d'une usine de production d'alumine électrolytique dans la province du Kongo Central.

En résumé, une réunion entre la République Démocratique du Congo et la BAD va se tenir avant le 20 décembre prochain à Abidjan pour signer l'accord relatif à l'option de 4.800 Mégawatts jusqu'à atteindre 11.000 Mégawatts voire plus.

Bien plus, certaines études actualisées démontrent qu'on peut aller jusqu'à INGA 10 pour atteindre 40 000 Mégawatts. Avec ce chiffre, vous imaginez bien que la RDC sera au cœur du système mondial de la production de l'énergie propre.

Quant à la centrale hydroélectrique de ZONGO II d'une capacité de 150 Mégawatts qui est opérationnelle, sa phase de lancement est terminée avec satisfaction.

Les travaux de la deuxième ligne de Haute Tension Zongo-Kinshasa sont sécurisés sur le plan financier et la SNEL va bientôt réceptionner le matériel de construction pour augmenter la puissance disponible dans la ville Province de Kinshasa dans un délai de 24 mois.

La centrale hydroélectrique de KAKOBOLA de 10,5 Mégawatts est également opérationnelle après le succès de sa phase de lancement.

Autant les travaux de Haute Tension Kakobola – PK600 – Kikwit/Idiofa / Gungu sont sécurisés sur le plan financier, autant la fabrication de matériel de construction est achevée en Inde.

J'affirme ici que le transport va débiter aussitôt que le rapport de conformité sur la qualité des pièces sera validé et la construction de cette ligne durera environ 24 mois. Elle va desservir les villes et les cités de Kikwit, Idiofa et Gungu.

Les travaux de construction de la centrale de KATENDE d'une capacité de 64 Mégawatts ont progressé à 55%. A ce jour, le gros de la structure est achevé. La Société Nationale d'Electricité, SNEL, a réhabilité l'alimentation électrique de la station de pompage d'eau de la REGIDESO à Mbuji-Mayi.

La nouvelle centrale de RUZIZI 3, d'une capacité de 147 Mégawatts, est à construire dans le cadre de la CEPGL sous la supervision de « Energie des Grands Lacs (EGL) ». Elle sera bénéfique pour les villes de Goma, Bukavu et d'Uvira pour mettre fin au délestage.

Je tiens à rappeler que les accords de financement ont été signés le 29 juillet 2019 et sont entrés en vigueur le 15 octobre dernier. Ces accords concernent d'une part la Norvège qui a financé le projet et d'autre part le Burundi, le Rwanda et la République Démocratique du Congo.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

En ce qui concerne l'énergie solaire, il y a lieu de préciser qu'un accord de financement est en cours de finalisation avec le Gouvernement Indien pour la construction de trois centrales à Mbandaka (10 Mégawatts pour 24,5 millions USD), à Lusambo (10 Mégawatts pour 25 millions USD) et à Karawa (10 Mégawatts pour 25,5 millions USD).

D'autres projets sont à considérer dans les prochains jours avec divers autres partenaires tels que la Banque mondiale dans plusieurs provinces avec un portefeuille très important.





Quant au secteur du gaz naturel, la spécificité que présente ce secteur, en général, et le risque de catastrophe naturelle liée à une éventuelle fuite de gaz méthane rendent le dégazage du lac Kivu plus que nécessaire. Ceci offre une opportunité supplémentaire de production de l'électricité que nous devons saisir.

Les études de faisabilité conjointement menées avec les Ministères des Ressources Hydrauliques et Electricité, des Hydrocarbures et les partenaires KIVU POWER et EPPM sont déjà entamés et promettent d'aboutir à la production d'environ 30 Mégawatts.

PERENCO a fait une offre de production de 200 Mégawatts d'électricité à partir du gaz naturel à Muanda. De quoi alimenter le Port en eaux profondes de Banana, la ville de Muanda ainsi que certaines mines du Katanga.

#### **Honorables Députés et Sénateurs,**

J'ai déploré, plus haut, plusieurs morts par crashes d'avions, accidents de circulation et noyades d'embarcations sur nos eaux intérieures. Ces événements malheureux requièrent une action rapide et immédiate.

C'est ainsi que j'ai instruit le Gouvernement à prendre toutes les mesures appropriées pour que, seuls, les avions et les embarcations répondant aux normes puissent voler ou flotter avec des passagers dans nos airs ou sur nos eaux.

Le défi est immense. Parce que nous vivons dans un pays continent. Nous travaillons à renforcer la Régie des voies aériennes dans les équipements de navigation. Notre compagnie nationale se dotera bientôt des nouveaux aéronefs pour agrandir sa flotte afin de mieux desservir le Congo profond.

Je me réjouis de la signature entre Congo Airways et Airbus pour l'acquisition de deux aéronefs neufs de type A 220-300 de 132 places chacun, deux aéronefs de type E-175 de 76 places chacun avec la société brésilienne Embraer et de deux aéronefs de type ATR 42-600 de 48 places chacun auprès de la société franco-italienne destinés à la desserte domestique essentiellement pour le désenclavement des provinces nouvellement créées. Ce qui porte à un effectif total de huit avions neufs qui devront s'ajouter à la flotte existante de la compagnie nationale. La première livraison interviendra en décembre 2020.

C'est un événement important, mieux une fierté nationale d'autant plus que c'est pour la première fois depuis 30 ans que la RDC va acquérir des appareils neufs. Dans le même ordre d'idées, nous devons agrandir et moderniser notre réseau ferroviaire pour permettre une plus grande mobilité des personnes et des marchandises.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

J'ai suivi avec une particulière attention le débat sur la nécessité ou non de la construction du Port en eaux profondes à Banana tout comme celui de l'opportunité ou pas de jeter un Pont – Route – Rails reliant notre pays à la République du Congo sœur, avec comme connexion de Kinshasa par rails jusqu'à Ilebo ouvrant la voie vers l'Afrique du Sud.

Ce contrat a été signé dernièrement en Afrique du Sud, par Madame la Vice-Première Ministre, Ministre du Plan et son homologue congolais de Brazzaville. Il a été précisé, à l'occasion de cette signature, que le lancement des travaux de Banana vont intervenir avant ceux du Pont – Route – Rails Kinshasa – Brazzaville ou, tout au moins, démarrer de manière concomitante.

Dans ce contexte, la construction de la Route asphaltée Muanda – Boma, totalement financée par la République Démocratique du Congo, constitue une première étape de ce projet du Port de Banana.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Après la première alternance démocratique du pouvoir, il était apparu urgent, devant les attentes de changement de notre peuple et de l'investiture d'un nouveau Gouvernement, de concevoir et de lancer un programme intérimaire de réhabilitation et de modernisation des infrastructures physiques et sociales.

Le Programme d'Urgence dit des 100 jours a été exécuté sous la conduite de services de la Présidence de la République jusqu'en novembre 2019. Il a été repris depuis lors par le nouveau Gouvernement. Celui-ci procède actuellement à l'évaluation de son exécution et devrait nous fournir ses conclusions incessamment.

Je voudrais ici saluer l'action du Gouvernement dirigé par le Premier Ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, un homme d'expérience, qui s'est inscrit dans la même lancée de modernisation et de construction des infrastructures dans notre pays. Je l'encourage à poursuivre la réhabilitation des routes et de la voirie détruites par les dernières intempéries.

S'agissant dudit programme, celui-ci comprenait 425 projets disséminés dans toutes les 26 provinces de la République, évalué à 492 millions de dollars américains, avec un décaissement à date de près de 70 %, portait essentiellement sur les secteurs des Infrastructures Routières, de la Santé, de l'Education, de l'Habitat, de l'Electricité, de l'Eau ainsi que de l'Agriculture, Pêche et Elevage.



En ce qui concerne le secteur des Infrastructures Routières d'intérêt général, l'intervention de l'Office des Routes a bénéficié à toutes les 26 provinces de la République. Les actions sur les routes ont permis de supprimer des bourbiers, en vue de la remise en état de praticabilité des routes sur un linéaire global de 2.830 Km répartis sur 46 axes.

L'Office des Routes s'est vu doté, pour la première fois depuis très longtemps d'un financement dans le cadre du programme des 100 jours, qui lui a permis de réhabiliter certaines routes devenues impraticables, avec comme conséquence, la réduction des coûts de transport et des denrées alimentaires.

S'agissant des ponts, l'Office des Routes a procédé à la réhabilitation des ouvrages existants, au remplacement des tabliers, à la reconstruction et au lancement des nouveaux ponts sur un total de 32 sites. Je précise ici que 30 autres ponts commandés par l'Office des Routes sont déjà fabriqués et seront bientôt livrés.

L'Office des Routes a aussi réhabilité et réparé 18 bacs et procédé au déploiement de 24 autres à l'état neuf vers des sites d'exploitation.

De son côté, l'Office des Voiries et Drainage, est intervenu sur plusieurs axes routiers de la Ville Province de Kinshasa, couvrant un linéaire d'environ 40Km, par des travaux d'asphaltage, de bétonnage et de réhabilitation des ouvrages d'art.

Il s'agit, notamment, des avenues du commerce, Lwambo Makiadi (Ex-Bokasa), Kulumba, Pelende, de l'Université et de la Foire, les avenues du Tourisme et de Kutu à Kinsuka, pour ne citer que celles-là.

En vue de fluidifier le trafic, devenu un casse-tête dans la ville province de Kinshasa, l'Office des Routes et l'Office des Voiries et Drainage, sont en train d'exécuter, en entreprise ou en régie, la construction de 8 sauts de moutons.

En provinces, je vous informe que l'Office des Voiries et Drainage et ses sous-traitants ont la charge de la réhabilitation de la voirie de Goma, Bukavu, Kananga et Mbuji-Mayi. Les Vice-Premiers Ministres, Ministres du Budget et son collègue des Travaux Publics ainsi que le Ministre des Finances sont instruits pour accélérer sans atermoiement ces travaux.

J'invite le Gouvernement de la République à respecter le programme de décaissement pour permettre le parachèvement rapide des travaux dont ceux des sauts-de-mouton et à veiller à la maintenance régulière des ouvrages réalisés. Car je n'accepterai pas le spectacle désolant des chantiers inachevés pendant longtemps. Car j'ai un bilan à présenter au peuple congolais.

## **Honorables Députés et Sénateurs,**

Sur le plan de l'Education, l'homme congolais est au centre de ma politique. Cet homme doit être formé afin qu'il soit un véritable agent de développement. L'accès à l'éducation, à cause de son coût, a entraîné un taux de déscolarisation très élevé des jeunes congolais.

Pour palier à cette difficulté, j'ai ordonné la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire dans les établissements publics, et ce, conformément à l'article 43 de la Constitution.

La gratuité de l'enseignement primaire consiste en la suppression de tous les frais de scolarité payés par les parents. Il s'agit du minerval, d'assurance scolaire, de bulletins, d'identification des élèves et des frais de test national de fin d'études primaires. Tous ces frais ont été totalement pris en charge par l'Etat.

Par ailleurs, en vue de mettre fin à la prise en charge des enseignants par les parents, sur mon instruction, le Gouvernement a procédé, depuis septembre 2019, au réajustement des rémunérations du personnel enseignant ainsi que des frais de fonctionnement des écoles et Bureaux gestionnaires.

Il sied de noter que depuis lors, aucun retard de paiement de salaire n'a été enregistré.

Prenant en compte des observations pertinentes de Son Eminence le Cardinal Fridolin Ambongo Besungu, lors de la célébration de sa messe de prémices à Kinshasa en date du 17 novembre 2019, j'ai engagé mon Cabinet dans les pourparlers avec les gestionnaires des écoles conventionnées catholiques et le Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et Technique, pour apporter des réponses idoines à la prise en charge des enseignants Non Payés et Nouvelles Unités ainsi qu'à l'insuffisance des infrastructures scolaires en vue d'éviter que cette mesure salubre ne produise des effets pervers susceptibles de porter atteinte à notre système éducatif.

A cet effet, sur 132.617 enseignants Non Payés, le Gouvernement a procédé depuis le mois de septembre dernier à la prise en charge de 34.740 enseignants Non-Payés du primaire.

Les 97.877 enseignants Non-Payés de la maternelle, du secondaire et des Bureaux gestionnaires sont programmés pour le premier trimestre 2020. A cela, il faut ajouter la prise en charge des Nouvelles Unités après leur identification au courant du deuxième trimestre 2020.



C'est ici l'occasion, Honorables Députés et Sénateurs, de vous informer que cette mesure de gratuité a permis de remettre sur le chemin de l'école environ 2.500.000 enfants en âge de scolarité jadis exclus du système éducatif.

Pour palier à l'insuffisance des écoles et contenir l'afflux des élèves dû à la mise en œuvre effective de la gratuité de l'enseignement primaire, le programme du Gouvernement prévoit la construction et l'équipement de 10.000 salles de classe opérationnelles dans les premiers mois de 2020.

C'est l'occasion pour moi de saluer l'appui et l'engagement des communautés locales et nos partenaires tant nationaux qu'internationaux dans l'accompagnement de cette mesure de haute portée symbolique, politique et historique.

Il sied de signaler que dans le cadre du programme des 100 jours, sur 150 écoles prévues, 132 sont totalement achevées, dont l'institut Mokengeli que j'ai inauguré, de façon symbolique, et lancé la rentrée scolaire 2019-2020.

#### **Honorables Députés et Sénateurs,**

J'étais conscient, comme tout le monde, du risque énorme que représentait la mise en œuvre de cette importante réforme inscrite dans notre Constitution depuis 2006.

Mais, j'ai décidé que l'heure était venue de concrétiser cette volonté du constituant.

Je suis assuré que dans l'intérêt de nos enfants, je peux compter sur vous pour qu'ensemble nous menions cette réforme à bon port.

Je suis aussi préoccupé par les conditions inhumaines dans lesquelles nos enfants étudient et vivent dans les universités. Cette situation n'est pas de nature à favoriser l'émergence d'une élite de qualité.

C'est ainsi que j'instruis le Gouvernement à prendre toutes les mesures pour améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants ainsi que de s'occuper de l'amélioration des conditions sociales des professeurs d'universités et Instituts supérieurs sans oublier le corps scientifique et administratif.

Concernant le secteur de la santé, le programme de 100 jours a permis d'acquérir douze containers de matériel médical et de médicaments essentiels qui seront bientôt distribués dans toutes les vingt-six provinces de la République.

Aussi, sur 82 centres de santé prévus pour être réhabilités et construits, 42 sont achevés et le déploiement des équipements médicaux sanitaires est en cours dans 32 autres centres.

Le programme des 100 jours a permis la réhabilitation et la construction d'un grand hôpital au Camp Tshatshi. D'autres réhabilitations concernent les hôpitaux aux Camps Lufungula et Kokolo à Kinshasa et l'hôpital Sendwe à Lubumbashi.

Le pavillon incendié de la Clinique Ngaliema a été remplacé par un pavillon moderne, plus grand et à deux niveaux. Et attend d'être inauguré.

Dans le secteur de l'habitat, 1.500 unités de logements sociaux sont en cours de déploiement dans cinq provinces pilotes, à savoir Kinshasa, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Kongo central et Sud-Kivu, à raison de 300 maisons par provinces.

Les 300 maisons préfabriquées de Kinshasa sont en train d'être aménagées au camp colonel Tshatshi. A ce nombre, il faut ajouter la commande de 3.000 autres maisons dont 2.000 sont destinées aux militaires et 1.000 aux policiers.

Ne vous étonnez pas si les mêmes secteurs décrits plus haut reviennent ici. Nous avons voulu vous présenter ce qui a été fait dans le cadre du Programme intérimaire des 100 jours.

Le secteur de l'électricité a concerné 7 des 11 anciennes provinces et a porté sur les trois grandes filières à savoir : la production, le transport et la distribution.

Sur 22 projets entamés dans le cadre du programme de 100 jours, 11 sont achevés, à savoir :

- la remise en exploitation de deux dragues à INGA ;
- la Révision du groupe n°2 de la centrale thermique de Mbuji-Mayi et les réseaux de distributions associés ;
- la remise en état de la route d'accès à INGA ;
- l'acquisition d'un terrain pour la construction d'un poste Haute Tension à Kinsuka en vue du démarrage de la nouvelle ligne Haute Tension Zongo - Kinshasa ;
- l'implantation d'un transformateur de 10 MVA à Inkisi pour supprimer le délestage dans cette ville ;
- la mise en service du poste Haute Tension à Kimbaseke, en vue d'améliorer la fourniture d'énergie dans 21 quartiers de cette commune ainsi que dans celle de N'Sele ;
- la remise en état de la route d'accès au poste de Kimbaseke ;
- la mise en service de 61 cabines dans la ville de Kinshasa ;
- l'alimentation de la cité de Nkamba au Kongo Central.



Dans le secteur de l'Eau, les projets ci-après ont été entamés, entre autres :

- l'adduction d'eau à l'Université de Kinshasa ;
- le Forage des puits à Kikwit, à Kananga, à Mbuji-Mayi, à Kitona, à Kabalo, à Kindu et à Kenge ;
- la construction d'un module de traitement d'eau de 110.000 m<sup>3</sup> sur le Site d'Ozone à BINZA ;
- la Construction d'une nouvelle usine de Lemba-Imbu de 35 000 m<sup>3</sup>/jour ;
- l'alimentation en eau des camps militaires de Kinshasa, de Kisangani et de Lubumbashi.

#### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Sur le plan de l'Agriculture, Pêche et Elevage, nous sommes toujours dans le programme intérimaire des 100 jours, les projets ci-dessous sont en cours de réalisation :

- la réhabilitation de la ferme avicole de DAIPN/LUKELENGE à Mbuji Mayi au Kasai Oriental ;
- l'appui en équipements et unités de transformation de lait de vache aux éleveurs du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ;
- l'encadrement des jeunes entrepreneurs en Aquaculture sur le lac KIVU et en production d'aliments pour bétail.

Après avoir présenté les réalisations du Programme intérimaire de 100 jours, je m'en vais aborder le volet diplomatique.

#### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Comme vous venez de le constater, notre pays est engagé depuis le 24 janvier 2019 sur la voie effective de son développement. J'ai indiqué ce jour-là les défis de différents ordres qui se posent à nous tant sur le plan sécuritaire, social, judiciaire, démographique, économique, etc.

Pour faire face à ces défis, j'en ai appelé à la mobilisation de toutes nos intelligences et toutes nos ressources et, en plus de nous, celles des autres. Car, le Congo avec son potentiel constitue une réponse à plusieurs défis du monde.

Notre pays depuis plusieurs années, a toujours été présenté sous son plus mauvais visage avec la guerre, les viols et toute la cohorte de malheurs.

Bref, un trou noir. Peu de ceux qui parlaient du Congo à l'extérieur ont fait attention à tous nos héros silencieux qui trouvent des solutions de survie aux problèmes les plus complexes.

C'est pour promouvoir notre nouveau visage, notre nouveau contexte que je parcours le monde. Aujourd'hui, la voix du Congo est entendue. Notre vision pour les questions environnementales et énergétiques est connue.

A ce sujet, j'œuvre et milite pour un Congo qui gagne, un Congo qui rayonne.

Il n'est plus question de parler du Congo sans le Congo. Il n'est plus question de compter sur le potentiel du Congo sans les congolais et sans en payer le prix.

Dans chacun de mes voyages à l'étranger, j'ai rappelé la position stratégique et le rôle de la gâchette, évoquée avec raison par Frantz Fanon, que doit jouer la République Démocratique du Congo dans le développement de l'Afrique.

Je voudrais rappeler que chacun de mes déplacements est dicté par des impératifs nationaux. Être à Kinshasa et ailleurs au Congo est la meilleure place où je puisse être.

Je considère donc mes déplacements comme le prix à payer pour :

- Redorer l'image de notre pays ;
- Consolider les relations avec nos voisins conformément à notre principe sacro-saint de porte ouverte et de bon voisinage ;
- reprendre le programme avec les institutions de Bretton Woods,
- relancer notre partenariat stratégique avec les Etats-Unis d'Amérique,
- redynamiser la coopération avec l'Union européenne ;
- réchauffer nos relations bilatérales avec la Belgique ;
- consolider nos rapports privilégiés avec la France ;
- établir des rapports économiques avec l'Allemagne, pays qui veut être le leader dans la fabrication des véhicules électriques et dont le Cobalt et le Lithium de la République Démocratique du Congo constituent l'une des matières premières.

La Russie, la Serbie, le Japon que j'ai récemment visités veulent tous établir avec la RDC un partenariat gagnant-gagnant.

J'envisage également maintenir nos rapports bilatéraux avec le Royaume-Uni, le Vatican, la Chine et l'Inde, et tant d'autres pays où je me rendrai prochainement.

A travers notre continent, en commençant par nos voisins, je n'ai ménagé aucun effort pour consolider nos liens traditionnels et fraternels. Je me suis rendu dans plusieurs pays africains.





C'est ainsi que je me suis personnellement rendu dans 8 des 9 pays limitrophes pour partager mon Plan de rétablissement de la Paix, afin qu'à travers l'intégration économique, nous puissions assurer la stabilité et le développement de la sous-région.

N'est-ce pas que les anciens belligérants de la deuxième guerre mondiale sont devenus les meilleurs partenaires, les meilleurs alliés au sein de l'Union Européenne parce qu'ils ont signé la paix des braves et ont identifié les zones d'intérêts communs.

Sous le même registre, il sied de rappeler que, sous notre facilitation commune avec le Président Joao Lourenço de l'Angola, un mémorandum d'entente a été signé entre le Rwanda et l'Ouganda en date du 21 août 2019 à Luanda pour mettre fin au conflit qui couvait entre ces deux pays frères.

Je m'en félicite sincèrement et je crois que c'est un signe de maturité dont l'Afrique a besoin.

Aux problèmes africains, des solutions africaines.

Aussi, eu égard au développement croissant des échanges commerciaux entre le Congo et les pays de l'Afrique orientale, conscient de la nécessité de faciliter la tâche aux opérateurs économiques, j'ai encouragé le Gouvernement à adhérer à la Communauté économique des pays de l'Afrique de l'Est (East African Community).

S'agissant de l'intégration africaine, ma vision a toujours été claire. Il faut y aller par étape en commençant par l'intégration nationale. Ce qui nous oblige à construire des infrastructures routières, ferroviaires, fluviales et lacustres pour assurer l'interconnexion de l'ensemble de nos provinces.

La deuxième, c'est l'intégration économique au niveau de la sous-région avant d'atteindre l'objectif ultime qui est l'intégration de toute l'Afrique.

Mon rêve est celui de voir Cape Town être relié au Caire, Mombassa à Lagos en passant par la République Démocratique du Congo. Nous aurons ainsi concrétisé le rêve de nos pères fondateurs panafricanistes.

L'appartenance de notre pays à plusieurs organisations sous régionales et sa position géographique en fait un noyau intégrateur entre l'Est et l'Ouest et entre le Nord et le Sud. Je suis pour une Afrique unie, une Afrique qui échange avec l'Afrique.

C'est pourquoi mon pays a accepté de signer l'Accord sur la Zone de libre - échange continentale (ZLEC) qui est, aujourd'hui, en processus de ratification au Parlement.

Raison pour laquelle, j'ai encouragé le Gouvernement à apporter sa contribution pour la redynamisation de la Communauté économique des pays des Grands Lacs.

Soucieux de garantir la protection de nos intérêts à l'extérieur du pays, j'entends procéder à une nouvelle mise en place dans nos différents postes diplomatiques et consulaires.

Je veillerai sur le profil des responsables qui seront désignés pour qu'ils soient capables de faire redorer l'image de la République Démocratique du Congo à l'extérieur.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

La protection de l'environnement constitue aujourd'hui un défi majeur pour l'humanité.

En rapport avec la lutte contre le réchauffement climatique, la République Démocratique du Congo entend réaffirmer ses engagements pour la réduction des émissions de Gaz à effet de serre en tant que deuxième poumon de l'humanité après l'Amazonie. Raison pour laquelle, elle participe à la COP25 en cours en Espagne.

Le dialogue sur le climat doit tenir compte des difficultés qu'éprouvent les pays détenteurs des réserves de Carbone à faire face à la menace quasi permanente de la destruction des forêts, amplifiée par la pauvreté des masses paysannes. Des mesures compensatoires doivent ainsi être adoptées par les parties prenantes.

La plus grande menace de l'humanité, c'est le changement climatique dû à la pollution. Et la République Démocratique du Congo est une grande partie de la solution à ce grand défi qui guette la planète. Notre pays est en effet un grand espoir pour l'humanité. Nous devons en être conscients et élaborer des politiques conséquentes.

C'est l'occasion de rappeler ici, comme je l'avais dit du haut de la Tribune de l'Assemblée des Nations Unies, que notre pays doit bénéficier à juste titre des financements disponibles au niveau mondial en allant bien au-delà du 1% actuel. Au regard de l'énorme contribution des forêts congolaises à la préservation de la planète, c'est une grande injustice à l'égard de notre pays qui doit cesser.



Point n'est besoin de rappeler que dans ce combat contre le changement climatique, la République Démocratique du Congo dispose d'autres atouts non moins importants. Il s'agit des énergies propres, non polluantes et renouvelables. Ici, je fais allusion à Inga et à d'autres sources énergétiques essaimées à travers tout le territoire national.

Bien plus, notre pays dispose des premiers gisements des principales composantes de la voiture électrique pour remplacer le moteur à combustion.

Enfin, pour ne pas abuser de votre patience. Sinon, j'allais vous énumérer tous les atouts innombrables et inégalés de notre pays. Permettez-moi, juste de dire que notre Coltan, tant convoité, puisse causer la mort des congolais et la prospérité des industriels. Ça aussi, c'est une autre forme de paradoxe et d'injustice qui doit cesser. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

#### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Les années qui viennent vont voir les conséquences du changement climatique engendrer des conditions météorologiques extrêmes et feront peser une grosse pression sur nos éco-systèmes. Ce changement aura des conséquences indirectes sur les champs de notre social, de notre économie, de notre politique et de notre sécurité.

Les conditions climatiques extrêmes pourront menacer les récoltes et augmenter les destructions d'infrastructures, amener des inondations et des maladies infectieuses.

Ce sont là des possibles défis à venir si déjà aujourd'hui nous ne faisons rien. Il est urgent de prendre des mesures fortes pour changer nos modes de vie si nous ne voulons pas être demain les victimes d'une situation sans issue.

Le Gouvernement est encouragé à proposer les voies et moyens pour que nous fassions face à cette nouvelle donne qui s'impose à nous en tant que Nation et qui menace de manière très sensible les territoires et les vies des populations. Au regard des réponses climatiques qui existent en République Démocratique du Congo pour faire face au phénomène du réchauffement climatique, nous avons l'obligation d'être le pays pilote qui adopte dans son mode de vie les attitudes écologiques les plus appropriées.

C'est à cette tâche que je vais consacrer des efforts pour que l'ensemble de notre Nation soit préservé de cette menace planétaire.

## Honorables Députés et Sénateurs,

L'alternance pacifique n'est pas la seule bonne nouvelle de l'année 2019. Cette année a été aussi pleine d'autres bonnes nouvelles. Malgré notre situation difficile, le Congo produit de champions tant sur le plan continental que mondial. Je voudrais, pour exemple, vous citer :

- L'Archevêque de Kinshasa, Fridolin Ambongo Besungu qui a été créé Cardinal. J'ai eu le privilège de représenter le pays, avec beaucoup d'entre vous, récemment au Consistoire du Vatican. Et j'ai tenu personnellement à participer à sa messe de prémices le 17 novembre dernier à Kinshasa au stade des martyrs. Cette élévation concourt à l'élévation de l'image de marque de la République Démocratique du Congo.
- L'Honorable Présidente de l'Assemblée nationale, Jeanine Mabunda Lioko Mudiayi, a été primée à Paris « Femme d'influence politique pour l'année 2019 ».
- J'ai aussi eu le privilège d'assister à la remise du prix HIDEYO NAGUSHI à notre Expert épidémiologiste, Docteur Muyembe Tamfum à Tokyo en présence de l'Empereur NARUHITO pour ses recherches dans la lutte contre les maladies tropicales. Plusieurs chefs d'Etats du monde ont célébré celui qui pilote notre stratégie pour vaincre la maladie à virus Ebola.

Dans ce même ordre, je voudrais féliciter, je m'en excuse en avance, la Première Dame, mon épouse Denise Nyakeru Tshisekedi, pour sa désignation par les Nations Unies comme « Championne Mondiale de la Prévention de la Violence sexuelle liés aux conflits. »

- Avec fierté, nous avons célébré la victoire de nos Léopards Basketball, « Vainqueurs de la Finale du premier Championnat africain de Basketball. » Et à cette occasion, j'enjoins le ministère des finances d'accélérer la distribution des récompenses que j'avais accordées pour nos Basketeurs.
- Notre compatriote, Junior Ilunga Makabu, a été sacré « Champion du monde de Boxe » dans la catégorie des lourds légers, l'un des prestigieux titres dans cette discipline sportive.
- Le jeune Pascal Kanik, a défendu les couleurs de la RDC en remportant, grâce à son application « SchoolApp », le « Prix SeedStars » dans la catégorie Ed-Tech du concours mondial de startups œuvrant dans le digital.
- Madame Sandrine Ngalula Mubenga pour le prix lui octroyé à la suite de ses recherches en énergie renouvelable et système photovoltaïque. Elle est professeure à l'Université de Toledo aux Etats-Unis.
- Enfin, je n'ai pas eu l'occasion de le saluer l'année dernière, je tiens aussi à saluer l'action du Docteur Denis Mukwege, Prix Nobel de Paix 2018, avec qui j'ai eu des échanges sur la nécessité de combattre toutes les formes de violences faites aux femmes.

La liste est longue. Je ne saurai énumérer tous nos champions.



Chaque fois que je célèbre la réussite d'un des nôtres, je me rends compte du privilège que nous avons d'appartenir à un pays comme la République Démocratique du Congo.

Je souhaite que l'année de nos 60 ans d'indépendance soit une année de succès pour chacun de nous. Il nous faut, dès maintenant, nous remettre en question.

Je décrète 2020, l'Année de l'Action. L'année du combat contre la pauvreté, l'année de la renaissance, l'année de la paix, l'année de la justice pour tous.

### **Honorables Députés et Sénateurs,**

Après que nous ayons, de manière synthétique, décrit la route que nous avons emprunté depuis le début de mes fonctions, route exaltante car portée par une seule et unique motivation, celle de servir nos compatriotes en donnant le meilleur de nous-mêmes. Il est aussi vrai de dire que nous avons pour beaucoup de secteurs posé les jalons d'une prospérité à conquérir et qu' il faille désormais redoubler d'efforts en parachevant des réformes pour que les fruits du travail soit bénéfique pour toute la communauté nationale.

C'est dans cette optique que j'annonce l'ouverture de grands chantiers qui vont nécessiter une mobilisation générale.

Toutes les provinces de la République Démocratique du Congo sont minières et à ce jour, il n'y a qu'une partie qui est exploitée et dans des conditions qui fragilisent nos équilibres et qui exposent nos populations à la prédation.

C'est pourquoi, je vais encourager le Gouvernement à relancer la prospection minière sur l'ensemble du territoire national et à entamer, comme dit plus haut, la certification de nos gisements.

C'est l'occasion donnée à tous nos chercheurs, nos ingénieurs et toutes nos universités de se lancer dans la maîtrise des technologies et procédés pour que nous puissions transformer sur place nos matières premières.

Comment ne pas voir devant nous le développement de l'industrie pharmaceutique dont la base serait naturellement la biodiversité du Congo, lequel possède un potentiel considérable à même de faire face au besoin de cette industrie.

L'amélioration de l'image de notre pays va susciter de l'intérêt pour le monde entier qui voudrait connaître ce beau et grand pays au cœur de l'Afrique. Cela nous oblige à développer dans les mois qui viennent des politiques de promotion du tourisme par la construction des édifices publics thématiques et d'établissements hôteliers capables d'attirer l'intérêt des touristes.

Nous avons en ce domaine un nombre important de talents qui peuvent imaginer des formes qui reflètent la richesse de notre créativité.

Tout se tient et obéit à des synergies de groupes connectés entre eux. C'est pourquoi le développement du tourisme va de pair avec la construction des infrastructures socio-économiques.

Au-delà de ce qui se fait déjà aujourd'hui, j'encourage le Gouvernement à parachever la construction de la route nationale numéro 1 du Kongo Central jusque dans le Haut Katanga.

Elle va relier au moins onze provinces : Kongo Central, Kinshasa, Kwilu, Kwango, Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, Lomami, Haut-Lomami, Lualaba et Haut-Katanga.

J'inspecterai personnellement cette route au cours des prochains mois dans le cadre d'une caravane pour me rendre compte de son état de praticabilité.

De cette manière, les activités agricoles de Bandundu, Kasai et de toutes les provinces concernées peuvent se substituer aux produits importés, principalement le maïs.

J'imagine une autre route qui partirait de Zongo, dans le Sud Ubangi jusqu'à Aru, en passant par la Mongala, la Tshopo, le Bas Uele, Haut Uele, pour se connecter sur la route qui va de la frontière ougandaise jusqu'à Mombasa au Kenya.

La même route, au carrefour de Buta, dans le Bas Uele, comportera un deuxième embranchement vers Kisangani, Walikale, Bukavu, Uvira, Burundi jusqu'à Dar-Es-Salaam.

L'autre route qu'il faut achever est celle qui part de Bukavu en passant par Kasongo, Kabinda, Mbuji Mayi, Kananga, Kanyama Mbuji vers l'Angola.

Pendant que tout le monde se soucie de la réhabilitation des voies terrestres, souci que je partage, du reste, je voudrais attirer l'attention de tout le monde sur le plus grand boulevard dont dispose notre pays, le majestueux fleuve Congo et ses affluents, qui offrent 15.400 Km de voies navigables qui nécessitent dragage et balisage.

Voilà, le socle de l'intégration économique nationale et régionale. Et là, nos provinces peuvent échanger entre elles et avec l'extérieur.

Il est temps d'envisager la création d'une Banque de crédit agricole et une banque pour le développement rural dans le but d'accompagner les différents opérateurs du secteur et les paysans, pour la réalisation de leurs projets.



**Honorable Présidente de l'Assemblée nationale,  
Honorable Président du Sénat,  
Honorables Députés et Sénateurs,  
Distingués invités,  
Mes chers compatriotes,**

Depuis le début de cet exercice, j'ai partagé avec vous les premières actions de ma vision pour notre pays.

La première passation pacifique du pouvoir nous offre une opportunité pour repenser notre organisation et renouer notre contrat social.

Pour y parvenir, nous devons restaurer la paix sur toute l'étendue de notre territoire. Et avec nos forces armées et de sécurité, nous nous, y attelons nuit et jour.

J'ai l'ambition de faire de notre armée, une armée puissante.

J'œuvrerai à la doter d'un Budget-programme pour assurer la formation, l'équipement et le casernement tout en améliorant les conditions sociales de ceux qui ont choisi de sacrifier leur vie pour la sauvegarde de la patrie.

Je vais réviser le plan de réforme de la Police Nationale afin de l'adapter et en sortir un nouveau plan de référence « une Nation – une Police », assorti d'un budget conséquent pour son équipement et l'amélioration de vie des policiers et de leurs familles.

Je vais radicaliser la réforme des services de renseignement de manière à les rendre plus aptes à anticiper et à prévenir les événements tant en matière politique, sécuritaire et économique, et leur donner davantage une image nationale et républicaine.

Je vais accélérer la mise en place d'une véritable administration publique au service du citoyen.

Je vais rapprocher davantage l'administration des administrés.  
Je vais rendre plus viable et plus effective la décentralisation territoriale.

L'homme congolais est au cœur de mon action. Le pari de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement est illustratif de ma détermination à garantir l'avenir de nos enfants.

L'amélioration des structures sanitaires et de la prise en charge est aussi une de nos priorités.

C'est pourquoi, au cours de l'année prochaine, je vais débiter la mise en œuvre de la Couverture Sanitaire Universelle, conformément à l'article 47 de la Constitution.

La marche vers la reconstruction de notre pays nous impose d'améliorer notre système économique. C'est ainsi que je compte suivre personnellement les réformes engagées pour l'amélioration de notre système fiscal, en vue de faciliter la venue des investissements.

Mon ambition est de construire une économie forte qui passe par la mise en place des infrastructures structurantes de communication et de télécommunication.

Et pour cela, je veillerai à l'amélioration du climat des affaires par la mise en place d'une institution de suivi des indicateurs.

L'afflux massif des investisseurs dépend aussi d'une bonne distribution de la justice et de la sécurité juridique et judiciaire pour ces derniers. C'est pourquoi la réforme de la justice constitue un impératif.

Activement nous devons combattre la corruption qui prive notre pays de beaucoup de ses ressources. De ce point de vue, je voudrais inviter tous les responsables publics à être exemplaires et dignes.

La position géographique de notre pays, son énorme potentiel énergétique et environnemental nous place au centre des enjeux de notre temps.

Nous devons jouer le rôle qui est le nôtre dans la stratégie mondiale de lutte contre le réchauffement climatique.

Le rôle moteur que doit jouer notre pays pour le développement de notre continent nous impose une ouverture aux pays limitrophes et aux organisations sous - régionales.

Nous travaillerons à rendre nos entreprises compétitives et dans le cas de la théorie des avantages comparatifs, de réduire sensiblement notre dépendance aux importations.

L'année qui s'ouvre sera le témoin de la reprise de la collaboration avec nos partenaires traditionnelles, l'arrivée massive d'investissements étrangers, résultat de mes récents déplacements.

Avec les mesures que nous avons prises sur tous les plans, je peux dire avec courage que nous sommes sur la bonne voie.





Dans l'unité, dans l'amour, travaillons pour notre réussite collective. Rendons notre pays grand. C'est dans les moments des grands défis que les talents éclosent.

Il est dit dans 1 Corinthiens 10 : 13 « Aucune épreuve ne vous est survenue qui n'ait été humaine ».

Quand Dieu vous assigne des responsabilités, il vous donne les capacités d'y parvenir.

Et le psalmiste disait : « Fais de l'Éternel tes délices, il te donnera ce que ton cœur désire. »

Que Dieu bénisse la République Démocratique du Congo et son peuple.

**Je vous remercie.**



## OUVERTURE DU SÉMINAIRE GOUVERNEMENTAL

Zongo - RDC, Vendredi 27 Décembre 2019

---



**Monsieur le Premier Ministre,  
Madame et Messieurs les Vice-Premiers Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Ministres d'Etat,  
Mesdames et Messieurs les Ministres, Ministres Délégués  
et Vice-Ministres,**

Je voudrais, avant toute chose, vous présenter, à vous et à vos familles, mes vœux les meilleurs pour la Nativité ainsi que pour 2020, l'année de l'action. Aujourd'hui, jour pour jour, le Gouvernement aura totalisé 113 jours depuis le 06 septembre 2019, date de son investiture.

Nous avons parcouru un bout de chemin ensemble. Ce qui nous permet de nous arrêter aujourd'hui, loin de nos activités quotidiennes, pour faire, ici dans la province du Kongo - central une évaluation de notre action, d'une part ; et pour renforcer nos capacités suivant les règles de fonctionnement du Gouvernement qui découlent de l'Ordonnance portant organisation du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République, le Premier Ministre et les membres du Gouvernement, d'autre part.

Je dois remercier chacun de vous, en commençant par le Premier Ministre, le capitaine de l'équipe gouvernementale et tous les membres du Gouvernement, des joueurs assidus pour le travail appréciable abattu ensemble, notamment par la poursuite des travaux du programme de 100 jours, de la mise en oeuvre de la gratuité de l'enseignement primaire et bien d'autres actions sociales.

Nous devons aussi nous féliciter nous tous, d'avoir obtenu le satisfecit du Fonds monétaire international qui a décidé d'allouer au Gouvernement congolais, avant la conclusion du programme définitif, 368 millions au titre de soutien à la balance de paiement. Je ne saurais taire les appuis consistants de la Banque Africaine de Développement dans le domaine de route, de l'énergie, de l'agriculture et du développement rural. Ce sont là des signes de bonne gouvernance.

**Mesdames et Messieurs,**

Ceci dit, le séminaire que je m'appête à ouvrir, ce jour, sera conduit par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

D'aucuns se demanderont pourquoi un séminaire du gouvernement ? Celui-ci s'explique par le fait qu'à l'issue des élections du 30 décembre 2018, nous avons eu un président élu issu de l'ancienne opposition et le pouvoir sortant avec une majorité considérable au niveau du Parlement.

Nous devrions donc, les ténors du CACH, Cap pour le Changement, la plateforme à laquelle appartient le Président élu et le FCC, Front Commun pour le Congo, user de notre intelligence et de notre sagesse pour trouver une formule qui rende le pays gouvernable.

C'est ainsi que nous avons aujourd'hui un Gouvernement de coalition au terme des âpres pourparlers entre les deux familles politiques. Ceci est une expérience inédite dans notre pays et qui mérite chaque jour notre attention et des précautions de part et d'autres pour préserver la cohésion gouvernementale.

Vous comprendrez, qu'à l'instar de l'expérience sud-africaine, d'après apartheid, nous devons faire des sacrifices pour préserver la paix, la cohésion, ingrédients nécessaires pour nous permettre ensemble d'adopter et d'exécuter un programme commun, issu de ma vision pour redonner l'espoir à notre peuple. Que dis-je, améliorer les conditions de vie de nos populations. Et ensemble, conjurer les démons de la division, des groupes armés et, plus important, mettre tous les moyens pour traquer les terroristes des ADF MTM jusque dans leur dernier retranchement pour qu'enfin la paix revienne dans la partie Nord-Est de notre pays, notamment à Beni, Butembo et une partie de l'Ituri.

### **Mesdames et Messieurs,**

Le Premier Ministre a pris soin d'associer quelques personnalités pétries d'expertises et d'expériences en matières de fonctionnement gouvernemental. Elles vont vous entretenir, pendant deux jours, sur des matières qui ont été communément convenues suivant les termes de référence que je lui avait adressés à cet effet.

L'objectif recherché est : l'efficacité de notre action et le renforcement de la cohésion et de la solidarité qui doivent caractériser l'accomplissement de nos tâches respectives.

Je ne voudrais pas que cela se transforme en une leçon à donner aux membres du gouvernement. Mais que cela soit un moment d'échanges interactifs. Je souhaite que cet exercice renforce la compréhension de vos fonctions et de vos responsabilités.

Vous faites partie de l'équipe qui a le devoir de conduire, avec moi, la destinée de notre Nation.

Le caractère prestigieux de nos responsabilités nous interdit toute forme d'improvisations et d'agissements qui ne soient soutenus par la Constitution, les lois et les règlements de la République auxquels nous sommes soumis.



Chaque Ministre, au terme de la Constitution, est chef de son Département. Cependant, considérant la transversalité de questions relevant de leurs ressorts respectifs, chaque membre du gouvernement est astreint à la collaboration dans le traitement des différents dossiers et aux principes de solidarité gouvernementale.

### **Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais, à l'issue de ces travaux, que le Gouvernement en sorte renforcé en terme de cohésion, de collaboration et d'efficacité dans la manière de répondre aux attentes de notre peuple.

Car, l'Homme congolais, comme je le dis souvent, doit rester au centre de l'action du Gouvernement. J'y veillerai personnellement.

Vous avez l'obligation, au cours de ces deux journées, de suivre des exposés et, en même temps, de participer activement aux travaux à la lumière de vos expériences respectives.

C'est ici l'occasion de vider certains malentendus ou interférences que nous avons enregistrés au cours des trois derniers mois.

Nos populations vivent depuis plusieurs décennies dans des conditions infra-humaines et ne peuvent plus attendre l'amélioration de leur situation. Chaque jour doit être mis à profit au service de notre peuple. Nous devons donc faire l'économie des conflits et des divergences sur les contradictions éventuelles qui peuvent survenir dans le cadre de notre action.

Je m'assurerai, avec le Premier Ministre, que des sanctions et des mesures appropriées soient prises pour garantir l'exemplarité dont vous devez, en tout temps et en tout lieu, être la preuve.

Vous devez avoir comme devise : la rigueur, la discipline, l'intégrité et la célérité dans l'accomplissement de vos tâches.

Je voudrais donc vous demander de vous pencher sur ces questions pour qu'au terme de ce Séminaire, nous ayons des femmes et des hommes qui comprennent les missions leurs dévolues pour qu'ils s'en acquittent dans l'orthodoxie et le respect de la hiérarchie.

### **Mesdames et Messieurs,**

Un Gouvernement est une équipe. Ceux qui y font partie, sont liés par le destin. Au delà de nos appartenances politiques, de nos origines ou de nos religions, nous sommes tenus au résultat.

C'est la réussite de chacun d'entre nous qui va garantir le succès collectif dans son domaine.

Il est important de savoir quelles sont les décisions qui relèvent des compétences de chacun, celles qui relèvent du Conseil des Ministres et celles qui relèvent de l'arbitrage des Commissions gouvernementales.

Même si vous avez l'initiative d'un Arrêté, il est bon de savoir le soumettre aux délibérations du Conseil des Ministres.

**Mesdames et Messieurs,**

Le pays attend beaucoup de vous. J'attends de vous le meilleur.  
Sur ce, je déclare ouvert le Séminaire gouvernemental.

**Je vous remercie.**

## CLÔTURE DU SÉMINAIRE GOUVERNEMENTAL

Zongo - RDC, Samedi 28 Décembre 2019

---



**Monsieur le Premier Ministre,  
Madame et Messieurs les Vice-Premiers Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Ministres d'Etat,  
Mesdames et Messieurs les Ministres, Ministres Délégués et Vice-Ministres,  
Messieurs les experts,**

Au terme de ces deux journées de réflexion organisées par le Gouvernement dans ce magnifique cadre de Zongo dans le Kongo-Central, au regard de l'expérience et de l'expertise des exposants qui ont eu à exercer des hautes fonctions dans notre pays et à l'étranger, je n'ai aucun doute que les membres du gouvernement ici présents en ont tiré profit et que ces échanges seront utiles dans l'accomplissement de leurs missions et dans la conduite des affaires de l'Etat. « Leadership, conduite et renforcement des capacités de l'action gouvernementale », le thème choisi pour ce séminaire du Gouvernement est à la fois éloquent et édifiant sur les objectifs poursuivis par cet exercice.

En effet, le leadership exemplaire, renforcé est efficient non seulement dans la conduite des affaires de l'Etat mais aussi dans la réussite de l'action gouvernementale.

C'est pourquoi le Premier Ministre et moi avons tenu au renforcement de vos capacités pour accroître votre efficacité à répondre promptement au devoir de la Nation dans la cohésion, la solidarité et l'unité.

Je suis convaincu que chacun de vous a assimilé la transversalité des questions gouvernementales, l'interdépendance ministérielle qui se traduit par la complémentarité pour garantir le succès dans la réalisation du programme du gouvernement pour mieux répondre aux attentes de notre peuple.

Je suis tout aussi convaincu, que vous avez maîtrisé toutes les procédures de traitement des dossiers et que vous connaissez désormais les décisions qui relèvent des compétences de chacun d'entre vous, celles qui requièrent l'examen en Conseil des Ministres et celles qui relèvent de l'arbitrage des Commissions gouvernementales.

Enfin, j'espère que dans le cadre de séparation des pouvoirs, vous avez compris le fonctionnement des institutions de la République et les relations entre celles-ci, à savoir, le Président de la République, le Parlement, le Gouvernement, les Cours et Tribunaux.

Je resterai attentif pour veiller au fonctionnement harmonieux entre institutions, et ce, conformément à l'article 69 de notre Constitution.

**Monsieur le Premier Ministre,  
Madame et Messieurs les Vice-Premiers Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Ministres d'Etat,  
Mesdames et Messieurs les Ministres, Ministres Délégués et Vice-Ministres,  
Messieurs les experts,**

Avant de clore ce mot, je voudrais sincèrement remercier, en premier lieu le Premier Ministre, Sylvestre Ilunga Ilukamba pour la préparation et l'organisation réussies de ce premier séminaire et, en second lieu, les membres du Gouvernement pour leur disponibilité, engagement, assiduité et leur souci d'apprendre les règles qui régissent le fonctionnement du Gouvernement.

Je n'oublie pas de saluer l'apport appréciable des experts pour leurs exposés très enrichissants.

Ces deux jours passés ensemble ont contribué à mieux nous connaître, à construire l'esprit d'équipe, à renforcer le rapprochement des membres du gouvernement provenant de nos deux familles politiques déterminées à former une seule famille et gagner ensemble, dans l'unité, le pari de la lutte contre la pauvreté et les autres maux qui minent notre société, ce, au grand bonheur de notre peuple.

Nonobstant les soubresauts qui ont parfois jalonné le parcours de notre alliance FCC-CACH, je suis très fier de constater qu'à tout moment le Gouvernement est resté uni et solidaire.

Je vous exhorte à plus de solidarité, d'unité et d'amour du travail bien fait. Beaucoup des défis restent à relever, tels que la lutte contre la corruption et les anti-valeurs, l'éradication de l'insécurité dans la partie Nord-Est de la RDC, la mise en oeuvre de la couverture universelle sanitaire, la diversification de notre économie à travers l'agriculture, la transformation localement de nos produits, l'amélioration du pouvoir d'achat de notre population, la mise en place de six zones industrielles et l'amélioration de l'image de la République Démocratique du Congo dans la sous-région, en Afrique et dans le monde.

Je suis de nature optimiste et je vous invite Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement à unir nos efforts pour vaincre définitivement ce paradoxe du pays aux potentiels immenses mais avec une population parmi les plus pauvres du monde.

C'est sur cette note d'optimisme et d'espoir, que je déclare clos les travaux de ce premier séminaire du Gouvernement.

Que Dieu bénisse le Congo et le Gouvernement de la République.

**Je vous remercie.**





## MESSAGE DE VOEUX POUR LA NOUVELLE ANNÉE 2020

Kinshasa - RDC, Mardi 31 Décembre 2019

---

### **Mes chers compatriotes,**

Dans quelques heures, nous dirons adieu à l'année 2019. Une année riche et pleine qui a été témoin de plusieurs événements tant dans la vie de chacun de nous que dans celle de notre Nation.

2019 a été témoin de la première alternance pacifique au sommet de l'Etat depuis notre Indépendance. Nous avons, à travers les dernières élections, contredit tous les prophètes de malheur et prouvé au monde entier notre capacité à faire triompher l'intérêt général, et ce, grâce au patriotisme de notre peuple. Nous avons ainsi brisé cette spirale où le vainqueur gagne tout et les perdants perdent tout. Nous avons appris à gagner ensemble.

Je tiens ici à féliciter les uns et les autres pour l'amour de la patrie éprouvée et pour avoir fait grandir notre démocratie.

### **Mes chers compatriotes,**

L'aube de la nouvelle année nous trouve encore engagés sur le front à Beni, Butembo dans le Nord-Kivu, dans les Hauts et moyens plateaux de Minembwe au Sud-Kivu et dans quelques contrées du pays contre les forces négatives terroristes et groupes armés qui s'érigent en obstacle pour le retour effectif de la paix sur l'ensemble du territoire national.

Comme je l'avais dit dans mon discours d'investiture et répété à maintes reprises, la conquête de la paix sur l'ensemble du territoire national par l'éradication de l'insécurité constitue et va constituer ma première priorité jusqu'au rétablissement effectif de la paix totale dans notre pays.

Sans la paix et la sécurité, notre population ne pourra pleinement contribuer au développement de notre pays, ce don de Dieu.

Ce pays magnifique, grand comme l'Europe occidentale avec une population de plus de 80 millions d'habitants déterminés à prendre leur destin en mains avec les ressources naturelles innombrables et inégalées. Et, croyez-moi, ensemble avec foi en Dieu, déterminés, regardant dans la même direction, nous allons vaincre la pauvreté.

### **Mes chers compatriotes,**

Au moment où je tiens ce discours, plusieurs d'entre nous, conformément à leur serment de servir le pays sous le drapeau, sont engagés dans la défense de la nation au péril de leur vie.

Par devoir, ils ne peuvent communier avec les membres de leurs familles.

La patrie leur restera reconnaissante.

Ma pensée va également à ceux de nos compatriotes qui ont perdu leurs proches, certains sont, jusqu'à cette veille de nouvel an, dans l'insécurité, dans l'errance et dans la colère de subir les effets néfastes de ces conflits imposés par les forces négatives et terroristes.

La République ne les abandonnera jamais. Nous allons continuer à engager la lutte contre ces forces du mal jusque dans leurs derniers retranchements.

Ma pensée va enfin aux victimes de nombreux accidents aériens, routiers, ferroviaires, fluviaux et lacustres, des inondations dues aux pluies diluviennes qui ont causé la mort de certains de nos compatriotes à Kinshasa et dans certaines provinces de la République, laissant derrière elles des nombreuses familles sans abris. J'aimerais leur dire notre solidarité et notre compassion.

### **Mes chers compatriotes,**

L'année qui s'achève est une année qui nous a permis de refaire le diagnostic de la situation globale du pays en étant aux commandes. Elle a été témoin de l'installation effective des nouvelles institutions tant au niveau national que provincial.

Et dans le cadre de notre Coalition, nous avons formé un Gouvernement chargé de concrétiser notre Programme découlant de ma vision de construire un pays plus beau qu'avant.

Sans attendre, après mon investiture, je me suis mis à l'ouvrage pour redorer l'image de notre pays dans la sous-région, en Afrique, à l'international et relancer nos partenariats bi et multi latéraux stratégiques.

Aujourd'hui, je ne voudrais pas me satisfaire des résultats engrangés. Mais de noter, avec vous, que le décor de la relance effective de l'économie et du prestige de notre pays a été planté.

J'ai pu, à travers le Programme intérimaire de 100 jours, apporter des réponses rapides à nos besoins urgents des routes, des ponts, des centres de santé, des écoles, de l'eau, de l'électricité, de l'habitat pour soulager tant soit peu le quotidien de nos populations dans le pays. Beaucoup reste à faire cependant et j'en suis conscient.



J'ai décidé et amorcé la mise en œuvre effective de la gratuité de l'enseignement primaire tel que le stipule notre Constitution. C'est une réforme que j'entends personnellement suivre pour le bien de nos enfants, notre fer de lance.

Au-delà du défi de la gratuité, je me suis engagé avec le gouvernement à veiller à l'amélioration de la qualité du programme, la formation continue des enseignants ainsi que leur prise en charge.

Les discussions engagées entre mon cabinet, le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique, les représentants des écoles conventionnées catholiques et les autres ont permis au gouvernement de programmer la paie des enseignants dits non payés et des nouvelles unités à partir du mois de janvier 2020.

Ceci pour éviter que la mise en œuvre de cette réforme puisse porter atteinte à notre système éducatif.

J'entends également veiller à la formation dans nos universités en vue de créer une adéquation entre notre système de formation et les exigences de notre marché.

C'est ici l'occasion de rendre hommage à nos enseignants et à nos professeurs d'université qui préparent notre armée du futur, la jeunesse congolaise. Je sais que leurs conditions tant sur le plan du travail que du social ne sont pas les meilleures. Nous y apporterons des solutions idoines à l'issue des États généraux de l'Enseignement Universitaire et Supérieur que j'entends convoquer cette année.

Je remercie aussi les parents qui ne cessent de consentir des sacrifices pour une meilleure formation de nos enfants.

### **Mes chers compatriotes,**

Notre pays célébrera cette année 2020 ses 60 ans d'indépendance.

L'occasion me semble bien appropriée pour nous interroger, revisiter le chemin parcouru et envisager des perspectives meilleures.

Au regard de l'état des lieux actuel, il me paraît urgent de nous remettre en question sur le modèle de la Nation que nous voulons construire.

Nos Pères de l'indépendance ont toujours rêvé de construire une puissance économique au cœur de l'Afrique assise sur des valeurs d'amour, de tolérance et de partage. J'invite chacun de nous à réfléchir et à apporter sa réponse dans la concrétisation de ce rêve.

C'est ainsi que j'ai décrété 2020, l'année de l'action !

Le mot « action » définit au mieux le leadership que j'imprime depuis mon arrivée à la tête de notre pays. Car, sans elle, nos discours politiques seront dépourvus de tout sens.

J'entends instaurer un nouveau système de gouvernance dans notre pays.

Et dans cette œuvre commune de reconstruction, nous devons travailler de manière à éviter le piège de la routine. Nous devons être constamment à la recherche de solutions innovantes et rapides pour répondre à nos priorités. C'est ce que j'entends par le changement.

### **Mes chers compatriotes,**

Le moment est venu de cesser les hommages aux potentialités et convoquer l'action transformatrice pour répondre efficacement aux multiples besoins de notre population, de l'Afrique et du monde. Car notre pays représente plusieurs réponses aux défis de l'humanité.

Dans ce cadre, dans un esprit de cohésion nationale avec l'implication de toutes les Institutions, chacune dans ses prérogatives et l'accompagnement de notre peuple.

J'attends du Gouvernement des mesures d'application pour la mise en œuvre effective des actions abordées dans mon discours sur l'état de la Nation, prononcé le 13 décembre dernier devant les deux chambres du Parlement réunies en Congrès. A ce propos, j'ai instruit la transmission au Premier Ministre, du tableau de bord reprenant toutes ces actions pour leur réalisation.

Je n'ai pas besoin de rappeler ici que ces actions constituent des réformes profondes que j'entends réaliser dans les différents secteurs de la vie nationale.

Toutes ces actions ne peuvent réussir sans un changement profond des mentalités. Ceci exige un engagement personnel et collectif dans la poursuite de l'intérêt général.

Aucun pas décisif ne peut s'accomplir sans sacrifice.

Nous devons apprendre à renoncer aux satisfactions immédiates pour des réponses pérennes et durables.



### **Mes chers compatriotes,**

En tant que votre capitaine, dans ce défi pour la reconstruction, je vais m'assurer de créer les conditions pour que chacun de vous puisse, avec son talent et dans sa sphère de compétences, jouer activement son rôle.

A intervalles réguliers, je ferai des évaluations de l'action du Gouvernement pour m'assurer de l'atteinte des objectifs décrits dans le tableau de bord vous présenté.

Des sanctions positives et négatives s'en suivront.

Dans ce cadre, le Parlement et la Justice sont invités chacun en ce qui le concerne à user de ses prérogatives respectives sans entrave aucune. Ils peuvent compter sur moi.

La redevabilité sera un critère clé de l'appréciation de l'action des membres du Gouvernement et des mandataires publics. L'efficacité devra être le leitmotiv de leur action.

### **Mes chers compatriotes,**

L'année 2020 s'ouvre sur des notes positives.

La bonne gestion du programme intérimaire des 100 jours financé sur fonds propres, la gestion rigoureuse des finances publiques et la bonne tenue du cadre macroéconomique nous ont permis d'obtenir un satisfecit du Fonds Monétaire International avec à la clé : un programme de référence de six mois, assorti d'une Facilité Rapide de Crédit FRC de 368 millions des dollars américains.

Je continuerai à veiller à la bonne gestion de nos finances publiques et ainsi garantir une bonne gouvernance économique de notre pays.

### **Mes chers compatriotes,**

Les projets élaborés par notre Gouvernement, les engagements pris par nos partenaires nous permettrons d'améliorer les conditions de vie de nos populations et à donner du travail à nos jeunes.

La Paix sera restaurée dans l'Est et dans toutes les parties du territoire national. La stratégie mise en place conduira, sans conteste, à ce résultat. J'en suis fermement convaincu.

Je crois au génie congolais. Je crois en notre capacité à construire un pays qui nous reflète. Un pays qui nous ressemble dans ce que nous caressons de plus beau comme rêve.

Dans cet élan où chacun doit jouer sa partition, j'invite nos médias et nos journalistes à qui je rends un vibrant hommage pour le travail accompli, dans des conditions difficiles, à y contribuer en véhiculant des valeurs du travail et du patriotisme.

**Mes chers compatriotes,**

Confessons la grandeur du Congo.  
Travaillons à construire un pays dont nous sommes fiers.  
Cultivons les valeurs d'amour, de solidarité et de générosité.  
Bannissons le tribalisme, la haine, l'égoïsme, le népotisme.  
Ouvrons tous pour la justice sociale.

A chacune et à chacun de vous, dans vos familles, au Congo ou à l'étranger, et à ceux qui vivent dans notre territoire, ceux qui ont choisi la RDC comme seconde patrie, je formule mes vœux les meilleurs pour la nouvelle année 2020 !

Que Dieu bénisse la République Démocratique du Congo et son Peuple !

**Je vous remercie.**



JANVIER 2020

---

**BUSINESS ENVIRONMENT MEETING AU SOMMET UK-AFRICA**

Londres - Royaume-Uni, Mardi 21 Janvier 2020

---







## **BUSINESS ENVIRONMENT MEETING AU SOMMET UK-AFRICA**

Londres - Royaume-Uni, Mardi 21 Janvier 2020

---

**Mesdames, Messieurs,**

Je me sens honoré de me trouver devant vous ce jour avec espoir que notre rencontre aboutira à des discussions profitables pour nous tous.

Je suis en même temps heureux de vous informer que j'ai tenu à être accompagné entre autres de quelques membres du Gouvernement central et des gouvernements provinciaux, mais aussi du Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements, pour marquer l'importance que mon pays, la République Démocratique du Congo, attache à ces assises, organisées en marge du Sommet UK-Africa.

Après ma brève intervention, je laisserai la place au Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements qui fera à votre intention, une présentation détaillée des opportunités d'investissement dans mon pays ainsi que des mesures incitatives que nous sommes en train de mettre en place. Des membres du Gouvernement seront également à votre disposition pour répondre à l'une ou l'autre préoccupation que vous pourriez avoir.

**Mesdames, Messieurs,**

Depuis mon arrivée au pouvoir, voici une année, j'ai pris comme option d'ouvrir davantage la République Démocratique du Congo aux investissements.

Il est connu de tous que mon pays présente une dichotomie entre ce qu'il regorge comme richesses et le vécu quotidien de sa population, constituée majoritairement d'une jeunesse en quête d'emploi.

La République Démocratique du Congo est dotée d'abondantes ressources minérales tel le coltan, le cuivre, l'or, le diamant, le cobalt, le lithium, les terres rares et j'en passe. Elle dispose aussi de vastes ressources forestières, d'importantes réserves d'eau douce, d'une riche biodiversité et des terres arables. Son potentiel énergétique est évalué à plus de 100 000 Mégawatts.

L'un de mes principaux objectifs en assistant à ce Sommet est de vous montrer à tous que mon pays est déterminé à améliorer le climat des affaires afin que nous puissions travailler ensemble pour tirer profit de cet énorme potentiel.

Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est de mettre en place des mécanismes et des actions concrètes susceptibles de créer continuellement des emplois.

### **Mesdames, Messieurs,**

Aujourd'hui, je suis également venu vous écouter, vous les investisseurs britanniques, à qui j'adresse mes amitiés, pour comprendre vos préoccupations et tenir compte de vos suggestions pour relever les multiples défis auxquels mon pays fait face.

Il est vrai que notre propre budget d'investissement est limité. D'où l'impérieuse nécessité pour les partenaires et amis de la République Démocratique du Congo d'appuyer nos efforts en vue de relever ces défis. Et pour cela, le partenariat avec les entreprises britanniques est essentiel.

C'est ce partenariat, que nous voulons gagnant-gagnant, qui nous permettra de valoriser ce vaste potentiel naturel. En plus de ces richesses, la République Démocratique du Congo dispose également de deux atouts majeurs, à savoir, une population jeune et dynamique et un nouveau gouvernement déterminé à amener le changement.

### **Mesdames, Messieurs,**

Depuis l'accession de mon pays à l'indépendance, son économie a toujours été portée par le secteur minier. En vue de garantir une croissance durable et inclusive, j'ai décidé de diversifier notre économie à travers la promotion du secteur agricole, la création des zones économiques spéciales, la transformation locale de nos matières premières, ainsi que le développement du tourisme et du secteur des services.

Les opportunités pour vos investissements sont vastes et largement inexploitées. A titre d'exemple, je peux citer :

- Environ 120 millions d'hectares de terres arables, un climat favorable et une pluviométrie abondante tout au long de l'année.
- La construction des infrastructures routières, portuaires, ferroviaires, aéroportuaires sur toute l'étendue de la République ainsi que le dragage et le balisage des 15400 Km du fleuve Congo et de ses affluents.
- La production de l'énergie propre et renouvelable dont, en premier lieu, le développement du projet Grand Inga avec un potentiel de 44000 Mégawatts et la construction de plusieurs barrages et micro centrales.

C'est pourquoi, je saisis cette opportunité pour inviter les entreprises et les capitaines de l'industrie britannique ici représentés, dont l'expertise est avérée, à venir investir en République Démocratique du Congo.

Dans le secteur de l'environnement, mon pays dispose des atouts pour contribuer



à l'effort global de lutte contre le changement climatique afin d'assurer un avenir durable à notre planète et aux générations futures.

En effet, la République Démocratique du Congo abrite, avec son bassin, la deuxième plus grande forêt tropicale et les plus importantes tourbières du monde devenant ainsi l'un des plus grands entrepôts de carbone. Les investissements dans mon pays ne doivent pas se réaliser au détriment de la protection de l'environnement car j'attache une attention particulière à la nécessité de préserver ce patrimoine mondial.

**Mesdames, Messieurs,**

Dans le but d'améliorer le climat des affaires, comme vous le verrez dans la présentation du Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements, j'ai initié une série de réformes et pris certaines mesures parmi lesquelles la simplification du système des impôts, la lutte contre la corruption et le renforcement du pouvoir judiciaire en vue de faire de la République Démocratique du Congo une destination plus attrayante pour les investissements.

**Mesdames, Messieurs,**

Pour terminer, je suis bien conscient qu'il y a des défis à relever, mais j'ai pris un engagement personnel à améliorer le climat des affaires et j'ai hâte d'écouter vos suggestions sur la façon dont la République Démocratique du Congo peut devenir une destination attrayante pour vos investissements.

La République Démocratique du Congo est prête à vous accueillir pour les affaires. Nous voulons travailler avec vous.

**Soyez les bienvenus au Congo !**

**Je vous remercie pour votre attention.**

# INDEX

## A

- Agriculture 19, 37, 43, 53, 59, 63, 71, 79, 83, 99, 103, 107, 111, 117, 123, 129, 135, 157, 163, 169, 195, 235, 241, 250
- Alternance 19, 37, 43, 59, 63, 71, 107, 111, 117, 135, 141, 157, 163, 169, 173, 195, 239, 241, 251

## B

- Bonne Gouvernance 37, 43, 53, 63, 71, 83, 107, 111, 187, 235, 241

## C

- Chômage 19, 83
- Climat des affaires 19, 43, 53, 63, 71, 79, 83, 93, 99, 103, 111, 117, 123, 135, 141, 163, 169, 173, 187, 191, 195, 239, 251, 249, 250, 251
- Corruption 19, 37, 43, 53, 69, 71, 83, 93, 107, 111, 135, 141, 157, 163, 173, 177, 191, 195, 239, 241

## D

- Décentralisation 19, 53, 71, 79, 83, 103, 111, 117, 123, 135, 139, 141, 153, 157, 173, 177, 191, 191, 235, 241
- Décrispation Politique 83
- Démocratie 19, 37, 43, 53, 59, 63, 69, 71, 79, 83, 93, 99, 107, 111, 117, 123, 129, 131, 135, 141, 153, 157, 163, 169, 173, 177, 185, 187, 191, 195, 235, 239, 241
- Digital 117, 123, 135, 141, 195
- Diplomatie 19, 37, 43, 59, 63, 71, 79, 83, 93, 99, 107, 117, 123, 131, 139, 141, 157, 163, 169, 177, 187, 195, 250
- Droits de l'Homme 19, 43, 71, 83, 157

## E

- Eau 43, 53, 103, 117, 131, 135, 141, 153, 157, 169, 177, 195



## E

Economie	19, 37, 43, 53, 59, 63, 71, 79, 83, 93, 99, 103, 107, 111, 117, 123, 131, 135, 139, 141, 153, 163, 169, 173, 177, 185, 187, 191, 195, 239, 241, 249, 250
Education	19, 43, 53, 71, 83, 93, 111, 117, 123, 129, 135, 141, 163, 191, 195, 235, 241
Électricité	19, 37, 43, 53, 63, 71, 83, 99, 103, 107, 111, 117, 123, 129, 131, 135, 139, 141, 153, 157, 169, 177, 187, 195, 235, 239, 241, 250
Emploi	19, 83, 93, 123, 141, 249
Energie	19, 37, 43, 53, 63, 71, 83, 99, 103, 107, 111, 117, 123, 129, 131, 135, 139, 141, 153, 157, 169, 177, 187, 195, 235, 239, 241, 250
Environnement	19, 43, 63, 71, 79, 99, 103, 111, 117, 123, 129, 131, 135, 141, 163, 177, 187, 195, 251
Etat de droit	19, 37, 43, 53, 69, 71, 83, 93, 99, 139, 141, 163, 177, 187, 191, 195, 235, 241

## F

Femmes	37, 59, 69, 71, 83, 99, 117, 123, 135, 141, 191, 195
--------	--

## G

Genre	37, 59, 69, 71, 83, 99, 117, 123, 135, 141, 191, 195
Gouvernement	19, 37, 43, 53, 59, 63, 71, 79, 83, 93, 99, 107, 111, 117, 123, 129, 131, 135, 141, 153, 157, 163, 169, 173, 177, 185, 187, 191, 195, 235, 239, 241
Gouverneurs	71, 72, 73, 89, 96, 103, 115, 153, 162, 173, 194, 204

## H

Homme	19, 37, 43, 53, 59, 63, 71, 79, 83, 93, 99, 107, 111, 117, 123, 129, 131, 135, 141, 153, 157, 163, 169, 173, 177, 185, 187, 191, 195, 235, 239, 241
-------	---

## I

Indépendance	19, 37, 43, 53, 59, 63, 71, 79, 83, 93, 99, 107, 117, 123, 129, 131, 135, 141, 153, 157, 163, 169, 173, 177, 185, 191, 195, 235, 239, 241
Internet	111, 163

## J

Jeunesse 19, 37, 43, 53, 59, 63, 71, 79, 83, 93, 107, 111, 117, 123, 129, 131, 135, 141, 153, 157, 163, 169, 173, 177, 191, 195, 241, 249

## L

Libertés Publiques 83

## M

Medias 69, 83, 111, 117, 123, 135, 141, 169, 195, 241

Mines 19, 43, 53, 71, 79, 117, 123, 135, 141, 157, 163, 169, 177, 195, 243, 250

## N

Numérique 111, 117, 123, 135, 141

## P

Paix 19, 37, 43, 53, 59, 63, 71, 77, 79, 83, 99, 107, 111, 123, 139, 141, 153, 157, 163, 177, 187, 195, 235, 239, 241

Pauvreté 19, 37, 43, 59, 63, 71, 107, 111, 117, 135, 141, 157, 163, 169, 173, 195, 239, 241

Plan National du Numérique 111, 117, 123, 135, 141

Presse 19

Programme des 100 jours 117, 195

Programme de Lutte contre la Pauvreté 157

Province 195

## S

Santé 19, 43, 53, 71, 83, 99, 107, 111, 117, 123, 135, 141, 157, 177, 185, 191, 195, 241

Sécurité 19, 37, 43, 53, 59, 63, 71, 77, 79, 83, 99, 107, 111, 123, 139, 141, 153, 157, 163, 177, 187, 195, 235, 239, 241

## T

Tourisme 19, 63, 71, 117, 129, 131, 141, 177, 195, 250









réalisé et produit par  
la Direction de la communication du Chef de l'État  
graphisme et mise en page Francy Tuyala & Didier Mayambu

**GRATUIT - NE PEUT ÊTRE VENDU**

Imprimé en RDC  
Kinshasa - Gombe

Janvier 2020

[communication@presidence.cd](mailto:communication@presidence.cd)

 [@Presidence\\_RDC](https://twitter.com/Presidence_RDC)





« Prestation de serment constitutionnel », « Lancement du programme d'actions des 100 premiers jours », « Journée de la Femme », « 59<sup>ème</sup> anniversaire de l'Indépendance de la RDC », « Atelier de validation du Plan national du numérique », « Sommet Action pour le Climat », « 74<sup>ème</sup> Assemblée Générale des Nations Unies », « 1<sup>er</sup> Sommet Russie - Afrique », « Discours sur l'état de la Nation », tous ces titres ou thèmes ont été exploités par Son Excellence Monsieur le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, dans ses différentes adresses, tant au pays qu'à l'étranger, durant la première année de son quinquennat.

Au total, 38 discours officiels sont regroupés dans le présent recueil, organisés par ordre chronologique sur plus de 250 pages, rangés par mois à compter du premier que le Chef de l'Etat a eu à prononcer, à savoir, celui du 24 janvier 2019 relatif à sa « Prestation de serment constitutionnel » jusqu'au dernier, celui du 21 janvier 2020.



**SUIVEZ-NOUS**



[www.presidence.cd](http://www.presidence.cd)